S O M M A I R E

Séance plénière des 16 et 17 décembre 2021

Pages

Approbation du procès-verbal de la Séance plénière du 10 novembre 2021 3

Rapport n°1 Adoption du Budget primitif 2022 8

Trois amendements « santé » présentés par le groupe Rassemblement National 62

Trois amendements « santé » présentés par le groupe Union de la Droite, du Centre et des Indépendants 68

Amendement « la Ferme des âges » présenté par le groupe Union de la Droite, du Centre et des Indépendants 78

Amendement « Lycées 100 % inclusifs » présenté par le groupe Centre, démocrate, républicain et citoyen 81

Amendement « école de production de Salbris » présenté par le groupe Écologie et Solidarité 87

Amendement « pilotages stratégiques aéroportuaires » présenté par le groupe Union de la Droite, du Centre et des Indépendants 93

Deux amendements « transports et mobilités durables » présentés par le groupe Écologie et Solidarité 96

Amendement « véhicules électriques et bornes de recharge » présenté par le groupe Centre, démocrate, républicain et citoyen 101

Rapport n°7 avenant n° 19 de la convention TER 107

Rapport n°5 Présentation du point d'étape du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Centre-Val de Loire 114

Rapport n°3 Carte des formations professionnelles initiales sous statut scolaire en Région Centre-Val de Loire pour la rentrée 2022 148

Communication n°6 Délégation au Président du Conseil régional - Communication sur les marchés et les avenants passés du 01/07/2021 au 30/09/2021 et sur les actions contentieuses introduites et closes devant les tribunaux du 15/09/2021 au 15/11/2021 163

Question orale du groupe Rassemblement National et Alliés 167

Question orale du groupe Union de la Droite, du Centre et des Indépendants 169

Question orale du groupe Centre, Démocrate, Républicain et Citoyen 171

Rapport n°4 Déclaration de l'état d'urgence climatique et sociale – Bilan carbone du Conseil régional et Bilan carbone du territoire régional – Plan de transition de la collectivité : 30 actions pour réduire l'empreinte carbone de la collectivité 176

CONSEIL RÉGIONAL

Réunion du jeudi 16 décembre 2021

Le jeudi 16 décembre 2021 s'est tenue à Orléans, à l'Hôtel régional, une réunion du Conseil régional sous la présidence de Monsieur François BONNEAU, Madame Delphine BENASSY étant secrétaire de séance.

Présents : Monsieur Marc ANGENAULT , Monsieur Frédéric AUGIS, Monsieur Alexandre AVRIL, Madame Elodie BABIN, Madame Marine BARDET (jusqu'à 19h30), Monsieur Olivier BEATRIX, Monsieur Lionel BÉJEAU, Madame Delphine BENASSY, Madame Anne BESNIER (jusqu'à 13h40 et à partir de 18h57), Madame Magali BESSARD, Monsieur Pierre-Frédéric BILLET, Madame Sylviane BOENS, Monsieur François BONNEAU, Madame Michèle BONTHOUX, Monsieur Dominique BOUÉ, Monsieur Jean-François BRIDET, Madame Cécile CAILLOU-ROBERT (jusqu'à 18h30 et à partir de 19h18), Madame Carole CANETTE, Madame Aurore CARO, Monsieur Michel CHASSIER, Madame Estelle COCHARD, Monsieur Aymeric COMPAIN, Monsieur Christophe COQUIN, Monsieur Guillaume CRÉPIN, Madame Sylvie DUBOIS, Madame Nadia ESSAYAN, Madame Christine FAUQUET, Madame Julie FERRON, Monsieur Marc FESNEAU, Madame Karin FISCHER, Madame Régine FLAUNET, Monsieur Nicolas FORISSIER, Madame Mathilde FOUCHET, Monsieur Philippe FOURNIÉ, Monsieur Charles FOURNIER (jusqu'à 18h30 et à partir de 20h00), Madame Jalila GABORET, Madame Catherine GAY, Madame Delphine GENESTE, Monsieur Lionel GEOLLOT, Monsieur Jean-Patrick GILLE (jusqu'à 17h12), Madame Temanuata GIRARD, Madame Karine GLOANEC MAURIN, Monsieur Jérémie GODET, Madame Sandrine GRÉGOIRE, Monsieur Marc GRICOURT, Madame Betsabée HAAS, Monsieur Cyril HEMARDINQUER, Monsieur Harold HUWART (jusqu'à 17h30), Monsieur David JACQUET , Monsieur Arnaud JEAN, Madame Gaelle LAHOREAU, Monsieur Thibaut DE LA TOCNAYE (jusqu'à 19h15), Monsieur Perico LEGASSE (jusqu'à 17h30 et à partir de 19h15), Monsieur Emmanuel LEONARD, Madame Ambre LOUISIN, Monsieur Romain MERCIER, Madame Elisabeth MEYBLUM, Monsieur Florent MONTILLOT, Monsieur Mohamed MOULAY, Monsieur Aleksandar NIKOLIC, Madame Virginia DE OLIVEIRA, Madame Sonia PAREUX, Madame Mathilde PARIS, Madame Constance DE PÉLICHY, Monsieur Rémy POINTEREAU, Madame Laurence RENIER, Monsieur Pierre-Alain ROIRON, Monsieur Dominique ROULLET, Madame Magali SAUTREUIL, Monsieur Matthieu SCHLESINGER (jusqu'à 17h30), Madame Anna STEPANOFF, Madame Isabel TEIXEIRA, Madame Gaëtane TOUCHAIN-MALTÊTE, Monsieur Philippe VIGIER, Madame Mylène WUNSCH

Ont donné pouvoir : Madame Marine BARDET (a donné pouvoir à Madame Ambre LOUISIN à partir de 19h30), Madame Anne BESNIER (a donné pouvoir à Monsieur Romain MERCIER de 13h40 à 18h57), Madame Monsieur Charles FOURNIER (a donné pouvoir à Madame Gaëlle LAHOREAU de 18h30 à 20h00), Madame Cécile CAILLOU-ROBERT (a donné pouvoir à Madame Karine GLOANEC-MAURIN 18h30 et à 19h18), Monsieur Jean-Patrick GILLE (a donné pouvoir à Madame Temanuata GIRARD à partir de 17h12), Monsieur Harold HUWART (a donné pouvoir à Madame Carole CANETTE à partir de 17h30),Monsieur Thibaut DE LA TOCNAYE(a donné pouvoir à Monsieur Cyril HEMARDINQUER à partir de 19h15), Monsieur Perico LEGASSE (a donné pouvoir à Madame Sonia PAREUX de 17h30 à 19h15), Monsieur Thomas MÉNAGÉ (a donné pouvoir à Monsieur Aleksandar NIKOLIC),Monsieur Matthieu SCHLESINGER (a donné pouvoir à Madame Sonia PAREUX à partir de 17h30).

Absent: Madame Cathy MÜNSCH-MASSET

(La séance est ouverte à 9 heures 20 sous la présidence de Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional)

M. le Président.- En vous saluant toutes et tous, que vous soyez en présentiel ou à distance, je souhaite vous dire la volonté qui est la mienne que nous puissions avoir, autant que possible, une session positive, productive, riche de débats, d'échanges, de votes, bien évidemment, malgré ces situations difficiles, et je salue les journalistes qui sont présents en leur disant à eux aussi que nous faisons le maximum. Si vous avez des observations à faire pour votre installation, vous les ferez aux services, au cabinet. Nous avons fait en sorte que vous puissiez travailler en présentiel, pour ceux qui le souhaitaient, dans les conditions de la meilleure protection sanitaire possible.

Nous allons tout d'abord procéder à l'appel nominatif. Je vous en prie, Madame.

Mme DUPONT.- Bonjour à tous. Je vais faire l'appel par groupe politique.

(Madame DUPONT, directrice du Secrétariat général, procède à l'appel nominal)

M. le Président.- Merci pour votre mobilisation, en précisant qu'il est demandé aux élus qui sont en présentiel de ne pas se connecter sur la visio, car cela participe au larsen qu'on a entendu.

Merci à vous.

Nous allons procéder à la désignation de notre secrétaire de séance ; je propose que nous confiions cette responsabilité à Delphine BENASSY.

Merci, Delphine BENASSY.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE PLENIERE DU 10 NOVEMBRE 2021

M. le Président.- Nous devons également procéder à l'approbation du procès-verbal de la séance du 10 novembre.

Y a-t-il des remarques, des observations ? *(Non)* Je n'en vois pas, je vous en remercie. Il est donc adopté en l'état.

(Le procès-verbal de la séance plénière du 10 novembre 2021 est adopté à l'unanimité)

Avant d'ouvrir sur les différents dossiers, nous avons à adopter la délibération qui détermine les modalités d'organisation de la réunion, en mode mixte/présentiel/distanciel. C'est une organisation que, conformément aux textes bien évidemment, nous avons adaptée en dialogue avec vos présidents de groupe, notamment sur les prises de parole, sur la comptabilisation des votes.

Est-ce que, sur cette délibération, il y a des observations ? *(Non)* Je n'en vois pas. C'est donc ce cadre qui va prévaloir pour l'organisation de nos échanges.

(La délibération fixant les modalités d'organisation de la séance plénière est adoptée à l'unanimité)

Avant d'ouvrir, ou en introduisant, d'ailleurs, le premier thème, Monsieur le Premier Vice-président chargé des Finances et du Budget, je voudrais dire tout d'abord que nous sommes dans une session qui, malgré sa forme présentielle/distancielle, est importante, importante parce

qu'il y a le budget, importante parce que nous aurons, à travers le budget, à traiter d'engagements très forts, importante parce que, à travers une délibération, nous aborderons les avancées du dossier ferroviaire, importante parce qu'il y aura un point d'étape sur le SRADDET qui est un cadre dans lequel le développement de notre Région s'opère, importante parce que nous parlerons de la carte des formations et importante aussi, bien évidemment, puisqu'il y aura un rapport sur l'urgence climatique et sociale.

C'est une session qui va se dérouler dans un contexte plus que jamais exigeant, plus que jamais exigeant s'agissant de l'action publique, qu'il s'agisse de celle de l'État, de celle des collectivités territoriales ou, bien entendu, de la nôtre. Cette importance de l'action publique, dans la période, permettez-moi de l'illustrer à partir de trois éléments qui viendront dans nos travaux, dans nos débats.

Tout d'abord, je vais vous rendre compte du dossier ferroviaire, qui est un dossier très important. 2022, à cet égard – je regarde le vice-président en charge des Mobilités – sera une année majeure, avec l'arrivée finalisée de 32 rames neuves, et c'est historique pour le développement de l'offre de services ferroviaires, sur les grandes lignes de notre Région. Actuellement, 4 ou 5 rames sont déjà en circulation et nous serons à 32 à la fin de cette année. Cette rénovation du matériel pour les usagers est donc très significative.

2022 sera aussi l'année de concrétisation d'un engagement que nous avons pris ensemble, qui est l'engagement de rénovation des lignes capillaires, des lignes du quotidien. Aucune autre région ne l'a encore engagée. Vous savez dans quelles conditions nous avons réussi à nouer un accord avec le gouvernement sur un 50/50 en termes de financement, ce qui permet à ces lignes d'être rénovées. Les travaux sont d'ores et déjà engagés, notamment sur une ligne qui est Chartres-Courtalain et sur la ligne Tours-Loches. On a donc des choses qui ont débuté sur cette année mais qui vont se développer très fortement en 2022, et c'est une chance d'avoir pu commencer en avance de phase, car dès que les signatures seront faites un peu partout, nous aurons une grande difficulté à mobiliser des entreprises qui sont spécialisées avec du matériel en nombre limité sur le territoire national.

Enfin, il y aura en 2022 le volet mobilité du CPER, et c'est dans les premières semaines de 2022 que ce débat va venir. Pourquoi ? Parce que, à notre demande, à la demande des régions, le gouvernement et le Premier ministre en particulier – c'était dans une réunion à Matignon – ont acté le principe d'ouvrir le débat sur le volet mobilité du CPER, ce qui n'avait pas été le cas dans la première phase du fait qu'il y avait la crainte d'une superposition de deux dispositifs, celui qui était de la loi Mobilités et ce CPER. Les régions ont pesé de tout leur poids, le débat est ouvert, les préfets ont aujourd'hui mandat de discuter avec les régions pour ce qui concerne le ferroviaire et avec les départements pour ce qui concerne le routier, et nous aurons ce sujet en 2022, année qui sera donc importante.

Elle sera importante aussi par rapport à un passif qui, on l'avait exprimé ici, était particulièrement préoccupant. Ce passif, c'est celui de 87-90 millions d'euros qui correspond au trou d'air, au manque à gagner, au manque de recettes, car il n'y avait plus ou très peu d'usagers en 2020 et même en 2021, lié à la crise. 87-90 millions, vous voyez ce que cela signifie.

La première réaction de nos partenaires là-dessus, c'était : c'est la responsabilité de la Région, vous payez, il n'y a rien à voir. Nous avons engagé un dialogue d'une grande fermeté en direction de l'État et en direction de la SNCF, pour dire : premièrement, cela ne serait pas juste que la Région paie seule et, deuxièmement, ce n'est pas possible. 90 millions dans un budget, ce n'est pas marginal. Nous avons donc conduit, Philippe et Marc, ce travail en direction de l'État et de la Région et obtenu une reconnaissance de la légitimité de nos revendications, puisque, du côté du gouvernement et notamment du Premier ministre et du côté de la SNCF, il y a eu la volonté de parvenir à un accord.

Cet accord a été trouvé entre la SNCF et l'État pour qu'il y ait une couverture à hauteur de 62 millions d'euros. C'est majeur, c'est essentiel pour nous. Nous n'aurions pas été en situation de couvrir cela sans faire très mal à nos autres engagements. C'est une avancée tout à fait significative qu'il faut à la fois prendre en compte, saluer et traduire dans nos budgets.

Vous vous souvenez que nous avions constitué des provisions. Les services alertaient en disant : attention, il ne s'agit pas de petites dépenses. Nous avions commencé à constituer des provisions pour l'année déficit 2020 et déficit 2021. Il y aura donc lieu, et c'est le rapport d'urgence qui le dit, de régulariser la situation budgétaire en intégrant la perspective de ces 62 millions d'euros qui viendront alléger notre dette. J'attire quand même votre attention, car il va rester au minimum 25 millions. Cela va dépendre du final 2021, ce sera peut-être un peu plus, on pourrait être à 25-30 millions d'euros, car la fin 2021 peut être impactée par la crise que nous connaissons à nouveau, et, je le disais ce matin aux présidents, c'est la moitié du prix d'un lycée.

Certes, on a gagné 62 millions, c'est bien, plus des deux tiers, étant entendu que l'objectif était fixé à ce niveau-là dans la négociation, mais il nous reste notre part, et cette part est très significative. Je regarde à la fois la vice-présidente chargée des Lycées, avec laquelle j'étais samedi à Hanches pour le lycée de Hanches, et le directeur général adjoint à l'Éducation, c'est la moitié du prix d'un lycée, et cela, c'est juste la baisse de recettes sur 2020 et 2021. Par conséquent, cela allège la charge de départ, mais cela nous responsabilise sur une part très importante qui ne sera pas sans impacter, bien évidemment, notre budget.

Dans cette délibération, toujours sur le ferroviaire, un mot pour vous dire où nous en sommes, avec Philippe FOURNIÉ et les services, sur la négociation de notre convention. Vous savez que la convention précédente s'arrêtait en décembre 2020, que nous avons engagé en amont du 1er janvier 2021 une négociation dynamique avec la SNCF et que cette négociation n'avait pas du tout abouti fin 2020. On a donc voté, vous avez voté un avenant à la convention pour prolonger les engagements de la Région face à la SNCF et réciproquement sur 2021. Aujourd'hui, les négociations ont sensiblement avancé et ce que je vous ai dit juste avant, d'ailleurs, n'est pas sans effet sur l'appréciation que nous portons. Les négociations ont donc sensiblement avancé, nous ne sommes pas encore au point d'équilibre auquel nous devons nous situer, mais nous nous en rapprochons. On a bon espoir, mais on ne lâchera rien, ni sur les aspects financiers ni sur l'aspect qualitatif du service, on a bon espoir, dans le début de l'année 2022, de pouvoir prolonger l'avenant sur six mois avec la possibilité de conclure définitivement avant le 30 juin. À cet égard, je proposerai qu'en début de l'année, au sein de la Commission « Transports », un point soit fait assez rapidement par le vice-président chargé de cela sur l'état et l'avancement de notre négociation, afin que l'information qui commence à être un peu consistante puisse être partagée par l'ensemble de l'Assemblée.

Sur les points d'actualité, qui sont très présents dans notre session, je veux, bien sûr, parler des enjeux de la santé. Vous vous souvenez, et je regarde Nicolas FORISSIER en disant cela, de ce qui nous avait rassemblés, je crois, dans la session précédente où le dépôt de vœux ne paraissait pas à la hauteur des enjeux. On avait choisi communément d'en sortir en travaillant au sein d'un groupe de travail pour produire une position commune. Le groupe de travail a été mis en place sous mon autorité et sous celle de la vice-présidente en charge de ce secteur, plus globalement des vice-présidents, car il y a deux ou trois domaines qui sont concernés.

Le groupe de travail s'est réuni, et ce que je propose, c'est que nous ayons là-dessus en février, à la session de février, non pas un vœu ni une communication, mais à nouveau une délibération qui dise très clairement les engagements de la Région, au regard d'un certain nombre de choses, et les attentes communes que nous adressions au gouvernement, puisqu'il s'agit de sujets importants.

Ainsi, dès février, cette délibération, comme cela a été acté par le groupe de travail, fera le point sur tout ce qui concerne les avancées. Et il y en a. La faculté d'odontologie, c'est une avancée positive, même si elle nous coûte 3,5 millions d'euros. On a la montée en puissance du dispositif du salariat, avec 20 médecins engagés fin 2021, ce qui est un premier pas, et il faut évidemment aller plus loin. Il y a la poursuite du développement des MSP. Nous avons, avec Dominique ROULLET, vice-président chargé de l'Aménagement du territoire, des sollicitations des collectivités qui nous montrent, pour ces MSP, que les choses doivent se développer. Ce sont des avancées, même s'il y a en même temps des choses qui sont, pour nous tous, particulièrement préoccupantes. Malgré les 330 médecins dans nos MSP, malgré les 20 médecins engagés, on voit bien que le nombre de médecins qui partent en retraite continue à augmenter

et que la désertification médicale reste une menace très forte, et il faut que ce soit pris en compte. À cet égard, le projet, tel qu'il a été présenté, qui ferait que le nombre de médecins formés à Tours passerait de 330 cette année à 300 l'année prochaine, c'est quelque chose de totalement inenvisageable, d'inadmissible, contre lequel nous nous mobiliserons, notamment dans cette délibération et dans les suites que nous y donnerons.

Dans les difficultés qui sont apparues très directement au mois d'octobre, il y a aussi, vous le savez et on en a débattu, la problématique des infirmières. Est-ce que notre Région – on avait abordé cela avec Florent MONTILLOT la dernière fois – est en dessous de la moyenne en termes de formation d'infirmières ? Non, nous sommes légèrement au-dessus de la moyenne nationale. Pour autant, et pour la première fois, au mois d'octobre, le directeur du CHRO nous a alertés sur la grande difficulté qui était la sienne de recruter des infirmières. À cet égard, on a expertisé le sujet, on en a débattu la fois dernière et j'ai annoncé au groupe de travail, et vous le verrez dans nos délibérations, que dès le 1er septembre 2022, la Région allait augmenter dans le Loiret le nombre d'infirmières formées de 80 et à nouveau de 80 pour 2023, soit 160 de plus pour le département du Loiret, avec, là aussi, dans nos engagements, la mobilisation de notre budget pour mettre les locaux dans un premier temps, en préfabriqué, disponibles pour le 1er septembre et l'évolution de notre PPI pour aller vers des locaux en dur le plus vite possible. Nous avons donc une grande réactivité là-dessus, car c'est absolument indispensable.

Dans les sujets d'actualité qui avaient été débattus ici, bien évidemment il y a eu les états généraux de l'Économie, une belle dynamique qui s'est mise en œuvre avec, à cet égard, l'objectif d'aller encore plus loin dans la simplification, d'aller encore plus loin dans la réactivité. J'ai fait le tour, avec Harold HUWART, de l'ensemble des départements réunissant à chaque fois les ComCom et les agglomérations et nous avons eu un retour positif sur l'outil que nous avons mis en place pour le développement économique, cette agence Dev'up, un retour unanimement positif. Et vous avez vu ce matin dans la presse qu'hier, le Conseil d'administration de Loire&Orléans Éco a souhaité que le département du Loiret puisse disposer du même outil que les autres en faisant sortir l'interface particulière que nous avions mise en place qui était ce GIP Loire&Orléans Éco. Ainsi, simplification toujours, mobilisation et nous allons continuer en ce sens.

Nous avons parlé, en termes d'économie, d'un dossier important et vous avez pris une position qui concerne l'entreprise Alvance Wheels, notre politique de non-délocalisation, notre politique de défense de l'industrialisation et de l'industrie dans notre territoire, un engagement fort, à hauteur de 2 millions en interventions directes et de 3 millions en avances remboursables. Cela a fait bouger les lignes. Renault a enchaîné, par la suite, en s'engageant sur des commandes, même si le niveau de ces commandes n'est pas encore suffisant, et on a vu également un investisseur, Saint-Jean, pour qui c'était oui un jour et non le lendemain, s'investir très fortement.

Ainsi, vous le voyez, notre budget est complètement ancré dans la réalité de nos territoires, du développement économique, du développement des services, du développement social.

Il s'agit d'un budget qui affirme aussi, vous l'avez vu, des priorités fortes, et j'ai essayé de prendre quelques ratios pour le démontrer. Le budget ordinaire qui fait référence, c'est le budget 2019, et le CESER le lisait avec clarté – n'est-ce pas, Marc. Par rapport à 2019, le budget consacré à l'économie passe de 52 à 60 millions d'euros, soit plus 15 %, le budget consacré à la santé passe de 49 à 72 millions, soit plus 46 %, le budget consacré aux transports passe de 429 à 730 millions soit plus 70 %, et le budget consacré aux lycées passe de 176 à 265* millions. J'agrège l'investissement et le fonctionnement sur les deux années de comparaison, et c'est plus 25 %.

C'est un budget qui est fortement un budget d'investissement, on l'avait dit. On fait un budget de relance, on fait un budget qui, à travers l'effort sur les lycées, l'effort sur le bâtimentaire, l'effort pour la performance énergétique dans nos interventions, que celles-ci soient économiques, qu'elles soient dans les lycées, etc., doit être massif. Ce budget fait donc un saut qualitatif, un saut de nature importante en termes d'investissement, puisque nous

aurons un investissement qui se situera à 800 millions d'euros, ce qui est du jamais-vu, ce qui n'a jamais été atteint. C'est un budget exceptionnel que nous ne ferons pas tous les ans mais qui marque, dans cette période de crise où il faut apporter les éléments de la relance, notre détermination à le faire.

C'est un budget avec des recettes qui sont contraintes, 2019-2022. S'agissant de la fiscalité directe et de la fiscalité indirecte, j'ai fusionné les deux, car on est passé de la CVAE à la TVA. Si on prend le comparatif, nous étions à 834 en 2019 et on est à 775 en 2022. Mais il y a le retrait des 60 millions pour l'apprentissage, et, à cet égard, si on enlève ces 60 millions, puisqu'on n'a plus la compétence, on voit bien que la production de la fiscalité directe/indirecte est étale, n'a pas bougé entre 2019 et 2022, ce qui doit être mis en regard de l'augmentation de l'inflation qui risque d'être importante sur un certain nombre de chapitres, et je pense notamment à l'énergie.

Mobilisation de fonds européen, plus 6 %. C'est important, il faut que nous continuions. Tout cela, ce sont des chiffres qui montrent à la fois un budget qui s'engage et un budget maîtrisé.

Vous avez vu que la proposition qui vous est faite par l'Exécutif, c'est une proposition d'augmentation très sensible du recours à l'emprunt, puisque nous allons passer de 3,6 années de capacité de désendettement à 6,6 années. C'est un choix fort, là aussi, pour la relance et c'est un choix totalement maîtrisé. Nous étions parmi les toutes meilleures régions en termes de capacité de désendettement avant la crise. Pendant la crise, nous nous situons dans la moitié la moins endettée. Je discutais il y a deux jours avec le président de Nouvelle-Aquitaine qui est, comme nous, dans une situation très favorable en termes de recours à l'emprunt et qui me disait que cela flambait de toutes parts et que cela allait être difficile pour certaines régions. On a partagé cela. Nous, nous restons, avec ces 6,6 années, en deçà des 9 années, ce qui est l'objectif que nous nous sommes donné, mais nous faisons un choix extrêmement engagé.

Cette session, ce sera également à l'évidence une session pour une mobilisation transversale, massive en faveur de l'urgence climatique et sociale. Cela débutera demain matin. C'est vrai dans les lycées, c'est vrai dans la mobilité, c'est vrai dans l'économie, dans tous les secteurs. Il y a une priorité, l'urgence climatique et sociale.

Cette session traitera également de l'avancée de la carte des formations, avec un certain nombre de choses, avec ce que nous ne souhaitons pas, Madame la Vice-présidente, et avec un certain nombre de choses qu'il faudra acter et ce sera peut-être l'occasion de se fixer des objectifs plus ambitieux encore pour l'année qui vient.

Cette session, à travers le point SRADDET, traitera de la stratégie d'un nouveau modèle de développement. Je ne sais pas si certains d'entre vous étaient là – Pierre-Alain ROIRON et Charles FOURNIER étaient présents –, j'ai participé, il y a deux jours, à l'invitation de la préfète de l'Indre-et-Loire avec les présidents de ComCom, la Métropole, etc., à une réunion sur ces sujets. À l'évidence, nous avons la prise de conscience claire de la nécessité d'un nouveau modèle de développement, avec un rapport au foncier qui ne soit pas dans une approche manichéenne mais qui soit posé dans l'ensemble du développement qui est le nôtre, un rapport à l'environnement, au réchauffement climatique qui soit posé. Nous avons besoin, à travers ce SRADDET, de fixer un cadre. Ce sera un point d'étape et non pas une modification, puisque les décrets de la dernière loi ne sont pas parus, mais cela n'enlève pas d'intérêt à ce dossier.

Nous allons donc avoir un moment important qui, je le souhaite, ne pâtira pas des conditions matérielles d'organisation que nous avons décidées, avec la volonté que le débat se déroule et que nous puissions travailler dans la plus grande des sérénités.

Merci de votre attention.

(Applaudissements)

Nous allons directement passer à la présentation du budget primitif. J'appelle le rapporteur du budget, le vice-président chargé du Budget est à mes côtés. D'abord, le rapporteur puis nous aurons ensuite, bien évidemment, les présidents de groupe et le débat général.

Monsieur le Rapporteur ?

Ce n'est pas un jeu de chaises musicales, c'est simplement la nécessité d'avoir les micros et les caméras qui vont bien pour que notre collègue puisse faire sa communication.

Monsieur le Rapporteur, vous avez la parole.

RAPPORT N°1 ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2022

M. JACQUET.- Monsieur le Président, Monsieur le Premier Vice-président chargée des Finances, Mesdames et Messieurs les Vice-présidents, chers collègues, Mesdames et Messieurs, nous sommes dans un contexte particulier, ce contexte de crise qui perdure et continue aujourd'hui de bouleverser nos organisations. C'est un contexte qui nous amène à avoir un début de mandat qui impacte fortement ce nouveau budget dont je vais être amené à vous présenter les grandes lignes.

Tout d'abord, le principe, c'est de vous présenter un budget équilibré, un budget responsable et un budget engagé et volontariste. Il comporte six grandes priorités, sur lesquelles une grande partie du débat devrait sans doute porter avec vous par la suite.

- La première priorité, c'est la priorité à la santé de toutes et de tous.
- La deuxième, c'est celle sur l'emploi et le développement des nouveaux modèles face aux défis de transformation sociale, économique, climatique, technologique.
- La troisième est axée sur la transition écologique et énergétique.
- La quatrième est sur le pouvoir d'achat des familles, à la jeunesse et aux solidarités.
- La cinquième est aux transports collectifs décarbonés et aux mobilités durables.
- Et la sixième est sur les projets de territoire et l'attractivité de notre Région.

Il est important de préciser que l'équilibre budgétaire pour financer ces priorités est axé sur le financement de la continuité de l'action mais aussi de nouvelles interventions et principalement le financement d'un investissement massif, sans précédent, en lien avec l'action de relance, et c'est là-dessus que je vais être amené à vous présenter un certain nombre de points.

Je reviendrai sur les différentes priorités pour les imager avec quelques exemples, mais il me semble important, dans un premier temps, d'aborder la question des recettes et la question des dépenses, en sachant qu'un budget est avant tout l'empreinte politique d'une collectivité et, comme nous sommes sur une nouvelle mandature, cette empreinte a tout son sens.

- Les recettes de fonctionnement se situent à la hauteur d'1,2 milliard d'euros, soit 60 millions de plus par rapport au BP 2021.

Les recettes de fiscalité augmentent fortement, à 740 millions d'euros. La recette de TVA reversée par l'État représente désormais la principale recette de la Région et est attendue en hausse, à 50,7 millions d'euros. Je sais que je vous donne de nombreux chiffres, cela peut paraître pesant, mais vous allez voir que cela a tout son sens, derrière, sur la déclinaison technique qu'on pourrait en faire.

Le Président l'a abordée, je ne vais pas revenir sur la réforme de l'apprentissage et sur l'impact qu'elle peut avoir.

Il est à noter que comme plusieurs éléments liés à la péréquation et aux compensations financières d'État sont intervenus par amendements tardifs du gouvernement au projet de loi de finances de 2022, ces éléments seront intégrés à la DM1 en cours d'année et cela me paraît important de le préciser.

- Les recettes d'investissement. Je vous le disais tout à l'heure, nous allons avoir un budget d'investissement sans précédent, et les recettes représentent un passage de plus de 75,6 %. Ces recettes, c'est le remboursement par l'Europe des sommes versées par la Région au titre de la gestion des fonds européens – on est à 121,4 millions d'euros – et la subvention AFITF pour l'acquisition de 32 rames TET, à 117,5 millions d'euros en 2022. C'est aussi la participation de France Compétence au financement des investissements sur les CFA, à 12 millions d'euros.

Ces recettes d'investissement sont complétées par des subventions exceptionnelles de l'État à hauteur de 13,4 millions d'euros au titre du plan de relance et de l'Europe à 21,4 millions d'euros.

- Les dépenses de fonctionnement sont établies à 1,26 milliard d'euros, soit plus 40 millions d'euros par rapport au BP 2021 mais moins 5 millions d'euros par rapport au BP 2019, en sachant que le BP 2019 était le BP de pré-crise. Cela me semble important de vous le rappeler.

Ce qui semble important sur les dépenses de fonctionnement, c'est tout d'abord, que la masse salariale est contenue malgré les fortes ambitions en termes d'intervention. Cela témoigne d'une volonté de gestion rigoureuse, avec des dépenses de personnel dans notre budget total qui augmentent très peu.

- On est sur des dépenses d'investissement, comme je vous le disais tout à l'heure, sans précédent et qui se situent aux alentours de 828 millions d'euros sur le BP 2022.

Notre Région connaît la plus forte progression de ces dépenses d'investissement de toutes les régions sur ces deux dernières années : plus 79 % rien qu'entre 2020 et 2021 contre 11,7 % pour l'ensemble des Régions. Cela montre que la Région Centre-Val de Loire s'engage très fortement par de forts investissements pour la suite et c'est la marque de fabrique de ce nouveau mandat.

Cette forte progression trouve son origine dans le pic des dépenses qui concernent les rames TET, avec la forte augmentation aussi des fonds européens, et ces fonds européens sont le résultat d'un véritable travail durant le mandat précédent, que je tiens à saluer, et également l'augmentation de 20 millions d'euros des interventions régionales directes par rapport au BP 2021.

Deux politiques emblématiques vont donc avoir lieu en 2022 : les transports avec les investissements sur les rames et les lignes du quotidien, ainsi que les lycées avec le démarrage du lycée de Hanches.

Au-delà, il me semble important de revenir sur les six priorités que je vous ai listées tout à l'heure et de vous en donner quelques traces ou, en tout cas, quelques images qui montrent que la Région Centre-Val de Loire est très investie auprès de ses habitants et que la politique menée correspond à une politique qui est en phase avec les attentes des habitants et à un volontarisme et un engagement forts.

- Tout d'abord, sur la santé, les deux grandes politiques de santé qui ont été portées, c'est par le GIP et le recrutement de professionnels de santé ainsi que les formations sanitaires et sociales. C'est un engagement très fort. Nous avons actuellement de nouveaux médecins qui sont salariés en Région Centre-Val de Loire, certes, sans doute pas assez, mais ce volontarisme nous montre que la Région s'engage sur les territoires pour que notre désert médical ne se maintienne pas. Sur la période 2019 à 2022, ce seront 216 places d'infirmières supplémentaires qui auront été créées ainsi que 322 places supplémentaires d'aides-soignantes. C'est un

engagement très fort là où on entend, notamment dans nos hôpitaux, les difficultés de recrutement.

- Deuxième priorité, l'emploi et le développement des nouveaux modèles face aux défis de transformations sociales. Les DEFI ont permis à plus de 1 500 personnes de contracter, depuis la mise en place de ce dispositif, une formation qualifiante qui leur donne la possibilité d'accéder à l'emploi. Ce sont 2 000 personnes qui ont noué un contrat dans le cadre des DEFI.

L'action économique régionale est aussi tournée vers la relocalisation, particulièrement depuis la crise, et c'est ainsi que 35 entreprises ont relocalisé des unités de production dans notre Région.

- Troisième priorité, la transition écologique et énergétique, qui n'est pas la moindre et qui est liée à un politique volontariste sur la biodiversité avec près de 40 millions avec les fonds européens, sans tenir compte d'un certain nombre d'actions transversales, comme la conversion des cars, qui font partie de notre programme. Il y a la politique agricole et alimentaire qui est aujourd'hui inscrite dans une volonté de verdissement – 14 millions d'euros d'interventions directes de la Région et 69 millions du FEDER.

On peut aussi noter des actions très concrètes pour nos concitoyens, des services et des dispositifs de financement pour la rénovation énergétique de l'habitat et des bâtiments tertiaires.

- Autre priorité, la priorité au pouvoir d'achat et aux familles, à la jeunesse et aux solidarités. Je suis amené à vous rappeler la gratuité des transports scolaires, qui, dans cette période, a un réel impact pour nos familles et pour tous ces jeunes qui vont à l'école. Je tiens à rappeler qu'au travers de cela, au travers des politiques jeunesse et des états généraux, ce sont 235 millions d'euros qui viendront en renfort pour les lycées et les CFA. C'est aussi une politique culturelle à hauteur de 32 millions, une politique sportive à près de 6 millions ainsi que des politiques de citoyenneté et d'égalité.

- Priorité également aux transports collectifs décarbonés et aux mobilités durables. Je vous cite deux engagements forts : le verdissement des cars Rémi, qui se poursuit en 2022 pour être intégral à la fin du mandat, et la sauvegarde des dessertes fines du territoire en 2022 pour lesquels 40 millions d'euros seront consacrés.

- Dernière priorité, la priorité aux territoires et à l'attractivité de notre Région, avec 53 millions consacrés aux CRST en 2022 et une forte volonté de soutenir le tourisme dans notre Région Centre-Val de Loire.

Je conclurai, dans ma présentation du budget, qu'on a un budget équilibré, un budget responsable et un budget engagé et volontariste pour mener à bien les politiques souhaitées par nos concitoyens en juin dernier.

Merci à vous.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur le Rapporteur, de cette présentation budgétaire.

Nous allons ouvrir le débat tout d'abord avec les présidents de groupe et je vais tout de suite vérifier les informations que vous nous avez données préalablement, et je vous en remercie, quant aux demandes d'intervention.

Nous passons au débat qui est le débat avec les interventions des présidents de groupe, et c'est Nicolas FORISSIER que j'invite à prendre la parole.

Monsieur FORISSIER.

M. FORISSIER.- Merci, Monsieur le Président.

Je vais essayer de résumer en quelques points ce que sera notre position. Par définition, quand on est dans l'opposition, on ne vote pas le budget, mais notre position n'est pas uniquement une position de principe. Je vais essayer de vous le dire et mes collègues le feront aussi, c'est une position qui correspond aussi à une différence de vision ou, plutôt, au regret qu'il n'y ait pas tant de vision stratégique que cela à travers ce budget que vous nous présentez.

D'abord, quelques remarques sur les aspects plus financiers et plus techniques. Je note que les dépenses de fonctionnement sont relativement stabilisées et c'est une bonne chose, en particulier les augmentations de frais de personnel, qui sont toujours une inquiétude en matière de dépenses de fonctionnement, non pas qu'il ne faille pas, évidemment, payer nos personnels et assurer une évolution de carrière, mais, parfois, on connaît des collectivités qui vont un peu loin et cela les met souvent dans l'incapacité d'avoir suffisamment de marges de manœuvre. Là, il y a 1,3 % d'augmentation sur la masse salariale et les frais de personnel, ce qui me paraît très raisonnable et je voulais le saluer. Par contre, on est à 3,7 % d'augmentation des dépenses de fonctionnement, ce qui n'est pas négligeable quand même.

Ce que je regrette sur ce sujet et que nous regrettons, c'est qu'il n'y ait pas eu un vrai effort d'audit interne, de remise à plat complète des dépenses de fonctionnement. On est au début d'un mandat, c'est le premier budget de six années budgétaires, et on aurait pu imaginer – c'est ce que nous aurions fait si nous avions accédé aux responsabilités – que vous le fassiez de vous-mêmes et qu'on passe en revue les détails, qu'on fasse la remise à plat de dépenses de fonctionnement, car il est bien naturel, on le sait très bien, que dans toutes les collectivités, des habitudes se prennent. Cela aurait permis, je pense, de faire, au fond, œuvre utile et de dégager des marges de manœuvre supplémentaires, soit pour investir ailleurs ou plus, soit pour améliorer le fonctionnement d'autres services auprès desquels on aurait pu faire des économies.

Deuxième sujet, les emprunts. Vous faites un très gros effort d'emprunt, plus 135 millions d'euros, on est à 6,3 années et je redis ce que je dis depuis deux ans et que j'ai dit notamment lors du BOB, attention, Monsieur le Président, car nous savons bien que votre mandat, dans les cinq ans ou les six ans qui viennent, va être à surveiller de très près en termes d'évolution financière. On ne peut pas aller au-delà de 9 années de remboursement, on sait que ce serait déjà beaucoup trop, et il faut que vous préserviez, vous l'avez dit vous-même, votre épargne brute. Il faut qu'on puisse continuer à investir et vous allez être, au regard des évolutions éventuelles parfois négatives de recettes en cas de rebond de la crise sanitaire, notamment liées à la TVA désormais, obligé d'être très prudent sur l'évolution de la trajectoire financière de la Région, et nous, nous serons très vigilants. Dès lors, je dis encore une fois « alerte, attention », et nous serons là pour vous dire ce que nous pensons.

Enfin, troisième remarque, l'accompagnement du terrain, le soutien à l'ingénierie de terrain, le soutien aux acteurs de terrain, le soutien aux collectivités locales, aux maires en particulier, aux entrepreneurs et aux agriculteurs, c'est et cela doit être une priorité absolue. D'ailleurs, le CESER le remarque et fait référence aux futures maisons de la Région pour la gestion future des fonds, notamment REACT-EU, en disant qu'il faut accélérer l'accompagnement des montages de projets sur le terrain, etc. Je suis, encore une fois, très heureux de pouvoir dire, comme c'est évoqué, que vous reprenez là une proposition que j'avais faite au nom de la liste que je conduisais, et, je veux le dire, il faut absolument aller plus loin, mais je regrette, et c'est ma remarque, que vous ne le traduisiez pas comme une véritable priorité budgétaire dans ce budget – en tout cas, je ne le vois pas apparaître –, car on sait qu'il y a urgence à accompagner les monteurs de projets qui font face à une complexité, à une lourdeur, à une bureaucratie parfois tout à fait importante, alors même qu'il faut aller vite sur les fonds REACT-EU pour, de façon générale, relancer la Région.

Ainsi, je vous demande, Monsieur le Président, de nous préciser quel est le plan d'action et les moyens afférents, y compris d'un point de vue budgétaire, que vous voulez mettre en œuvre pour que ces six maisons régionales puissent s'organiser et se développer rapidement, en particulier avec de l'ingénierie, des équipes sur place pour accompagner les porteurs de projet, auquel cas on aurait peut-être une traduction plus rapide et plus efficace de votre budget. Pour l'instant, cela n'apparaît pas et je reprends, encore une fois, la remarque du CESER. Je souhaite d'ailleurs qu'on soit associé, puisqu'on a été à l'origine de cette idée, à cette politique que, bien sûr, nous soutenons.

Deuxième grand sujet, quelles sont, au-delà des remarques que je viens de faire, les orientations stratégiques qui sont les vôtres ? Vous nous dites que vous avez de grandes priorités, et j'ai fait le calcul. À l'occasion du DOB, il y avait 3 grands axes et 16 priorités. Là, on a 6 priorités, mais qui sont étalées sur 14 pages, et on pourrait multiplier les comparaisons. Très honnêtement, j'ai un peu le sentiment qu'on s'y perd.

Moi, je n'ai pas le sentiment, à force de multiplier les axes, les priorités et de les changer en fonction des débats, que nous ayons une vraie stratégie et j'ai plutôt l'impression – je le répète et je l'ai dit au moment du débat d'orientation budgétaire – que ce budget est un budget dispersé. Il n'y a pas de vraies priorités stratégiques, avec une exception qui est l'investissement dans les transports. Mais c'est parce que, vous l'avez dit vous-même et c'est une bonne chose, et nous le soutenons, les 32 rames nouvelles vont peser beaucoup, c'est parce que les investissements qui sont faits, y compris sur les petites lignes, et cela va dans le bon sens, pèsent beaucoup budgétairement et c'est donc effectivement une priorité. Sinon, sur le reste, en réalité, on peut s'interroger. Je note d'ailleurs qu'il y a une forme d'affichage de la majorité, de l'Exécutif quand il dit : « Formidable, nous n'avons jamais autant investi ; d'ailleurs, nous empruntons pour cela, mais c'est pour l'avenir. » Bien sûr, sauf que, très honnêtement, si on enlève les transports, notamment les rames, et si on enlève les fonds européens, l'augmentation de l'investissement, c'est 20 millions d'euros et on voit plein de politiques où, en matière d'investissement, nous avons des baisses, y compris sur des sujets majeurs. Je pense notamment à la recherche et cela a été, là aussi, souligné par le CESER, et je pense que tous les groupes le feront, je l'espère, en tout cas certains, alors qu'il faudrait au contraire investir à mort, si je puis me permettre, sur la recherche quand on veut relancer l'avenir et construire l'avenir de cette Région.

Par conséquent, tout en reconnaissant qu'il y a beaucoup de bonnes choses dans votre budget et en sachant qu'au fil de l'année, évidemment, nous essaierons d'être constructifs, d'amender, d'apporter des propositions et d'aller dans le sens de ce qui est utile pour la Région, et nous soutiendrons un certain nombre de vos propositions comme nous l'avons toujours fait, je vous le dis, globalement, quand même, on est devant un budget de dispersion.

On a l'impression qu'on augmente l'emprunt pour saupoudrer un peu plus dans tous les domaines ; il n'y a pas un mot qui manque dans ce budget, sauf le mot « aéroport » ou « stratégie aéroportuaire » qui est à peine évoqué. Quelqu'un d'autre l'a déjà dit mais je le redis moi aussi, je crois que c'est Marc FESNEAU, l'éolien, on n'en parle pas alors que c'est un sujet majeur, y compris, on le verra tout à l'heure, dans le débat du SRADDET. On pourrait évoquer aussi deux ou trois autres sujets et Florent MONTILLOT interviendra notamment sur les questions de santé.

Ainsi, nous avons aujourd'hui un budget d'affichage, beaucoup de discours, un peu plus de saupoudrage mais pas de véritable vision stratégique sur le développement. Vous dites qu'il faut soutenir l'économie, qu'il faut soutenir l'économie régionale ; moi, je suis désolé, je pense qu'il faut aller plus loin. C'est bien de soutenir l'économie régionale, très bien, OK, mais il faut savoir comment on veut développer l'économie régionale, accroître l'économie régionale. C'est quelque chose qui n'apparaît pas bien dans ce budget.

Il est à craindre que tout cela ne donne pas beaucoup d'élan. J'aurais voulu qu'on concentre le tir sur l'économie, sur l'emploi, sur le soutien à l'investissement des entreprises, sur l'aménagement des territoires…

Monsieur le Président, je prends le temps qu'il faut, et j'aurais souhaité aussi que nous ayons une stratégie aéroportuaire, je le dis très souvent, alors même qu'il y a une opportunité à saisir compte tenu de l'évolution des plateformes sur la région parisienne. Or, cela n'apparaît pas clairement. D'ailleurs, nous ferons un amendement pour aller plus loin dans ce domaine. J'aurais souhaité qu'on ait une stratégie proactive, Monsieur le Président, que ce soit une priorité maximum pour attirer de nouvelles familles en profitant notamment de la fibre, du télétravail, pour attirer des entreprises, pour rééquilibrer l'utilisation des territoires. Voilà ce qu'il aurait fallu et qu'il n'y a pas, et c'est ce que nous regrettons, dans ce budget.

Je termine par une remarque qui me paraît importante, et j'ai déjà eu l'occasion de vous interpeller sur ce sujet. Nous avons attendu de nouvelles conventions Région/Départements, mais celles-ci sont repoussées. Il n'y a pas vraiment une année blanche, finalement, au terme de la « négociation » ou de la proposition que vous avez faite au Président de Région, mais il y a tout de même une grosse incertitude, et là, c'est une question que je vous pose en prenant l'exemple de l'Indre. On a une année de plus d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme, mais on a des problèmes très concrets, comme le financement de l'agence d'attractivité de l'Indre. C'était 150 000 euros prévus au titre du Conseil régional ; aujourd'hui, nous n'avons pas de réponse. Est-ce que ce financement sera effectif ? On pourrait parler des écoles de musique, on pourrait parler des personnes âgées, et, selon les départements, même si je comprends que vous puissiez demander un an de plus pour négocier et revoir les investissements, il y a des urgences en matière de soutien au fonctionnement dans ces conventions. Monsieur le Président, il faut que vous répondiez, car les départements sont en train de faire leur budget.

Merci beaucoup.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur FORISSIER.

Monsieur GODET va prendre la parole et Monsieur FESNEAU se prépare. Je dis cela, parce que les techniques doivent anticiper sur le suivant.

M. GODET.- Merci, Monsieur le Président.

Au terme de ce débat, le groupe Écologie et Solidarité approuvera ce budget qui, bien entendu, est le fruit d'un compromis entre les différentes composantes de la majorité. Et si nous saluons la plupart des choix, il nous reste quelques éléments de divergence que mes collègues présenteront notamment à travers les amendements que nous avons déposés.

Mais, au-delà des questions purement budgétaires, je veux profiter de cette première intervention du groupe pour exposer le sujet que nous considérons comme central pour cette session et pour le mandat, la déclaration d'urgence climatique et sociale. Pour cela, permettez-moi ce léger détour.

Vendredi dernier, en tant que conseiller régional, je me suis retrouvé au sein d'un groupe d'une quarantaine de volontaires en service civique engagés dans le programme transitaire soutenu par la Région Centre-Val de Loire. J'ai eu la chance d'échanger avec eux pendant deux heures ; ils venaient d'horizons différents et les raisons de leur engagement dans des services civiques dédiés à la transition étaient très diverses. Certains étaient venus là par conviction, déjà conscients des enjeux et avec l'envie d'en découdre avec cette société qui les avaient mis, eux et toute leur génération, face au mur du dérèglement climatique. D'autres étaient là après avoir tenté la « fac » ou même le lycée ; ils avaient choisi le service civique comme on choisit une bouée de sauvetage après une année compliquée, « covidée ». Entre ces deux extrêmes, une palette complète d'individus.

Les questions ont fusé, toujours curieuses, souvent pertinentes, parfois grinçantes. Ils m'ont beaucoup interrogé sur le sens, l'utilité et l'efficacité de mon engagement politique. Moi, élu régional depuis six ans et avec seulement 33 % de participation, je ne faisais pas le fier.

En préparant cette…

Six mois, excusez-moi, oui. Le temps passe si vite !

En préparant cette intervention, je me suis souvenu de cette discussion à bâtons rompus. Parmi les raisons qui nous poussent à nous engager en politique, pour une majorité d'entre nous, je l'espère, figure l'envie de poser au nom d'une collectivité des actes forts qui s'inscrivent dans une action quotidienne, tout en s'enracinant dans des convictions fortes et volontaires. La déclaration d'urgence climatique et sociale est de ces actes-là. C'est, pour notre groupe, un moment important du mandat qui mérite que notre première intervention en plénière y soit consacrée, car au-delà d'un aspect réglementaire pour rentrer dans les clous de l'administration sur tel ou tel point d'étape au-delà du rythme annuel institutionnel, budgétaire, cette déclaration nous donne un cap et trace une route pour l'ensemble du mandat.

Certains diront que cette déclaration se perd en paroles, en constats, en analyses, qu'elle n'est qu'une série de bonnes intentions, comme si la politique consistait à en avoir de mauvaises, comme si constater et analyser était une tare à surtout éviter. On y retrouve pourtant 26 mesures concrètes parmi lesquelles la création de 20 000 emplois de demain, la création d'un Cap Transition écologique, l'objectif des 100 % de produits locaux et de 50 % de produits bio dans les cantines des lycées, le renforcement de la SEM Énergie et le service de financement de la rénovation énergétique des logements pour aider le plus grand nombre de ménages à sortir de la précarité énergétique, le soutien à la filière du vélo, à la relocalisation de l'économie à travers l'agence Dev'up. On y retrouve aussi un plan de transition pour la collectivité régionale qui poursuivra l'isolation de nos lycées, qui passera l'ensemble des contrats des lycées en électricité verte, qui amplifiera la politique d'achats responsables de la Région, qui incitera les agents au covoiturage, à l'usage des transports en commun.

Notre volonté est de mener de front les défis de fin du monde et les défis de fin du mois, car la transition écologique peut être un véritable moteur pour répondre aux besoins sociaux. Elle est une réponse directe à bien des enjeux de solidarité.

Je le disais, cette déclaration nous donne un cap qui sera à la fois le moteur et l'horizon de notre action, mais elle trace aussi une route jalonnée d'engagements qui nous honorent, qui vont se mettre en œuvre dès 2022 et dont le budget en est une traduction concrète. Là encore, mes collègues y reviendront en illustrant comment ce budget 2022 traduit nos engagements politiques dans les faits, sur les aspects écologiques, sociaux et démocratiques.

Cette route tracée, on la devine déjà longue, trop longue au vu de l'urgence, sinueuse et accidentée, car, nous le savons, l'action est toujours le fruit d'allers et retours incessants entre l'idéal et le réel, entre la radicalité et le compromis, entre nos courages et nos lâchetés.

Au cours de notre mandat, alors que les experts nous disent que notre décennie est cruciale pour la deuxième moitié du siècle au sujet de l'urgence sociale et climatique, puissions-nous être plus courageux que lâches. Nous devons bien cela à tous ces jeunes qui commencent un service civique pour contribuer, à leur mesure, au changement du monde. Nous le devons aussi à tous les autres, à nous-mêmes, à nos enfants et à celles et ceux qui suivront.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur GODET.

Monsieur FESNEAU a la parole et Monsieur CHASSIER se prépare.

M. FESNEAU.- Monsieur le Président, mes chers collègues, quelques mots d'introduction au nom de mon groupe sur les questions budgétaires. En écoutant Monsieur GODET, je comprenais la difficulté qui était la sienne – j'en dirai un mot tout à l'heure, j'y reviendrai – à parler du budget, car, évidemment, il vaut mieux être sur la déclaration d'urgence que de voir concrètement les choses qui sont faites.

Ce budget est un budget important, car c'est le nouveau budget de la nouvelle mandature qui s'ouvre et il est la prise de rendez-vous des promesses qui ont été faites par cette majorité, majorité qui a été voulue par les citoyens de cette Région Centre-Val de Loire, et c'est donc à cela qu'il faut qu'on juge ce budget. Le deuxième élément du budget, c'est qu'il doit être conforme aux défis de demain et aux défis qui sont nés aussi de la crise Covid, parce qu'il y a des défis nouveaux qui sont nés de la crise Covid et des enseignements qu'on doit tirer de cette crise. Il me semble important de le dire.

Je voudrais commencer par regarder et lire avec vous les objectifs, les six objectifs qui ont été indiqués par l'Exécutif, par vous, Monsieur le Président, dans ce budget 2022.

Le premier, ce sont évidemment les questions de santé. Nous partageons, comme vous et cela a été, d'ailleurs, au cœur de la campagne régionale, le défi de la santé. Je considère pour ma part que la question de la santé, de l'accès à la santé, en première intention ou chez les spécialistes, c'est la première des inégalités et qu'il faut que nous soyons tous mobilisés. Je ne reviendrai pas, car je ne considère pas que ce soit le lieu, sur les actions qui sont menées par le gouvernement, mais je salue aussi les actions qui sont menées par la Région alors qu'il y a du retard à rattraper en termes de démographie médicale, en termes de démographie des infirmiers, et je pense qu'il est heureux de saluer la mobilisation, je crois, de notre collectivité, de l'ensemble des collectivités et de l'État pour faire en sorte qu'on soit au rendez-vous de ce défi.

C'est un défi important, c'est un défi qu'on a au travers des MSP. Je voudrais dire tout de même, au passage, qu'elles sont financées non seulement par la Région mais aussi par l'État au travers du Contrat de plan État-Région. Quand l'État le fait, autant le dire, c'est mieux ; je le fais en profitant d'avoir le micro. Puis, deuxièmement, je veux saluer aussi la décision qui a été celle de ce gouvernement de l'installation d'une faculté dentaire. Vous vous êtes beaucoup battu, Monsieur le Président, avec l'ensemble de vos collègues, pour faire en sorte qu'il y ait l'installation d'une faculté dentaire. Désormais, il faudra que les moyens soient à l'œuvre, vous avez raison de le dire, et la Région met les moyens. Simplement, pour avoir un peu d'antériorité aussi sur les débats régionaux, on attendait une décision sur la faculté dentaire depuis trois ou quatre gouvernements et la décision est là. On peut donc aussi saluer cette décision.

La deuxième priorité que vous avez évoquée, c'est la priorité à l'emploi et aux nouveaux modèles. Pour tout vous dire, autant on peut partager le sentiment qui est le vôtre sur la difficulté pour un certain nombre de nos concitoyens d'accéder à l'emploi, autant on comprend mal comment vous articulez cela en termes de propositions concrètes. Dans une situation où nous avons un taux de chômage qui, heureusement, n'est pas trop fort, qu'est-ce qu'on fait pour aller chercher ceux qui sont les plus éloignés de l'emploi ? On a du mal à distinguer dans le budget ce que vous faites pour aller chercher ceux qui sont installés, installés non pas au sens du confort mais installés malgré eux dans le chômage de longue durée et qu'il faut donc aider à sortir de cette situation. Et là, je ne vois pas de choses.

Par ailleurs, vous parlez de priorités nouvelles, de nouveaux modèles, mais on ne voit pas ces nouveaux modèles, les priorités, les filières, comme cela a été dit, je crois, par Nicolas FORISSIER. Quelles sont les filières qu'on veut développer et prioriser dans cette Région ? Évidemment, il faut qu'on ait des filières d'excellence.

En troisième priorité, vous avez parlé de transition écologique et énergétique. Pour nous, la priorité absolue dans ce domaine, c'est la décarbonation. Or, on ne distingue pas en

quoi les mesures que vous proposez dans ce budget… Ce n'est pas le fait de changer des rames qui va faire dégager moins de carbone, c'est faire en sorte qu'un certain nombre de gens utilisent plus les transports collectifs ou que la transition vers l'électrique ou que la transition de rénovation thermique soit plus forte. Et là, on ne voit rien dans le budget. Il me semble qu'au travers du logement, du transport… Le changement de rames, pardon, ne change rien en termes de rejet de carbone.

Concernant l'agriculture et l'alimentation, on pourrait aussi faire des choses et il me semble que, de ce point de vue, on pourrait aller plus loin.

Quatrième point, pouvoir d'achat et solidarité. Évidemment, on voit bien que ce n'est pas là que se situe l'essentiel des sujets de la Région, mais, en même temps, je vois les politiques de solidarité régionale au travers des contrats régionaux de solidarité territoriale. Il suffira de voir les chiffres pour voir que si c'est à cela qu'on doit juger de la solidarité, on pourra penser qu'elle est plutôt en berne.

Cinquièmement, les transports collectifs, quant à eux, vous en faites effectivement…

Mme CANETTE.- Il vous reste une minute.

M. FESNEAU.- …une priorité principale. Le premier élément du transport collectif, c'est qu'il y ait un service public dans lequel les agents se sentent suffisamment à l'aise pour ne pas être en mouvement de grève comme ils le sont depuis des semaines. Je pense que pour qu'un service de transports collectifs que les gens utilisent soit de qualité, il faut faire en sorte qu'il n'y ait pas des mouvements qui fassent que les gens s'en éloignent du fait qu'ils considèrent qu'ils doivent s'en passer, pour une raison, manifestement, de situation sociale qui n'est pas satisfaisante, et je pense à ce qu'il se passe au niveau des transports Rémi. Il nous faut donc travailler là-dessus et il faut que vous travailliez là-dessus, me semble-t-il, pour améliorer les choses.

Par ailleurs, il nous semble que, dans les transports collectifs, je le répète, le sujet, c'est d'améliorer et de diversifier l'offre. Je me souviens des débats que nous avons eus au travers de la loi d'orientation des mobilités. La Région nous avait promis, par la voix de son vice-président – on était en phase préélectorale, c'est normal –, que, dans chaque territoire, on regarderait les offres à la main, à la carte, qu'on essaierait d'adapter et que, de ce point de vue, il valait mieux laisser, Grand Dieu, la compétence à la Région, mais, pour l'instant, nous ne voyons rien venir, en tout cas dans ce budget.

Dernier élément, l'attractivité des territoires. C'est un élément essentiel, on l'a souvent dit. Concernant le très haut débit, reconnaissons que l'essentiel de l'effort est porté par l'État et les fonds européens et pas par la Région, même si c'est bien que la Région vienne s'y adjoindre. Mais le gros de l'effort du très haut débit, tout le monde le sait, est porté au travers du contrat de plan, au travers des fonds européens. La Région intervient, c'est très bien, prenons-en acte, mais ce n'est pas là que les choses se font.

Et puis vous parlez des affaires de tourisme. Il me semble qu'on manque, là aussi, d'éléments tangibles sur les affaires de tourisme. La question, ce n'est pas de faire comme avant sur les questions touristiques. Il me semble que la crise Covid produit quelque chose de l'ordre d'une interrogation sur le modèle touristique que nous voulons développer, et nous avons des atouts qu'on ne voit pas s'orienter dans la politique que vous proposez à l'aune de ce nouveau mandat. Il me semble que, là-dessus, on pourrait travailler plus fortement.

Enfin, dernier point…

Mme CANETTE.- Il faut conclure, Monsieur FESNEAU.

M. FESNEAU.- …Monsieur le Président…

Oui, je n'ai pas beaucoup débordé, donc on va…

Le dernier point sur ces questions budgétaires, c'est la question des moyens. Au fond, même si c'est peut-être un peu grossier dans une assemblée régionale au moment du budget, il est quand même intéressant de parler d'argent, car c'est à cela qu'on voit les priorités : budget environnement, moins 1 million d'euros tout confondu, budget numérique, moins 1 million d'euros, innovation/recherche, moins 6 millions d'euros, économie, etc., territoires solidaires, moins 10 millions d'euros.

Monsieur le Président, la politique, et pardon, Monsieur GODET, ce n'est pas seulement des motions, des mots, des déclarations plus ou moins importantes et plus ou moins solides et parfois, reconnaissons-le, un peu vides de sens. Ce sont des actes, ce sont des priorités, ce sont des moyens concrets.

Et, pardon, Monsieur le Rapporteur, vous avez dit « c'est un budget ordinaire, le premier budget ordinaire ». Justement, c'est bien le problème : il est ordinaire quand les temps sont extraordinaires, quand il faut faire face au défi climatique, quand il faut faire face à la crise Covid, et nous y sommes encore, quand il faut faire face aux grandes transitions. Justement, vous ne devriez pas vous satisfaire d'un budget que vous considérez comme ordinaire. L'essentiel des surcoûts de dépenses, ce sont des rames en plus, mais ce ne sont pas des trains en plus, ce n'est pas de la desserte en plus, et c'est un lycée dont vous vous félicitez… Parlez-en au territoire, et je le dis sous l'œil des collègues de ce territoire, le lycée de Hanches, cela fait plus de dix ans qu'il est attendu et je ne sais pas s'il n'avait pas été annoncé et proposé par Monsieur SAPIN. Il n'y a donc pas de quoi se féliciter de mettre en œuvre une promesse qui avait été faite il y a dix ou quinze ans sur une compétence exclusive de la Région ! Les lycées, c'est depuis 1992, si j'ai bonne mémoire ; cela fait trente ans. De ce fait, que vous construisiez un lycée n'est pas un événement interplanétaire.

Monsieur le Président, heureusement – ou malheureusement – qu'on ne se paie pas de mots, parce que sinon, nous serions riches. Mais nous, on ne se paie pas de mots, on a besoin d'actes. C'est cela qu'on attend dans ce budget et c'est le sens des amendements qu'on proposera, en espérant au moins que vous entendrez les orientations qu'il faudrait prendre. Je le dis, notamment sur les questions de transition écologique et environnementale, on n'est vraiment pas au rendez-vous pour faire face aux grandes transitions qui concerneront les habitants et les entreprises.

(Applaudissements.)

M. le Président.- Merci, Monsieur FESNEAU.

Monsieur CHASSIER a la parole et Monsieur LEONARD se prépare.

M. CHASSIER.- Monsieur le Président, mes chers collègues, vous nous parlez en introduction d'une ère nouvelle après la crise sanitaire. Ce n'est pas sans rappeler ce nouveau monde promis par Monsieur MACRON lors de sa campagne de 2017 et dont les Français ont compris, mais un peu tard, qu'il s'agissait d'une arnaque. Je mettais en garde, lors du débat d'orientation, contre l'euphorie d'une reprise qui n'est qu'un simple rattrapage au prix d'un déficit public de 8,2 % en 2021 et avec beaucoup d'interrogations et d'incertitudes.

Dans sa dernière note de conjoncture, l'INSEE alerte sur le fait que, je cite : « Après une embellie de l'activité à l'été, le plus souvent portée par la consommation des ménages, le climat conjoncturel s'assombrit en cette fin d'année 2021 dans les pays de la zone euro : l'inflation, les difficultés d'approvisionnement et la dégradation de la situation sanitaire freineraient l'activité au quatrième trimestre 2021. Début 2022, ce ralentissement se prolongerait dans les pays ayant déjà retrouvé le niveau d'activité d'avant-crise, comme la France et l'Italie. » Voilà ce que nous dit l'INSEE, au-delà, donc, du satisfecit du gouvernement.

La France pourrait voir son PIB progresser de 0,4 % au premier trimestre et de 0,5 % au deuxième, très en retrait par rapport aux prévisions gouvernementales qui ont servi à construire la loi de finances. Cela illustre les limites du modèle keynésien dans une économie ouverte, puisque la consommation des ménages mais aussi de biens intermédiaires a nourri un déficit commercial record. Il fallait, certes, répondre à l'urgence conjoncturelle, mais, au-delà, il n'y a aucune mesure structurelle, aucune véritable stratégie, si ce n'est la reprise timide de quelques-unes de nos propositions comme la réindustrialisation ou les relocalisations, mais avec beaucoup de retard.

De même, les prévisions lénifiantes de la loi de finances sont remises en cause par le FMI et la BCE, qui prédisent une période d'inflation haute et plus longue que précédemment estimée, et la France ne sera pas épargnée. Vous savez que la réserve fédérale aux États-Unis envisage une réduction rapide et massive de son programme d'achat d'actifs, ce qui ouvrirait la porte à une hausse des taux d'intérêt qui inquiète la BCE, considérant que la reprise économique européenne est encore fragile. Ce contexte inflationniste pourrait donc peser sur les dépenses de fonctionnement, qui progressent déjà de 4,6 % de BP à BP, mais aussi sur les programmes d'investissement avec la hausse des coûts du BTP.

Alors que la structure des recettes n'est toujours pas stabilisée, cela devrait nous inciter à la prudence et nous obliger à faire clairement des choix stratégiques, et c'est cette absence de choix stratégiques que nous déplorons également.

La Région affiche six grandes priorités qui restent toutefois difficiles à retrouver dans les lignes budgétaires, ce qui est un constat largement partagé.

Priorité à la santé. Tout le monde s'inquiète au sujet du GIP Pro Santé et du rythme de recrutements. Les présidents de département avaient récemment affiché leur scepticisme. Nous proposerons une autre méthode en complément.

Priorité à l'emploi et au développement de nouveaux modèles. Il y a beaucoup d'annonces, mais il est difficile de distinguer les objectifs et les moyens d'y parvenir, sauf que le budget consacré à l'action économique diminue de 8,1 %.

Priorité à la transition écologique et énergétique. C'est devenu la tarte à la crème des politiques de tous bords. Cet objectif se veut transversal mais, là encore, sa présentation est confuse. Nous aurons l'occasion de nous prononcer sur un certain nombre d'actions à l'occasion du rapport sur l'urgence climatique. Je note au passage l'aveu de Monsieur GODET sur la façon dont les jeunes volontaires sont endoctrinés, il n'y a pas d'autres mots, mais ce n'est pas une surprise. Mais le budget consacré à l'environnement diminue lui-même de 8,9 %.

Priorité au pouvoir d'achat et aux solidarités. Le chiffrage mis en avant ne concerne pratiquement que les lycéens et leurs familles, mais la Région a toujours refusé notre proposition de réduire la part Grenelle de la TICPE ou les cartes grises, et on peut s'étonner, à ce chapitre du pouvoir d'achat, de voir figurer la solidarité internationale.

Priorité aux transports collectifs décarbonés et mobilités durables. Encore une fois, cela a été dit, le montant exceptionnel des investissements est conjoncturel ; il s'explique par le calendrier d'achat des rames TET et de maintenance à mi-vie de rames TER, ainsi que des investissements sur les lignes capillaires. Cela ne prédit pas l'avenir.

Priorité aux projets de territoire et d'attractivité. Les crédits, cela a été dit aussi, sur la ligne « territoires solidaires » diminuent de 8,5 %. On nous explique que c'est lié au rythme d'engagement, mais c'est bien le risque que nous avions dénoncé. Les territoires ruraux et les villes moyennes n'ont pas la capacité financière et ne disposent pas forcément des moyens humains en termes d'ingénierie et de conduite de projets. C'est pourquoi nous avions demandé un effort particulier dans leur direction.

Voilà pour les grandes priorités. Nous y reviendrons au cours du débat.

S'agissant de la trajectoire budgétaire, vous nous parlez d'un taux d'endettement de 69,6 %, mais l'indicateur le plus important reste la capacité de désendettement. Vous affichez 7,8 années, mais à condition, je le répète, d'inclure la TICPE Grenelle en recettes de fonctionnement, alors qu'elle devrait figurer en recettes d'investissement. Et compte tenu de ce correctif, nous serions cette année à 8,83 années au BP 2022, donc très proches du seuil d'alerte des 9 %. Il faudra donc être particulièrement attentif à la trajectoire budgétaire, d'autant plus que les recettes, désormais très sensibles à la conjoncture économique, ne sont pas maîtrisables par la Région tandis que nous observons une rigidité structurelle pour une grande partie des dépenses.

Dans ce contexte, nous ne pouvons que déplorer une fois encore la dispersion des moyens sur trop de politiques et d'actions, qui ne font pas suffisamment l'objet d'évaluations.

Pour conclure, vous vous glorifiez du fait que la Région va au-delà des compétences régionales. C'est une position qui anticipe le projet de loi 3DS – différenciation, décentralisation, déconcentration, simplification –, sur lequel nous sommes plutôt critiques, car cette différenciation risque d'exacerber la concurrence entre régions au bénéfice des plus importantes. Le rôle de l'État, selon nous, est plutôt de garantir l'unité de la République et l'égalité des territoires, ce qui était, historiquement, la mission de la DATAR.

Mais, paradoxalement, on constate qu'il n'y a jamais eu autant de recettes déjà affectées à des dépenses. 499 millions d'euros, soit 26 % du budget, concernent des recettes déjà affectées, qu'il s'agisse du TET, du PRIC ou des fonds européens, ce qui veut dire que dans tous ces domaines, l'affectation est conditionnée d'avance par l'État ou l'Union européenne et donc que la Région n'en décide pas vraiment…

Mme CANETTE.- Il faut conclure, Monsieur CHASSIER.

M. CHASSIER.- …une situation qui relativise le volontarisme affiché par l'Exécutif.

Je vous remercie.

M. le Président.- Merci, Monsieur CHASSIER.

Monsieur LEONARD a la parole et Madame GLOANEC-MAURIN se prépare.

M. LEONARD.- Merci, Monsieur le Président.

Ce budget, le premier de la mandature, est la traduction chiffrée des priorités que nous nous donnons pour répondre aux besoins et aux attentes des habitants de notre Région. Elles sont nombreuses, nous pouvons le voir chaque jour sur le terrain. Cela nous engage pour l'année et, au-delà, nous donne des perspectives sur la mandature.

Avec la crise de la Covid, la Région a été amenée à s'engager plus encore en soutien des populations les plus fragilisées. Cela a notamment permis de maintenir ou de recréer du lien social dans une période où il a tellement manqué. La précarité est bien plus présente qu'avant et grandissante dans nos territoires. L'accès à l'emploi reste une des problématiques persistantes, avec un taux de chômage qui avoisine les 8 % en France selon l'INSEE. Les jeunes sont les plus touchés avec un taux de chômage en augmentation en 2021.

Dans notre Région aussi, la pauvreté est plus que jamais d'actualité avec une augmentation du coût de la vie qui met les individus dans une situation ne leur permettant pas de vivre décemment. Les associations d'aide alimentaire sont débordées, les jeunes sont perdus dans l'immensité que constituent l'éducation et l'avenir, et quand ils ne le sont pas, ils ne peuvent pas toujours suivre une scolarité leur permettant de s'épanouir et de choisir un métier qui leur correspond.

Le changement climatique est un des facteurs qui fait partie intégrante de la construction de cette précarisation, et, après l'échec de la COP26, la prise en compte de l'écologie et du social de façon conjointe devient indispensable. Cette situation perdure et c'est pour cette raison que notre budget est d'une importance capitale pour l'avenir.

Pour mener les politiques que nous souhaitons développer, la Région a besoin de moyens, ce qui rend centraux la question des recettes et le manque d'autonomie fiscale et financière des régions, rendant la Région dépendante des dotations de l'État. Les Régions n'ont plus la main sur leurs recettes, puisqu'elles n'ont plus ou presque plus de fiscalité propre.

Les politiques inspirées du libéralisme, à l'œuvre depuis trop longtemps dans notre pays, limitent, entravent l'action publique, l'investissement public ; dans le même temps, les dividendes versés aux actionnaires n'ont jamais été aussi importants. Même la crise sanitaire n'a pas arrêté cette progression. Alors que les profits et les dividendes versés par les grandes entreprises ne cessent de croître, on continue de façon dogmatique à nous dire qu'il ne faut surtout pas les taxer, entraînant de fait une diminution des moyens de l'État et des collectivités.

Une grande réforme fiscale est nécessaire pour que les collectivités aient des moyens d'action qui correspondent aux besoins et aux compétences qui leur sont données. Les dotations de l'État ne constituent pas une réponse suffisante, elles servent uniquement à compenser, partiellement d'ailleurs, les missions que l'État n'assume pas ou plus. Malgré tout, avec ce budget, nous allons traduire en actes des politiques publiques importantes pour la population de notre Région. La liste est longue de thématiques aussi importantes les unes que les autres, et je ne serai pas exhaustif.

La santé est une question centrale et, dans un contexte comme celui dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui, il est plus que jamais urgent de s'y intéresser de façon précise. C'est notre rôle comme celui de tous les gourvernants de notre pays – normalement. Mais je laisse le soin à nos deux vice-présidentes de développer ce sujet.

Comme le dossier de demain le décrit, la dimension écologique est, comme la santé, une question centrale. Les deux vont d'ailleurs de pair. Sans la protection de notre planète et la réflexion pour la sauver, la santé de nos concitoyens et la nôtre sont en danger, je dirais même en grave danger.

Le développement local, social et écologique est donc une priorité. Dans nos territoires, nous avons la possibilité de le traduire avec l'accroissement de l'économie sociale et solidaire, qui a pour avantage de rapprocher les individus. Ce n'est pas le seul, mais c'est aussi un moyen de consommer autrement avec notamment des recycleries et ressourceries et la valorisation des produits en fin de vie. Ce mode de consommation valorise également un autre monde extrêmement important dans notre société et vecteur de transmission de valeurs, celui de l'associatif. Le Cap' Asso est un outil qui met en lien ces valeurs d'insertion et de solidarité et qui permet de faire vivre nos associations, indispensables à notre quotidien, tout en les valorisant.

La question du transport est aujourd'hui un sujet d'avenir. D'ailleurs, à ce sujet, je voudrais faire un petit aparté. Monsieur FESNEAU nous parle de la grève dans les cars Rémi, mais Monsieur FESNEAU, il oublie de nous parler de la grève à la SNCF qui a lieu ce week-end et qui, pour le coup, concerne l'État et pas la Région.

La Région s'engage d'ores et déjà avec le renouvellement de nombreuses rames de train, allant bien au-delà de l'accord avec l'État. C'est un investissement important, d'autant plus qu'il faut y ajouter les investissements nécessaires à la maintenance, et il est indispensable pour la pérennité du transport ferroviaire. L'engagement se poursuit par l'investissement que fait la Région dans les gares et dessertes des zones rurales, en sachant qu'aucun territoire ne doit se voir isolé par manque de transports. Ces dispositions assurent un maillage du territoire cohérent pour les utilisateurs. Le vélo aura sa place dans le grand plan de mobilité et prendra de l'ampleur en gardant une logique d'intermodalité avec le réseau Rémi. Des aides pour les utilisateurs et des aides pour la création d'infrastructures seront mises en place.

L'éducation et la formation sont également un sujet fort qui représente une grande partie de nos préoccupations, et pour cause. Effectivement, le lycée de Hanches est peut-être en projet depuis très longtemps, mais, en même temps, ce qu'on oublie de dire, c'est que la Région pallie aussi des insuffisances de l'État et que, de fait, cela impacte aussi son budget et cela pose donc aussi des problèmes dans la durée en prenant en compte des compétences qui, en fait, relèvent de l'État…

Les lycées, oui, mais la Région prend en compte d'autres choses que l'État n'assume pas.

L'éducation, c'est l'avenir, le moyen de former les individus à leur futur travail, un travail qui corresponde à leurs attentes et à leurs besoins. Les lycées figurent parmi les pôles les plus conséquents, car il est indispensable de créer les conditions pour que nos jeunes soient accueillis le mieux possible et puissent étudier dans un environnement propice à cela. La formation est aussi un levier d'émancipation. La crise sanitaire a fragilisé la formation professionnelle en laissant derrière elle des jeunes en grande difficulté ou qui sont en décrochage et des personnes au chômage qui peuvent difficilement s'en sortir. Les disparités se sont accentuées et des besoins plus conséquents sont requis, comme la lutte contre l'illettrisme, la formation aux savoirs de base mais aussi la formation en français langue étrangère pour les non-francophones. Ces besoins deviennent une nécessité.

Mme CANETTE.- Il faut conclure, Monsieur LEONARD.

M. LEONARD.- Oui, j'ai bientôt terminé.

La lutte contre les discriminations et le combat pour l'égalité femmes/hommes ont une place toute particulière dans un contexte où la société française tombe ou retombe dans des travers sexistes, xénophobes ou racistes. Ces thématiques sont centrales et méritent qu'on s'y attarde. Rappelons-le, chaque être humain a le droit au respect et à l'aide ; qu'importent sa couleur de peau, son sexe, son origine ou son orientation sexuelle. Ces combats sont les nôtres et participent au bon fonctionnement d'une société.

Notre budget prévoit un recours accru à l'emprunt, avec des taux d'intérêt très faibles. Parler de dette n'est pas adapté. Il est plus juste de parler d'investissement, notamment sur les lignes de train, les lycées, les instituts de formation. On investit pour l'avenir de notre Région, ce qui est courageux et utile. Ces investissements, ce sont de l'emploi, des formations, des mobilisations d'entreprises. C'est le contraire des recettes libérales qu'on nous sert depuis des décennies et qui contraignent et limitent les collectivités territoriales.

Ce budget est notre feuille de route pour les années à venir, tournée vers le social, l'écologie et la solidarité et donc vers l'humain et l'avenir. Nous devons prendre en compte les enseignements de la crise sanitaire et développer nos ressources et nos politiques sans jamais oublier les populations pour lesquelles nous travaillons. Nous travaillerons à la mise en place de ce budget avec conviction, car c'est là qu'est le cœur de notre majorité.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur LEONARD.

Madame GLOANEC-MAURIN a la parole.

Mme GLOANEC-MAURIN.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Au nom du groupe des Socialistes, Radicaux et Citoyens, je salue ce premier rapport de la session qui nous réunit ici aujourd'hui pour voter le premier budget de cette mandature. Ce n'est pas seulement un budget que nous allons voter. Contrairement aux critiques que j'entends, c'est une feuille de route, et une feuille de route pour la mandature 2021-2027. C'est bien dans cet esprit que nous avons construit ce budget, un budget de relance, cela a été dit, parce que la situation actuelle le demande.

C'est avec ambition que nous avons donc construit une architecture budgétaire qui répond aux six priorités dont nous avons débattu lors de la dernière session, il me semble, de manière assez consensuelle. Ce sont six priorités basées sur nos compétences, bien sûr, mais aussi sur nos valeurs. Peut-être que ces valeurs ont un peu décalé, pour vous, l'ambiance consensuelle que nous avons ressenties lors des orientations budgétaires.

Les six priorités, je ne vais pas les rappeler, elles ont été commentées par les uns et les autres, mais, quand même, santé, emploi/formation/développement économique bien sûr, à la fois transition écologique, aménagement du territoire… D'ailleurs, je dois dire à Monsieur le Ministre, parce que c'était une parole du gouvernement que nous avons entendue, que sur le très haut débit, le déploiement est porté à la fois par l'État et les collectivités territoriales, par la Région, bien sûr, et je vous signale, comme vous avez parlé de l'Europe, que dans deux départements de notre Région, le prestataire qui a été missionné par les départements n'est même pas allé chercher les fonds européens, ce qui est un manquement terrible. Du coup, il a fallu abonder encore plus fort. Je cite le Loir-et-Cher et l'Indre-et-Loire. Il n'y a même pas eu de fonds européens pour le déploiement du très haut débit. C'est assez aberrant.

Enfin, sur ces six orientations, je termine, il y a évidemment aussi la réussite éducative, scolaire, sportive sur notre territoire. Ces six orientations, ce sont six priorités et elles ont un chapeau commun : comment rendre cette Région attractive, possible, comment rendre une fierté sur ce territoire pour tous nos habitants ? C'est aussi la volonté que nous portons.

Alors, nous avons parlé orientations budgétaires…

M. le Président.- S'il vous plaît.

Mme GLOANEC-MAURIN.- …mais nous parlons chiffres, Mesdames et Messieurs.

M. le Président.- S'il vous plaît. Je vous demande de bien vouloir écouter les orateurs.

Mme GLOANEC-MAURIN.- Et c'est ça que nous mettons aujourd'hui au vote avec la conviction de la solidité de notre budget, parce que ce budget, bien sûr, est ordinaire – c'est un terme technique adapté à la comptabilité publique –, mais il est aussi exceptionnel. Il est à un niveau de 1,9 milliard, ce qui est un niveau important, une enveloppe importante qui permet d'agir pour la justice sociale, pour faire diminuer les inégalités, pour l'environnement et pour lutter contre le dérèglement climatique, je n'y reviens pas.

En prenant la pleine mesure de nos responsabilités dans nos compétences et dans nos valeurs, nous avons décidé de donner aux habitants de notre Région les moyens de leur réussite à la fois personnelle et collective. C'est de cela qu'il s'agit aussi quand on a une perspective politique à travers nos éléments budgétaires. Et cela, pour faire face à l'urgence. Cette urgence à agir, et c'est pour cela que c'est un budget de relance, nous la traduisons notamment par un effort exceptionnel en matière d'investissement, avec 828 millions d'euros pour cette année 2022. C'est vraiment la possibilité de mener des projets d'envergure sur les lycées, car c'est notre compétence, la rénovation des lignes ferroviaires – vous l'avez noté. Vous avez noté ce qui recule, mais vous n'avez pas noté la dimension exceptionnelle d'investissement que nous allons mettre dans ce budget 2022.

Je poursuis avec l'ouverture de formations aux métiers d'avenir, car c'est la recherche que porte aussi Harold HUWART sur le développement économique et les nouveaux modèles de développement économique, l'aide à la personne, le soutien aux équipements du quotidien, la culture, le sport, les EHPAD, les MSP. Nous avons vraiment tout cela dans un souci d'aménagement durable, respectueux de notre environnement et des économies d'énergie évidemment.

De telles dépenses pour notre avenir ne sont pas permises sans un changement profond dans le contexte économique. Nous assistons, bien sûr, à une véritable reprise économique, mais c'est une reprise qui pourrait être contrainte par le rebond de l'épidémie et il faut donc repenser les modèles économiques et les adapter à la transition écologique et numérique, ce qui est à l'œuvre.

Cette possibilité de budget existe grâce à une saine gestion passée de la Région, qui permet aujourd'hui de répondre à la pandémie et d'investir dans les grandes transformations de notre époque, et c'est notre capacité d'endettement qui nous a permis de le faire et d'avoir recours à un emprunt, un recours accru. Il faut le saluer et vous l'avez déjà salué également, Mesdames et Messieurs de l'opposition. Je veux saluer l'effort du Président, de mes collègues, d'aller chercher aussi des financements à l'extérieur, État, Europe, et c'est ce qu'il faut faire. Négocier âprement chaque convention, chaque contrat, c'est ce qu'il faut faire aussi et c'est fait.

Les chiffres, vous les avez eus, vous les critiquez mais nous avons, nous, la volonté d'aller plus loin, et, à travers ce budget, c'est l'image de notre projet politique que nous mettons en jeu aujourd'hui et pas seulement les chiffres, au service du territoire…

Mme CANETTE.- Il va falloir conclure.

Mme GLOANEC-MAURIN.- Et je termine. Bien sûr, je vais conclure. Les contrats régionaux de solidarité doivent se poursuivre, ils sont très utiles dans les territoires. C'est le véritable espace de dialogue avec nos élus dans les territoires. Cela fonctionne et je ne vois pas comment on peut critiquer ces CRST.

La médecine de proximité, avec un grand engagement de notre Président de Région et de nos collègues, la formation, la culture. Un petit mot sur la culture, qui est toujours soutenue, culture et patrimoine, comme la création, la qualité des œuvres reconnues mais aussi l'innovation, et partout en Centre-Val de Loire, sous toutes ses formes.

Notre patrimoine commun, chers collègues, c'est la solidarité, le bien vivre ensemble pour les femmes et les hommes de cette Région, leur bien-être.

J'en suis convaincue, ce budget répond à long terme aux accélérations d'une société en mouvement qui se doit d'être sociale, écologique, numérique et humaniste, avec d'abord une attention extrême portée à nos habitants. Oui, ce budget, c'est le nôtre mais c'est aussi le vôtre et c'est avant tout celui des habitants de notre belle Région.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci beaucoup.

Nous en avons terminé avec l'expression des présidents de groupe. Mesdames et Messieurs, merci beaucoup.

Concernant le temps imparti à chacun des groupes, vous avez parfois consommé au-delà des cinq minutes prévues. Pour le groupe SRC, il reste 26 minutes. Pour le groupe Écologie et Solidarité, il reste 13 minutes. Pour le groupe Communiste et Républicain, 5 minutes. Pour le groupe UDCI, 10 minutes. Pour le groupe Rassemblement National, 12 minutes, 13 minutes. Et pour le groupe CDRC, 9 minutes.

Nous avançons avec Florent MONTILLOT.

M. MONTILLOT.- Monsieur le Président, mes chers collègues…

M. le Président.- Pardon, et le prochain, parce que je ne l'ai pas indiqué, le prochain sera Temanuata GIRARD.

Je vous en prie, Monsieur MONTILLOT.

M. MONTILLOT.- Oui, Monsieur le Président, mes chers collègues, nous sommes sur ce budget qui est un rendez-vous important, évidemment, pour notre collectivité et pour nos concitoyens sur une question majeure qui a été évoquée et qui est celle de la santé.

Il y a quasiment un mois jour pour jour, j'étais intervenu, comme je l'avais fait à plusieurs reprises au cours de la précédente mandature, sur cette question qui est une question de vie ou de mort. J'étais intervenu à la fois pour rappeler la situation de notre Région, dernière par sa densité médicale et dernière ex aequo pour le nombre d'infirmiers pour 100 000 habitants. À cette époque, j'avais évoqué cette crise de la formation médicale, puisque pour répondre, en quelque sorte, aux besoins, il faut former. Ainsi, il y a un besoin de formation de 200 médecins supplémentaires dans notre Région, de formation de 200 infirmiers et infirmières supplémentaires dans le Loiret, de formation de 60 infirmiers et infirmières dans le Loir-et-Cher. La réponse qui m'avait été faite alors, c'était : malhonnêteté intellectuelle dans la présentation des chiffres, malhonnêteté intellectuelle en ce qui concerne les infirmers et infirmières et également rejet du vœu que nous avions présenté au niveau du groupe UDCI.

Mais il y a évidemment des conversions de Damas qui s'effectuent, et grâce à des expertises que nous avions probablement découvertes avant, j'ai pu apprécier – je le dis de façon sincère, c'est-à-dire pas de façon ironique – cette conversion qui fait qu'à la fois les déclarations d'intention, Monsieur le Président, sur ces questions, je les apprécie, comme j'ai apprécié aussi la qualité de notre réunion de travail de vendredi soir au niveau du groupe santé.

Toutefois, il y a loin de la coupe aux lèvres et je voudrais rappeler que, dans cette urgence santé, puisqu'on passe d'une malhonnêteté intellectuelle à une urgence santé et j'en suis ravi, il y a maintenant les actes. Vous l'avez rappelé, il y a un certain nombre d'actions qui sont menées par la Région, et personne ne les conteste. En revanche, c'est la question de la course contre la montre et des mises en réalité au niveau des crédits qui est importante.

Je reprendrai juste trois points qui sont évoqués par le CESER.

Par exemple, sur la question des formations sanitaires et sociales, il déclare : « *Alors que les recettes versées par l'État dans le cadre du Ségur de la santé s'élèvent à 5,9 millions d'euros pour 2022, les dépenses de la Région sur ce programme n'augmentent que de 770 000 euros.* D'où un amendement que nous présenterons tout à l'heure, notamment pour la formation des infirmiers et des infirmières avec une inscription d'1,5 million d'euros pour non pas la mise en place d'Algeco mais pour la rénovation de bâtiments qui existent à côté du CHRO, par exemple, dans le Loiret.

Même chose pour la faculté d'odontologie, qui est une très belle nouvelle, pour laquelle le CESER rappelle que, pour l'instant, les 3,5 millions d'euros annoncés ne sont pas encore inscrits sur le budget que l'on nous invite à voter aujourd'hui.

Sur le recrutement des 20 chefs de clinique assistants, vous aurez également par Madame MEYBLUM une proposition d'amendement sur cette question, mais il y a encore la remarque du CESER qui s'interroge sur le financement de cette mesure compte tenu de la diminution du budget de recherche. Aussi, nous présenterons également un amendement sur la question médicale pour la formation des médecins, afin qu'on puisse tout de suite s'engager dès septembre 2022 sur cette urgence absolue.

Je termine d'un mot, Monsieur le Président, si vous le permettez, sur le fait qu'on a longuement évoqué, il y a un instant sur les bancs de cette assemblée, la question de la formation. Et j'ai beaucoup apprécié la logorrhée de Monsieur LEONARD au nom du groupe Communiste en parlant de l'éducation qui est l'avenir. Je voudrais juste lui rappeler, ainsi qu'aux nouveaux élus ici, qu'il y a plus de six ans, près de sept ans, nous avions déjà ici même l'annonce de la construction du lycée de Hanches, plus l'annonce de la construction du lycée de Châteauneuf. Cette Région, qui a l'éducation au cœur, Monsieur LEONARD, aura mis plus de huit ans pour construire un lycée à Hanches et sans doute près de dix ans, puisqu'il n'y a encore rien d'annoncé, pour construire celui de Châteauneuf.

Attendez, aucune de nos collectivités, ni départements, ni métropoles, ni villes ne met ce temps-là. Je l'avais rappelé la dernière fois, trois écoles en six ans pour la ville d'Orléans, trois collèges nouveaux pour le département du Loiret, et il nous aura fallu huit années pour Hanches et dix années pour Châteauneuf. Et vous appelez cela l'éducation au cœur. Nous avons l'éducation au cœur.

Je vous remercie.

(Applaudissements.)

M. le Président.- Merci, Monsieur MONTILLOT.

Madame Temanuata GIRARD a la parole et je dois annoncer que Madame TOUCHAIN-MALTÊTE se prépare.

Mme GIRARD.- Merci, Monsieur le Président, très chers collègues.

L'installation, la conversion, la transformation, la relocalisation et la promotion, ce sont les maîtres-mots qui dessinent notre politique agricole à laquelle notre budget destine plus de 14,5 millions d'euros. Ce chiffre en nette augmentation nous donne les moyens de renforcer le maintien et la transformation des exploitations au travers des différents Cap' Filières, d'avoir un approvisionnement local et bio dans nos cantines scolaires, avec un véritable levier pour accélérer la structuration de l'offre des productions locales sur l'ensemble du territoire, mais également de multiplier nos surfaces agricoles en bio et de faire la promotion de nos produits et du bien manger avec notre stratégie alimentaire régionale et la marque « C du Centre ».

Cette transition agricole, telle que nous la pensons, conduit à de vrais bénéfices sociaux. Ce que nous voulons et défendons, c'est avant tout une meilleure rémunération des paysannes et des paysans, c'est d'avoir des productions diverses valorisées et une agrotransformation locale permettant une alimentation durable et accessible à toutes et tous, mais c'est aussi d'avoir des filières dynamiques qui s'appuient sur la recherche et sur l'innovation tout en demandant des réponses pour les demandes sociétales.

Le potentiel du monde agricole est donc une fierté pour la Région et il faut promouvoir ses métiers qui donnent un véritable sens à l'engagement professionnel. Ses hommes et ses femmes revitalisent nos zones rurales grâce à une activité économique qui est aussi profondément sociale. En effet, lorsqu'une ferme est reprise, c'est une nouvelle génération qui arrive sur le territoire. Bien entendu, ces métiers entretiennent les paysages, et l'agriculture protège la préservation de la biodiversité, protège nos terres, nos ressources et notre santé. Et tout ceci, nous pouvons l'atteindre grâce aux différents leviers que je vous ai cités précédemment. La future PAC aurait pu y répondre, mais le gouvernement français a fait le choix de ne pas trop bouger la prochaine programmation ; c'est peut-être une recherche de stabilité face à cette crise.

Cette transition environnementale doit être au service de la justice sociale. Que cela soit avec notre politique agricole, l'ouverture et la rénovation des lignes ferroviaires du quotidien ou la construction des lycées inclusifs et éco-reponsables, nous agissons pour améliorer le bien-être des habitantes et des habitants de notre Région. Nous allégeons avec ce budget la pression qui repose chaque jour sur les plus modestes, sur nos jeunes et sur nos aînés. Nous mettons en place des solutions qui leur permettent un quotidien plus facile tout en leur préparant un futur enviable. C'est cela qui a guidé la construction de ce budget.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame GIRARD.

Madame TOUCHAIN-MALTÊTE a la parole et Monsieur NIKOLIC se prépare.

Mme TOUCHAIN-MALTÊTE.- Merci, Monsieur le Président.

J'entends que ce budget est un budget de relance et de proximité. Je vous interroge donc sur deux points. Quelle politique attractive pour les entrepreneurs et pour les salariés ? Quelle politique respectueuse de son environnement, qui passe notamment par l'évolution des outils de production et l'aide à une évolution vers un transport décarboné des marchandises ?

Premier point, quelle politique économique attractive quand, au-delà d'une politique de réindustrialisation, bien évidemment à mettre en place, il faut d'ores et déjà une politique d'accompagnement de nos pépites industrielles déjà présentes sur notre territoire ? Et je pourrais vous citer des exemples. Plusieurs outils doivent ainsi être développés durant ces

années, tels qu'un dispositif d'accompagnement financier et le développement d'immobilier d'entreprises, qui, dans ce premier budget, n'apparaissent pas. En milieu rural, vous le savez, les communautés de communes ne peuvent intervenir sans l'enveloppe concomitante de la Région et il nous est annoncé que la convention de partenariat économique avec les communautés de communes et autres agglos verraient leur budget, dans ce domaine de l'immobilier d'entreprises, diminuer.

Deuxième point, quelle politique économique respectueuse de l'environnement ? Nous nous interrogeons quand la Région, en tant qu'autorité organisatrice de transport, AOM, doit démontrer d'emblée une volonté affirmée sur les transports de proximité, le maillage du territoire ou de nos territoires, un transport à la demande entièrement revu. Rien n'existe d'actualisé sur notre territoire aujourd'hui. Nous avons été en demande sous le mandat précédent. Mis à part des mises à jour Internet, aucun agent du département n'est revenu, aucun service n'est revenu vers les territoires sur cette question. Ce transport à la demande doit répondre aux administrés pour faciliter leur quotidien, notamment pour qu'ils puissent se rendre dans les fameuses maisons de santé pluridisciplinaires, mais je vous parle également des maisons France Services ou d'autres services qui sont à leur disposition et dont ils ne peuvent pas profiter aujourd'hui.

L'aide aux salariés peu mobiles en milieu rural, qu'en est-il ? L'aide aux entreprises pour qu'elles puissent ailler chercher leurs salariés, qu'en est-il ?

Aujourd'hui, force est de constater que la priorité en matière de transports est portée essentiellement sur la seule mutation de tout le parc de transports de la Région, également sur tout ce qui concerne les cheminots, mais on n'a pas, encore une fois, de réponses en tant qu'AOM et sur le maillage de proximité. Dès lors, il nous faut un budget à la hauteur de nos ambitions d'attractivité de notre Région, et c'est ce que nous attendons de vous dans ce mandat et pour les années à venir.

M. le Président.- Merci, Madame TOUCHAIN-MALTÊTE.

Monsieur NIKOLIC a la parole et Madame CAILLOU-ROBERT se prépare.

M. NIKOLIC.- Oui, je vais évoquer un point très concret pour sortir un peu des grandes et belles intentions assez creuses que j'entends depuis tout à l'heure. J'entends « lycées inclusifs », je me demande ce que c'est. Bref, je vais aller directement à mon propos et je voudrais évoquer de manière très concrète les grands oubliés de ce budget, c'est-à-dire, pour nous, les automobilistes et leur pouvoir d'achat, soit 90 % des habitants de notre Région.

On est une des régions les plus rurales de France et la grande majorité des habitants n'ont d'autre choix que d'utiliser leur véhicule pour aller travailler, pour aller chercher leurs enfants ou pour vivre, tout simplement. Et aujourd'hui, quelles sont leurs options ? Rouler avec des carburants de plus en plus chers qui, en plus, restent polluants, comme le diesel et le sans plomb, des carburants, aussi, qui nous rendent dépendants de pays aux antipodes de nos valeurs comme l'Arabie saoudite. Une autre possibilité, c'est d'utiliser des voitures électriques, mais le problème, c'est le coût initial de ces véhicules malgré les aides, ainsi que leur manque d'autonomie, surtout dans une région où il faut faire beaucoup de kilomètres comme la nôtre, sans compter qu'il y a toujours un manque de bornes, ce qui pourrait d'ailleurs donner lieu à un grand plan prioritaire. Et ce n'est pas avec la politique antinucléaire que vous souhaitez qu'on va pouvoir faire rouler tout le monde à l'électrique ou demain à l'hydrogène, comme vous l'avez évoqué pour les transports en commun. Je précise qu'on soutient cela, mais on doit être cohérent.

Il y a une autre possibilité et c'est celle que je voudrais évoquer, car elle est plus concrète et pourrait servir directement les automobilistes de notre Région, c'est le bioéthanol, vous savez, le fameux éthanol E85 qu'on voit beaucoup et de plus en plus dans les stations-service. Il permet aux automobilistes d'économiser près de 5 euros tous les 100 kilomètres par rapport à ceux qui roulent au sans plomb 95 et de baisser également la pollution de 70 %, car, entre les émissions de CO2 en moins et l'absorption par la culture betteravière qui contribue au bioéthanol, vous avez 70 % d'émissions de CO2 en moins. Ce carburant permet de trouver une solution alternative via les producteurs de betteraves, suite à la crise sucrière, et le bioéthanol produit à base de betterave, de maïs et de blé français nous rend plus indépendant et aidera la filière agricole qui, on le sait, est une filière très importante dans notre Région.

Ainsi, je voudrais et nous voudrions que notre collectivité permette d'augmenter le pouvoir d'achat des habitants de notre Région très concrètement et immédiatement en contribuant, ce qui diminuerait les émissions de gaz à effet de serre en parallèle, à l'achat d'un convertisseur au bioéthanol E85 dans la limite de 500 euros et de 50 % du prix total, comme l'on fait d'autres régions. Cela pourrait être une proposition très concrète dans le budget.

En effet, ce qu'on aurait souhaité dans ce budget, c'est qu'on n'oublie pas les automobilistes, en les aidant à passer peut-être à l'électrique avec les bornes, mais aussi, très concrètement, parce que c'est ce qui peut être le plus rapidement mis en place, par ces convertisseurs au bioéthanol qui pourraient leur permettre de gagner beaucoup de pouvoir d'achat. Pour ceux qui font 30 000 ou 40 000 kilomètres par an, c'est plus de 1 500 euros, voire 2 000 euros d'économie par an. Ce n'est pas négligeable et cela leur permettrait aussi de consommer davantage et, ainsi, de développer d'autres secteurs dans notre Région, parce que quand il y a plus de consommation, c'est tout le monde qui en profite.

Je vous remercie.

M. le Président.- Merci, Monsieur NIKOLIC.

La parole est à Madame CAILLOU-ROBERT, et Madame Betsabée HAAS se prépare.

Mme CAILLOU-ROBERT.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues, bonjour à tous.

Quelques mots sur la santé pour redire que l'accès aux soins pour tous les habitants de notre Région est une de nos priorités. C'est d'ailleurs l'un des principaux engagements de notre République et un sujet sur lequel nous convergeons. En la matière, on peut en effet déclarer l'urgence santé, et permettez-moi de m'inscrire en faux sur le procès en malhonnêteté intellectuelle que nous fait Monsieur MONTILLOT. Je pense que c'est tout le contraire, que nous sommes, justement, dans un exercice d'honnêteté et de transparence et je salue, comme cela a déjà été fait, la réunion qui s'est tenue vendredi autour de François BONNEAU et de l'Exécutif et qui témoigne bien de cette volonté de transparence et de communication.

La situation de désertification médicale que nous connaissons dans notre Région est préoccupante et inacceptable. Récemment, l'hôpital d'Orléans, vous le savez, a déclenché le plan blanc à cause de 90 postes vacants, principalement, en effet, des infirmiers et des infirmières, et 130 lits doivent être fermés alors que nous sommes en pleine période hivernale et toujours au cœur de la crise sanitaire.

L'année 2022 verra donc l'accélération d'actions aussi massives que chirurgicales, à la fois pour la formation et pour l'accueil et l'installation de professionnels de santé sur notre territoire. Nous allons donc ouvrir des places supplémentaires pour les formations sanitaires et sociales, cela a été dit, en particulier dans le Loiret, et là, nous sommes dans notre champ de compétences, mais nous allons au-delà, puisque nous avons obtenu, au forceps et avec une promesse d'engagement financier à laquelle nous ne sommes pas tenus, l'ouverture d'une faculté d'odontologie dans notre Région à la rentrée 2022, qui aboutira, à partir de 2027, à la

formation de 50 dentistes par an. Nous poursuivons aussi les investissements pour la création de nouvelles maisons de santé pluridisciplinaires avec l'objectif d'atteindre le nombre de 120 structures fin 2022, et, en complément, nous avons créé, vous le savez, en juin 2021 le GIP Pro Santé qui nous permet de recruter des médecins salariés. Le budget 2022 dédie plus de 1,6 million d'euros au GIP Pro Santé avec l'objectif de recruter 30 médecins supplémentaires pour les territoires les plus carencés en 2022.

C'est un budget en matière de santé qui est tourné vers l'avenir, comme en témoigne aussi le soutien à la télémédecine, qui permet aux personnes les plus isolées d'avoir un premier contact avec des généralistes ou des spécialistes et aux professionnels qui souhaitent s'équiper d'obtenir un soutien financier.

Cette mobilisation, cela a été dit, est une mobilisation partagée et, en effet, je rappelle que tout ce travail se fait en lien avec les municipalités et les communautés de communes, que nous répondons ici à des besoins réels et que nous sommes avant tout au service de l'action publique.

C'est également en ce sens que nous nous mobilisons auprès de l'enseignement supérieur pour l'augmentation du *numerus apertus*, du nombre d'internes dans la Région et pour une meilleure promotion de la médecine générale qui est une profession décriée au cœur même des universités.

Nous ne le répéterons jamais assez, en période de pandémie, la santé de chacun et de chacune est notre priorité. Cela passe aussi par la promotion du sport, par la réduction de la pollution et une meilleure alimentation.

Permettre aux habitants de notre territoire – je le dirai en conclusion – de bien vivre, c'est la concrétisation des valeurs que nous défendons, qui sont des valeurs de justice sociale, d'égalité et d'équité.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame CAILLOU-ROBERT.

Je donne la parole à Madame Betsabée HAAS, et Madame DUBOIS se prépare.

Mme HAAS.- Mon ordinateur vient de « crasher », je suis désolée, j'essaie de le réactiver, mais je ne vois plus rien. Je ne sais pas si vous m'entendez.

M. le Président.- On vous entend parfaitement et on vous voit parfaitement, Madame Betsabée HAAS. Vous pouvez intervenir si vous nous entendez… ce dont je doute.

Mme HAAS.- Je dois passer la main, je suis désolée, et je vais intervenir après.

M. le Président.- On va passer à l'intervenante suivante.

Madame DUBOIS a la parole, et nous allons ensuite enchaîner avec Anne BESNIER.

Mme DUBOIS.- Merci.

Le BP qui nous est soumis aujourd'hui montre la volonté ambitieuse de répondre à la carence de l'État en matière de santé.

Nous l'avons entendu dans la présentation, la santé est la première priorité de ce budget ; cela répond pleinement aux attentes de la population de notre Région. Dans le contexte de tensions financières dues aux conséquences de la crise sanitaire, à l'heure où nous devons faire des économies dans nos gestions, le budget maintient un effort soutenu sur les moyens alloués à la santé, avec un soutien au GIP Pro Santé. La faculté d'odontologie a été également un engagement fort pour répondre au manque de dentistes sur notre territoire. Actuellement, plus un seul dentiste ne prend de nouveaux patients ; il ne faut pas avoir une rage de dents.

La Région s'engage avec ses différents partenaires, collectivités, professionnels de santé et, bien entendu, l'État à travers l'Agence régionale de santé. En effet, si la santé relève d'abord de la compétence de l'État, c'est bien face à la carence de celui-ci que la Région souhaite accentuer sa mobilisation en faveur d'une santé pour tous et sur tous les territoires, au regard des enjeux collectifs que nous devons relever. Le Président a consacré une bonne partie de l'introduction sur la santé, je ne reviens donc pas dans les détails.

Nous sommes la première région à prendre à bras-le-corps cette question de la santé en mettant concrètement en œuvre des actions et surtout des moyens. La Région Centre-Val de Loire a été pionnière en la matière en investissant plus de 20 millions d'euros depuis 2008 et a mis en place le plan 100 % Santé en novembre 2019, avec l'objectif de former et d'installer davantage de médecins et professionnels de santé, la création du groupement GIP Pro Santé qui est issue d'une mesure phare de ce plan et qui vise la création de 300 emplois de médecins salariés en Région Centre-Val de Loire d'ici la fin du mandat. Déjà, nous comptons une vingtaine de médecins recrutés d'ici fin 2021 et la création de nouveaux centres de santé.

Inciter à accompagner les collectivités pour la création de résidences pro santé afin d'accueillir les futurs médecins dans le cadre de leurs stages, permettre l'accès aux soins de proximité dans chaque territoire, promouvoir la santé de manière globale avec des actions de prévention, impulser une dynamique d'attractivité territoriale en matière de recherche et d'innovation, en Région Centre-Val de Loire, ce défi est d'autant plus stratégique que le vieillissement de notre population accentue les besoins en matière de santé. Notre Région compte de nombreuses communes rurales, petites villes et villes moyennes disposant d'une densité médicale faible et garantit un accès de proximité à la santé. Aussi, une fracture sanitaire s'est progressivement installée, contre laquelle la Région souhaite lutter à travers des actions concrètes, efficaces mais également innovantes. Au cours de ces dernières années, des structures d'exercice regroupé ont été soutenues, notamment plus de 105 maisons de santé pluridisciplinaires sur tout le territoire régional. Pour autant, ces efforts ne permettent pas de résoudre une situation devenue critique en matière de santé, comme nous l'avons vu avec les départs en retraite des médecins.

Nous ne pouvons que constater que le gouvernement n'a pas pris en compte l'état réel de la situation sanitaire dans notre pays. Alors que les hôpitaux publics sont au bord de l'asphyxie, des décisions de fermetures de lits continuent. Le Ségur de la santé est loin du compte par rapport aux besoins réels. Et que dire du zonage défini par l'ARS, qui ne prend pas en compte les besoins réels de notre Région, tant sur les territoires ruraux que sur les territoires urbains ? Nous devons exiger une cartographie de zones prioritaires sur la totalité de notre territoire régional.

Enfin, je crois que nous pouvons saluer la mise en place du groupe de travail commun afin de définir ensemble le contenu d'une délibération pour février prochain. Le groupe Communiste et Républicain votera donc pour ce budget.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame DUBOIS.

Est-ce que Madame Betsabée HAAS a retrouvé la technique ?

Oui. Je lui donne la parole.

Mme HAAS.- Oui, merci. Monsieur le Président, merci, chers collègues.

La Région a fait le choix de réaliser des investissements importants avec un budget volontariste pour l'éducation et la rénovation énergétique, pour les mobilités durables avec un fort soutien aux déplacements ferroviaires du quotidien. Changer les rames permet simplement aux trains de rouler en toute sécurité, Monsieur le Ministre, pour que prospère aussi la solidarité entre territoires dans l'intérêt général. Qu'on ne s'y trompe pas, la poursuite de l'endettement que nous assumons collectivement est bien la conséquence, d'un côté, de financements contraints et incertains et, de l'autre, d'une volonté politique de ne pas abandonner les territoires au moment même où la cinquième vague du Covid renvoie les collectivités locales au front et où ces mêmes territoires s'engagent dans des travaux structurants face au dérèglement climatique. Ce n'est donc pas un chèque en blanc et nous serons vigilants à ce que chaque euro d'argent public soit fléché sur ces priorités.

En ces temps de crises multiples, nous saluons donc ce budget en augmentation de 8 % avec une montée en puissance des investissements de 110 millions et une augmentation maîtrisée des frais de fonctionnement de 37 millions, donc 5 millions en dépenses de personnel. D'aucuns dans cette salle appellent régulièrement à réduire toujours plus le nombre de fonctionnaires, en totale contradiction avec leur souhait de plus de présence sur le terrain pour co-construire les politiques de demain avec les élus locaux et les habitants. Nous veillerons à ce que la Région continue à investir autant dans le dialogue social que dans l'efficacité de la gestion des ressources humaines.

Les tornades aux États-Unis ont démontré une fois de plus la vulnérabilité des écosystèmes humains et les immenses enjeux d'adaptation, mettant en exergue que ce sont toujours les plus démunis qui sont les premières victimes.

La déclaration d'urgence climatique et sociale est un acte fort qui fera de nous la seconde région française à entrer de plain-pied dans la bataille pour le climat. Nous attendons que l'État prenne lui aussi ses responsabilités, au contraire des effets d'annonce dont il nous abreuve après avoir affaibli la Convention citoyenne pour le climat.

Financièrement, les conséquences à moyen terme de la crise Covid se feront toujours ressentir en 2022, nous privant d'environ 30 à 40 millions d'euros de recettes de fonctionnement. Parallèlement, moins de 7 % de notre budget sont des recettes choisies et nous ne sommes pas à l'abri d'une contraction de la consommation, voire d'une crise financière. La crise sanitaire a mis à jour de grands déséquilibres du marché, notamment en termes de dépendance énergétique et aux matériaux. Nous le redisons ici, à l'heure où l'État se désengage avec une baisse de ses dotations et compensations de 4 % et de nombreuses inconnues autour du renouvellement du Contrat de plan État-Région, il n'est pas raisonnable de construire une politique « zéro carbone » sur un financement dynamique dont les perspectives sont incertaines.

Pour finir, le groupe Écologie et Solidarité regrette la disparition de la présentation du budget par architecture fonctionnelle qui existait jusqu'à présent et qui permettait aux élus de la majorité comme de l'opposition d'avoir une vision précise des crédits de paiement prévus pour chacune des lignes du budget. Nous demandons que ce règlement budgétaire et financier soit revu lors de la prochaine session afin que cette présentation soit à nouveau disponible pour les prochains rapports budgétaires.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame Betsabée HAAS.

Madame BESNIER a la parole et Madame Aurore CARO se prépare.

Mme BESNIER.- Merci, Monsieur le Président.

Je vais vous parler d'enseignement supérieur, de recherche et innovation, ce n'est pas une surprise. En termes d'innovation, c'est vrai, vous voyez dans le budget 2022 la continuité du conventionnement avec les pôles de compétitivité. Mais l'année 2022 sera importante, car ce sera le travail sur la phase 5 de ces pôles et nous espérons que le gouvernement lancera rapidement ce chantier très important pour l'innovation dans nos régions et que ce chantier et le travail avec les Régions s'ouvriront dès début 2022, car cela est très attendu aussi par les pôles.

Après, bien sûr, je vais parler de recherche. J'ai bien noté la remarque, le fait que le budget recherche est en diminution. Vous savez parfaitement qu'on ne regarde pas un budget recherche sur un an, car l'ensemble des projets de recherche soutenus par la Région sont des projets de recherche qui durent chacun à peu près trois ans, et vous savez aussi parfaitement que nous sommes en phase de changement d'ARD, puisque les ARD 2020 se sont terminés et que nous commençons les ARD CVL, étant entendu que la mise en puissance de ces projets de recherche ne se fait pas en quelques mois.

Je tiens tout de même à rappeler que l'aide aux ARD de la Région, c'est 30 millions d'euros sur trois ans, ce qui n'est pas rien, et que même certains laboratoires extérieurs à la Région nous envient ou plutôt envient les laboratoires de la Région au vu de l'aide que nous leur apportons.

Je tiens aussi à noter, sur la recherche, les bourses électorales. Le gouvernement a augmenté le coût des bourses doctorales, c'est-à-dire le salaire versé aux doctorants, et tant mieux, car il faut que les doctorants puissent faire des recherches dans de bonnes conditions, mais notons que la Région les accompagne. On aurait pu diminuer le nombre de bourses doctorales aidées mais nous ne l'avons pas fait, nous augmentons le budget pour pouvoir répondre à cette augmentation du salaire des doctorants.

Alors, je suis très étonnée qu'à côté des remarques qui ont été faites sur la recherche, personne n'ait fait de commentaire positif sur l'enseignement supérieur et les deux programmes qui sont ouverts dans ce budget.

Le premier programme, c'est l'aide à la vie étudiante. La pandémie qui a eu lieu a mis en exergue des situations dramatiques pour les étudiants et il ne faut pas penser que si la pandémie disparaît, toutes ces situations disparaîtront. Nous ouvrons donc un programme d'aide à la vie étudiante avec des actions qui seront établies dans la concertation grâce aux états généraux de la Jeunesse et dans la concertation avec les étudiants. C'est important et c'est attendu.

Le deuxième programme, c'est le renforcement de l'offre de formation. Nous avons en 2022-2023 un alignement des planètes qui arrive rarement. En effet, nous avons les universités qui doivent revoir l'ensemble de leur offre de formation, nous avons également le SRESRI, le Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, qui va se faire en parallèle pour y répondre, et, enfin, nous avons vu hier les campus des métiers et des qualifications d'excellence qui mettent le doigt, justement, sur les métiers de demain et les formations. Là, nous avons une possibilité et nous savons que la pédagogie des formations se transforme en hybride, en numérique en sachant que, de toute façon, elles doivent se transformer. En l'occurrence, il s'agit d'une formation des enseignants et d'outils pour les étudiants et nous avons ce programme de renforcement de l'offre de formation.

Par conséquent, l'année 2022 sera une bonne année pour l'enseignement supérieur et la recherche, et je peux vous dire que vous serez contents pour l'année 2023, puisque les ARD prendront totalement leur essor et que nous aurons une augmentation du budget de la recherche.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame BESNIER.

Madame Aurore CARO a la parole et Madame LAHOREAU se prépare.

Mme CARO.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Je ne vais pas revenir sur les six grands axes de votre budget 2022 – santé, emploi, transition écologique, pouvoir d'achat, transports et projets de territoire – et je voulais surtout axer mon intervention aujourd'hui sur l'agriculture, qui ne semble pas vraiment figurer dans les axes prioritaires de votre budget ou, en tout cas, elle apparaît noyée dans de grandes masses thématiques, alors même que l'agriculture et plus précisément nos agriculteurs sont une richesse incroyable pour notre Région. J'ai bien noté l'augmentation du budget mais on s'y perd, on ne comprend pas l'ambition et on ne voit pas de réelle stratégie.

Aujourd'hui, le monde agricole est en grande difficulté ; nous allons manquer d'agriculteurs et c'est, là, tout le sens de mon propos. C'est très inquiétant, on note à l'échelle nationale une chute vertigineuse du nombre d'exploitations agricoles – moins 21 % entre 2010 et 2020 – et, en un chiffre, c'est chaque jour 27 exploitations qui disparaissent en France. En Région Centre-Val de Loire, alors que nous avons plus de 20 000 agriculteurs, un sur quatre a plus de 60 ans. Dans les dix prochaines années, ce sont 8 400 agriculteurs de notre Région qui prendront leur retraite, qui ne seront peut-être pas remplacés et qui donc ne produiront peut-être plus dans notre Région. Il y a plusieurs causes à cela : le coût de l'installation, le changement climatique bien sûr, la faible rémunération de nos agriculteurs et le vieillissement.

Alors, que pouvons-nous faire ? La Région, elle, peut agir et dispose de plusieurs leviers pour cela, tels la formation, le soutien à l'agriculture, les fonds européens. Être agriculteur aujourd'hui, c'est un réel sacerdoce. La problématique autour du vieillissement de nos agriculteurs n'est pas qu'un sujet agricole. Finalement, ce sujet questionne sur le modèle alimentaire que nous voulons pour demain. Je sais que notre vice-présidente y est très attachée, qu'elle s'investit beaucoup auprès de nos agriculteurs. J'ai entendu votre intervention tout à l'heure, on nous parle de transition écologique, de conversion, c'est très bien, mais il n'y a rien sur le défi majeur qui nous attend demain. D'ici 2030, s'il n'y a pas de réelle stratégie, ce sont plus de 8 000 agriculteurs dans notre Région qui ne produiront plus et il faut, à mon sens, vraiment doubler notre effort. Pourrons-nous encore, dans quelques années, dans notre Région, trouver des pommes, des poires, des fruits et légumes ? La question qui se pose pour nous est de savoir si nous disposerons encore dans quelques années d'une indépendance alimentaire.

Il nous paraît vraiment urgent d'agir, dès maintenant. Il faut une réelle mobilisation des acteurs publics. Cela manque d'une vision et d'une anticipation. Soyons peut-être plus ambitieux pour porter au premier plan le renouvellement des générations futures dans le monde agricole. Il faut accompagner nos jeunes agriculteurs, soutenir les communications auprès de ces jeunes et peut-être également arrêter l'agribashing qui fait énormément de mal à cette profession.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame CARO.

Madame LAHOREAU a la parole, et Monsieur SCHLESINGER se prépare.

Mme LAHOREAU.- Chers collègues, plus que jamais, au moment où s'ouvre une période électorale importante pour notre pays, notre Région se doit d'amplifier sa dynamique d'innovation en matière de démocratie permanente. Votée ici en 2018, cette démarche se définit comme une démocratie de la contribution et de la co-construction, une démocratie qui soutient le pouvoir d'agir, une démocratie ouverte qui vise à l'élargissement constant du cercle des participants et des participantes. C'est précisément ce à quoi nous nous attelons depuis plusieurs années et ce que nous accélérerons en 2022 en travaillant en transversal avec les vice-présidences de la Région, avec une ambition forte pour l'éducation populaire.

Nous continuerons à porter le dispositif « A vos ID », imaginé il y a dix ans par Michelle RIVET, car il encourage le pouvoir d'agir localement et présente tout son intérêt dans un triptyque avec le programme européen LEADER, dont l'appel à manifestation d'intérêt vient d'être lancé ce matin, et le réseau Oxygène qui réunit et donne de la visibilité aux acteurs de nos territoires.

En 2022, de nombreuses initiatives de concertation seront lancées ou se poursuivront, par exemple, les états généraux de l'Économie et de l'Emploi, les états généraux de la Jeunesse. Sur la jeunesse, nous allons vivre une année riche en échanges et en débats sur les politiques mises en œuvre pour accompagner et soutenir nos jeunes, qui sont les premières victimes de la crise sanitaire. C'est une occasion extraordinaire de tisser un dialogue entre les collectivités, nos jeunesses, les structures et réseaux qui les accompagnent, pour peu que le contrat de participation à cette concertation soit clair.

Nous y serons attentifs. Nous ferons en sorte, au travers de ces états généraux, de démontrer notre capacité à mettre en place des espaces de dialogue, d'écoute et de prise en compte des aspirations et des propositions de nos jeunes, dans toutes les compétences de notre Région, et de les partager dans le cadre de notre chef de filât avec les autres acteurs.

Notre site Internet « Démocratie permanente » va évoluer et sera un espace important pour permettre aux jeunes mais aussi aux parents partenaires de contribuer. Cette plateforme est un outil essentiel ; elle ne remplacera jamais des échanges et des débats sur les territoires. Des événements seront organisés dans toute la Région avec une attention particulière aux jeunes des zones rurales, en situation de handicap et aux jeunes invisibles, car loin de nos radars.

Comme vous l'imaginez, notre Conseil régional de la Jeunesse est pleinement impliqué dans ces états généraux. Samedi dernier, il s'est choisi une nouvelle coprésidence paritaire. Il a défini sa feuille de route pour les neuf prochains mois grâce à un vote organisé par jugement majoritaire. Ce mode de scrutin est l'une des propositions du rapport sur l'abstention de l'Assemblée nationale présenté le 9 décembre dernier. Ce rapport préconise de légaliser les consultations et référendums locaux par jugement majoritaire.

Je profite de la présence dans l'assemblée de députés mais aussi du ministre en charge des Relations avec le Parlement et de la Participation citoyenne pour poser une question : un amendement à la loi 3DS en cours de discussion à l'Assemblée n'aurait-il pas pu ou ne pourrait-il pas être déposé dans ce sens ?

Au cours de cette année 2022 et pour revenir au niveau de la Région, nous aurons l'occasion de travailler ensemble sur une charte de déontologie qui viendra compléter le règlement intérieur. Cette proposition à l'initiative du groupe Écologie et Solidarité a été votée lors de notre première session. Je propose aussi, présidents et présidentes de groupe, de nous réunir en janvier pour débuter sa co-construction.

Au cours de cette année, nous aurons aussi l'occasion de travailler ensemble à l'élaboration de la charte de participation citoyenne.

Mme CANETTE.- Il va falloir conclure, Madame LAHOREAU.

Mme LAHOREAU.- Il nous appartiendra ensuite d'adapter nos outils et nos mesures et de les faire évoluer dans un acte II de notre démarche de démocratie permanente. Nous avons là un impératif démocratique, car, pour citer Albert CAMUS, « quand une démocratie est malade, le fascisme vient à son chevet mais ce n'est pas pour prendre de ses nouvelles ».

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame LAHOREAU.

Monsieur SCHLESINGER a la parole et Madame CANETTE se prépare.

M. SCHLESINGER.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Je souhaite intervenir sur la première priorité affichée pour le budget, à savoir la santé. Il s'agit d'une priorité de l'ensemble des groupes, cela a été dit. Vos priorités depuis dix ans sont connues, la création de MSP – il y en a 120 –, le salariat des médecins, en sachant qu'on espère en avoir 30 à la fin de l'année prochaine à travers l'ouverture de centres de santé. C'est aujourd'hui une urgence pour notre territoire, en zones urbaines comme en zones rurales, en ville comme à l'hôpital.

Ces différentes actions ont permis, çà et là, de limiter la casse. En revanche, elles n'ont pas permis – sinon, nous n'en parlerions pas autant à chaque session – de redresser la barre ni même d'enrayer le déclin. Le sujet est difficile, reconnaissons-le, et impose un minimum d'humilité, dont la communication autour du budget semble parfois exempte.

S'agissant du projet de budget 2022, je voudrais partager avec vous une joie, reconnaître une bonne surprise et formuler un regret.

La joie, c'est effectivement l'implantation dans notre Région de la faculté d'odontologie. Les soins dentaires ont longtemps été parmi ceux que nos compatriotes les plus pauvres sacrifiaient, soit par manque de prise en charge, soit par absence de dentistes. Beaucoup a été fait depuis quelques années pour remédier à cette situation, notamment au niveau de l'Assurance Maladie, et je me réjouis de la mobilisation de tous, de la Région et de notre ministre Marc FESNEAU pour permettre aujourd'hui d'accueillir cet établissement sur notre territoire.

La bonne surprise, Florent MONTILLOT l'a dit, c'est l'effort consenti pour la formation des infirmières et infirmiers. Lors de la dernière session, nous étions plusieurs à avoir exprimé à plusieurs reprises notre inquiétude très forte sur la formation des infirmières et des infirmiers, notamment au regard de la situation de l'hôpital d'Orléans, et il nous avait été répondu, là aussi à plusieurs reprises, que la réponse nécessaire à l'urgence sanitaire avait déjà été apportée par le passé et qu'il fallait continuer. Je suis donc heureux de voir qu'en un mois, des crédits ont pu être trouvés et que la situation ait été réévaluée. J'en déduis que les interventions répétées sur ce sujet en session portent leurs fruits.

Le regret, mais peut-être que j'aurai une bonne surprise à l'avenir, et ce n'est pas la première fois que je le formule également, c'est la rigidité excessive des dispositifs mis en place par la Région. Les organisations, les pratiques, les projets des professionnels de santé sont variés, expérimentaux, innovants. Certains d'entre eux ne rentrent pas dans les cases rigides des projets de santé exigés par les MSP. D'autres veulent échapper aux *(coupure)* de l'Assurance Maladie et ne veulent pas y substituer celle d'une SISA ou d'une MSP.

Notre responsabilité est de nous adapter, de faire preuve d'agilité pour que tout projet pertinent pour un territoire puisse être accompagné. Je souhaiterais donc que nous puissions réinterroger le soutien que nous apportons à l'installation des professionnels de santé ou les aides versées par le GIP Pro Santé aux structures existantes comme en matière d'accompagnement pour l'accueil, les secrétariats, et je pense qu'il faut aider les maisons de santé, même si elles n'ont pas le statut de MSP.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur SCHLESINGER.

Nous avons… S'il vous plaît. Monsieur VIGIER s'endormait, apparemment. Non, c'était Monsieur FESNEAU, pardon.

La parole est à Madame CANETTE et se prépare Monsieur COMPAIN.

Mme CANETTE.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Samedi dernier, je posais avec vous, Monsieur le Président, la première botte de paille et la première brique de terre du futur lycée de Hanches, ce nouvel établissement qui est un condensé de ce que nous voulons pour la jeunesse, pas seulement de la Région Centre-Val de Loire.

J'aurais compris que tout le monde s'en réjouisse ; je constate que cela en agace certains. Je voudrais quand même rappeler quelques éléments. C'est vrai, en même temps, je peux comprendre que, parfois, quand on est dans l'opposition, cela agace de voir la majorité tenir ses engagements et agir comme elle doit le faire. Mais je voudrais rappeler que si le bâti d'un lycée est bien de la compétence régionale, c'est tout de même subordonné à la décision de l'État et que c'est le préfet qui prend un arrêté portant création après avis conforme du recteur. Nous ne sommes donc pas les seuls maîtres, loin de là, car ce n'est pas nous qui donnons le tempo de la réalisation et de la création de lycées, et je voudrais ici qu'on ne l'oublie pas. Or, ce fut long, très long, pas seulement pour Hanches, avec, en outre, des exigences sur l'internat, les plateaux techniques, etc., tant et si bien que les discussions ont été très longues.

Et comme notre méthode – et nous nous y tiendrons, cela a été le cas à Hanches et cela va continuer pour Châteauneuf –, ce n'est pas de poser un lycée sur un territoire comme un objet qu'on vient plaquer sans concertation, mais que c'est la participation, tant que les choses ne sont pas arrêtées avec l'État, cela prend du temps, on discute, en sachant, encore une fois, que les choses ne sont pas toujours simples.

Néanmoins, même dans ce contexte, notre détermination est absolue. On a reçu la maire de Châteauneuf et nous allons rentrer dans le concret et dans les annonces sur Châteauneuf tout prochainement, en tout début d'année, mais le lycée de Hanches, c'est un condensé de symboles. Il a été conçu dès le départ comme un lieu d'apprentissage mais aussi un lieu d'émancipation. Et j'ai entendu qu'il y avait de belles idées creuses, et j'ai entendu que la création d'un lycée, ce n'était pas non plus un événement planétaire ou même interplanétaire… J'imagine que les lycéens apprécieront et les familles aussi.

Ce lycée a été conçu comme un lieu d'apprentissage, comme un lieu d'émancipation, éco-responsable, de 18 000 mètres carrés pour 1 200 élèves. Il est ouvert sur son territoire, il a été pensé, je le disais, dans sa conception et continuera à l'être dans son fonctionnement, avec les futurs usagers, les élèves, les enseignants, les habitants, les associations, les élus, dans une démarche participative et il permettra son utilisation par des acteurs du territoire. Il est tourné vers les enjeux de demain, il sera construit par des entreprises locales avec des matériaux de haute qualité environnementale, de la paille des champs voisins, de la glaise du terrain, du bois des filières renouvelables. Il est conçu pour la réussite de nos lycéens et de nos lycéennes, il offrira un cadre et des équipements tournés vers les modalités pédagogiques d'avenir, certes numériques mais aussi collaboratives et innovantes.

Alors, assurer le meilleur cadre d'études possible aux lycéens et aux lycéennes, oui, c'est une priorité affirmée, affirmée avec force dans ce budget, et c'est vrai non seulement pour des nouveaux lycées mais aussi pour l'investissement dans le patrimoine des lycées existants. C'est ce que nous voulons à la fois pour le lycée qui arrive et pour chacun des 98 lycées de notre territoire. Partout, nous investirons. On isole, on travaille à la performance énergétique, on rénove des ateliers, on équipe des plateaux techniques, on équipe en matériel informatique de qualité, on construit des gymnases, des classes…

M. GRICOURT.- Merci de conclure, chère collègue.

Mme CANETTE.- …et, au-delà des infrastructures, on accompagne les jeunes, les lycéens dans leurs pratiques, dans leur vie et dans leur parcours d'émancipation, notamment avec le « 100 % Éducation ». Nous allons aussi les accompagner sur la manière dont ils appréhendent leur vie, avec l'alimentation, avec le 100 % local et le 50 % bio.

Tout cela n'est possible qu'avec un budget qui affiche mais qui traduit concrètement nos priorités, et la jeunesse, les jeunesses, c'est une de nos priorités fortes que j'ai bonheur à retrouver dans ce budget, Monsieur le Président.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci beaucoup, Madame CANETTE.

Monsieur COMPAIN a la parole et Monsieur de LA TOCNAYE se prépare.

M. COMPAIN.- Merci, Monsieur le Président.

Mes chers collègues, nous examinons aujourd'hui le premier budget de cette mandature dans un contexte qui nous met collectivement devant l'obligation d'agir. À travers ce budget, la Région Centre-Val de Loire prend sa part à la veille de déclarer l'urgence climatique et sociale.

Répondre à l'urgence sociale, c'est en premier lieu poursuivre les actions engagées par notre Région en direction de ceux qui font tenir le pays. Durant la crise sanitaire, nombre d'associations ont joué un rôle primordial dans l'accompagnement des plus fragiles. Ainsi, la Région poursuit sa politique de soutien au tissu associatif, notamment à travers plus de 9 millions d'euros de crédits de paiement pour les Cap' Asso. Répondre à l'urgence sociale, c'est aussi, dans ce contexte particulier, tout faire pour répondre aux enjeux sanitaires à notre échelle.

Nous pouvons noter ici l'augmentation du nombre de places dans les formations d'infirmières, d'aides-soignants, la volonté qu'ils aient des locaux de formation dignes, comme à Châteauroux, ou encore l'arrivée prévue de 30 médecins salariés supplémentaires.

Même si, évidemment, la santé dépasse le cadre médical et reste une responsabilité de l'État, elle touche aussi des questions plus larges comme la prévention, sans oublier les facteurs environnementaux comme les conditions de travail mais aussi nos modes de production et d'échange à travers notamment les pollutions qu'ils engendrent.

Plus largement, la Région appuie les réponses solidaires à la situation à travers des dispositifs d'échange, de coopération et de financement, tant par le maintien par de la prospective pour devenir un territoire accueillant qu'à travers un soutien affirmé à l'économie sociale et solidaire, à la culture, au sport et à la réaffirmation de l'ambition de solidarité internationale.

Répondre à l'urgence climatique et sociale, c'est également réduire les inégalités sociales et territoriales, enjeu de la politique de transport. Même si la Région gagnerait à être davantage à l'écoute des collectifs d'usagers, son volontarisme en matière de mobilité s'illustre notamment par l'affirmation et le maintien de la gratuité des transports scolaires, qui se traduit par la prise en charge par la collectivité des 13 millions d'euros nécessaires pour mener à bien cette politique.

En somme, ce budget est un pas vers la prise en compte des enjeux soulevés par l'urgence climatique et sociale et nous voterons donc ce budget, tout en étant acteurs du renforcement des mesures répondant aux urgences climatiques et sociales.

Mais nous ne pouvons aborder le sujet de la mobilité sans évoquer le mouvement social qui touche les cars Rémi depuis le début du mois de novembre en raison du blocage sur la négociation annuelle obligatoire chez Transdev, le transporteur qui gère quatre des six départements de la Région en matière de transports scolaires et de lignes régulières. Nous sommes aussi stupéfaits d'avoir appris, alors que la Région a fait l'effort financier nécessaire pour que les chauffeurs soient indemnisés à 100 % de leur salaire pendant les confinements, que certains d'entre eux n'en aient pas vu la couleur.

Le groupe Écologie et Solidarité tient à ce que la Région, dans le cadre de la DSP, exige de l'entreprise qu'elle prête une meilleure attention aux revendications des salariés qu'elle ne l'a fait jusqu'ici.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur COMPAIN.

Monsieur de LA TOCNAYE a la parole et Monsieur MOULAY se prépare.

M. de LA TOCNAYE.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais faire un zoom sur l'économie innovation, le chapitre économie innovation de votre rapport budgétaire de 100 pages, en faisant référence à vos priorités. J'ai été un peu étonné, tout de même, que la réindustrialisation et les relocalisations ne fassent pas partie des six priorités. Alors, on peut imaginer qu'elles font partie de la sixième priorité, que c'est inclus, dilué dans les projets de territoire et l'attractivité du Centre-Val de Loire. Mais tout de même, je ne comprends pas comment cela peut ne pas être une priorité après ce qu'on a vécu pendant deux ans et qu'on s'est enfin aperçu qu'il fallait réindustrialiser et relocaliser.

Justement, en faisant un zoom sur le chapitre économie innovation, qui est, à mon avis, le cœur de l'action de la Région en faveur de la réindustrialisation et des relocalisations, je suis, là aussi, assez étonné de voir que sur ce chapitre, on est à moins 8 %, moins 5 millions. On passe de 64 millions à 59 millions en économie innovation, moins 8 %, alors que c'est le cœur, et on va le voir dans les différentes sous-activités, d'une réindustrialisation possible, en tout cas grâce à la Région.

Si on prend les activités de transition, relocalisation, diversification, qui, par ailleurs, ont été présentées comme un axe fort pendant les états généraux de l'Économie, on est en baisse de 10 %. On passe de 13,9 millions à 12,5 millions.

Après, la promotion de l'artisanat. C'est une activité plus modeste, mais elle est également en baisse.

Ensuite, et c'est très important, cela a été souligné précisément de manière budgétaire, si on regarde les crédits de paiement sur innovation et transferts de technologie, on constate qu'on est à peu près stable ou très légèrement à la baisse, de 7,2 à 7,1 millions. Mais là, ce sont tous les projets de technologie, c'est le départ d'une activité industrielle, ce sont des subventions de 30 000 à 80 000 euros, que tous les industriels connaissent bien, et la Région n'a pas trouvé le moyen de dégager quelques millions pour augmenter innovation et transferts de technologie, alors que c'est le cœur de la future réindustrialisation. Comment faut-il expliquer que la réindustrialisation et les relocalisations, c'est ce qui donnera de l'emploi, ce qui donnera de la promotion sociale aux habitants de notre Région ?

C'est d'autant plus grave, et cela a déjà été dit, que si on y ajoute l'activité recherche, technologie et innovation, toujours en crédits de paiement, on est en baisse de 4,8 millions. Alors Madame a donné une explication sur la triennalité des projets, mais on peut anticiper, ce n'est pas la question et cela tombe très mal. Je veux dire qu'il est quand même invraisemblable que le budget recherche soit en baisse, puisque, de toute façon, il passe de 33 à 27 millions. C'est une honte que, sur un budget d'1,8 milliard ou d'1,9 milliard, que la Région consacre 30 millions en moyenne à la recherche. C'est une « rigolade » ! Voilà, c'est le fond du problème. Cela devrait passer à 50 millions et demain à 100 millions, parce que c'est le cœur de la réindustrialisation ! Si on n'a pas compris cela, on n'a rien compris.

Maintenant, parlons de l'aspect financier, parce que c'est aussi très important. Les deux leviers qui restent à la Région pour la réindustrialisation, c'est la recherche – l'apprentissage, on ne l'a plus et il reste un peu de formation professionnelle – et ce sont les financements en fonds propres, et je terminerai là-dessus. Là, il y a une légère augmentation, et je vais être précis. Effectivement, compétitivité et attractivité des territoires, il y a une légère augmentation d'1,6 million avec, en particulier, si on raisonne en AP, 4 millions pour des nouveaux fonds d'investissement, à mettre en parallèle de l'autre activité, création/reprise, 3,5 millions, ce qui fait donc 7,5 millions qui vont venir abonder des dotations de fonds. Quand on pense qu'un fonds met cinq ans à investir, vous divisez par cinq, cela fait une puissance de frappe de la Région d'1,5 million par an, qui vient se rajouter aux 3 millions actuels, ce qui signifie qu'on passe de 3 à 4,5 millions d'euros de force de frappe directe de la Région, c'est-à-dire 4,5 millions d'euros de fonds propres pour investir dans les entreprises. C'est comme cela qu'on fait de la réindustrialisation, mais c'est ridicule. Il faudrait passer à 10 millions. Et puis vous ne devez plus être suiveur, vous devez être meneur. Vous êtes acteur, vous êtes leader dans un fonds sur neuf. En réalité, quand on est leader, quand on met 1 million, on peut faire un fonds de 4 millions. Là, vous êtes leader avec des participations, mais qui sont epsilonesques dans les fonds régionaux d'investissement. Ce n'est donc pas vous qui êtes leader. Vous devez devenir leader, vous devez multiplier par deux votre force de frappe très rapidement.

Ainsi, je le redis, la seule condition pour pouvoir réindustrialiser en Centre-Val de Loire, c'est d'augmenter significativement et rapidement la recherche et d'augmenter significativement et rapidement votre puissance de frappe en fonds régional d'investissement.

Merci.

M. le Président.- Merci, Monsieur de LA TOCNAYE.

Monsieur MOULAY a la parole et Monsieur AVRIL se prépare.

M. MOULAY.- Monsieur le Président, chers collègues, face à la consistance de la crise sanitaire et au besoin d'engager une relance forte sur nos politiques publiques, nous avons aussi fait le choix, sous votre impulsion, Monsieur le Président, de porter la politique sportive au cœur de l'action régionale pour l'année 2022. La Région a fait le choix de maintenir une stratégie budgétaire de stabilité des crédits en direction du sport.

La Région sera bien évidemment en capacité de porter de nouveaux défis, une nouvelle ambition dans la perspective de la Coupe du monde de rugby 2023 et des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Nous allons accompagner la montée en puissance de Paris 2024 et de la Coupe du monde de rugby. La Région, qui est déjà une terre de sport, rayonnera pendant la Coupe du monde et les Jeux Olympiques et Paralympiques. En effet, nous nous sommes battus pour être la deuxième région française Terre de Jeux, certes, pour le plaisir sportif, pour la grande fête, pour la fraternité que la Coupe de monde et les Jeux Olympiques et Paralympiques représentent, notamment pour nos jeunes, nos habitants, mais pas seulement, car ces deux événements planétaires sont aussi des leviers importants pour soutenir notre attractivité touristique, pour mettre en avant notre économie régionale et nouer, bien évidemment, des relations durables avec nos partenaires économiques français et étrangers.

Nous irons aussi plus loin dans le développement de l'axe du parasport au sein de nos politiques sportives régionales, dans notre politique d'emplois sportifs, notamment par Cap' Asso. Nous continuerons aussi à aider les clubs et l'ensemble des acteurs sportifs – je pense notamment aux athlètes, aux bénévoles –, nous continuerons à participer à l'aménagement sportif sur l'ensemble du territoire grâce aux contrats régionaux de solidarité territoriale.

Notre politique sportive est évidemment un véritable levier pour accompagner les collectivités, pour accompagner les associations, pour accompagner l'ensemble des forces vives qui portent le sport ici en Centre-Val de Loire, qui ont des besoins importants, pour les aider à répondre aux attentes très fortes, en particulier dans cette séquence très difficile où le sport devient un élément incontournable de santé publique, d'investissement et d'enjeu sociétal.

Nous sommes, chers collègues, dans une véritable démarche pour permettre au sport de rester un enjeu de cohésion sociale, un enjeu d'animation, un enjeu d'attractivité des territoires et de santé publique, un secteur qui, malheureusement, a été touché par la crise, je le disais, mais nous ne devons rien lâcher pour poursuivre cette politique sportive ambitieuse, volontaire, fraternelle, traduite par les moyens financiers que nous lui accordons, un budget du sport préservé. Nous nous sommes engagés à le faire et nous le faisons.

Merci à tous.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur MOULAY.

Monsieur AVRIL a la parole et Madame FERRON se prépare.

M. AVRIL.- Merci, Monsieur le Président.

Tout à l'heure, le président FORISSIER vous a donné le cadre d'appréciation de notre groupe sur ce budget régional 2022 et mes collègues Florent MONTILLOT et Aurore CARO ont développé des points de discussion qui sont, pour nous, essentiels, notamment celui de la santé et celui du soutien à toutes les agricultures.

Cela a été dit, il s'agit du premier budget de la mandature, de la première traduction des engagements pris devant les électeurs lors de la période électorale, du budget, donc, de toutes les attentes, et, de ce point de vue, même les groupes minoritaires qui, par définition, auraient proposé un budget différent s'ils avaient été majoritaires, sont quelque peu déçus par ce budget ordinaire. Déçus face à un budget dispersé, ventilé aux travers de priorités éparpillées sur une échelle de divers degrés de réalisme et d'idéologie politique, dont on sent que la refonte et la reformulation, depuis la campagne électorale des premier et second tours, puis dans le rapport d'orientation budgétaire, ont dû faire l'objet de compromis, puisqu'un budget, si j'ai bien entendu Monsieur GODET tout à l'heure, c'est un équilibre entre radicalité et compromis.

Nous aurions sans doute préféré plus de compromis, non pas avec les lubies de votre aile gauche contre le nucléaire, contre l'agiculture conventionnelle, contre l'investissement routier, contre l'aéroportuaire, contre tout, mais avec les attentes de nos entreprises et de nos partenaires – Nicolas FORISSIER évoquait les six départements qui sont en attente de vos engagements. Et de plus de radicalité nous aurions également voulu, pour prendre au sérieux l'intention d'un budget de relance, en majuscules, de véritable relance qui concentre véritablement tous ses efforts sur l'emploi, sur le soutien à l'investissement productif, sur la relocalisation, pour développer et non pas seulement soutenir notre économie régionale. Il en est de même pour la santé, avec des objectifs concrets qui restent assez faibles au regard des intentions très louables et très ambitieuses que vous aviez présentées, 30 pour 300 médecins salariés par exemple, mais aussi au regard du soutien nécessaire à toutes les agricultures, comme l'a rappelé Aurore CARO.

Cette radicalité, nous l'appelons l'ambition et nous pouvons donc regretter que la dispersion de vos efforts, la dispersion politique en vérité, ne vous permette pas de vous donner les pleins moyens, en termes d'ambition, aux investissements très louables que vous aviez affichés.

Pour ces raisons, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le groupe UDCI ne votera pas ce budget régional, et je vous remercie de votre écoute.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur AVRIL.

Madame FERRON a la parole et Monsieur Perico LEGASSE se prépare.

Mme FERRON.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Ce budget, comme il a été dit plusieurs fois ce matin, est un budget qui s'insère dans un contexte inédit entre crise sanitaire et élections nationales à venir. C'est un budget qui a fait le choix de promouvoir des politiques qui bénéficient à un maximum de personnes, enfants, parents, seniors, à la Famille avec un grand F. Notre quotidien, notre vie de tous les jours doit être accompagnée de mesures concrètes, facilitatrices, émancipatrices. On le sait, quand un maillon s'affaiblit au sein de la famille, c'est toujours la sphère familiale qui en pâtit, d'où l'extrême vigilance qui est la nôtre là où nous pouvons agir pour que la question du pouvoir d'achat ne soit pas, en effet, une question trop anxiogène.

Ce budget, c'est d'abord un budget assumé dans la protection du pouvoir d'achat. Nous avons rendu gratuits les transports scolaires et nous continuerons à déployer davantage de lignes de cars sur le territoire. Nous avons étoffé nos tarifs préférentiels pour que chacun puisse bénéficier d'offres qui permettent de se déplacer sur tout le territoire. Pour nos lycéens, nous avons décidé de prendre en charge financièrement tous les manuels scolaires. Je rappelle qu'avec la prise en charge des transports et des manuels, c'est près de 1 300 euros par lycéen et par année d'économisés pour les familles, donc autant d'argent qui peut être investi dans d'autres domaines.

C'est aussi un budget qui s'est infusé de nos valeurs d'égalité, d'équité. Cela passe déjà par des conditions d'apprentissage idéales pour nos lycéens avec un niveau, on l'a dit, de travaux dans les établissements qui est inédit ou par la construction même de nouveaux modèles de lycées plus économes, plus responsables.

Alors, ce n'est peut-être pas, Monsieur FESNEAU, un événement interplanétaire, je vous l'accorde, mais reconnaissez quand même que dans une région, c'est un événement majeur pour nos jeunes. Et cela passe aussi par une répartition des formations sur l'ensemble du territoire pour permettre aussi à un jeune de se former sans avoir forcément à quitter ses amis, sa famille et en minimisant les coûts liés à l'éloignement des établissements.

Ce budget, enfin, disons-le et soyons-en fiers, c'est un budget qui prouve nos capacités de réactivité et d'adaptabilité sur le sujet du pouvoir d'achat, puisque nous portons fort d'autres domaines qui, trop souvent, en temps de crise, sont laissés de côté. Je pense à la culture mais je pense aussi au sport, que nous rendons perméables et compatibles avec la défense du pouvoir d'achat. C'est pour cela que notre Région, par exemple, a mis en place des tarifs préférentiels pour les jeunes *via* la plateforme Yep's ou pour les seniors. Mais, dans un autre domaine, j'aurais pu aussi vous parler du Combo Parfait avec une prise en charge partielle du permis de conduire ou des aides à la pratique du sport.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame FERRON.

Monsieur Perico LEGASSE a la parole et Monsieur HUWART se prépare.

M. LEGASSE.- Monsieur le Président, lors du débat d'orientation, j'émettais des doutes sur la ferveur de votre engagement en matière de tourisme. Nous constatons aujourd'hui un effort certain, budgétaire régional 2022 en soutien au développement de nouvelles offres touristiques, en lien avec les filières prioritaires que sont les itinérances douces et l'art de vivre grâce au Cap' Développement en particulier pour ce qui est des volets Export et Export plus.

Nous constatons également que le budget régional 2022 est engagé dans un soutien à l'hébergement touristique à travers un plan d'1 million d'euros, destiné à relancer l'investissement dans l'immobilier touristique.

Vous avez également prévu de porter le Cap' Hébergement à 1,6 million pour diversifier l'hébergement et améliorer la qualité de l'offre en tenant compte des enjeux environnementaux. Tout cela est très bien.

Mention bien également pour l'essor de l'écotourisme, qui a séduit plus d'1,2 million de visiteurs avec la Loire à Vélo et nous comprenons que la Région poursuivra ses investissements véloroutes en synergie avec les départements à hauteur de 30 millions, prévus notamment pour le canal d'Orléans et « Cœur de France à Vélo ».

Nous prenons acte en toute bonne foi de ces bonnes résolutions.

Pour autant, Monsieur le Président, de sérieuses interrogations demeurent. Nous relevons parfois une confusion à éclaircir, sans doute entretenue entre l'autorisation de programme et les crédits de paiement. Nous restons dubitatifs quant à la troisième saison des Nouvelles Renaissances, dont on pourrait redouter l'essoufflement, même si la dynamique initiale fut concluante.

Pour ce qui est du Comité régional du tourisme, soutenu à hauteur de 3 228 000 euros pour la mise en œuvre d'une stratégie marketing et d'une professionnalisation des acteurs, ce montant demeure, somme toute, très insuffisant compte tenu du besoin de renforcement de l'attractivité de notre Région sur le plan national et international.

Il est un fait que le budget de fonctionnement consacré au tourisme stagne depuis plusieurs années. Il n'y a pas de renforcement pour 2022 alors que les besoins de relance sont essentiels si nous voulons faire venir les touristes. Ce budget tourisme, je vous le dis, est le plus bas depuis quatre ans. Si l'augmentation des aides au développement est bien réelle et permettra de poursuivre l'amélioration de l'accueil, le budget global d'investissement, lui, en faisant abstention, bien sûr, de l'opération d'achat du siège du CRT, a baissé de 15 %, passant d'1,8 million en 2020 à 1,6 million en 2022.

Monsieur le Président, sans doute pour des motivations idéologiques ou des priorités politiques, votre majorité et vous sous-estimez réellement le potentiel touristique régional et négligez les synergies avec nos territoires. Je vous rappelle que le Berry, la Touraine, l'Orléanais, la Sologne, la Beauce sont des éléments culturels porteurs de valeurs, et je pense que la Région, j'allais dire, est dans une globalité régionale qui n'entre pas dans l'identité des territoires et qui ne les met pas à profit pour développer la politique touristique. Vous avez une curieuse lecture du mot « engagement » : chez vous, quand il y a priorité, le bus budget baisse. C'est assez original.

Monsieur le Président, ne vous contentez pas d'être un bon directeur de CRT et soyez conscient de présider une région dont le patrimoine touristique est le plus glorieux de France. Nous serons toujours à vos côtés quand vous serez dans cette logique.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur LEGASSE.

Monsieur HUWART a la parole.

M. HUWART.- Merci, Monsieur le Président.

Perico LEGASSE nous a fait la bonne grâce de nous attribuer une mention bien dans un certain nombre de domaines à l'écrit et j'ai bon espoir que nous puissions encore améliorer cette note dans la partie orale, puisqu'un budget pose un cadre, définit un certain nombre d'enveloppes et il reste ensuite à les mettre en œuvre, à construire la politique qui correspond à ces enveloppes, et c'est une partie du travail que nous avons engagé dans les états généraux de l'Économie et que nous allons déployer, je l'espère, avec son concours, puisqu'il l'a affirmé à la fin de son intervention.

Sur la question, d'abord, du tourisme, je ne sais pas dans quel sens on peut regarder la feuille. Vous, vous voyez les budgets qui baissent, mais, en réalité, ils augmentent. En effet, déduction faite de l'investissement très spécifique que nous avons fait sur l'achat de l'immeuble du CRT l'année dernière, qui était, en réalité, un investissement permettant de conforter dans le temps l'action de la Région et du CRT en lui faisant faire des économies, nous mettons des moyens supplémentaires sur l'hébergement, comme vous l'avez noté, nous mettons des moyens supplémentaires également, du coup, sur la promotion, sur le numérique et la digitalisation du tourisme, si bien que ce budget, c'est aussi un budget de croissance sur les sujets du tourisme. Après, il faut définir des priorités, ce que nous aurons à faire.

Cela vaut également sur les autres sujets. Je voudrais dire à Monsieur de LA TOCNAYE et à Madame TOUCHAIN-MALTÊTE que le budget économique augmente. Précisément, il y a un effort particulier qui a marqué l'année dernière et qui était la constitution du Fonds Renaissance, qui était un effort d'investissement ponctuel, et déduction faite de cet effort qui va se prolonger dans les années qui viennent par du complément de dépenses et surtout par des recettes, le budget continue d'augmenter. Et si on prend la référence de l'année 2019, il continue d'augmenter de 15 %, ce qui fait près de 9 millions d'euros d'augmentation, avec un demi-million de plus par rapport à l'année dernière sur l'agence économique Dev'up pour améliorer l'accompagnement des entreprises sur le terrain dans les départements, et vous avez aussi 5 millions d'euros sur les fonds d'investissement, comme Monsieur de LA TOCNAYE l'a noté.

Nous devrons avoir, me semble-t-il, un moment d'échange sur notre politique en matière de fonds d'investissement, car je pense avoir la possibilité de vous convaincre du bien-fondé de nos actions. Notamment, nous allons cette année créer un seul fonds nouveau, West Venture, mais nous allons aussi réabonder trois de nos cinq fonds d'investissement, avec des effets immédiats et non pas des effets différés comme vous le disiez quand vous avez signalé qu'il fallait du temps pour permettre à ces fonds de monter en puissance.

Je rajouterai également un million d'euros sur le fonds de prévention des entreprises en difficulté, parce qu'il a particulièrement bien marché, 2 millions d'euros sur la transition écologique et, globalement, même sur les aides directes aux entreprises, si on met à part l'effet unique du Fonds Renaissance, nous avons encore 3 millions d'euros de plus sur l'accompagnement des filières et sur l'accompagnement des entreprises.

Tout cela pour dire que, si on ajoute à cela tout ce qui est hors budget, c'est-à-dire le volet régional du PIA 4, les fonds européens du plan de relance, et qu'on ajoute à cela l'effort considérable consenti par l'État au soutien de l'industrie et de l'économie nationale avec des projets que nous accompagnons, que nos chargés de développement économique accompagnent, que les chargés de développement économique des intercommunalités et des pays accompagnent au quotidien, puisque ce sont eux qui aident aussi à monter les dossiers et à les déposer, je ne pense pas qu'on puisse dire aujourd'hui que l'économie régionale manque de moyens financiers. On voit plutôt un afflux considérable et sans équivalent de projets de développement et d'investissement industriel.

Là où nous avons un sujet de vigilance pour les mois et les années qui viennent, c'est sur la question du recrutement, des compétences, des qualifications de la main-d'œuvre. C'est aussi sur la question du foncier, de l'aménagement, de la capacité à accompagner les collectivités sur la reconversion des friches industrielles, la densification des zones, et cela, ce sont des sujets sur lesquels nous avons, dans le cadre de notre partenariat avec les collectivités, des contacts et des propositions que nous allons faire.

Je voudrais rappeler que le budget économique monte, augmente et qu'il ne cesse d'augmenter. Il avait été doublé au début du précédent mandat en 2016 et en 2017. Il continue aujourd'hui d'augmenter et c'est une impulsion qui va se poursuivre dans les années qui viennent, qui est profondément positive et qui doit pouvoir nous rassembler au service d'un certain nombre de priorités que je rappelle :

- la transition écologique, je l'ai signalé, avec 2 millions d'euros ;

- la digitalisation, qui représente la moitié de nos aides économiques qui sont elles aussi en augmentation ;

- la relocalisation, puisque nous faisons des efforts considérables dans le cadre de l'ensemble des aides qui sont attribuées aux entreprises sur ce sujet ;

- et le sujet des compétences, sur lequel Jean-Patrick GILLE aura l'occasion de revenir mais qui est la priorité fondamentale et le sujet sur lequel la Région est attendue. En effet, c'est à chaque fois sur ce sujet que les chefs d'entreprise nous interpellent et ils ont raison d'attirer notre vigilance là-dessus, car c'est l'avenir de notre socle industriel et donc de notre puissance économique.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur HUWART.

Madame LOUISIN a la parole et Monsieur VIGIER se prépare.

Mme LOUISIN.- Monsieur le Président, chers collègues, comme l'évoquait Patrice DIOT, doyen de la faculté de médecine, 75 % des étudiants en médecine quittent la Région à la fin de leur sixième année pour effectuer leur internat ailleurs. Pourtant, c'est tout le territoire qui est dans le besoin, aussi bien dans certains quartiers urbains que, plus largement, dans les territoires ruraux de l'Indre, du sud du Cher, de l'ouest de l'Eure-et-Loir ou de l'est du Loiret.

À l'heure où nos services d'urgence ferment, comme celui du centre hospitalier Jacques-Cœur à Bourges très récemment, il faut poursuivre par le lancement des sept communautés professionnelles territoriales de santé et inclure un dispositif permettant de répondre aux demandes de soins non programmés, ou encore encourager l'expérimentation et le développement de structures ou organisations publiques/privées, coordonnées au sein des établissements de santé, pour désengorger les urgences.

Différents axes sont à mettre en perspective.

- Premièrement, apporter une réponse collégiale et partenariale aux besoins des patients en soutenant le développement des centres de santé existants – un argument intéressant pour inciter au salariat – et de tous les modes d'exercice coordonnés.

- Favoriser également, dans la limite du possible, la création de postes d'assistants, partagés entre une structure hospitalière et une structure ambulatoire en zones sous-denses.

Madame CAILLOU-ROBERT, je me permets de vous interpeller. Indéniablement, la création de nouvelles maisons de santé pluridisciplinaires part d'une bonne intention, mais faut-il encore que le recrutement et l'intégration de nos soignants au sein de ces dernières suivent.

- Par ailleurs, orienter le développement de la télémédecine pour les publics avertis et plus jeunes est aussi un axe de travail, dans l'objectif de libérer du temps de prise en charge et, en ce sens, de donner la possibilité aux professionnels de santé de se consacrer aux patients les plus fragiles, bien souvent en difficulté dans la maîtrise des moyens de communication modernes.

- Impulser une force de frappe afin que les professionnels libéraux deviennent maîtres de stage universitaires, notamment par un accompagnement de ces passages dans les territoires. C'est l'enjeu de notre Région et des collectivités.

- Deuxièmement, un volet communication pour renforcer l'attractivité et l'accompagnement des professionnels, la mise en exergue de la création d'un guichet unique d'information et d'orientation pour l'exercice des étudiants en santé, accessible par téléphone ou Internet.

En parallèle, le partage de connaissances en matière d'innovation en santé se doit d'être facilité en direction des usagers et des professionnels soignants. Nous y gagnerons et cela enverra le signal que la Région Centre-Val de Loire est encline à prioriser l'offre de soins pour ses habitants.

Par un comparatif budgétaire, nous notons une différence de 635 000 euros en investissement entre 2020 et 2022. Le constat de cette baisse interpelle tout de même dans le contexte sanitaire actuel.

Par ailleurs, pour rebondir aux propos de Monsieur MONTILLOT qui l'a justement souligné, afin que les recrutements de 20 chefs de cliniques assistants répartis sur chacun des départements puissent être opérants, il est clair qu'un réel investissement dans la recherche doit être impulsé.

Il serait également intéressant, afin d'accroître le nombre de places d'étudiants tout au long du mandat, d'opter pour la mise en place d'une annexe à proximité des universités, comme c'était effectif avec celle située à La Riche en Indre-et-Loire pour les étudiants PACES.

Enfin, il serait pertinent d'ouvrir une plateforme de formation en visioconférence dès la deuxième année jusqu'à l'ECN pour ceux qui en effectueraient le choix.

Mes chers collègues, vous comprendrez ainsi la nécessité de tout mettre en œuvre pour mettre un terme à la désertification médicale. Des projets ambitieux sont déjà en cours ou à venir, tels que la création de la faculté d'odontologie à Tours, que nous soutenons, sans oublier notre proposition de soutien financier aux étudiants en médecine en contrepartie d'un temps d'exercice sur le territoire, que notre groupe présentera tout à l'heure.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame LOUISIN.

Monsieur VIGIER a la parole et Monsieur GILLE se prépare.

M. VIGIER.- Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues.

Dans votre propos liminaire, vous avez dit, Monsieur le Président, « on va changer d'ère ». Lorsqu'on change d'ère, on priorise, on hiérarchise, on donne une impulsion, une énergie, d'autant plus que dans cette France post-Covid qu'il nous faut préparer, il y a une déclinaison régionale à inventer.

Sur la santé, j'aurais aimé lire le mot « télémédecine » – j'ai relu votre rapport à l'instant. On est passé de 40 000 consultations par jour en France à un million. On doit accompagner les professionnels qui vont là-dessus et imaginons aussi des solutions nouvelles avec des bus médicalisés, et comme l'a très bien dit, Matthieu SCHLESINGER, assouplissons les règles, fixées souvent par l'ARS, c'est vrai, de manière que lorsqu'on peut installer un médecin et trois infirmières, c'est mieux que rien du tout. Et, évidemment, la faculté dentaire, Marc FESNEAU l'a très bien dit, c'est un succès collectif, ne l'oublions pas.

Sur les lycées, je ne veux pas rappeler tout ce qui a été dit sur Hanches, c'est vrai, mais j'ai en mémoire que, dans cette Région, entre 1986 et 1998, on avait construit 15 lycées. Cela ramène chacun, me semble-t-il, à l'effort accompli. Mais je veux vous dire un mot : j'attends que dans cette Région où il y a des milliers d'emplois disponibles, on soit capable, Monsieur le Président, au cœur de nos responsabilités de formation, d'accompagner des demandeurs d'emploi, des jeunes, des post-Covid, des gens qui sont sur un chemin difficile, à l'intérieur des entreprises car il y a des expérimentations qui vont se faire, pas simplement en « territoires zéro

chômeur », de manière qu'on soit capable de faire du sur-mesure pour les former et d'avoir un gagnant-gagnant entreprises/jeunes. Cela nous honorerait que d'emprunter cette voie.

Sur la transition écologique, à quand une grande filière industrielle des énergies renouvelables ? C'est bien beau d'avoir un SRADDET, on le dira cet après-midi, mais ce n'est pas uniquement pour que ces équipements d'énergies renouvelables viennent de l'extérieur, de l'étranger bien souvent. Portons cela. De même, sur la filière vélo, votre collègue Carole DELGA a lancé une grande filière vélo. Je vous donne deux chiffres : il y aura 30 millions de vélos qui seront vendus d'ici 2030, et on en fabrique 600 000 en France. Est-ce qu'on n'est pas capable d'être au cœur d'un écosystème ?

Quatrième chose, rapidement, sur les mobilités, je voudrais vraiment qu'on arrive à des concrétisations – je me tourne vers Philippe FOURNIÉ, et je sais pourtant son ambition d'avancer. Orléans-Châteauneuf, ce n'est pas un objectif, il faut le faire. Dreux-Chartres, ce n'est pas un objectif, il faut le faire. Sur Paris-Châteauneuf, il faut continuer de moderniser. Et le précédent contrat de plan a été une douleur immense pour lui comme pour nous tous, car c'était le contrat de plan, malheureusement, de l'échec, il faut bien le dire.

Enfin, Monsieur le Président, je vous fais une proposition pour terminer.

Dans toutes les grandes collectivités et, maintenant, à l'Assemblée, au Sénat, on fait quelque chose de très bien, ce qu'on appelle le printemps de l'évaluation. Eh bien, évaluons, mes chers collègues, les politiques publiques qui sont conduites ici. Regardons ensemble les objectifs d'un budget pour savoir si, oui ou non, on les atteint. Comme cela, on aura quelque chose de transversal, de la co-construction, chère Madame, parce que j'ai bien vu, dans votre intervention, que vous avez repris l'idée qui est la nôtre, et qui sera posée par notre président de groupe dans une question orale, qu'on puisse avoir une charte de déontologie. J'ai vu la ficelle qui est quand même un peu grosse.

Mais je veux vous dire qu'il est indispensable que la co-construction, ce ne soit pas un mot, mais une réalité. Alors, inventons ensemble l'évaluation des politiques publiques de cette Région.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur VIGIER.

Monsieur GILLE a la parole et Monsieur BILLET se prépare.

M. GILLE.- Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues.

Comme le veut souvent l'exercice, chacun agite un peu sa marotte et je ne vais pas faillir à cette règle implicite des débats budgétaires. Je vais donc évoquer les questions de formation et d'orientation, belle marotte, parce que si, et cela me paraît légitime, on consolide les crédits avec ceux des formations sanitaires et sociales – et cela me semble logique, puisque j'indique qu'une partie, par exemple, des formations d'aides-soignantes est aussi financée dans le PRF –, c'est environ 200 millions, ce qui, je pense, est un record pour notre collectivité, qui sont possiblement mobilisables cette année pour les questions de formation et d'orientation et donc pour la question centrale qui est celle de l'emploi.

Quels sont nos objectifs, nos priorités ?

D'abord, répondre à la pénurie de main-d'œuvre. Ce n'est pas directement une responsabilité de la Région mais, évidemment, c'est le sujet du moment sur ces questions. Cela nous permet d'activer le dispositif qui a été lancé il y a quelques mois maintenant et que nous appelons DEFI, c'est-à-dire un travail au plus près des besoins des entreprises. Nous allons cette semaine lancer la 150e opération, qui est une réussite, de l'avis de tout le monde.

Et puis, cela a été dit, il nous faut aller plus loin dans la mobilisation des publics éloignés du travail. Dans ce cadre, nous avons eu une réunion plus générale avec notamment les départements et leurs présidents pour leur indiquer notre volonté de travailler plus étroitement en ce qui concerne les bénéficiaires du RSA pour les remettre au travail. Vous savez que, sur la question des jeunes, nous avons lancé il y a quelques mois ce qu'on appelle le Combo Parfait, qui est connu parce que cela permet notamment de financer le permis de conduire. On s'interroge sur la possibilité peut-être de l'étendre à d'autres publics que les jeunes.

Et puis, le deuxième axe, qui corrobore le premier, c'est accompagner les relocalisations, les possibilités de réindustrialisation, et là aussi, avec un travail au plus près des territoires, main dans la main avec l'État. Nous avons mené, la semaine dernière, un séminaire commun sur les Codev, sur les possibilités méthodologiques de travailler au plus près des territoires. Et nous avons cette volonté, originale, d'implanter dans chacun de ces territoires un tiers-lieu de compétences pour, là aussi, être sûr qu'il y ait une qualité de la formation, la possibilité de créer de nouvelles formations au plus près du terrain. De la même manière, nous accompagnons les organismes de formation avec le dispositif « Trans'formation », pour qu'eux aussi puissent se moderniser, et pour inventer les nouvelles pédagogies.

Et cela, c'est le troisième axe, c'est-à-dire accompagner les transitions écologiques, les transitions technologiques également, ce qui nécessite de nouvelles approches de formation que nous sommes en train de mettre en place, ne serait-ce, par exemple, s'agissant des modifications du travail, que sur la question du télétravail, et cela nécessitera peut-être aussi de revisiter ou d'adapter nos dispositifs visas.

Sur l'orientation, j'ai la volonté de travailler, de redéfinir ce concept et nos dispositifs, notamment en travaillant directement avec les bénéficiaires, c'est-à-dire les jeunes, ceux du CRJ, car je crois qu'il faut saisir cette balle au bond, et peut-être d'autres jeunes dans le cadre des états généraux de la Jeunesse.

Enfin, une inquiétude, et je suis désolé de finir sur cette note un peu pessimiste, nous ne sommes pas sûrs qu'avec la situation sanitaire et sociale qui se dessine, nous puissions tenir tous les salons et les forums. Il va falloir, dans les jours qui viennent, prendre une décision là-dessus.

En tout cas, soyez assurés de la mobilisation et de l'importance des crédits que nous sommes capables de mobiliser pour cette question des compétences.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur GILLE.

Monsieur BILLET a la parole et Monsieur Charles FOURNIER se prépare.

M. BILLET.- Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues.

Je voudrais avoir une réaction ciblée sur le projet de budget, notamment sur les énergies renouvelables.

J'ai bien écouté ce que disait Karine GLOANEC-MAURIN, qui a présenté, toujours avec un certain talent, les orientations budgétaires, les six orientations budgétaires prioritaires. Quand on les regarde dans le détail, on partage ces orientations budgétaires, les grandes thématiques, bien entendu. Simplement, il n'y a pas de consensus dans le détail, et c'est là que le bât blesse. Sur l'éducation, Florent MONTILLOT l'a parfaitement démontré avec un lycée qui a mis huit ans à sortir de terre, qui commence à sortir de terre. Mais je souhaite vous parler aujourd'hui des énergies renouvelables.

On a un objectif commun, commun au sens de l'Europe des 28, d'arriver à 32,5 % d'énergies renouvelables d'ici 2030, objectif ambitieux qu'on peut tous partager. Toutes les régions de France – toutes les régions de France – aident les énergies renouvelables, notamment à travers les collectivités et les SEM, etc., mais nous sommes la seule région qui n'aide pas ces énergies renouvelables.

Regardons les parcs photovoltaïques. Je pourrais vous parler de l'Île-de-France, mais vous me diriez que c'est ciblé. Je vais donc évoquer la Nouvelle-Aquitaine. La Nouvelle-Aquitaine indique, je cite, « faire du potentiel photovoltaïque de la Région un atout pour les acteurs locaux ». Je crois qu'on peut le partager.

Sur la réalité, je vais vous donner un exemple et vous allez tout de suite comprendre. Sur la belle agglomération de Dreux, nous avons 118 000 habitants et, à travers une SEM que nous maîtrisons depuis des années, environ 70 ans, nous avons développé des énergies renouvelables pour 50 000 mégawatts, en sachant que nous avons deux projets dans les cartons qui vont nous permettre d'arriver à 100 000 mégawatts. 100 000 mégawatts, c'est la consommation totale des habitants du Drouais, 118 000 habitants. Simplement, le contexte réglementaire et tarifaire des énergies renouvelables fait que l'équilibre économique est plus compliqué à trouver aujourd'hui et que, sans l'aide de collectivités régionales comme la nôtre, comme cela se fait pourtant partout en France, nous ne pouvons pas y arriver. Et, là encore, grâce à ces projets, nous avons le numéro un mondial de la production d'hydrogène vert qui souhaite s'installer dans le Drouais pour construire une usine, à raison de 70 millions d'euros d'investissement, mais qui est corrélé au parc photovoltaïque.

Ainsi, la responsabilité de la Région est grande. Le groupe Écologie et Solidarité de la Nouvelle-Aquitaine a fait son *lobbying* auprès de la majorité dont elle fait partie, et il a obtenu ces aides en Nouvelle-Aquitaine. Eh bien moi, Monsieur le Président, je vous invite à revisiter ce budget pour aller dans le sens de l'engagement européen et j'invite mes collègues du groupe Écologie et Solidarité à jouer, eux aussi, à plein de leur *lobbying* auprès du groupe majoritaire.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Monsieur Charles FOURNIER a la parole et Madame BESSARD se prépare.

M. FOURNIER Charles.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Quelques réactions sur le débat que nous avons eu autour de notre budget, finalement un débat assez classique : évidemment, les priorités ne sont pas les bonnes, ou c'est dispersé, ou tout ce qui est proposé ne va pas dans le bon sens.

Peut-être pourrai-je partager un point qui est la nécessité de rendre plus lisible, dans notre budget, tout ce que nous faisons, car j'ai l'impression que la seule lecture que vous avez de ce document ou des conclusions du CESER ne vous permet pas d'entrer dans le détail de ce budget et de mesurer toutes les dimensions qu'il peut porter.

Quelques réactions aux propos de Nicolas FORISSIER sur le budget, qui nous dit, avec constance et je peux lui reconnaître cela, qu'on n'en fait pas assez pour le développement économique, qu'on n'en fait pas assez pour l'attractivité. En même temps, on ne dit jamais quel développement économique nous souhaiterions. Est-ce que c'est le modèle qui nous a conduits aujourd'hui à un tel déséquilibre dans nos territoires ? Est-ce que c'est le modèle qui a autant impacté notre nature, notre santé, notre avenir ? Est-ce celui-là que vous voulez soutenir ? Cela, c'est un véritable débat, plutôt que de dire « il faut mettre de l'argent sur le développement économique ».

Vous parlez d'attractivité, vieux concept jamais rediscuté. Est-ce que l'attractivité, c'est cette attractivité qui génère une concurrence telle entre les territoires qu'une entreprise qui arrive, venant d'ailleurs, a déshabillé un autre territoire ? Est-ce que l'attractivité, pour vous, c'est l'arrivée des immenses hangars logistiques qui viennent dans notre Région en ce moment et qui rendent impossible toute perspective de relocalisation de l'économie ? Tout le monde, aujourd'hui, parle de relocalisation. Les écologistes en parlent depuis des années et des années et se faisaient moquer parce qu'ils évoquaient ce sujet. Aujourd'hui, on en parle mais on voit bien les contradictions d'un modèle de développement économique qui ne tient pas compte des vulnérabilités et qui ne tient pas compte de la situation dans laquelle nous sommes.

Alors, oui, ce budget… Ce budget, Monsieur FORISSIER, intègre des perspectives de changement de modèle en termes d'économie. Nous allons créer, durant l'année 2022, un accélérateur de transition écologique, nous allons créer un cap pour accompagner la transition écologique, mais vous n'avez sans doute pas lu dans le détail ce qui est inscrit dans le budget. Nous avons mis en place un comité spécialisé dans Dev'up pour accompagner la transition écologique, nous avons formé tous les développeurs de l'économie des 400* à la transition écologique dans notre Région. Nous allons rénover 30 000 habitations par an, générant des emplois, Monsieur FESNEAU, puisqu'on n'en fait pas assez pour l'emploi. On aura même un problème, on n'a pas assez d'artisans et il faudra en avoir beaucoup plus, et c'est parce que nous agissons sur ce sujet que nous allons tirer l'emploi de manière extrêmement forte.

Vous voulez réduire les dépenses de fonctionnement, mais vous voulez plus d'ingénierie, Monsieur FESNEAU. L'ingénierie…

Non, Monsieur FORISSIER, pardon. Cela vient après pour vous, Monsieur le Ministre, pas de problème, j'en ai pour vous aussi. Monsieur FORISSIER, vous voulez plus d'ingénierie, nous avons mis en place des ERC, nous avons des agents de pays que nous finançons, nous avons mis en place un dispositif, « Project'Eur », pour aider les porteurs de projets européens à accéder aux financements, mais vous en voulez plus tout en baissant les dépenses de fonctionnement. Voilà ce que vous nous avez raconté ce matin.

Monsieur FESNEAU, les bons mots… On n'en a pas le droit au niveau régional, mais alors, au niveau national, on a droit aux bons mots. On a droit à « make the planet great again », on avait droit hier soir à deux heures de « je vous aime, je vous aimerai, je vous aimerai de plus en plus », on a le droit à l'émotion au niveau national, mais au niveau régional, on n'en a pas le droit quand mon collègue Jérémie GODET rappelle la situation dans laquelle nous sommes. Les bons mots, il y en a eu avant la COP26 et, depuis, on a oublié ce sujet, cela n'existe plus, ce n'est plus dans les débats alors que l'urgence est absolue et que Glasgow a été un échec, et la France a contribué à cet échec.

Face à cela, cette déclaration d'état d'urgence, c'est, justement, pour secouer nos esprits, pour nous mettre en mouvement sur ce sujet et il y a plein de propositions à l'intérieur de ce budget.

Madame CARO, vous avez dit : « On ne travaille pas sur la baisse de la démographie agricole. » Mais c'est le modèle que vous semblez défendre, qui a réduit le nombre d'agriculteurs dans notre pays. L'agrandissement, toujours l'agrandissement, toujours plus fort ; c'est un élément que je n'ai pas le temps de déployer, mais je pourrais le déployer, il n'y a pas de problème, débattons-en. Débattons-en.

Face à cela, on aurait pu s'attendre à des amendements extrêmement marquants quant à vos visions de l'avenir, on aurait pu comprendre qu'en matière de mobilité, changer des rames, cela ne règle pas le problème. Moi, je voudrais dire que changer des rames, améliorer la tarification, c'est permettre le report modal. Mais vous, vous proposez des véhicules électriques, des véhicules électriques, des véhicules électriques, cela ne va pas faire du report modal non plus ! Cela ne va pas non plus changer la donne. On en parlera… On ne parlera… On en parlera tout à l'heure. Je voudrais pouvoir terminer mon intervention, nous aurons l'occasion d'en débattre tout à l'heure.

M. GRICOURT.- Merci de conclure, cher collègue.

M. FOURNIER Charles.- Et je vais conclure… Je vais conclure là-dessus.

Dans ce budget, il y a de nombreux éléments qui montrent la bataille que nous essayons de conduire avec nos moyens, parfois avec des moyens insuffisants. Quand est-ce que la contribution climat air énergie sera renvoyée aussi aux régions pour pouvoir porter nos responsabilités avec force ? Nous travaillons sur les « territoires zéro chômeur », sur Cap' Asso, sur l'ESS, sur les EnR, sur la rénovation thermique de l'habitat. Nous travaillons sur les mobilités, nous travaillons sur un changement de modèle économique.

Ce n'est sans doute pas encore assez et nous aurions poussé sans doute des sujets beaucoup plus loin, mais vous ne pouvez pas dire qu'il n'y a, dans ce budget, aucune stratégie et aucune vision.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur FOURNIER.

Madame BESSARD a la parole et, dernier orateur inscrit, Monsieur Philippe FOURNIÉ se prépare.

Mme BESSARD.- Merci, Président, chers collègues.

Chacun ici mesure les difficultés profondes que traversent les établissements de soins et les tensions en matière de ressources humaines, dont les conséquences pour les patients sont catastrophiques. En France, en juin 2020, on comptait 7 500 postes d'infirmiers vacants ; aujourd'hui, ce sont 60 000 postes qui manquent. Cette situation couvait depuis longtemps, elle était prévisible. Ce qui surprend, en revanche, c'est l'ampleur du phénomène et cela en dit long sur l'état de notre hôpital public.

Vous le savez, c'est précisément pour répondre aux difficultés de recrutement des établissements et pour améliorer la qualité d'accès aux soins sur le territoire régional que la Région a engagé depuis 2019 un mouvement important d'augmentation des effectifs en formations paramédicales et notamment d'IDE. Avec des résultats dont nous n'avons pas à rougir, à l'échelle régionale, le nombre d'IDE formés est de 52 pour 100 000 habitants contre une moyenne nationale à 50. Nous sommes passés de 1 166 IDE en première année en 2018 à 1 336 en 2021 et nous visons l'objectif de passer la barre des 1 600 à la rentrée 2023. Cette ambition n'est pas de la poudre aux yeux, Monsieur MONTILLOT, mais bien la poursuite d'une politique volontariste pour répondre au plus près des réalités et des besoins du terrain.

Avec l'inscription au BP 2022 de près de 54,8 millions d'euros, nous augmentons le budget, ce qui illustre bien cette volonté d'amplifier l'effort.

Seulement, ces augmentations d'effectifs ne sont possibles qu'à condition d'optimiser les locaux des instituts de formation et de trouver des locaux supplémentaires. Sur cette question de l'immobilier des instituts de formation, je rappelle que la Région va bien au-delà de sa compétence avec des investissements lourds sur les relocalisations, les extensions et les reconstructions. Plusieurs projets immobiliers sont d'ailleurs à l'étude pour accompagner l'augmentation des effectifs ou la vétusté des locaux. L'année 2022 sera particulièrement marquée par la poursuite du projet de construction de l'IFSI-IFAS de Châteauroux, projet en maîtrise d'ouvrage régionale pour un coût d'opération de 9,7 millions d'euros.

Bien sûr, ces dernières semaines, le contexte local très préoccupant du CHR d'Orléans a évidemment retenu toute notre attention – nous avons été alertés en octobre –, et si la situation interroge par sa soudaineté et son ampleur, nous prenons notre part dans la réponse à apporter, avec une augmentation conséquente des quotas d'IDE formés dès la rentrée 2022. Pour accompagner cette augmentation, une étude immobilière a été commanditée par la Région pour l'extension de l'IFPM Sud, et, en réponse immédiate, il est envisagé, en effet, Monsieur MONTILLOT, l'installation transitoire de bâtiments modulaires pour accueillir les effectifs supplémentaires 2022, à moins que vous n'ayez une autre proposition à nous faire. Et pour Châlette, il est envisagé l'allocation de locaux complémentaires, en sachant qu'il y a, là aussi, un projet immobilier de relocalisation de l'IFSI.

Néanmoins, attention, si la Région s'engage, elle ne peut pas faire seule, et les établissements de santé doivent contribuer aux efforts, notamment sur leur capacité à ouvrir des places de stage pour ces effectifs supplémentaires. Et concernant les conditions d'accueil des stagiaires, l'objectif est bien de fidéliser les futurs diplômés. Des efforts doivent être faits également sur la qualité de l'environnement de travail afin de garder les IDE en poste et de stopper l'hémorragie en cours et, enfin, sur la valorisation de l'apprentissage et de la promotion professionnelle.

Enfin, je ne peux terminer mon propos sans rappeler l'urgente nécessité d'améliorer les conditions de travail, d'augmenter de manière conséquente les salaires, de rétablir les ratios soignants/patients, bref de ce que l'État prenne ses responsabilités, parce que sans cela, nos efforts seront vains.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame BESSARD.

La parole est à Monsieur Philippe FOURNIÉ.

M. FOURNIÉ Philippe.- Monsieur le Président, chers collègues, je ne souhaitais pas prendre la parole, mais vu l'importance du budget des mobilités et les quelques interpellations… En d'autres temps, quand j'étais jeune, j'aurais appelé cela des leçons. Les interpellations, je me dois quand même d'y répondre.

Premièrement, moi aussi, je vais donner des dates. La première date, c'est 2018. En 2018, le gouvernement et SNCF Réseau, qui est le bras armé de l'État sur les infrastructures ferroviaires – la compétence des infrastructures ferroviaires relève de l'État, en vertu de la loi – , nous avaient annoncé que les lignes de desserte fine du territoire, même si, à l'époque, cela ne s'appelait pas ainsi et on nous avait parlé de petites lignes, allaient fermer. Je le rappelle, cela concerne beaucoup de nos territoires, mais je ne vais pas vous les citer à nouveau. À ce moment-là, on aurait pu prendre un bistouri, comme beaucoup d'autres régions, et fermer des lignes. Nous, nous avons fait le choix inverse, un choix compliqué, un choix d'aller régénérer les lignes, d'aller chercher le financement, d'aller expliquer qu'il y avait un intérêt sur des lignes qui ne sont pas des lignes à grande vitesse, qui ne sont pas de l'urbain ou du périurbain, qu'il y avait

un intérêt pour les territoires, pour les habitants, pour des enjeux environnementaux, pour des enjeux sociaux.

Cette année, en 2021, trois ans après, les travaux ont débuté sur Tours-Loches, en sachant que nous avons la responsabilité à 100 % des travaux. Les travaux ont commencé sur Dourdan-La Membrolle et nous en avons la responsabilité à 60 %. Les travaux vont commencer sur Tours-Chinon, 100 %, les travaux vont aussi débuter sur Chartres-Courtalain. Mais il manque aussi, avant de donner des leçons, les financements pour les travaux sur Bourges-Montluçon qui revient dans le réseau structurant avec un financement à 100 % de l'État. En effet, il manque 21 millions d'euros pour qu'en 2024, on n'ait pas 56 minutes en plus pour faire Bourges-Montluçon en train.

Ainsi, nous assumons qui nous sommes, nous assumons ce que nous avons fait, nous faisons avancer les choses et nous n'attendons pas dix ou quinze ans pour prendre les décisions. Nous avons pris des décisions, nous avons sauvé des lignes. En 2024, les lignes sur lesquelles nous avons une part de responsabilité ou la responsabilité complète, je le rappelle, Tours-Loches, Tours-Chinon, Le Blanc-Argent, Dourdan-La Membrolle, Chartres-Courtalain, seront régénérées. Cela, c'est le premier point.

Deuxième point, la loi d'orientation sur les mobilités. Le gouvernement et le Parlement ont proposé à toutes les intercommunalités de France et de Navarre de prendre une compétence mobilité pour le 1er juillet 2021. Cette compétence mobilité était basée sur deux points : un financement avec des appels à projets, et on connaît les difficultés d'un appel à projets pour les intercommunalités rurales, avec 50 % du projet en « one shot » et, après, vous vous « débrouillez », pour être poli, et puis la mise en place d'un versement mobilité, qui est une taxe que les intercommunalités devront ou auraient dû prélever auprès des entreprises de plus de 11 salariés, une taxe sur la masse salariale. En ces périodes de difficultés, notamment pour l'économie en milieu rural, ce n'était pas forcément une bonne chose.

Dès lors, nous, nous avons fait des propositions aux intercommunalités, qui ont choisi en toute transparence et sans pression réelle, on leur a proposé un chemin, un chemin différent, un chemin pour travailler sur des nouvelles mobilités rurales, un dispositif qui existait avant la loi d'orientation sur les mobilités, je le rappelle, et cela fait plusieurs années qu'il existe au niveau régional, avec deux enjeux. Un premier enjeu avec des services qui seront les mêmes dans toute la Région. J'en prends un, les voitures en autopartage qui, d'ici 2023, seront déployées sur l'ensemble des territoires qui n'ont pas pris la compétence mobilité. Et puis, deuxième enjeu, une contractualisation avec l'ensemble des intercommunalités.

Alors, c'est vrai, cela ne va peut-être pas assez vite depuis le 1er juillet avec la mise en place du nouvel Exécutif. Nous avons commencé le travail avec 17 intercommunalités et, d'ici fin mars, le travail commencera avec l'ensemble des intercommunalités. Il y a déjà de nouveaux rendez-vous qui sont pris. On fera le point en Commission « Transports » et on fera aussi le point sur les intercommunalités qui ont pris la compétence, pour savoir si elles vont aussi vite. On verra cela avant de recevoir des leçons.

Le troisième point, sur la décarbonation…

M. GRICOURT.- Merci d'accélérer, cher collègue.

M. FOURNIÉ Philippe.- Il faut vraiment que je réponde sur cela. Je parlerai demain matin des transports.

Sur le nouveau matériel, oui, un nouveau matériel, et Charles FOURNIER l'a dit, amène une attractivité assez importante, mais nous, nous avons fait le choix, je le rappelle, contrairement à l'État, d'avoir un matériel qui soit 100 % français, puisqu'il a un label France garanti, tandis que l'État a commandé pour les lignes…

Si, si ! …les lignes Intercités, un matériel à la CAF, et les équipementiers nous ont dit qu'ils seraient en grande partie fabriqués en Espagne. Eh oui, le nôtre, il est fabriqué à Valenciennes. Si !

Un petit point aussi pour ce qui est des salariés en grève dans le monde du transport. Moi, je vais vous dire, très clairement : avant de recevoir des leçons, soyons fiers d'avoir été une des seules autorités organisatrices de mobilité à accompagner les entreprises et les salariés, dans le cadre de la pandémie, en finançant à 100 % les salaires des salariés. Dans le cadre…

Mme CANETTE.- Il faut vraiment conclure.

M. FOURNIÉ Philippe.- …des autres autorités organisatrices de mobilité, dans le cadre de vos relations politiques, demandez à vos collègues de faire la même chose sur les autres autorités organisatrices de mobilité. Bien sûr, nous travaillons avec les entreprises pour que le dialogue social puisse avancer, mais le dialogue social, aujourd'hui, dépend aussi de la négociation de la convention collective, et il faudra que tout le monde y participe pour aller vers cela.

Mme CANETTE.- Il faut conclure !

M. FOURNIÉ Philippe.- Dernier point, oui, nous avons une priorité aujourd'hui pour 2023… Nous avons une priorité pour 2023, et je finis là-dessus, parce que je pourrais faire…

Mme CANETTE.- Il faut vraiment, vraiment conclure.

M. FOURNIÉ Philippe.- …3 ou 4 heures de plus. Une priorité pour 2023, qui est un chemin, je l'ai dit, extrêmement compliqué, avec les mobilités rurales, avec les lignes de desserte fine du territoire, qui est de développer la mobilité sur les territoires les plus ruraux de notre Région.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci pour tous ces échanges, ces prises de position.

Bien évidemment, le Premier Vice-président chargé du Budget va apporter un certain nombre d'éléments de réponse.

Avant, je veux dire certaines choses, parce qu'il est important de les aborder avec un souci de la vérité.

Sur le problème des lycées, les délais des lycées, je le dis notamment à ceux qui défendent l'action de l'État contre l'action de la Région, il a fallu se battre et arracher un arbitrage au ministre pour que nous ayons le droit de les construire. La position qui était celle du Rectorat, nous nous y sommes opposés et nous avons demandé des études complémentaires, etc., et c'était : il n'y a pas besoin de ces lycées. Je le dis par rapport à la notion de délai.

Est-ce que la Région est inerte sur les lycées ? Non. Il y a eu la phase, et Philippe VIGIER l'a rappelé, où il fallait beaucoup plus d'effectifs ; c'était l'effet de la massification dans les lycées et les lycées ont été construits. La phase suivante a été une phase, et nous en avions la responsabilité, de grands investissements dans les lycées. Nous avons rénové, rénové, rénové sur le plan de la performance énergétique, sur le plan de la qualité pédagogique, sur le plan de la qualité de l'accueil, avec un investissement qui est – vous pouvez vérifier les budgets – entre 80 et 100 millions par an. Et aujourd'hui, là aussi, prenez les ratios et comparez avec l'ensemble des régions, notre Région est bien placée pour le niveau moyen de ces lycées en termes de qualité et d'accueil. Est-ce suffisant ? Il faut toujours faire plus. J'ai en tête, comme la vice-présidente, deux ou trois lycées sur lesquels il faut encore que nous accélérions en termes de rénovation, mais beaucoup a été fait. Vous siégez dans les lycées, vous le savez.

Sur le problème de la santé, chers collègues, je voudrais qu'on ne se trompe pas de combat. Cette Région, Monsieur MONTILLOT, et elle est la première en France à l'avoir fait, vérifiez-le, a choisi d'investir 5,1 millions en 2008 – c'était la prise de responsabilité – à Orléans pour la construction de l'IFSI à La Source. Elle est la première région à avoir fait cela. Pourquoi ? Parce que, encore aujourd'hui, pas un euro dans les dotations ne prend en compte cette responsabilité et que, pendant très longtemps et jusqu'à maintenant, certaines régions ont dit : on n'a pas la recette, on ne prend pas la responsabilité. Parce qu'aujourd'hui, l'investissement dans les IFSI n'est pas de notre responsabilité. Nous avons choisi de le faire, nous avons bien fait et nous l'avons fait en convergence. Et j'ai proposé, à ce moment-là, que nous nous engagions, car il y avait véritablement une urgence. On l'a fait d'abord à Orléans, on l'a fait à Amboise, on l'a fait à Châteaudun, on est en train de le faire à Châteauroux, on l'a fait à Tours, on va le faire demain à Châlette. Oui, notre Région est très investie, elle est vraiment en pointe des régions pour l'investissement sur l'immobilier. Je tiens à le dire, et il ne faut pas qu'on se trompe de guerre. Il ne faut pas qu'on se trompe d'interlocuteurs. Lorsqu'on laisse entendre que c'est une insuffisance de la Région, chers collègues, je crois qu'on affaiblit la position de cette Région. Je le dis très clairement.

De la même manière, sur le sujet qui est celui des médecins, notre Région a pris le *lead* là-dessus avec la création des maisons de santé pluridisciplinaires. Nous avons pris le *lead* sur les médecins salariés, nous traçons des voies. Pourquoi ? Parce que dans notre Région, le passif est considérable. Mais on le fait à la place de quelle responsabilité ? On le fait à la place d'une responsabilité politique qui est celle de l'État. Ce sont des décisions d'État qui, pendant trente ans, ont créé cette situation ! Ce sont des décisions d'État qui, pendant trente ans, ont créé cette situation lorsqu'on formait dans Région 97 médecins alors qu'il fallait en former 300. Nous payons les conséquences de cette période. Et aujourd'hui, quand on entend qu'on pourrait peut-être l'année prochaine passer de 330 qui ont été arrachés à 300, ce n'est pas la Région qui le dit ! Ce n'est pas la Région qui le dit. Dès lors, ce qu'il nous faut obtenir, c'est, du ministère de l'Enseignement supérieur, du ministère de la Santé, du Premier ministre, une décision qui soit à la hauteur – ce n'est pas une décision que peut prendre la Région – et qui forme les médecins.

Est-ce que la Région participe, chers collègues ? Retenez ce chiffre. Quand il s'est agi d'agrandir les locaux universitaires pour la médecine, nous avons mis, sur une responsabilité de l'État, 9,5 millions sur une dépense de 12 millions et c'était à Tours. C'est la construction des amphythéâtres. C'est la Région qui l'a fait. Par conséquent, ne vous trompez pas d'interlocuteur. Il y a, bien évidemment, des actions à engager et on le fera, et en convergence, j'en suis persuadé, parce que c'est absolument nécessaire.

Et, oui, bien que les chiffres soient ceux que Magali BESSARD a donnés, une Région qui est légèrement au-dessus de la moyenne en nombre d'infirmiers formés, nous avons une situation très lourde aujourd'hui, révélée à cette rentrée, des formations sur le Loiret, et nous aurons, cher Premier Vice-président, la problématique aussi sur le Loir-et-Cher qui est en retrait. Mais, là-dessus, on est fortement engagé, on est d'accord pour répondre collectivement et il n'y a pas les bons et les mauvais. Il y a ceux qui ont régulièrement voté des budgets pour la formation, il y a ceux, et vous en êtes, qui ont voté, par exemple, le passage de la formation de kinésithérapeutes de 45 à 110 bientôt. Ne vous trompez pas d'interlocuteur lorsque vous voulez

envoyer vos critiques. Il faut critiquer le système, il faut le faire avancer, il faut que nous prenions nos responsabilités, mais que nous le fassions en étant fiers de ce que nous avons fait et en étant déterminés à obtenir, notamment des décisions nationales, les avancées nécessaires.

S'agissant du tourisme, j'ai le plaisir de vous dire que, non, Renaissances n'est pas essouflé, absolument pas. Cette semaine même, j'avais en visioconférence 90 acteurs du tourisme et nous avons validé avec eux l'engagement de Nouvelles Renaissances avec une thématique forte qui est celle des Jardins de la France, et ce sera la thématique 2022, dans une immense satisfaction exprimée unanimement par ces acteurs du tourisme. Cela a un volet culturel, cela a un volet environnemental, cela a un fort volet touristique. Non, ce n'est pas essouflé. Et après 2019 qui a été une très belle année et 2020-2021 qui auront été des années compliquées, en ce moment même, les sites touristiques nous disent quoi ? Ils nous disent qu'ils font sensiblement plus durant cet automne et ce début d'hiver qu'ils n'ont fait en 2019.

Oui, nous sommes sur une dynamique, oui, nous avons conquis ce désir de travailler ensemble pour l'ensemble des acteurs du tourisme ; c'est cela qu'il faut accompagner mais il ne faut surtout pas se tirer des balles dans le pied.

Je voulais préciser cela avant que le Premier Vice-président réponde à l'ensemble des sujets que je n'ai pas eu le temps d'aborder, mais il le fera encore mieux que moi-même.

(Applaudissements)

M. GRICOURT.- Monsieur le Président, mes chers collègues, après la présentation très claire et précise de notre budget par notre rapporteur, les échanges très riches et nombreux qui ont suivi, je ne vais pas revenir, Monsieur le Président, sur les chiffres. Tout le monde en dispose, les élus ont reçu les documents complets et précis, la presse qui est présente a également tout cela en main et nos concitoyens qui nous écoutent ou suivront les retours de la presse auront capacité, évidemment, à aller rechercher toutes ces informations très précises et factuelles.

Je voudrais dire, en préambule, qu'il y a, je crois, un problème dans l'analyse objective de ce budget, qui doit se faire en comparaison du Budget primitif 2019, d'avant la crise, et pas à partir de comparaisons avec les budgets 2020 et 2021 qui ont été, comme vous le savez, exceptionnels.

Je crois donc qu'il y a ce principe premier et j'ai envie de dire dès maintenant, excusez-moi, chers collègues, qu'il n'y a pas de leçons de bonne gestion à recevoir quand, comme l'ont fortement et clairement expliqué des collègues, notamment Charles FOURNIER, vous voudriez toujours faire plus ici, faire mieux là, plus ailleurs et donc laisser filer la dette et nous mettre en difficulté à gérer dans la durée.

Alors, Monsieur FORISSIER, oui, nous avons, vous avez et nous avons une vision différente. Absolument, nous avons une vision différente. Et, oui, Monsieur BILLET, c'est plutôt, je trouve, rassurant en démocratie, mais, en tout cas, moi, cela me rassure personnellement de ne pas avoir la même vision que la vôtre. La vision de la France, de la société qu'on souhaite, elle est en effet différente et je crois que c'est l'occasion, au-delà de ce que sont les compétences de notre Région, d'en parler. Et contrairement à vous, chers collègues de la droite libérale et conservatrice, eh bien oui… Eh bien oui…

(Contestations sur les bancs du groupe UDCI)

Mais nous, nous assumons, chers collègues, nous assumons d'être socialistes, et moi, je l'assume, donc assumez d'être libéraux et conservateurs.

Eh bien oui, contrairement à vous, nous ne sommes pas pour un report de l'âge de la retraite à 65 ou 67 ans, comme vos amis le préconisent. Nous ne sommes pas favorables…

M. FORISSIER.- Et la réforme TOURAINE ?

M. GRICOURT.- Nous vous avons écoutés ! Nous vous avons écoutés. Nous ne sommes pas favorables…

Bon, je pourrais en effet faire des commentaires pas très agréables sur la réforme TOURAINE. À votre différence, nous sommes en capacité de faire un bilan objectif de celles et ceux qui, dans notre camp, ont fait des erreurs.

Nous ne sommes pas favorables à une réforme des Assédic, qui pénalisent beaucoup de Français, notamment les jeunes. Nous ne sommes pas favorables à la poursuite dramatique de la destruction et du démantèlement des secteurs publics régaliens : la santé, qui est le rôle de l'État, la sécurité et la justice – ils manifestent en ce moment dans nos rues partout en France –, l'Éducation. Et nous n'opposons pas toujours les territoires urbains et ruraux, nous ne sommes pas favorables à la relance du nucléaire mais à son maintien à court et moyen terme, tout en investissant massivement dans les énergies renouvelables. Cela, c'est notre différence. Nous ne sommes pas…

M. FORISSIER.- Ils ont des éoliennes ?

M. GRICOURT.- Absolument.

M. FORISSIER.- Dans le Loir-et-Cher ?

M. GRICOURT.- Absolument.

M. FORISSIER.- Il y en a ?

M. GRICOURT.- Non. Je regrette, je regrette. C'est le seul département… Mais, écoutez, vous avez derrière vous un ancien président de communauté de communes en Beauce. La Beauce, c'est le terrain idéal pour installer des éoliennes. Donc, qu'attendons-nous ?

Nous ne sommes pas favorables à toujours plus d'inégalités sociales, d'inégalités devant l'impôt. Nous privilégierons toujours le système d'éducation publique et laïque contrairement à ce que fait votre candidate à la présidentielle dans sa Région. Eh oui, ces différences… Ces différences de vision… Ces différences de vision, nous les retrouvons ici au Conseil régional et nous les assumons.

Alors, Monsieur FORISSIER, pour parler des compétences, et nous avons eu l'échange dans d'autres circonstances et notamment à l'occasion des orientations budgétaires, oui, la loi NOTRe a eu le mérite de clarifier les compétences des collectivités, ce qui ne nous empêche pas, d'ailleurs, d'aller au-delà. Et pour répondre au Rassemblement National, heureusement, sinon arrêtons tout de suite nos interventions sur les questions concernant la santé, qui n'est absolument pas une compétence de notre Région, en dehors des formations sanitaires et sociales.

M. FORISSIER.- Ce n'est pas ce que vient de dire le Président.

M. GRICOURT.- Et puis, sur… Oui, nous allons au-delà.

Sur les compétences, Monsieur FORISSIER, arrêtons. Nous avons rencontré, avec le Président, les six présidents de département, et soyons, là aussi, honnêtes, objectifs, arrêtons d'opposer les collectivités les unes aux autres. Aucune collectivité n'a la suprématie sur une autre. Les départements, dans notre Région, ont capacité à investir. Quand on regarde la réalité de leur niveau d'endettement, la durée de remboursement de la dette et en particulier dans l'Indre, qu'ils investissent ! Qu'ils assument encore mieux qu'hier leur compétence obligatoire sur le social. Dans une période où il y a tant de souffrance sociale, qu'ils assument, qu'ils fassent mieux ! Et qu'ils nous laissent, nous, assumer nos compétences.

(Intervention hors micro de Monsieur FORISSIER)

Et, excusez-moi, mais, dans ma responsabilité régionale et déléguée aux personnels, vous entendre parler de l'administration comme d'un cadre contraignant, c'est un peu, permettez-moi l'expression, « gonflé ». Et face aux suppressions arbitraires de postes de fonctionnaires que vous défendez, nous sommes, nous, dans la défense, eh oui, de nos fonctionnaires, car ce sont eux qui ont capacité à porter les politiques publiques que décident les exécutifs.

Sur le couplet éternel sur la dispersion, je rappellerai seulement, et c'est à vous de le vérifier, car les chiffres sont factuels, que le cœur des six priorités affichées au budget représente 92 % du budget d'investissement. Alors, pour une dispersion, je connais mieux.

Monsieur VIGIER, oui, nous voulons changer d'ère. Eh bien oui, nous voulons changer d'ère et je crois que cela peut s'entendre dans un pays où de plus en plus de Français s'étouffent et s'étouffent toujours plus avec, ces dernières années, vos amis qui sont aux responsabilités nationales.

Et oser parler, Monsieur FESNEAU, de solidarité en berne, quand on connaît le triste bilan de votre majorité nationale sur les questions de pouvoir d'achat, d'injustice fiscale, de manque de considération des plus fragiles, je crois qu'il faudrait avoir des propos un peu plus modérés.

(Interventions hors micro de Monsieur VIGIER et de Monsieur FESNEAU)

Pour rester dans notre Région… Pour rester dans notre Région…

M. le Président.- S'il vous plaît. S'il vous plaît.

M. GRICOURT.- Pour rester dans notre Région, et sur la question économique…

M. le Président.- Poursuivez.

M. GRICOURT.- …Madame TOUCHAIN-MALTÊTE…

(Brouhaha)

M. le Président.- S'il vous plaît !

M. GRICOURT.- …Madame TOUCHAIN-MALTÊTE, je connais l'investissement qui était le vôtre dans les territoires du Controis et la réalité, il faut le reconnaître, de l'engagement du président de cette communauté de communes et de la ville de Contres qui s'engage beaucoup depuis de longues années. Ainsi, vous devriez, là aussi, avec objectivité, reconnaître ce qu'est la réalité de l'engagement régional auprès du monde économique et à travers les fonds européens, mais je pense que vous reviendrez sur l'appréciation qui a été la vôtre.

Monsieur CHASSIER, sur la question des investissements que j'évoquais et qui, comme l'a confirmé notre rapporteur, sont à un niveau record jamais égalé, non, ce n'est pas conjoncturel. Ce n'est pas conjoncturel quand la part des investissements augmente sur plusieurs années. Il vous faut revoir, je crois, la définition du terme « conjoncturel » que vous employez.

Monsieur MONTILLOT, je ne vous oublie pas ! Vous avez l'éducation au cœur. Je pense que, malheureusement, vous avez l'éducation simplement dans un ventricule ou je dirais même dans une oreillette, quand on connaît la factuelle faiblesse d'investissement de vos amis du Conseil départemental du Loiret dans les collèges. Et puis, l'éducation, ce n'est pas seulement l'enseignement.

(Intervention hors micro de Monsieur MONTILLOT)

L'éducation, ce n'est pas seulement l'enseignement, c'est plus large. Sur cette question de l'éducation qui ne concerne pas simplement l'Éducation nationale et l'enseignement de nos jeunes, eh bien, là aussi, je suis assez mal à l'aise et vous devriez l'être quand, dans une autre collectivité que je connais bien, lundi dernier en Conseil municipal, un élu de votre camp politique exprimait textuellement qu'il faudrait supprimer des postes d'éducateurs et d'animateurs au profit de policiers et de caméras. En effet, c'est une divergence que nous avons sur la conception de l'éducation.

M. MONTILLOT.- Mais ce n'est pas la mienne, donc je m'en « fiche » de ce qu'il a dit.

M. GRICOURT.- Mais oui, mais il faut assumer ce que vos collègues disent.

M. FORISSIER.- Il faut arrêter de nous caricaturer.

M. GRICOURT.- Alors, Monsieur le Président…

M. MONTILLOT.- Des éducateurs, des médiateurs, des animateurs, il y en a beaucoup plus qu'avant.

M. le Président.- S'il vous plaît…

M. GRICOURT.- Ah, je comprends…

M. MONTILLOT.- Et vous le savez.

M. GRICOURT.- Je comprends… Je comprends…

M. MONTILLOT.- Et vous le savez.

M. GRICOURT.- Je comprends que la vérité n'est…

M. MONTILLOT.- Je suis le seul… Je suis le seul à avoir même à avoir maintenu…

M. GRICOURT.- Je comprends que la vérité de mes propos puisse…

M. MONTILLOT.- Je suis le seul à…

M. GRICOURT.- …puisse…

M. MONTILLOT.- …avoir maintenu des éducateurs dans le Loiret, et vous le savez !

M. GRICOURT.- Eh bien…

M. MONTILLOT.- Donc n'allez pas raconter n'importe quoi, s'il vous plaît ! Merci !

M. le Président.- Monsieur MONTILLOT !

M. MONTILLOT.- Merci !

M. GRICOURT.- Je parle de vos amis politiques.

M. MONTILLOT.- Ne me parlez pas de mes amis politiques ! Vous vous adressez à moi, vous me parlez à moi !

M. GRICOURT.- Alors critiquez…

M. MONTILLOT.- Et vous le savez, je suis le seul à avoir gardé des éducateurs dans le Loiret ! Merci !

M. le Président.- Poursuivez.

M. GRICOURT.- Alors, Monsieur le Président…

M. MONTILLOT.- Ne dites pas n'importe quoi !

M. GRICOURT.- …chers collègues, moi, je voudrais tout simplement saluer…

(Vive intervention hors micro de Monsieur MONTILLOT – Inaudible)

M. GRICOURT.- …le travail…

Mme CANETTE.- Euh… Dites-donc, elle est à gauche depuis juillet 2020. Ça ne va pas, non ?

(Brouhaha)

M. GRICOURT.- Je voudrais saluer le travail d'analyse du CESER et en particulier de son rapporteur Alain ROBERT, le travail du CESER, dans une approche forte et une approche pragmatique. On pourrait, du coup… On pourrait, du coup, simplement retenir l'avis du CESER… Chut ! …comme une juste appréciation, et je retiens de l'avis du CESER les éléments suivants qui sont écrits dans le rapport, dans leur avis et vous pouvez les vérifier. J'en retiens trois.

Le premier : « *De manière générale, les six priorités de la Région sont clairement exprimées.* » Le deuxième avis : « *Le CESER approuve la poursuite des dispositifs visant à préserver le pouvoir d'achat des familles : gratuité des manuels scolaires, ordinateurs, transports scolaires, soutien au monde culturel et sportif.* » Et le troisième : « *Le CESER approuve ce programme en faveur de l'investissement, qui devrait être créateur d'activité et d'emplois dans les domaines de compétences de la collectivité régionale.* »

Pour conclure, quand, dans des enquêtes récentes d'opinion, parmi les sept préoccupations majeures et priorités des Françaises et des Français, on trouve : le pouvoir d'achat en 1, la santé, l'environnement, le chômage et l'éducation, cela ne vous rappelle pas des priorités fixées par notre majorité dans ce budget ?

M. FORISSIER.- Tu as oublié la sécurité qui arrive en premier.

M. GRICOURT.- Et nous n'avons pas…

M. FORISSIER.- Si, si, si, si, si.

M. GRICOURT.- Mais c'est hors de notre champ de compétences. Et cela ne vous rappelle pas… ?

M. FORISSIER.- Ce n'est pas hors du champ de compétences de la Région.

M. GRICOURT.- Et nous n'avons pas attendu cette mandature pour en faire des priorités majeures. Nous accélérons et nous amplifions l'action.

(Brouhaha)

Si les préoccupations de nos concitoyens au niveau national sont celles que j'ai rappelées, c'est que, possiblement, ceux qui nous dirigent et qui nous ont dirigés ont failli sur ces questions. Cela devrait d'ailleurs inciter certains dans cet hémicycle, aux responsabilités nationales, à plus d'humilité et de prudence dans l'analyse et les propos à l'égard de notre budget. On assiste d'ailleurs à une certaine schizophrénie.

Alors, oui, chers collègues, ce budget 2022 s'inscrit bien dans nos orientations budgétaires débattues en novembre. Il respecte bien les engagements et nos priorités de campagne de notre majorité de gauche, le maintien de notre ambition en termes de politiques publiques à destination de nos territoires, urbains et ruraux, du monde économique, dans l'accompagnement des mutations indispensables qu'a rappelées Harold HUWART, du monde associatif qui remplit des missions majeures, la formation et l'éducation, et tout cela dans une accélération des mesures environnementales et dans une préoccupation sociale et de justice.

Alors oui, un budget qu'on peut qualifier de sérieux, nous garantissant la capacité à agir dans la durée, un budget de combat face aux enjeux que connaît notre société et, pour résumer, Monsieur le Président, chers collègues, je dirai : c'est l'ambition par la preuve.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur le Premier Vice-président, pour les éléments complémentaires qui ont été apportés.

Nous allons maintenant examiner les amendements qui ont été déposés, qui sont au nombre de 13, pour ce budget. Conformément à ce que nous avons dit ce matin lors de la réunion de groupes et parce qu'ils portent sur le même thème et qu'ils sont portés par le même groupe politique, nous allons le faire en appelant tout d'abord la présentation par le groupe Rassemblement National des amendements sur la santé.

Je proposerai à chaque groupe de donner une explication de vote qui vaudra pour les trois amendements, en sachant que si le vote n'était pas identique pour chacun, ce serait précisé dans l'intervention. Je vous proposerai – il est 13 heures – d'avoir une explication de vote et non pas un développement très long sur chacun de ces sujets. Cela a été acté par la conférence des présidents ce matin.

Je donne donc la parole au Rassemblement National pour la présentation de ces trois amendements. Qui le fait ?

M. NIKOLIC.- Je le fais, Monsieur le Président.

M. le Président.- C'est Monsieur NIKOLIC qui présente les trois amendements.

TROIS AMENDEMENTS « SANTE » PRESENTES PAR LE GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL

M. NIKOLIC.- Oui, vous les avez sous les yeux, je ne vais pas les relire. Je vais être très succinct. Pourquoi on présente ces amendements ? Parce que, comme vous le répétez et tout le monde est en accord là-dessus, la santé doit être une grande priorité pour notre Région. Évidemment, on en a déjà parlé aux réunions des présidents de groupe sur la santé, on a évoqué les solutions qu'il pourrait y avoir, notamment la télémédecine qu'a évoquée Philippe VIGIER et, j'y tiens particulièrement, une nouvelle université comme le proposent les Républicains, et on soutient cette mesure, le salariat de médecins et on soutient également cette mesure.

Mais on voudrait aussi, parce que cela doit être un objectif, que les médecins qui sont formés sur notre territoire restent sur notre territoire, qu'on les maintienne ensuite dans la Région. On voudrait donc transférer la totalité de ce qui est attribué en coopération décentralisée sur la formation de médecins, avec un contrat qui les obligerait à rester par la suite sur le territoire, sauf s'ils renoncent, auquel cas ils devraient rembourser le financement des études que nous leur apportons *via* ce partenariat et *via* ce contrat.

Cela me semble essentiel. Je vais peut-être répéter ce que j'ai dit en réunion, mais on a un déficit d'au moins 600 médecins généralistes pour être dans la moyenne nationale, qui est déjà une moyenne base puisque, excepté quelques départements en Île-de-France ou en PACA, il y a un désert médical global sur le territoire national. Et c'est pareil, d'ailleurs, pour les spécialistes. Il faut donc vraiment un grand plan et qu'on utilise tous les moyens à notre disposition, et c'est ce que vous avez dit tout à l'heure.

Voilà, pour moi, cela me semble très important qu'on utilise cet argent, que l'argent aille en priorité aux habitants de la Région. Cela doit être le rôle d'une collectivité de penser à l'intérêt local, plus que d'envoyer de l'argent à l'étranger dans ce que j'ai déjà appelé une forme de paternalisme, selon moi, et, en plus, on le sait et ce sera l'objet de ma question orale de ce soir, des subventions parfois à des pays très sulfureux, notamment la Mauritanie qui tue les homosexuels, qui lapide les femmes adultères ou qui condamne à mort les apostats. Je pense que les habitants de notre Région attendent que l'argent de la collectivité aille en priorité à leur santé, plus que dans des projets pas très concrets à l'étranger et qui ne leur apportent rien directement, alors que cela doit être le rôle de notre collectivité.

M. le Président.- Merci.

Explication de vote de chaque groupe par rapport à ces trois amendements, en ayant, bien évidemment, la possibilité de nuancer le vote qui serait celui de votre groupe.

Je donne la parole à Monsieur FORISSIER.

M. FORISSIER.- Merci, Monsieur le Président.

Je pense que le groupe Rassemblement National a raison de vouloir proposer des choses sur cet objectif de développement de la réponse en matière de médecins, de professionnels de santé sur le territoire. Nous allons faire la même chose et nous avons aussi raison de le faire. Les mesures sont différentes.

Moi, je note deux choses, simplement, qui conduiront, au fond, à une abstention de la part de notre groupe.

D'abord, il y a un problème de gage. Je ne peux pas, personnellement, et, je crois, personne au sein du groupe de l'UDCI ne peut accepter qu'on supprime d'un trait de plume les crédits à la coopération internationale alors qu'elle est extrêmement importante. Et, je le dis au passage, on doit arrêter d'avoir un débat public autocentré, hexagonal, à l'intérieur de nos frontières, car c'est parfois un peu le sentiment qu'on a, et la coopération internationale, y compris de la part d'une collectivité comme la Région, y compris en associant, et c'est très important de le dire, les nouvelles générations, c'est essentiel pour l'avenir et c'est aussi utile à la fois au débat démocratique, au développement de notre territoire régional, et de notre économie, et de notre rayonnement. Ainsi, je pense que ce gage est parfaitement inacceptable, je le dis clairement.

Deuxièmement, je comprends bien l'intention. C'est un engagement important, dix ans, c'est ce que dit l'amendement, et, en face, il y a une bourse, si je comprends bien, de 8 000 euros par année. Est-ce que c'est jouable ? Est-ce que nous ne devrions pas, au-delà de ce moment un peu politique lié à cet amendement, avoir un travail de comparaison préalable avec ce qu'il se passe dans les autres régions ? Parce que le problème, et quelqu'un en parlait tout à l'heure, je ne sais plus qui, c'est qu'on a un risque de tomber dans la course à l'échalote permanente et ce serait extrêmement contre-productif.

Pour ces deux raisons principales, je propose l'abstention.

M. le Président.- Merci beaucoup.

Delphine BENASSY, pour le groupe ES.

Oui, ce sont les trois… C'était bien un point de vue pour les trois amendements ? *(Oui)*

Oui, c'est la règle du jeu, c'est l'explication de vote pour les trois, sauf si, de manière expresse, vous me disiez non, parce que cela ne va pas. Mais c'est la règle que nous avons fixée ce matin.

Delphine BENASSY pour le groupe ES.

Mme BENASSY.- Effectivement, une explication de vote au sujet des trois amendements du Rassemblement National pour financer une mesure contre la désertification médicale.

Si nous partageons l'enjeu, les moyens et les méthodes proposés ne nous semblent pas adéquats. Au niveau des moyens, ce qu'on peut dire, c'est que le financement d'une bourse ne suffit pas à rendre l'installation sur un territoire enviable, et les différentes expérimentations qui ont pu être menées ne sont pas toutes concluantes, notamment parce que lorsqu'un médecin souhaite partir, il lui suffit de faire un chèque pour rembourser le financement dont il a bénéficié. D'autre part, sur la méthode, on pense que faire une proposition d'amendement unilatérale n'est pas en phase avec la méthode de co-construction qui a été proposée et déjà mise en œuvre pour travailler sur cette thématique de la santé et dont on a déjà beaucoup parlé ce matin.

Ensuite, évidemment, proposer de supprimer la politique de coopération internationale tout comme celle de la démocratie permanente et aussi le financement des organisations syndicales de salariés est très symbolique.

J'aurais voulu profiter de cette occasion pour expliciter le cadre juridique, administratif et financier qui permet aux collectivités d'avoir des actions de coopération, puisque c'est un argument sans cesse répété par le Rassemblement National de dire que cette politique relève de l'État. Je ne ferai pas la liste des lois qui ont été votées depuis 1982 et jusqu'à cet été 2021 pour reconnaître le rôle de multiples acteurs aux côtés de l'État et notamment celui des collectivités locales pour contribuer à des projets de développement, mais je tiens les informations à disposition si besoin.

Je voulais évoquer le symbole que représente ce choix de supprimer la politique de coopération internationale et celle de la démocratie permanente, car ces politiques sont un marqueur fort des valeurs d'ouverture et de solidarité que la Région souhaite porter et mettre en pratique dans différents domaines tels que que la culture, le climat, le développement local, la formation, la jeunesse ou encore l'appui institutionnel. Pour cela, la Région fait vivre neuf accords de coopération décentralisée, elle soutient des projets mis en œuvre par divers acteurs de notre territoire pour contribuer à l'atteinte des objectifs du développement durable à l'horizon 2030. Elle permet également, sur le territoire régional, des actions, des événements de sensibilisation, d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale et des échanges interculturels. Elle permet aussi à des jeunes de vivre des expériences immersives dans des pays étrangers, expériences qui sont toujours marquantes dans un parcours de vie et qui permettent une véritable ouverture à l'autre et contribuent à ce qu'on puisse se penser citoyen du monde.

Le souhait est également de supprimer le programme de démocratie permanente, qui a pour objectifs de favoriser l'expression de nos concitoyens, de renouveler le lien entre eux et le politique, de reconstruire de la confiance, de contribuer à l'élaboration d'un projet d'avenir enviable pour tous. Ce programme porte la même vision que celui de la coopération internationale, celle de croire en la capacité de tout être humain à s'émanciper, à penser par lui-même, à contribuer à l'intérêt général et à la construction d'une société inclusive.

Enfin, remettre en cause le financement du comité des organisations syndicales, c'est vous opposer à ce que les représentants des salariés puissent participer à des temps de travail avec la Région pour y faire entendre leurs propositions, et cela aussi fait partie de la vitalité démocratique à laquelle nous sommes attachés.

En conséquence, cette vision du monde centrée sur elle-même n'est évidemment pas le choix que nous faisons pour notre Région et ses habitants. Nous pensons au contraire…

M. le Président.- Madame BENASSY, on essaie d'être vraiment dans l'explication de vote.

Mme BENASSY.- …qu'il est essentiel de conforter les processus démocratiques, et notre groupe votera donc contre ces amendements.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame BENASSY.

Monsieur FESNEAU a la parole.

M. FESNEAU.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je serai très bref, parce que je pense que, déjà, un certain nombre de choses ont été dites. Un amendement se juge à la fois sur son object et sur le gage qui est produit, comme l'a dit Nicolas FORISSIER. Le gage est, pour moi, inacceptable ; on donne assez facilement dans ce genre de facilité.

Par ailleurs, il y a des engagements qui ont été pris par la Région. Ce n'est pas moi qui les ai pris, mais je me sens caution des engagements qui ont été pris par la Région de manière pluriannuelle pour mener un programme de coopération. Et, tout d'un coup, on déciderait, pour essayer de trouver… Il y avait bien d'autres endroits pour aller chercher éventuellement des contreparties et je pense que, de ce fait, le gage n'est pas acceptable, ne serait-ce que cet élément-là… Les gages, d'ailleurs, puisque vous avez évoqué à juste titre les questions de démocratie participative en particulier, mais pas seulement. Et cela justifie en lui-même un vote contre.

Deuxième élément, le fond de la mesure. Pardon, mais je ne suis pas certain que ce type de mesure – cela a déjà été expérimenté dans plein d'endroits, à vrai dire – soit de nature… Si c'était aussi simple que cela, je crois qu'on peut vous faire crédit, Monsieur le Président, que vous l'auriez fait et nous vous aurions soutenu les bras allants, si je puis dire. On sait que c'est beaucoup plus compliqué que le fait de mettre une bourse. Par ailleurs, je mets en garde, et je finis là-dessus, sur le fait que si on met 8 et que le voisin met 9 et que le voisin met 10 et que le voisin met 12 avec de l'argent public, on fait de la compétition entre collectivités territoriales, qui me paraît, sur ce sujet, de mauvais aloi.

Pour toutes ces raisons, c'est un vote négatif.

M. le Président.- Merci, et je me reconnais mille fois, mais je ne dis rien, dans tout ce qui vient d'être dit. Voilà.

Et je donne la parole à Mme GLOANEC-MAURIN.

Mme GLOANEC-MAURIN.- Merci, Monsieur le Président.

Je serai très courte, parce que beaucoup de choses ont déjà été dites, et notre groupe politique, bien sûr, votera contre ces trois amendements, pour deux raisons très simples.

D'abord, parce que la méthode est assez surprenante, de présenter trois amendements sur un même sujet avec des financements différents.

Sur les financements, premier point, vous le comprendrez, nous sommes surpris que vous vouliez priver notre collectivité de politiques auxquelles nous sommes extrêmement attachés et qui sont dans notre ADN, comme la coopération décentralisée, pour les raisons qui ont été évoquées, d'ouverture, de solidarité mais aussi d'accompagnement de la jeunesse dans cet esprit d'ouverture et de curiosité du monde. Le deuxième point, c'est le financement du comité d'organisations syndicales ; c'est notre ADN, nous sommes socialistes, radicaux et nous soutenons, bien sûr, les partenaires sociaux, c'est bien évident. Et le troisième point, c'est la démocratie permanente, à laquelle nous tenons également. Ces trois points sont évidemment dans l'ADN de notre politique.

Le deuxième aspect, évidemment, il est très simple mais il a été évoqué, c'est que vous établissez une surenchère sur un sujet très important, nous en sommes tous d'accord, mais qui fait déjà l'objet de beaucoup de dispositifs d'État, de dispositifs de la Région et même – je le dirai pour faire plaisir à Monsieur FORISSIER – de dispositifs de départements, puisque le Loiret aussi s'implique sur cette question.

Non, je ne serai pas plus longue. Bien sûr, nous votons contre ces trois amendements.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci.

Madame DUBOIS, vous avez la parole.

Mme DUBOIS.- Merci.

Effectivement, la remise en cause du travail avec les organisations syndicales, c'est récurrent au Rassemblement National. La démocratie, c'est un droit, et le droit d'organisation des salariés, cela vous gêne particulièrement et ce n'est pas la première fois que nous pouvons le constater.

Concernant la santé, ce qui est proposé dans ces amendements a été tenté par ailleurs et nous savons que cela ne fonctionne pas. Et je tiens à rappeler la grande réactivité de la Région en matière de santé, notamment durant la situation d'urgence. La Région a mis en place un engagement sur les maisons médicales pluridisciplinaires sur le secteur paramédical. D'ailleurs, le Président a dit devant le CESER la volonté de 450 médecins formés par an.

Au vu de ces éléments, le dispositif qui est proposé par l'amendement est inférieur à ce que la Région a déjà mis en place et, dans tous les cas, notre groupe votera contre les trois amendements.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci.

Pour être bien dans les formes, nous allons énoncer chacun des amendements.

Le premier, page 44, renvoie, vous l'avez vu, à des financements qui sont énoncés. Concernant cet amendement, avoir bien écouté les prises de position, j'ai enregistré une abstention du groupe UDCI et qu'il y avait, par ailleurs, des oppositions. Cet amendement ne sera donc voté que par le groupe Rassemblement National.

(Mis aux voix, l'amendement n° 1 du groupe Rassemblement National et Alliés est rejeté)

Contre : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain / Centre, démocrate, républicain et citoyen
Pour : Rassemblement National et Alliés
Abstention : Union de la Droite, du Centre et des Indépendants

M. le Président.- Sur le second amendement, comité des organisations syndicales, c'est toujours le même sujet, la création avec un gage là-desssus. Les mêmes positions se sont exprimées par les présidents.

(Mis aux voix, l'amendement n° 2 du groupe Rassemblement National et Alliés est rejeté)

Contre : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain / Centre, démocrate, républicain et citoyen
Pour : Rassemblement National et Alliés
Abstention : Union de la Droite, du Centre et des Indépendants

M. le Président.- Le troisième amendement qui est présenté et qui trouve sa source dans la suppression du programme de démocratie permanente, etc., rencontre les mêmes votes.

(Mis aux voix, l'amendement n° 3 du groupe Rassemblement National et Alliés est rejeté)

Contre : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain / Centre, démocrate, républicain et citoyen
Pour : Rassemblement National et Alliés
Abstention : Union de la Droite, du Centre et des Indépendants

M. le Président.- Pour ces raisons, chacun de ces amendements a fait l'objet d'un vote négatif et n'est pas retenu.

Nous abordons, toujours sur la thématique de la santé, pour donner équilibre à tout cela, les amendements qui ont été déposés par le groupe UDCI et qui sont au nombre de trois.

Je laisse Monsieur MONTILLOT les présenter.

M. MONTILLOT.- Les deux premiers par moi-même, et Élisabeth MEYBLUM fera le troisième.

M. le Président.- Parfait. Si vous le permettez, on fera les deux premiers et on prendra les réactions, et on passera le troisième après, qui est d'une nature un peu différente. D'accord ?

M. MONTILLOT.- Comme vous voulez.

TROIS AMENDEMENTS « SANTE » PRESENTES PAR LE GROUPE UNION DE LA DROITE, DU CENTRE ET DES INDEPENDANTS

M. MONTILLOT.- D'abord, un propos liminaire pour rassurer Madame CAILLOU-ROBERT qui intervenait tout à l'heure et qui croyait, mais je pense que c'était une erreur d'interprétation, que je considérais comme malhonnêtes intellectuellement les propositions de la majorité, alors que c'est exactement l'inverse – mais elle n'avait pas dû suivre cela lors de la précédente session. C'est moi qui avais été accusé par Monsieur Marc GRICOURT de malhonnêteté intellectuelle parce que j'avais présenté des chiffres qui aujourd'hui sont reconnus grâce à une expertise. Voilà, c'est vraiment pour la rassurer, je pense qu'elle pourra mieux dormir ce soir.

En ce qui concerne les deux amendements que je présente au nom du groupe UDCI, là aussi, en me basant sur des chiffres factuels, parce que le mot est souvent repris par Monsieur Marc GRICOURT, donc les chiffres factuels, vous les connaissez, nous sommes la dernière région pour la densité médicale, c'est un fait, donc un chiffre factuel. Et nous allons malheureusement, sur les cinq prochaines années, si nous ne réagissons pas, former uniquement 300 médecins, comme le regrettait d'ailleurs le Président BONNEAU tout à l'heure, à la faculté de médecine de Tours, alors que les autres régions, qui ont un minimum de deux facultés de médecine, vont former pendant ces cinq prochaines années entre 450 et 500 médecins pour une population comparable. De ce fait, non seulement on est en retard, mais on creusera le retard si on ne réagit pas. Et tout cela relève du rapport de l'ONDPS qui est déjà sorti l'année dernière.

Nous avons bien entendu, Président, y compris lors de notre réunion de vendredi soir, le fait qu'en février, vous souhaitiez déposer un projet de délibération sur ces questions médicales, mais, dès aujourd'hui et sans attendre le mois de février, nous voulons que la Région puisse lancer l'opération sur la formation de 200 médecins supplémentaires, notamment sur le site d'Orléans pour rééquilibrer, comme vous le disiez vous-même, entre l'est et l'ouest de notre Région, les formations médicales.

Là-dessus, nous demandons et nous proposons à notre honorable assemblée de voter cet amendement pour que nous lancions immédiatement, dès le début du mois de janvier, une étude à la fois sur la nécessité de construction ou, en cas d'urgence, de rénovation de locaux, notamment près du CHRO, sur les capacités d'irrigation de nouveaux médecins sur l'ensemble du territoire régional, mais aussi sur quelque chose de très important, c'est-à-dire la capacité de recenser toutes les offres de stages et d'internat sur l'ensemble de notre Région, en sachant que, précisément, le doyen de la faculté de médecine de Tours indique qu'il ne veut pas former plus de médecins, car il n'y aurait pas suffisamment de places de stage et d'internat, ce qui est totalement faux. Mais l'objectif, c'est que nous puissions répondre de façon scientifique à tout cela.

C'est la raison pour laquelle nous vous proposons d'ajouter aujourd'hui une autorisation d'engagement de programme à hauteur de 140 000 euros pour cette étude, dans le cadre du chapitre budgétaire 939 AE 2022-1503 et de réduire de 140 000 euros le chapitre 930 AE 2022-2492 sur « Démocratie, citoyenneté, participation », en insistant sur le fait qu'il ne s'agit pas de mettre en cause ce chapitre mais, simplement, comme cela a été parfaitement expliqué dans les rangs du groupe Écologiste tout à l'heure, que nous allons avoir les élections présidentielles plus les élections législatives en 2022 et que, sincèrement, on peut faire cette économie au profit de la santé qui est quand même l'urgence absolue, comme tout le monde a pu l'évoquer.

Je vous remercie pour cet amendement.

Je continue sur le deuxième, Président, c'est cela ?

M. le Président.- Absolument.

M. MONTILLOT.- Très bien. Le deuxième amendement porte aussi de façon factuelle sur la question du nombre d'infirmiers. On évoquait tout à l'heure le fait que 135 lits ont été fermés au CHRO d'Orléans mais, dans tous les départements, ce sont également des lits qui sont fermés faute notamment d'infirmiers, non pas uniquement parce qu'il y aurait une décision nationale mais aussi, je le précise, parce qu'il y a effectivement, en ce qui concerne le CHRO, 90 postes d'infirmiers qui manquent. C'est donc ce lien de causalité directe entre le nombre d'infirmiers et le nombre de lits fermés qui est à relever. Là encore, les chiffres sont factuels, la Région Centre-Val de Loire, malheureusement, est la dernière ex aequo avec les Pays de la Loire. Nous avons un infirmier, dans notre Région, pour 105 habitants contre un infirmier pour 80 habitants en moyenne dans les autres régions, c'est-à-dire une différence d'environ 30 %.

L'objectif est donc évidemment d'accélérer. Monsieur le Président, le 10 novembre, j'avais évoqué des chiffres qui ne datent pas du mois d'octobre, je le précise pour ceux qui sont intervenus, mais qui datent de 2018, puisque les chiffres de l'INSEE, c'est 2018, 2019, 2020, 2021 très précisément, et ils pointaient deux départements, le département du Loir-et-Cher, avec une moyenne de 42 infirmiers formés pour 100 000 habitants, et, pire encore, Le Loiret, avec 35 infirmiers formés pour 100 000 habitants, contre une soixantaine en moyenne pour les autres départements, 57 précisément pour l'Indre et le Cher, 60 pour l'Eure-et-Loir et 69 pour l'Indre-et-Loire, ce qui fait que le Loiret en forme deux fois moins. Or, là, il s'agit d'une responsabilité de la Région et du Conseil régional.

J'ai entendu également le fait que vous souhaitiez, et c'est l'information que vous avez donnée il y a deux jours, la formation d'infirmiers supplémentaires dès septembre 2022 pour le Loiret, en montant en cadence en 2023, y compris, je l'espère, pour le Loir-et-Cher. Et là, nous demandons de provisionner un montant de 1 500 000 euros de budget, non pas pour des modulaires et des Algeco mais pour avoir des bâtiments en dur, notamment en termes de rénovation, et je pense, pour le Loiret, à la situation spécifique sur l'ancien hôpital d'Orléans-La Source qui a des locaux qui pourraient être rénovés en urgence à cet effet dès la rentrée de septembre 2022.

D'où le fait d'avoir une augmentation d'1,5 million en investissement sur le chapitre budgétaire 931 AE 2022-2403 avec une réduction de la même enveloppe sur le chapitre budgétaire 950 AE 2022-1002 qui concerne cette fois-ci, et je pense que personne n'y verra d'inconvénient, une réduction d'1,5 million sur l'autorisation d'engagement du programme « dépenses imprévues » qui est d'un montant total de 15 millions d'euros. Ainsi, c'est diminuer la part des dépenses dites imprévues, qui pourrait, de toute façon, toujours revenir dans une décision modificative.

Je vous remercie, je pense avoir été suffisamment clair pour que cela puisse être voté à l'unanimité, puisqu'il semble, sur les bancs de cette honorable assemblée, que tout le monde soit d'accord sur l'urgence santé.

Je vous remercie.

M. le Président.- Monsieur MONTILLOT, Monsieur le Président de groupe, je pensais que vous alliez présenter, Monsieur MONTILLOT, les deux amendements dans l'ordre qui touchaient aux médecins. Mais dans la mesure où vous avez fait les médecins et les infirmiers, ce qui est tout à fait légitime, je propose que le troisième amendement soit présenté maintenant.

Mme MEYBLUM.- Il a été proposé d'augmenter le nombre de chefs de clinique assistants dans chacun des départements de la Région Centre-Val de Loire. Il semble que le nombre de chefs de clinique assistants dans chacun des départements de la Région Centre-Val de Loire soit largement en dessous de la moyenne nationale, et l'augmentation est absolument indispensable si on veut augmenter le nombre d'étudiants en médecine, comme il est souhaité, de 200. Il faut donc augmenter le nombre d'assistants. La volonté de la Région est alors de financer le recrutement de 20 chefs de clinique assistants supplémentaires, devant être répartis sur chacun des six départements de la Région Centre-Val de Loire.

Cependant, si l'on apporte le nombre de 20 chefs de clinique assistants au nombre de départements, cela représente 3,5 chefs de clinique par département. Or, rien que pour le département de l'Indre, il en faudrait 4 ou 5. Le déploiement de ces chefs de clinique assistants reste fondamental pour rééquilibrer la formation des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire. L'objectif final, après leur formation, serait ainsi la pérennisation de ces chefs de clinique assistants sur notre territoire. Il est donc fondamental, pour aider chaque département et pour aider les futurs chefs de clinique assistants à s'installer durablement dans nos territoires, d'augmenter le budget dédié.

La proposition qui est faite, c'est une réduction de 100 000 euros de l'autorisation d'engagement du programme « Démocratie, citoyenneté, participation » pour que cette somme soit portée en augmentation de l'autorisation d'engagement du programme « Partenariat Région Universités ».

M. le Président.- Merci pour la présentation de ces trois amendements.

Comme je l'indiquais, l'un touche à la formation des médecins, l'autre à la formation des infirmières.

Ce que je propose, c'est qu'il y ait des réactions qui portent d'abord sur le bloc des deux amendements « médecins et chefs de clinique », et nous viendrons dans un second temps, car c'est un sujet de nature un peu différente, sur les infirmiers.

Vous êtes d'accord pour cette organisation des échanges ? Parfait, je vous remercie.

Qui veut intervenir sur les deux premiers ? Je le reprécise, il s'agit des capacités d'accueil des médecins, ainsi que des chefs de clinique, et nous passerons ensuite aux infirmiers pour la bonne clarté de nos échanges.

Je donne la parole à Monsieur VIGIER.

M. VIGIER.- Merci, Monsieur le Président.

Vous connaissez notre engagement, comme, je pense, celui de tous les collègues qui sont là, sur les domaines de santé. Tout ce qui pourra concourir à améliorer l'offre de soins, à l'accès aux soins au sens large du terme doit être retenu et toutes les pistes doivent être envisagées. Nous apporterons, avec notre groupe, le soutien à ces amendements.

Sur la faculté de médecine, vous l'avez dit vous-même tout à l'heure, si on compare, à périmètres identiques, le nombre d'habitants de notre Région à celui de la Normandie, cela devrait être 500 médecins, donc les 500 étudiants qui passent en deuxième année de médecine. Ainsi, tout ce qui pourra permettre de concourir à faire une étude de faisabilité, de créer une deuxième faculté à Orléans, moi, je dis mille fois oui, ou s'il faut doubler celle de Tours, cela m'est égal, l'essentiel étant qu'on ait cette capacité. Mais cela ne suffira pas, et pour une raison simple que tout le monde doit connaître : tant que l'internat national classant existera, cela ne marchera pas. C'est le principe du tuyau d'eau : si vous avez 100 litres qui passent mais qu'il y a 20 litres qui s'en vont, il en reste 80. Il faut revenir à l'internat des Régions. Mais nous soutiendrons.

Simplement, une remarque du groupe : nous souhaitons que le financement se fasse sur des dépenses imprévues, et non là où cela a été gagé. Je pense que les collègues du groupe accepteront qu'on aille gager différemment, l'essentiel étant la finalité. Autant pour les chefs de clinique… Vous le savez parfaitement, Monsieur le Président, il y a longtemps que cette Région participe au financement des chefs de clinique. Nous ne faisons donc que continuer et c'est bien de le faire ainsi.

Et je terminerai en disant que comme j'ai vu que vous avez fait un point presse sur « 100 % Santé » en prévoyant une délibération pour février 2022, je vous redis ici au nom du groupe que nous sommes disponibles, disposés et prêts, et nous l'avons prouvé par le passé avec un esprit constructif à 100 %, à porter, me semble-t-il, une ambition partagée par les uns et par les autres pour cette Région.

M. le Président.- Merci de cette présentation pour votre groupe, Monsieur VIGIER.

Je donne la parole à Magali BESSARD.

Mme BESSARD.- Oui, je pense que depuis ce matin, dans les différentes interventions des élus de notre majorité et dans le budget que nous proposons, on a fait la démonstration de l'engagement de la Région, bien au-delà des compétences réglementaires, pour répondre aux problématiques liées à la santé, pour réduire les inégalités d'accès aux soins et pour former plus de professionnels.

Si nous partageons, évidemment, les besoins qui sont pointés dans ces amendements, nous devons être attentifs au rôle de la Région qui pallie trop souvent le déficit, la défaillance de l'État qui est en mission régalienne, en particulier sur le nombre de médecins formés ou sur la répartition des internes. L'État doit prendre ses responsabilités et c'est ce qui nous conduit à un vote contre sur ces deux amendements.

Je rappelle également que sur le sujet de la santé, cela a été dit, la mise en place d'un groupe de travail ouvert à tous les groupes, dans l'objectif de l'élaboration commune d'une co-construction pour la présentation d'une délibération en février, cela ne veut pas dire qu'on ne fera rien d'ici là.

Sur l'amendement concernant les formations sanitaires et sociales, j'ai déjà donné quelques éléments dans mon intervention tout à l'heure et le président complétera.

Merci.

M. le Président.- Merci, Magali BESSARD.

Je donne la parole à Monsieur NIKOLIC pour le groupe RN.

M. NIKOLIC.- D'abord, on est surpris, car il manque des crédits de paiement pour financer ces projets. Globalement, tout ce qui pourra réduire les déserts médicaux dans notre Région, je l'ai dit, on le soutiendra, et on votera pour malgré cette absence de crédits de paiement.

Je veux, si vous le permettez, revenir en deux mots, parce que, voilà, pour nous, il est normal d'avoir cette cohérence de soutenir toutes les mesures qui pourraient aller dans ce sens. Nous, tout à l'heure, c'est ce que nous avons essayé de faire en montrant ce qu'on utiliserait pour financer ces projets.

Et je répondrai juste à Marc FESNEAU, même si j'ai bien compris que ce n'était pas l'objet, puisque là, on parle d'autres amendements, que, de la même manière que le Président François BONNEAU fait en sorte qu'il y ait une concurrence entre les régions en finançant des médecins sur notre territoire, malheureusement, c'est un peu l'enjeu. On doit, en attendant qu'il y ait un nombre suffisant de médecins sur l'ensemble du pays, essayer de favoriser notre Région qui est en retard, et c'était pour cette raison qu'on proposait cela tout à l'heure.

De la même manière, nous, nous sommes cohérents, nous allons soutenir ces amendements des Républicains.

M. le Président.- Merci, Monsieur NIKOLIC.

Madame LAHOREAU, pour le groupe Écologie.

Mme LAHOREAU.- Merci.

C'est toujours avec un certain étonnement que nous voyons des amendements venir opposer des politiques publiques pourtant toutes nécessaires à leurs endroits.

Concrètement, vous proposez de supprimer totalement la ligne budgétaire « Démocratie, citoyenneté, participation » pour venir renforcer celle de l'enseignement supérieur en matière de santé. Nous ne les opposons pas. Il n'a jamais été aussi nécessaire d'avoir une politique volontariste d'adresse à nos habitants en matière de démocratie permanente. Il en va de la santé de notre démocratie, déjà bien malade.

Dans un très récent rapport commandé par le président de l'Assemblée nationale après l'abstention record des élections départementales et régionales, le député Xavier BRETON et l'ex-ministre Stéphane TRAVERT proposent notamment de développer les référendums d'initiative locale, les consultations citoyennes et les ateliers citoyens. Nous ne sommes donc pas seuls, une partie de votre camp également a pensé que l'urgence est autant dans la mise en œuvre d'une véritable politique publique de la santé que dans la possibilité réelle donnée à nos concitoyens et concitoyennes d'influencer et d'influer sur les décisions qui les concernent.

Vous proposez donc de réduire drastiquement l'enveloppe dédiée aux démarches de participation citoyenne pour renforcer l'installation de chefs de clinique assistants sur notre territoire. Vous proposez de financer sur le dos de la vie citoyenne une étude stratégique sur l'installation d'un pôle universitaire à Orléans. Si le manque est réel, comme cela a pu être évoqué à plusieurs reprises ce matin, vous l'avez compris, nous partageons ces préoccupations et nous sommes en chemin sur la nécessité d'attirer ces personnels formateurs et des places de formation supplémentaires dans la Région. Cependant, cette volonté partagée ne trouvera pas sa solution en déshabillant les quelques maigres moyens de la ligne budgétaire « Démocratie, citoyenneté, participation » pour répondre durablement à ces enjeux.

M. FORISSIER.- Alors vous sous-amendez !

(Interpellations sur les bancs des groupes UDCI et CDRC)

M. le Président.- Je vous en prie, Madame LAHOREAU.

Mme LAHOREAU.- L'enjeu démocratique côtoie l'urgence sanitaire et nous tentons de répondre aux deux enjeux sans en sacrifier un seul.

Nous voterons contre les deux premiers amendements dans leur écriture actuelle et je profite d'avoir la parole pour signaler à Monsieur VIGIER… Monsieur VIGIER ? …que l'ajout d'une charte de déontologie à notre règlement intérieur a été proposé et voté en juillet dernier lors de notre première session. Vous semblez l'avoir oublié ou alors vous ne lisez pas les rapports que vous votez. Nous aurons l'occasion d'en rediscuter avec les présidentes et les présidents de groupe en janvier prochain.

Merci.

M. le Président.- Merci.

Dernière intervention pour une explication de vote, Madame BESNIER.

Mme BESNIER.- Nous voterons contre ces deux amendements pour les raisons très claires suivantes.

Concernant les chefs de clinique, la problématique n'est pas financière. J'allais dire « malheureusement », parce que si elle l'était, ce serait presque plus simple. Vous savez que nous voulons 20 chefs de clinique et qu'aujourd'hui, il y en a 5. Il y en a 5 parce que le recrutement est très difficile et ralenti. Il faut donc travailler sur l'accélération de ce recrutement. Nous avons le budget pour 20, utilisons le budget pour 20, et si, par bonheur, nous pouvons en avoir plus, il sera toujours temps de le rajouter dans un budget supplémentaire.

Sur l'étude, vous l'avez rappelé, Monsieur MONTILLOT, il y a un groupe de travail qui s'est mis en place et qui s'est réuni cette semaine pour un rapport en février. Nous ne disons pas que l'étude est inutile, mais avant de dire « c'est 140 000, c'est 100 000, c'est 160 000 », définissons très vite, je suis de votre avis, le contour de cette étude, qui n'est pas qu'une étude bâtimentaire, qui est aussi une étude pour pouvoir présenter au gouvernement tous les arguments pour obtenir ces 200 ou même peut-être 300 places supplémentaires sur les deux sites et qui rayonnent sur l'ensemble de la Région. C'est important, et peut-être faudra-t-il dans cette étude, et là, je rejoins Monsieur VIGIER, y ajouter une étude du côté des internes pour pouvoir conserver ces internes en Région.

Ainsi, l'étude, oui, mais l'amendement n'est pas forcément nécessaire maintenant. Nous pourrons lancer très vite cette étude même sur des budgets déjà ouverts.

M. le Président.- Merci.

D'une part, le dernier amendement, qui porte directement sur les formations d'infirmiers et d'infirmières, sur lesquelles nous sommes intervenus très abondamment et à juste titre ce matin, avec la nécessité d'agir et d'agir vite, il est est très complexe, car il parle d'AE alors qu'on est sur des AP, c'est du dur.

D'autre part, et j'ai cru comprendre tout à l'heure qu'on n'avait pas tout à fait la même appréciation sur le sujet, aujourd'hui, si on veut être au rendez-vous, et je veux que nous soyons au rendez-vous, en septembre 2022, il est totalement impossible de construire en dur à cet horizon-là. On est d'accord.

M. MONTILLOT.- C'est pourquoi j'ai parlé de rénovation pour le CHRO.

M. le Président.- Je termine. Je dis, par rapport à cela, qu'aujourd'hui, notamment dans l'enveloppe dont vous avez parlé, qui est une enveloppe d'AP, dépenses imprévues, nous avons, sans vote particulier, des sommes disponibles pour installer si c'est nécessaire les préfabriqués et pour aménager. Et s'il y a une solution immobilière qui existe, on s'en saisira. Elle n'a pas été présentée par le directeur du CHRO lorsqu'on a évoqué ce sujet, mais, bien évidemment, on s'en saisirait. On a les enveloppes qui sont ouvertes en AP, il faut définir le projet – Algeco, urgence ou réhabilitation de locaux –, on fait l'étude et on votera les crédits en CP. Mais il n'y a absolument pas de nécessité de voter aujourd'hui l'AP, car elle existe.

Maintenant, sur le fond du sujet, je dis très clairement que je souhaite que vous retiriez cet amendement, parce qu'il n'a pas d'utilité aujourd'hui et que s'il y a un vote contre et un vote pour, là encore, ce n'est pas bon. Cela laisserait entendre que nous ne sommes pas d'une égale exigence et d'une égale ambition pour avancer. Ce qui n'est pas bon.

Aujourd'hui, nous avons toutes les délibérations nécessaires pour fonctionner comme on l'a dit, pour fonctionner au mois de septembre pour accueillir à Orléans 80 étudiants de plus, à Montargis, 20 étudiants de plus. On va le faire, on n'a pas besoin d'AE, car ce sont des AP, les AP sont votées. Parallèlement, dans le cadre du groupe de travail, avançons très vite sur, tout d'abord, la nécessité de mobiliser le CHRO pour les moyens d'enseignement, parce qu'on va avoir un vrai problème de moyens d'enseignement, non pas au niveau financier, car la Région va le faire, va faire cet effort, puisque nous payons la formation au-delà des locaux. Mais il faut l'organisation, car cela fait une augmentation quand même assez sensible par rapport à leur volume actuel, une augmentation de plus de 25 % dès l'année prochaine, ce qui veut dire qu'il faut recruter des formateurs, etc., et cela veut dire aussi des terrains de stages. Dans un certain nombre de propositions, parce que toutes les formations évoluent actuellement, on nous dit « attention, on ne va pas avoir les terrains de stages ». On nous a proposé d'autres lieux sur lesquels, quand on a abordé le problème des terrains de stages, cela ne fonctionnait pas. Là, il faut que les terrains de stages soient prévus pour que ces étudiants soient bien formés. Dès lors, il n'y a pas lieu de délibérer, on constate notre convergence de vue, on met cela au cœur, notamment du groupe de travail, et nous avançons.

Ce que je vous propose, puisqu'on est sur des AE et que ce sont des AP, que les AP sont votées, il ne faut pas s'en tenir à cela, c'est un engagement conjoint – on en parle depuis ce matin – d'avancer là-dessus. Voilà les précisions qui pouvaient être apportées.

On va mettre aux voix.

M. FORISSIER.- On peut répondre ?

M. le Président.- Pardon.

M. FESNEAU.- Vous avez demandé de le retirer.

M. FORISSIER.- Oui. On peut répondre ?

M. le Président.- Oui, il va le retirer quand je vais appeler l'amendement, Monsieur FESNEAU.

Monsieur FORISSIER.

M. FORISSIER.- Si j'ai bien compris, Monsieur le Président, vous avez demandé de retirer l'amendement infirmier.

M. le Président.- Oui.

M. FORISSIER.- Mais, enfin, si je comprends bien, il y a des éléments techniques, éventuellement un sous-amendement pour passer en AP, si j'ai bien compris.

M. le Président.- Non, elles sont votées, les AP. L'AP « dépenses imprévues », elle existe.

M. FORISSIER.- Non, mais… Attendez. Vous avez un certain nombre de choses qui sont déjà faites. Techniquement, vous dites que ce n'est pas nécessaire, cet amendement, et qu'on a le temps, etc. Moi, je suis désolé mais je considère, à ce moment-là, que qui peut le plus peut le moins et qu'on devrait, à ce moment-là, adopter cet amendement unanimement pour marquer le coup dès aujourd'hui.

Si je comprends bien, tout le monde serait d'accord. Bon, alors pourquoi faut-il toujours qu'on retire nos amendements parce qu'il y a ci, parce qu'il a ça, parce que cela a déjà été prévu ?

M. le Président.- Monsieur FORISSIER…

M. FORISSIER.- On peut de temps en temps avoir… Vous voyez ce que je veux dire ? On peut de temps en temps avoir un geste collectif.

M. le Président.- Non, je propose un geste collectif, Monsieur FORISSIER. L'amendement ne tient pas tel qu'il est. Il s'agit d'AE dans l'amendement alors que nous sommes sur des AP. Les AP, Monsieur FORISSIER, elles sont incluses dans le Budget primitif qui va être voté aujourd'hui. Il n'y a donc pas lieu de faire un amendement, c'est ce que je vous précise.

M. FORISSIER.- On peut le réécrire.

M. le Président.- Mais non, vous allez réécrire quoi ? Vous allez écrire qu'il faut des AP, mais elles sont incluses dans le budget. Voilà, je vous dis juste cela. C'est prévu au budget. Ce que vous demandez est prévu au budget. De ce fait, vous amendez un budget mais qui prévoit ce que vous demandez. C'est cela, le point.

Monsieur VIGIER.

M. VIGIER.- Merci, Monsieur le Président.

Deux petits commentaires.

Le premier, je pense que cela aurait été un beau gage de confiance que de voter l'amendement. Cela ne change rien à la démarche, on est tous emmené dans cette volonté, me semble-t-il, d'apporter une réponse. Voilà, je pense qu'il ne faut pas y voir un acte plus politique que cela.

Et je voudrais dire à Madame… du groupe que non seulement on voit qu'elle est nouvelle élue mais aussi que j'ai bien lu le compte rendu, et vous lirez notre vœu, c'est autre chose. C'est signer en début de mandat une charte d'éthique. Je crois que ce que vit cette assemblée régionale exige qu'on le fasse en début de mandat, Madame, de la même façon que nous, les parlementaires, nous sommes soumis à la Haute Autorité de transparence de la vie politique. Et l'exigence…

Monsieur FOURNIER, laissez-moi terminer. …c'est justement que personne ne puisse s'en soustraire.

Enfin, sur l'amendement, et je trouve que c'est un mauvais prétexte de votre part, vous avez dit « vous allez chercher de l'argent là où cela ne nous plaît pas », j'ai proposé des sous-amendements pour qu'il puisse être votable pour vous – voyez, je pense à vous –, pour essayer de vous accompagner vers le vote positif et faire en sorte qu'on aille prendre les dépenses imprévues. On doit tous se rassembler là-dessus. Il n'y a pas lieu de trouver des clivages politiques artificiels. Vos petits collègues à l'Assemblée nationale ne disent pas cela.

M. le Président.- Je mets donc aux voix, après les explications de vote, ces amendements tels qu'ils sont présentés.

Sur le premier amendement, les 200 médecins, étude de capacité d'accueil.

(Mis aux voix, l'amendement n° 1 du groupe Union de la Droite, du Centre et des Indépendants est rejeté)

Contre : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain
Pour : Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés / Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- S'agissant… S'il vous plaît. S'agissant du second amendement, il s'agit du rapport sur les chefs de clinique, passer non pas de 20 à 40, comme cela a été expliqué, mais de 5 à 40, puisque, aujourd'hui, on a les financements pour 20 et que 5 sont en place. On nous propose de passer à 40.

(Mis aux voix, l'amendement n° 2 du groupe Union de la Droite, du Centre et des Indépendants est rejeté)

Contre : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain
Pour : Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés / Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- L'amendement n'est pas adopté.

Pour le troisième, je reprécise les choses. L'amendement n'est pas recevable en l'état, il s'agit d'AP et elles sont déjà votées. Il s'agit d'AP, elles sont déjà votées, elles sont incluses au budget. Par conséquent, dans cet amendement, s'il s'agit d'affirmer l'objectif d'une construction au mois de septembre, c'est fait, et de le mettre dans le PPI, c'est engagé. Nous partageons, et c'est une très bonne chose, cet objectif. Mais l'amendement en lui-même ne tient pas tel qu'il est, car on ne peut pas amender un budget qui prévoit ce que nous avons.

M. FORISSIER.- Eh bien, il suffit d'amender pour changer.

M. le Président.- C'est dedans, c'est inscrit.

(Brouhaha)

M. MONTILLOT.- Pardon, Président, je suis désolé, mais je voudrais me permettre…

M. le Président.- Je vous en prie.

M. MONTILLOT.- Premièrement, on n'a pas une ligne de 1,5 million, même sur vos « Algeco » tels qu'ils ont été présentés tout à l'heure en AP. Deuxièmement, vous avez vous-même évoqué la question de la nécessité d'une étude – je reprends vos propos, Président – pour savoir comment trouver les personnels pour les former et, ensuite, comment répartir sur les stages et autres.

Je vous rappelle juste, Président, que vous auriez pu, à ce moment-là, proposer la synthèse entre l'étude sur les médecins et l'étude sur les infirmières pour qu'on ait effectivement une étude globale, ce qui ne nous aurait pas dérangés, Président. Franchement, je vous l'assure, dans ce cadre-là, cela aurait été tout à fait louable et on aurait voté notre nouvelle version sans aucune difficulté.

M. le Président.- Je redis simplement, pour que le débat soit clair, que ce que vous proposez par amendement est inscrit au budget et qu'il n'a donc pas lieu d'être.

Vous affirmez la nécessité, et nous la partageons, d'aller là-dessus très vite ; ce sera au cœur des sujets. Monsieur MONTILLOT, il ne s'agit pas tout à fait de la même étude. Savoir comment les hôpitaux de proximité, les cliniques de proximité vont se mobiliser pour accueillir nos élèves infirmières, ce n'est pas tout à fait de même nature que d'obtenir, dans un examen classant national – Philippe VIGIER le rappelait tout à l'heure –, qu'on ait une modification, de manière que les internes, les chefs de clinique arrivent sur nos territoires. C'est vraiment de nature différente.

Aujourd'hui, ce qui est proposé par l'amendement est prévu au budget, en acceptant le passage AE/AP, mais c'est de la sémantique. C'est prévu au budget, il n'y a donc pas lieu, et il y a réaffirmation de notre volonté commune. Il y a réaffirmation, la presse est là. Nous partageons cette priorité pour le Loiret, de même que nous partageons, et on en a parlé avec les élus du Loir-et-Cher, la nécessité de monter en 2023 à nouveau sur le Loiret et sur les deux sites, Orléans et l'est-Loiret, Châlette, qui ne sera peut-être plus Châlette à ce moment-là parce qu'il y a un débat sur la localisation avec l'hôpital. On est d'accord là-dessus, mais cela ne donne pas lieu à amendement, c'est ce que je veux vous dire. On ne peut pas voter un amendement qui corrigerait quelque chose qui est déjà inscrit au budget.

Monsieur FORISSIER.

M. FORISSIER.- Si je comprends bien, Monsieur le Président, vous venez de donner un accord par le cœur, un accord moral à notre amendement. Techniquement, cela ne sert à rien de le voter, mais, en fait, vous êtes d'accord.

Vous êtes d'accord… Vous êtes d'accord sur l'objectif, la préoccupation… Je vous cite, c'est ce que vous venez de dire.

M. le Président.- Mille fois d'accord.

M. FORISSIER.- En fait, vous le votez moralement, donc nous le retirons techniquement.

(Rires et applaudissements)

Et je voudrais que tout le monde le note !

M. le Président.- Monsieur FORISSIER…

M. VIGIER.- Même la majorité applaudit !

M. le Président.- Monsieur FORISSIER, je ne vous propose pas de mettre dans notre règlement intérieur la différence entre les votes par le cœur et les votes politiques.

(Rires)

Voilà, donc l'amendement est retiré, je vous en remercie, et ce sujet sera, bien évidemment, l'objet de nos travaux communs.

Merci à vous.

Nous avons donc voté les deux premiers amendements, qui sont rejetés tous les deux par un même vote, et le troisième est retiré.

On est au clair, y compris pour ceux qui nous suivent à distance ? Cela marche ? OK.

Nous passons désormais à un amendement de l'UDCI qui porte sur l'éducation, et cela concerne la diminution d'un engagement de 10 000 euros du programme pour un engagement immobilier dans les lycées, etc.

Qui le présente ? Pages 102, 135. Je le prends dans l'ordre. C'est la Ferme des âges.

Je crois que c'est chez Monsieur FORISSIER.

M. FORISSIER.- Ce n'est pas dans ma circonscription, mais c'est chez moi parce que c'est dans le Berry.

M. le Président.- Ce n'est pas loin. Ce n'est pas loin, on connaît bien !

AMENDEMENT « LA FERME DES AGES » PRESENTE PAR LE GROUPE UNION DE LA DROITE, DU CENTRE ET DES INDEPENDANTS

M. FORISSIER.- Monsieur le Président, c'est un sujet qui est très concret et cela concerne un établissement dépendant du lycée agricole de Châteauroux, que la Région, évidemment, finance depuis longtemps, et c'est un lieu formidable qui est un peu un lieu d'exception pour la formation à la production fromagère caprine et à l'élevage caprin plus globalement.

Nous faisons cet amendement pour permettre de lancer, ne serait-ce que par des études de faisabilité très techniques, avec des crédits peu importants, un projet d'investissement nécessaire pour construire une fromagerie pédagogique, parce qu'actuellement, on ne peut accueillir que très peu d'étudiants ou d'apprenants. Cela se fait dans la fromagerie traditionnelle et il y aurait besoin de construire cette fromagerie pédagogique. C'est un projet d'investissement qui, honnêtement, est très utile dans une filière qui se développe beaucoup. Entre parenthèses, c'est le cas de la Ferme des âges, ils sont obligés de refuser beaucoup de candidats tous les ans parce qu'il n'y a pas assez de capacités, comme je viens de l'expliquer, et ce sont des gens qui viennent de toute la France. C'est donc aussi un élément d'attractivité et de rayonnement sur une spécificité de notre Région et notamment du Berry qu'est le fromage de chèvre.

Voilà, je vous propose de soustraire du programme « Site Web concertation » 20 000 euros, ce qui n'est pas beaucoup et cela pourrait être régulé le cas échéant, mais il fallait bien un gage un peu concret, de façon à pouvoir relancer le processus.

M. le Président.- Merci, Monsieur FORISSIER.

M. FORISSIER.- Je précise que, pour en avoir parlé avec un certain nombre de responsables du lycée agricole, et je ne serai pas le seul à le dire, c'est vraiment une très forte attente. Tout le monde est d'accord, toute la filière, la Chambre d'agriculture, tout le monde souhaite vivement cet investissement.

M. le Président.- OK, merci.

Je donne la parole à Monsieur NIKOLIC.

M. NIKOLIC.- Là aussi, nous voterons pour. Nous avons pu constater, et je peux le voir en Eure-et-Loir, à quel point la filière d'élevage a presque été anéantie. C'est évidemment quelque chose qu'on a toujours soutenu et, en l'occurrence, pour l'Indre, on soutiendra évidemment cet amendement et cette proposition sans aucune hésitation.

M. le Président.- Merci.

Pour le groupe CDRC, Monsieur FESNEAU.

M. FESNEAU.- Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai deux sujets.

Premièrement, c'est 20 000 euros en plus d'une autorisation de programme, d'une AP de 8,1 millions d'euros, si j'ai bien compris, c'est cela qu'on nous propose. Il me semble qu'à l'intérieur de l'enveloppe, on pourrait peut-être effectuer les grosses réparations si elles ont lieu et si elles sont urgentes.

Deuxièmement, je trouve que gager une nouvelle fois sur les questions de participation… À un moment, il faut qu'on ait des gages qui ne soient pas… Qu'on ne cherche pas à chaque fois des victimes expiatoires sur les syndicats, sur la coopération, sur la participation citoyenne. Franchement, il y a des dépenses imprévues, il y a d'autres budgets pour le faire.

Troisièmement, évidemment, on défend, comme vous tous et comme nous tous, je crois, les lycées agricoles, mais j'imagine que, sur ce lycée, il y a d'autres sujets qui sont levés, d'autres questions ailleurs. J'entends parfaitement l'intérêt du président FORISSIER pour l'Indre, mais je pense qu'il faut qu'on regarde l'ensemble des départements. Il me semble, Monsieur le Président, que vous pourriez donc peut-être nous éclairer, non pas pour qu'on ait un vote de cœur ou je ne sais plus ce qu'on a essayé de faire tout à l'heure, ce que j'essayais de vous expliquer en disant « attendez, je sens que le président FORISSIER est prêt à retirer son amendement ». Vous nous le disiez, on regarde ce sujet-là ; s'il y a un problème – et c'est 20 000 euros – dans les AP qui existent, on les a déjà.

M. le Président.- Alors…

M. FESNEAU.- Sinon, on ouvre une boîte globale et, à ce moment-là, je demande qu'on regarde l'ensemble des lycées agricoles de la Région Centre.

M. le Président.- On pourrait même regarder l'ensemble des lycées de la Région.

Nous allons continuer les prises de parole et je donne la parole à Monsieur GODET.

M. GODET.- Monsieur FESNEAU m'enlève les beaux mots de la bouche. J'avais un peu les mêmes…

M. le Président.- À cette heure-ci, il vaut mieux que ce soient les beaux mots et que les beaux morceaux !

(Rires)

M. GODET.- Le besoin, effectivement, on le partage. La Ferme des âges est un site essentiel et je vais évidemment dans le sens de Monsieur FORISSIER pour soutenir le besoin d'avoir là-bas un outil pédagogique à la hauteur du rayonnement national de cette formation.

Néanmoins, je crois savoir, et c'est pour cela que nous, nous ne voterons pas cet amendement, qu'il y a déjà un travail d'évaluation qui est en cours. En tout cas, j'ai pu en discuter, à ce sujet, avec la directrice du lycée et je pense qu'il faut laisser se poursuivre ce travail engagé avec les services. Aussi, il y a un vrai problème de méthode. Des besoins, il y en a ailleurs dans la Région, et si tous les lycées faisaient ce genre d'amendement, la même démarche – et je connais, Monsieur FORISSIER, vos liens avec Monsieur BONNIN –, on n'arrêterait pas. Enfin, nous ne pouvons pas, nous, accepter que cela vienne encore une fois ponctionner le budget sur la démocratie permanente.

Merci.

M. le Président.- Merci.

Madame CANETTE.

Mme CANETTE.- Merci, Monsieur FESNEAU et Monsieur GODET, car le cœur de ma réponse va rejoindre les explications que vous avez pu apporter.

C'est vrai qu'il y a un sujet qu'il faut qu'on regarde à la Ferme des âges, et on va le regarder. D'ailleurs, j'allais dire, les conseillers de la majorité y siègent et ont eu récemment l'occasion de s'entretenir de ces questions avec la directrice. Ainsi, on le sait. Maintenant, on a un amendement pour 20 000 euros sur des volumes d'AP et de CP qui sont extrêmement conséquents et cela ne mérite pas de faire un amendement. Sinon, effectivement, chaque fois qu'on va revenir d'un lycée agricole ou de n'importe quel lycée et qu'on aura repéré un sujet, cela va se finir par un amendement et je vous assure qu'on va avoir des sessions budgétaires relativement longues.

Nous allons regarder, il y a ce qu'il faut pour aller regarder cela. Mais merci de l'alerte. Même si elle nous a été remontée, merci de l'alerte. Vous savez qu'on est toujours vigilant, mais, encore une fois, il y a d'autres moyens de faire remonter des alertes que par un amendement budgétaire. Vous le savez, ma porte est toujours ouverte, celle du Président aussi et vous savez son attachement à ce qu'il peut se passer dans les lycées et les lycées agricoles.

Par ailleurs, il y a des outils, je tiens à le préciser, qui ont été mis en place justement pour qu'il puisse y avoir les interactions avec Corély entre les élus et les services de la Région, et moi-même, pour qu'on puisse regarder quand il y a des petits sujets. Voilà, je pense que cet amendement n'est pas utile, mais, là aussi, cela n'empêchera pas qu'on regarde le sujet.

M. le Président.- Après ces explications, le vote de cet amendement qui est porté par l'UDCI…qui souhaite la parole ?

C'est cela, Monsieur FORISSIER ? En un mot.

M. FORISSIER.- Quelques mots. Simplement, j'ai bien entendu tout ce qui a été dit, mais, d'abord, il s'agit d'un cas très particulier ; je ne suis pas intervenu pour le lycée « machin ou truc » du département de l'Indre. C'est un cas très particulier sur une filière très particulière, assez unique, la formation caprine et la formation fromagère caprine, y compris en Région Centre-Val de Loire, qui est un outil de rayonnement de la Région à l'extérieur sur une filière qui se développe beaucoup et une consommation qui se développe beaucoup. Ce n'est donc pas par hasard que je le fais.

Et, si vous me permettez, on peut quand même de temps en temps, et effectivement, vous l'avez souligné, lancer des alertes, notamment sur des dossiers très particuliers. Parce que, derrière, il y a une vision politique. Nous nous sommes permis de le faire, j'ai bien entendu ce qui était dit. Sur les histoires techniques, alors on peut, bien sûr, toujours argumenter sur AP, AE, etc., c'est déjà voté, ce n'est pas voté, mais l'important, c'est le message politique et c'est l'engagement qui est pris ou pas.

Maintenant, j'ai cru comprendre qu'il y avait des engagements de se préoccuper de ce dossier et de cette filière, et je suis prêt à retirer l'amendement. J'ai bien noté que Jérémie GODET, en accord avec son président du Conseil d'administration du lycée agricole de Châteauroux, soutenait ce dossier. Je sais aussi, je tiens à le dire, que la directrice générale du lycée, certes, conduit une étude, avec une approche, etc., mais qu'elle était tout à fait d'accord pour qu'on lance l'alerte.

Par conséquent, je vous remercie, je retire cet amendement mais je ne doute pas que nous n'aurons plus jamais à en reparler en session, puisque le dossier va être rapidement mis en œuvre.

M. le Président.- Merci à Nicolas FORISSIER de l'alerte et il s'agit quand même, en effet, d'une des fiertés de notre Région, ces cinq appellations caprines, qui font de notre première Région la première, et c'est pour cela – je suis allé plusieurs fois là-bas – qu'on a de futurs éleveurs qui viennent de la France entière. C'est assez « sympa » comme creuset de formation et au centre de l'attention de la Région, et on va continuer à agir. Merci.

Nous passons à un amendement déposé par le groupe CDRC. Il s'agit des enfants en situation de handicap.

Qui le présente ?

M. FESNEAU.- Madame PAREUX.

M. le Président.- Madame PAREUX, à distance. Nous allons essayer de vous entendre, Madame PAREUX.

AMENDEMENT « LYCEES 100 % INCLUSIFS » PRESENTE PAR LE GROUPE CENTRE, DEMOCRATE, REPUBLICAIN ET CITOYEN

Mme PAREUX.- Oui, je présente un amendement avec le cœur, puisqu'on parlait de cœur tout à l'heure.

Monsieur le Président, mes chers collègues, depuis la loi de 2005, la scolarisation des enfants en situation de handicap a fortement progressé et, pour l'académie d'Orléans-Tours, le nombre d'élèves en situation de handicap et scolarisés dans le second degré est passé de 1 510 en 2005 à 4 211 en 2015, et ce chiffre ne cesse de progresser.

Nous proposons que le Conseil régional accompagne les lycées pour un meilleur accueil des élèves en situation de handicap ou ayant des besoins spécifiques.

Le dispositif « Lycées 100 % inclusifs » se déclinera de la manière suivante.

- Des ambassadeurs et des ambassadrices de l'inclusion qui auront pour mission de soutenir, de rassurer, d'accompagner, d'aider, de guider, d'orienter les élèves avec des besoins spécifiques. Le Conseil régional assurera la formation avec ces jeunes volontaires pour qu'ils deviennent des ambassadeurs de l'inclusion.
- On se dotera aussi de matériels innovants et adaptés, comme – ces exemples ne sont pas exhaustifs, j'en ai beaucoup d'autres –, des *time timer* pour favoriser un meilleur repère dans le temps, notamment pour les élèves ayant des troubles du spectre autistique ou des troubles DYS, une signalétique adaptée avec des pictogrammes, des documents en FALC (Facile à Lire et à Comprendre).
- L'aménagement d'espaces de répit dans des locaux dédiés dans les établissements.
- La mise en place d'actions de sensibilisation à l'intention des élèves et des agents des lycées, des agents volontaires.
- La sensibilisation au handicap pour changer le regard et ses représentations.
- L'initiation à la langue des signes française.

Pour ce faire, nous proposons de transférer une partie du budget de l'appel à projets « 100 % Éducation » qui ne prévoit pas de mesures en faveur de l'inclusion et de cibler une partie du budget d'équipement des lycées sur ce programme 100 % inclusif.

Je vous remercie beaucoup.

(Forts applaudissements)

M. le Président.- Merci à vous.

(Rires)

C'est très fort. Trop fort. Nous allons faire l'enregistrement des applaudissements, cela facilitera les choses !

Merci pour la présentation de cet amendement.

M. le Président.- Je donne la parole à Monsieur FORISSIER.

M. FORISSIER.- Merci, Monsieur le Président.

Très rapidement pour dire qu'évidemment nous voterons cet amendement qui nous paraît aller dans le bon sens, qui, comme cela a été dit par notre collègue et en référence à ce que j'ai dit moi-même, est un amendement de cœur, dès le départ. Ce n'est pas une adoption de cœur qu'on demande, mais c'est la reconnaissance que, dès le départ, il s'agit d'un amendement de cœur, et donc nous voterons pour.

M. le Président.- Merci, Monsieur FORISSIER.

Monsieur HEMARDINQUER.

M. HEMARDINQUER.- Ma position surprendra peu de monde ici. Bien évidemment, nous voterons aussi cet amendement.

Je tiens à saluer le travail qui a été fait par Madame PAREUX notamment sur sa proposition. On oublie souvent que le handicap, ce n'est pas seulement être en fauteuil roulant, il y a aussi les troubles DYS, il y a aussi les troubles du spectre autistique qui touchent énormément de nos jeunes, et, aujourd'hui, de grandes carences en ce qui concerne l'Éducation nationale pour la prise en charge de ces élèves et pour améliorer leur quotidien. Je trouve que les propositions qui sont faites pour un lycée inclusif, d'associer d'autres élèves pour faire un accompagnement par les pairs, c'est quelque chose de très porteur.

Ainsi, bien évidemment, je le réitère, nous voterons pour et j'encourage tout le monde, quel que soit son parti politique ou ses idées, à faire de même.

Merci.

M. le Président.- Merci à vous.

Je donne la parole à Arnaud JEAN.

M. JEAN.- Merci beaucoup.

Vous le disiez, Madame PAREUX, effectivement, on peut se féliciter de l'augmentation du nombre de jeunes en situation en handicap dans nos lycées. On peut néanmoins regretter d'énormes disparités sur la question de l'accessibilité, sur l'inégalité et, cela vient d'être souligné, sur l'inégalité de prise en charge entre le handicap physique et le handicap mental. On peut regretter aussi, malheureusement, l'absence de dialogue entre le monde de l'éducation et le monde médical, le manque de recherche spécifiquement sur ce sujet, et, bien entendu, tout ceci au détriment de l'accueil de ces jeunes, au détriment de l'inclusion et de l'égalité.

Nous partageons totalement votre regard sur ce que vivent ces jeunes, sur ce que vivent leurs familles qui peuvent avoir le sentiment qu'il y a aussi notre rejet, un sentiment d'inutilité et aussi certainement d'injustice. D'ailleurs, votre proposition de relever une part du budget des projets « 100 % Éducation » pour en faire une partie à 100 % inclusion nous paraît malheureusement fragiliser la dynamique qui est engagée autour de notre dispositif assez innovant du « 100 % Éducation », qui mériterait d'ailleurs d'être amplifié. Aussi, il faut dire que l'État doit aller plus vite et plus loin, notamment le ministère de l'Éducation nationale qui ne prend pas suffisamment sa part de responsabilité sur ce sujet.

Nous constatons en siégeant dans les CA des lycées que les dispositifs « 100 % Éducation » ne permettent certainement pas de prendre en compte assez profondément le sujet sur lequel vous nous alertez. On y voit beaucoup d'actions mais peu autour de l'inclusion et de l'inclusion des personnes en situation de handicap. Nos projets et les projets portés par les lycéennes, les lycéens et les conseils d'administration doivent plus s'ouvrir…

Vous donnez quelques pistes sur les questions pédagogiques, avec la mise en place d'outils numériques au service de ces jeunes, un matériel pédagogique qui doit être mieux adapté pour continuer à se développer, des outils qui doivent être différents, plus riches, variés, qui permettront une compensation du handicap, au service de la poursuite de la scolarité. Plus largement, c'est l'objectif d'une vie sociale épanouie et beaucoup plus autonome. Ces outils numériques peuvent être utilisés, bien entendu, à l'intérieur des bâtiments pour aider les jeunes en difficulté et vous donnez quelques solutions par les affichages et ceci doit être renforcé, en particulier avec l'utilisation des smartphones pour guider, par exemple – cela existe –, les déficients visuels dans les couloirs. On a de beaux exemples de réalisations.

Bien entendu, les modes d'enseignement doivent faire une plus grande place à une accessibilité différenciée, avec, et cela a été très développé dans la période du Covid, des classes virtuelles ou la création d'avatars pour ces jeunes.

Désigner aussi dans chaque lycée un référent handicap, un professionnel serait l'occasion de favoriser un meilleur dialogue, une plus forte inclusion également, mais aussi, bien entendu, et cela vient d'être dit, il faut développer la solidarité entre pairs, entre lycéennes et entre lycéens. Des systèmes comme le parrainage doivent être explorés.

Pour terminer, nous devons certainement avoir, nous, conseillères régionales et conseillers régionaux, un regard plus affûté sur cette question de l'inclusion et de l'égalité au détour des CA auxquels nous assistons.

Nous pensons, nous, que nous ne pouvons nous limiter à votre amendement, car c'est un sujet, et, Madame PAREUX, vous en êtes souvent la porte-parole, qui doit être traité de manière beaucoup plus ambitieuse, plus globale et plus transversale. Et cet amendement, parce qu'il prélève une partie des « 100 % Éducation », nous avons envie de nous y opposer, non pas, bien entendu, sur le fond, car nous avons très envie, à vos côtés, à votre initiative et à celle d'autres conseillères régionales et conseillers régionaux, de nous associer à un travail beaucoup plus ambitieux autour de ce sujet, sur lequel nous n'avons certainement pas eu un regard assez puissant.

Voilà, en tout cas, notre position.

M. le Président.- Merci.

Dernière intervention en explication de vote, celle de Madame CAILLOU-ROBERT.

Mme CAILLOU-ROBERT.- Monsieur le Président, merci.

Beaucoup de choses ont été dites. Cet amendement soulève la question de la scolarisation des jeunes en situation de handicap et de leur accueil dans les lycées, et c'est une préoccupation que, nous aussi, nous partageons au sein du groupe SRC, au-delà de la majorité. Certaines des propositions, d'ailleurs, que vous faites sont déjà prises en compte dans nos politiques en direction des lycées et je voudrais vous apporter quelques éléments de réponse circonstanciés avant de donner la position de notre groupe. C'est aussi un sujet, et cela a été très bien dit par les intervenants précédents, qui dépasse les compétences de la Région et que nous avons intérêt à aborder, comme pour les questions de santé, en convergence et en transparence entre toutes les sensibilités politiques de cette majorité.

Sur les différentes propositions que vous faites, notamment celles des ambassadeurs et ambassadrices de l'inclusion dont le Conseil régional assurerait la formation, c'est une bonne idée. Néanmoins, je voudrais rappeler qu'il y a des professionnels qui remplissent déjà ce rôle, les AESH, qui dépendent directement de l'État. Ils sont, d'ailleurs, je crois, en grève car sous-payés et mal reconnus et leur nombre est tout à fait insuffisant compte tenu des besoins.

Sur la question des matériels innovants et adaptés, je voudrais rappeler que nous avons des lignes d'investissement spécifiques dans les lycées dans le cadre de l'agenda d'accessibilités programmées. C'est un agenda qui se décline depuis 2019 de la manière suivante. Il y a déjà 19 lycées sur la phase 0 qui ont été intégrés dans cet agenda, pour un investissement de 15 millions d'euros. La phase en cours concerne 32 lycées pour un engagement de 34 millions d'euros et il y a encore la phase 2 et la phase 3 qui doivent intervenir pour respectivement 35 et 27 lycées et un engagement global de 64 millions d'euros. Cette mise en accessibilité des locaux est donc déjà bien prise en compte et elle peut tout à fait s'accompagner d'une mise en place de la signalétique adaptée telle que vous la proposez et d'autres propositions qui viennent d'être formulées.

Enfin, sur la mise en place d'actions de sensibilisation à l'intention des élèves et des agents des lycées volontaires, je voudrais dire que grâce au dispositif « 100 % Éducation », il y a déjà de nombreuses actions qui sont menées dans les lycées – c'est le cas au LEGTA de Châteauroux – avec, à travers la thématique santé, des réflexions qui sont menées par les élèves autour du sport et du handicap, et on peut aussi citer des projets qui incluent des élèves en situation de handicap comme le projet de voyage en Irlande qui est porté par le lycée Ronsard à Vendôme.

Tout cela pour dire qu'il y a une volonté de la part de notre majorité de nous inscrire dans cette dynamique d'inclusion et de renforcer cet axe. Nous avons d'ailleurs prévu d'y travailler en 2022 et nous pourrions à cet effet, forts aussi des propositions qui viennent d'être faites par Arnaud JEAN, créer un groupe de travail, comme on l'a fait pour la santé, et examiner ensemble comment la Région peut faire plus et mieux sur la question du handicap dans les lycées.

(Brouhaha)

Nous, notre proposition, ce serait que cet amendement soit retiré, qu'on s'inscrive dans une démarche de construction sur le moyen et sur le long terme, en lien d'ailleurs avec l'État et les départements, pour conduire une politique ambieuse…

M. GRICOURT.- Merci de conclure, chère collègue.

Mme CAILLOU-ROBERT.- …de la Région sur le handicap. C'est fini !

(Interventions croisées hors micro)

M. le Président.- Merci. Merci !

Monsieur… Chut !...

Mme CAILLOU-ROBERT.- Est-ce que je peux faire une remarque ?

M. le Président.- S'il vous plaît.

Monsieur FESNEAU.

M. FESNEAU.- Monsieur le Président, d'abord, c'est une proposition qui n'est pas une proposition formelle. J'entends que l'émoi vient du fait que nous aurions… Nous avons essayé, justement, d'aller chercher des amendements à l'intérieur des lignes budgétaires, parce que je pense que la question de l'éducation est un tout et qu'il fallait donc plutôt aller chercher dans ces budgets-là. S'il s'agit simplement d'aller chercher 200 000 euros dans les dépenses imprévues, ce n'est pas un problème, on peut le sous-amender et on y va. Premier élément.

Deuxième élément, j'entends toutes les digressions quand on met cinq à sept minutes pour expliquer à quel point on ne sait pas quelle position on a, à partir d'une proposition d'amendement, sur un tel sujet. C'est un sujet sur lequel on n'est pas seulement sur la question des mises en accessibilité classiques. On est aussi, comme l'a dit le collègue, sur d'autres troubles du handicap qu'il faut mettre en lumière, que personne ne voit et qui touche des dizaines et des centaines de milliers d'enfants dans les lycées. Et si on n'est pas capable de se dire posément que cela vaudrait le coup de travailler… On n'a pas mis des grandes sommes. La collègue qui le propose et qui connaît ces sujets dit qu'on pourrait même faire des expérimentations.

S'il faut cinq à sept minutes, on voit bien la gêne qui est la vôtre, mais je ne retirerai pas cet amendement au motif qu'il faudrait désormais faire des groupes de travail à chaque fois qu'on vous pose des questions ! Moi, ce que je veux, ce sont des réponses.

Alors, on revient à la discussion qu'on a eue à l'origine, et donc je maintiendrai cet amendement…

M. le Président.- Merci.

M. FESNEAU.- …dans les conditions qui sont les siennes, pour les motifs qui sont ceux-là, et s'il faut revenir à des dépenses imprévues, je n'ai aucun problème, Monsieur le Président.

M. le Président.- Monsieur FESNEAU, merci de la précision.

(Applaudissements)

Merci de la précision, et comme notre collègue Madame PAREUX qui, à l'évidence, connaît bien ces sujets, vous me permettrez, en tant qu'ancien professionnel du secteur de l'éducation, de vous dire que cet amendement pose un problème central, techniquement. Je vais vous dire pourquoi.

« Des ambassadeurs, des ambassadrices de l'inclusion qui auront pour mission de soutenir, d'accompagner, d'aider, de guider et d'orienter l'élève ». Ces missions-là sont au cœur d'un dispositif qui doit absolument donner les garanties nécessaires. Vous avez des médecins qui interviennent, vous avez des psychologues qui interviennent, vous avez des assistantes sociales qui interviennent, car ce sont des problèmes d'une grande complexité. Et je crois, mais ce n'est certainement pas l'esprit de la personne qui l'a rédigé et qui, encore une fois, connaît le sujet, qu'on ne peut pas aujourd'hui, à l'égard de ces familles et de ces jeunes, dire simplement qu'on aurait des jeunes qui seraient formés pour être ambassadeurs et qui seraient en capacité d'intervenir. C'est une vraie profession et c'est un dispositif… Mais vous connaissez cela, on a tous en tant qu'élus, une épaisseur comme cela sur notre bureau pour des interventions qu'on a faites parce qu'il y a des familles qui ont des jeunes en ULIS et qui n'arrivent pas à trouver d'accompagnateur, que ce soit ULIS-école, collège ou lycée. Là, on a un vrai problème, on ne peut pas faire cela.

Par ailleurs, et ce n'est pas du tout de la « défausse », ces aspects de la pédagogie, honnêtement, relèvent de l'État.

Sur l'autre aspect qui est la mobilisation des moyens, la représentante Madame CAILLOU-ROBERT l'a dit, la vice-présidente le sait, on a des moyens, et s'il s'agit de les mobiliser plus finement, de façon plus adaptée, il faut qu'on renforce encore le niveau de dialogue avec l'établissement.

Mais sur le professionnalisme nécessaire, notamment pour l'orientation de ces jeunes… Il y a des gens qui attendent des décisions, et ce sont des décisions en commissions spéciales, départementales, etc., pendant des mois et des années, et on ne peut pas faire croire qu'on va le régler avec des gens qui seraient bien intentionnés. Honnêtement, cela ne ferait pas avancer le problème. C'est juste cela que je veux dire, même si le problème est très douloureux, extrêmement douloureux, on le sait. Encore une fois, j'ai sur mon bureau des interventions que j'ai faites… J'avais encore il y a deux jours le directeur académique du Loiret pour attirer son attention sur une situation, et on ne peut pas laisser penser que les retards en la matière pourraient être comblés par des actions de cette nature. Mais sur l'aspect matériel, je suis mille fois d'accord avec l'esprit du texte.

Voilà ce que je voulais dire, mais chacun est libre de son vote.

Je prends le vote.

(Mis aux voix, l'amendement du groupe Centre, démocrate, républicain et citoyen est adopté)

Pour : Centre, démocrate, républicain et citoyen / Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés
Contre : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Communiste et Républicain
Abstention : Écologie et Solidarité

(Applaudissements)

M. le Président.- Nous passons…

S'il vous plaît. Nous passons à un amendement qui est proposé par Écologie et Solidarité, et c'est sur l'apprentissage.

(Brouhaha)

Mme GLOANEC-MAURIN.- Il n'est pas adopté…

M. le Président.- Comment ? Si, il vient d'être adopté. Il est adopté par 35 voix contre 30.

M. VIGIER.- Il ne faut pas être triste, Madame GLOANEC-MAURIN.

Mme GLOANEC-MAURIN.- Non, non, c'est la démocratie.

M. VIGIER.- La démocratie, cela a un prix, Madame GLOANEC-MAURIN !

(Interventions croisées)

M. le Président.- S'il vous plaît… S'il vous plaît. S'il vous plaît !

Un amendement proposé par Écologie et Solidarité sur l'éducation.

AMENDEMENT « ECOLE DE PRODUCTION DE SALBRIS » PRESENTE PAR LE GROUPE ÉCOLOGIE ET SOLIDARITE

Mme FISCHER.- Oui, je confirme que ce n'est pas sur l'apprentissage. Cet amendement a pour objet de remettre en cause la création de l'autorisation de programme « École de production à Salbris » d'un montant de 300 000 euros, montant que nous proposons de réaffecter en intégralité à l'équipement des lycées publics.

Le CESER, dans son avis rendu sur le budget, je cite, s'interroge « *sur la décision de la collectivité régionale de soutenir financièrement l'ouverture d'une école de production à Salbris qui, d'ailleurs, ne relève de l'apprentissage* ». Fin de citation.

En effet, cette école de production est un établissement privé hors contrat, cofinancé par la Fondation Total. Il ne s'agit absolument pas d'apprentissage alors que la subvention apparaît sous cette rubrique dans le budget, ce dont on peut s'étonner. Les jeunes qui intègrent cet établissement ne sont pas rémunérés et n'ont pas le statut d'apprenti.

Ces écoles de production font, en fait, travailler gratuitement des jeunes dès l'âge de 15 ans qui devraient être sur les bancs du lycée. Ces établissements gagnent de l'argent en revendant leurs productions à des entreprises, ce qui ne les empêche pas de demander à ces jeunes de participer à l'achat de leurs vêtements de travail. Ces écoles sont, de plus, largement bénéficiaires de mécénats privés, notamment de l'entreprise Total. Elles profitent également des largesses du gouvernement actuel qui leur a octroyé une enveloppe de 7,5 millions d'euros pour leur fonctionnement en 2022.

Quel sens a donc cette subvention de 300 000 euros de la Région à cet établissement qui n'accueille que 14 élèves ? Quel est le sens de subventionner à hauteur de plus de 21 000 euros par élève une « école », entre guillemets, qui dispose largement de fonds propres et de financements de l'État ?

Une année de scolarité en lycée public ou privé sous contrat coûte à l'État et aux collectivités locales, par an et par lycéen, environ 11 000 euros. Quel sens y aurait-il à ce que la Région seule offre quasiment deux fois cette somme à une école qui vient directement concurrencer les lycées privés et publics sous contrat ?

Le service public de l'enseignement général, technologique et professionnel voit ses budgets contraints, voire amputés. Il est intenable de leur expliquer que, dans le même temps, des établissements hors contrat, qui disposent largement de fonds propres, recevraient plus d'argent public par jeune. C'est pourquoi nous proposons de réaffecter intégralement cette somme au fonctionnement de nos lycées, qui dispensent de véritables formations diplômantes et pour moins cher.

Merci.

M. le Président.- Merci pour cette présentation.

Qui souhaite intervenir, pour l'UDCI ? Ce sera Monsieur FORISSIER…

M. FORISSIER.- Non, pas du tout, Président.

M. le Président.- Non ?

M. FORISSIER.- Pour cet amendement scandaleux, ce sera Monsieur AVRIL, le maire de Salbris, qui répondra en visio. C'est un amendement scandaleux, quand même.

M. le Président.- Il n'y a pas de scandale à mettre en débat des sujets de la vie publique, Monsieur FORISSIER.

Pour l'UDCI, Monsieur AVRIL.

M. AVRIL.- Merci, Monsieur le Président.

Je vais avoir l'occasion de répondre et de vous donner la position de vote du groupe, bien sûr, en tant que conseiller régional mais aussi en tant que maire de Salbris. Je me sens très concerné par cet amendement, dont nous avons pris connaissance hier soit à Salbris alors que nous étions réunis en Conseil municipal, et vous avez reçu ce matin, Monsieur le Président, un vœu qui vous est adressé par l'intégralité du Conseil municipal de Salbris, dont, d'ailleurs, le groupe de la minorité socialiste, un vœu pour justifier que votre majorité puisque continuer à soutenir cette école de production, comme vous le faites depuis le début, depuis le 21 janvier lorsque nous nous sommes rencontrés pour que je vous présente ce projet à Salbris.

Je pense que ce débat s'inscrit très largement dans un cadre national ou dans un débat national alors que la ministre du Travail et de l'Emploi, Elisabeth BORNE, parlait ce midi devant la Fédération nationale des écoles de production, puisqu'effectivement l'État s'engage beaucoup, s'engage massivement pour les écoles de production, qui sont un modèle qu'il soutient notamment à travers le plan de relance, dont Salbris a beaucoup bénéficié.

Les écoles de production sont un modèle innovant, utile et je regrette que l'oratrice qui a présenté cet amendement connaisse si peu ce modèle, car elle a égrainé un très grand nombre de contrevérités qu'il aurait été facile de démentir en passant un coup de téléphone à Salbris, que ce soit à moi-même ou à l'école de production. C'est une école qui s'adresse aux jeunes décrocheurs, qui ne travaillent pas gratuitement, non, Madame. Leur scolarité, par contre, est gratuite. Nous sommes sur des CAP, Bac pro de tourneur, fraiseur, soudeur, mécanicien moteur, des professions essentielles qui sont fondamentales pour la réindustrialisation de nos territoires.

Les écoles ne gagnent pas d'argent. Vous dites qu'il y a pléthore de subventions. Nous étions hier en Conseil d'administration de l'école pour voter le rapport d'activité, et je vous assure qu'il manque encore de l'argent pour qu'elle puisse continuer et c'est vraiment grâce à l'engagement de la Région Centre-Val de Loire que cette école va pouvoir se produire.

Quatorze élèves, oui, parce que c'est la première promotion, il y en aura 28 l'an prochain et une cinquantaine d'ici trois ans. C'est une école qui est utile pour le territoire, qui a embarqué avec elle, dans ce projet, des entreprises locales qui sont toutes partenaires, que ce soit le domaine de Chambord ou nos industries locales, MBDA et bien d'autres, qui font travailler ces élèves, parce qu'ils y voient un réservoir de main-d'œuvre pour l'avenir et c'est extrêmement important.

Et ces 14 élèves, Madame, je les connais personnellement et je peux vous dire qu'ils ne seraient pas allés, ces petits Salbrisiens, au lycée professionnel s'ils n'avaient pas trouvé cette école en septembre dernier. C'est une façon de répondre au déclassement de la jeunesse des territoires.

Par conséquent, je ne connais pas cet amendement qui, effectivement, est assez scandaleux. Moi, je n'ai pas envie d'aller annoncer aux 14 élèves, à l'équipe enseignante et à tous ceux qui se sont mobilisés autour de ce projet que l'école va fermer en raison du passage de cet amendement. Je suis d'autant plus étonné que votre responsable vice-président Charles FOURNIER est un ancien Salbrisien, a grandi à Salbris, je suis très étonné que cet amendement vienne du groupe dont il a en partie la responsabilité.

Je sais, et je voudrais conclure là-dessus, l'engagement personnel du Président de notre Région pour cette école de production, dont je le remercie, et j'espère vivement que tous les groupes, à l'exception du vôtre, bien sûr, pourront rejeter cet amendement. En effet, je pense que la Région doit pouvoir s'enorgueillir de cette école de production qui est la première école de production de la Région Centre-Val de Loire, plutôt que de saboter ce dossier alors qu'il arrive vraiment, là, dans une phase de réalisation concrète.

Et je profite de cette intervention pour vous donner une nouvelle qui fera peut-être plaisir, qui, en tout cas, me fait très plaisir et, j'espère, Monsieur le Président, qu'elle vous fera plaisir. Ce matin était donc réunie la Fédération nationale des écoles de production, et le président de l'école de production de Salbris a été élu président de la Fédération nationale des écoles de production, Monsieur Dominique GARDY, à qui je rends hommage. C'est une vitrine supplémentaire, me semble-t-il, pour la Région sur ces types de formation qui sont très innovants, très utiles pour les territoires et qui bénéficient du concours de l'État et de toutes les collectivités qui s'engagent avec les partenaires locaux pour qu'elles réussissent, pour ces jeunes, pour la jeunesse.

J'espère donc que la Région Centre-Val de Loire va pouvoir continuer de soutenir ce projet, et je l'espère pour eux avant tout.

Merci.

M. le Président.- Merci, Monsieur AVRIL, pour l'exposé que vous faites.

Monsieur FESNEAU a la parole.

M. FESNEAU.- Monsieur le Président, un mot pour partager ce qui a été dit à l'instant. Honnêtement, je comprends mal, car les écoles de production sont plutôt des beaux modèles et je suis sûr que nous pourrions partager avec vous l'idée que ces écoles sont des beaux modèles. Et je crois qu'on partage également la volonté, qui s'exprime aussi d'ailleurs au travers de l'intervention de la Région sur ce projet, de développer des formations au sein des territoires.

Oui, ce sont parfois des petites unités, mais ce sont autant d'enfants ou de jeunes qu'on ne prive pas de formation, car on sait très bien à quel point les problèmes de mobilité sont un élément central du déclassement et du fait qu'un certain nombre de jeunes n'ont pas accès à des formations. En plus, au point où en est ce projet, qui est tout de même, comme l'a dit le maire de Salbris, assez avancé, je trouve un peu regrettable qu'au fond, simplement parce qu'on serait dans un registre et dans une opposition que je considère… Et j'ai toujours défendu – le Président BONNEAU m'en sera témoin – le public, je n'ai aucun sujet du tout avec cela. Mais au terme d'une opposition public/privé, qu'on vienne, par un réflexe, pardon, un peu stakhanoviste, percuter ce type de… pavlovien, pardon, pas stakhanoviste, pavlovien – cela vient du même coin –, dire que ce n'est pas bien…

Ainsi, le groupe que je préside votera contre cet amendement et, Monsieur le Président, j'en profite pour vous demander si l'amendement ESSAYAN vient après, en termes d'ordre. Je l'imagine, car j'avais compris que c'était par groupe, sur les charges. Et pour l'amendement qui a été voté précédemment, nous sommes, pour le coup, preneurs d'un groupe de travail pour avancer sur le sujet, maintenant qu'il y a 200 000 euros.

M. le Président.- Merci pour l'explication de vote.

Je donne la parole, pour le groupe Communiste et Républicain, à Monsieur LEONARD.

M. LEONARD.- Merci, Monsieur le Président.

L'école de production dont il est question ici est une école privée, et cela, encore, voilà, mais, surtout, elle est hors contrat, elle est cofinancée par la Fondation Total et, très franchement, la question du financement par la Région ne nous apparaît pas indispensable. Dans le même temps, nos filières dans les lycées professionnels publics sont en difficulté et c'est pourquoi il n'est pas opportun, pour nous, de soutenir la mise en place de cette structure.

C'est d'autant plus vrai que la réforme de la taxe d'apprentissage impulsée par l'État affaiblit fortement les moyens financiers des lycées professionnels, qui se retrouvent ou vont se retrouver face à des difficultés importantes pour financer leur activité.

D'une façon plus générale, la multiplication de formations privées venant en concurrence de formations déjà existantes, notamment en lycée professionnel, parce que celle-là, elle existe en lycée professionnel, doit nous interroger. Nous aurons l'occasion d'y revenir plus en détail dans le rapport sur la carte des formations.

Je m'arrêterai là pour m'en tenir à l'explication de vote, sans plus. Nous voterons donc pour cet amendement.

M. le Président.- Merci.

Madame CANETTE.

Mme CANETTE.- Monsieur le Président, merci.

Il y a une demande de parole…

M. le Président.- Je la donnerai après. Madame CANETTE, et puis, pour le Rassemblement national, je vous donne la parole juste après.

Mme CANETTE.- Je veux remercier les propos du maire de Salbris, Monsieur AVRIL, car je pense effectivement que cet amendement repose sur quelques imprécisions.

Alors, déjà, je vais commencer par cela, oui, école cofinancée par Total. Il y a bien des endroits, à bien des égards, où j'aurais des choses à redire sur Total, mais quand ils font des choses bien, il ne faut pas s'en émouvoir et cela ne veut pas dire qu'il faut tourner les talons, parce que sinon, par exemple, on arrêterait de participer à la Fondation du patrimoine, puisqu'il y a des cofinancements.

Au-delà de cela…

Comment ?

M. FORISSIER.- Pour la Fête de l'Huma aussi, il y a des partenariats.

Mme CANETTE.- Au-delà, je ne vais pas rappeler ce qu'est une école de production, cela a été très bien dit par Monsieur AVRIL. Oui, c'est vrai, c'est hors contrat, mais moi, je voudrais insister sur le fait que c'est une proposition de formation qui, encore une fois, s'adresse à des décrocheurs selon des modalités pédagogiques innovantes, particulières et donc qui s'adressent à un public spécifique qu'on n'arriverait pas à attraper autrement. Dès lors, on arrive, de cette manière, à raccrocher des jeunes qui, comme cela a été dit, ne seraient pas allés au lycée technique ou au lycée professionnel.

Ce ne sont pas des écoles qui gagnent de l'argent, ce sont des écoles où la formation est gratuite, contrairement à ce qui a été dit aussi. Il ne s'agit donc pas de remettre en cause l'enseignement gratuit, la formation gratuite, loin de là. Il s'agit de diversifier les offres de formation pour qu'elles puissent s'adapter à chacun.

Contrairement à ce qui est écrit, d'ailleurs, dans l'amendement, cela ne remet pas en cause notre ambition pour la jeunesse et pour l'éducation, ni pour cette formation gratuite.

Notre ambition, elle est forte, pour la jeunesse, pour la formation, pour nos lycées, on l'a vu pendant le débat d'orientation budgétaire, et ce n'est pas ce soutien à cette école de production qui vient remettre en cause quoi que ce soit. Au contraire, cela vient soutenir une offre alternative à un public ciblé qui n'aurait pas de solution autrement.

Ainsi, notre groupe votera contre cet amendement pour continuer à soutenir cette école de production.

M. le Président.- Merci.

Pour le groupe Rassemblement National.

M. de LA TOCNAYE.- Nous allons voter contre cet amendement. Tout ce qui va dans le sens de l'alternance ou de l'apprentissage, quelle qu'en soit la forme, va dans la bonne direction. Sans idéologie évidemment, nous votons contre.

M. le Président.- OK.

Nous mettons donc aux voix cet amendement. Il ne s'agit pas d'opposer les systèmes les uns aux autres. Les jeunes sont extrêmement divers, certains trouvent totalement leur place… Et vous connaissez notre engagement pour le lycée professionnel, qui est constant, avec des plateaux techniques rénovés, les moyens apportés à l'éducation, etc., vous connaissez l'engagement de cette Région, première pour l'apprentissage, première pour l'apprentissage rapporté à la population. Même avec une réforme, Monsieur FESNEAU, qui est, à mon avis, une totale aberration, nous continuons à le soutenir.

Il s'agit là d'une forme complémentaire pour des métiers absolument indispensables aujourd'hui pour l'économie, et je crois qu'il faut donc diversifier les formations pour que nous puissions former 100 % des jeunes.

Je mets aux voix.

(Mis aux voix, l'amendement du groupe Écologie et Solidarité est rejeté)

Contre : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés / Centre, démocrate, républicain et citoyen
Pour : Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain

M. le Président.- Nous poursuivons avec un amendement de l'UDCI, qui va être présentée par ? Les pilotages stratégiques aéroportuaires.

Je vous en prie.

AMENDEMENT « PILOTAGES STRATEGIQUES AEROPORTUAIRES » PRESENTE PAR LE GROUPE UNION DE LA DROITE, DU CENTRE ET DES INDEPENDANTS

Mme GENESTE.- En Commission permanente de novembre 2019 avait été adopté un complément d'étude à hauteur de 10 000 euros pour achever l'étude pour une stratégie aéroportuaire régionale en prenant en compte les dernières données des projets des aéroports afin d'élaborer des scénarios pertinents et actualisés. En l'absence de conclusions rendues depuis l'adoption de cette mesure, il est aujourd'hui nécessaire d'ajouter un complément à hauteur de 10 000 euros pour prendre en compte les nouvelles données qui se sont ajoutées entre novembre 2019 et décembre 2021.

Ce complément d'étude permettra de lancer une véritable stratégie aéroportuaire des aéroports de la Région Centre-Val de Loire, Tours, Châteauroux, Châteaudun et des autres plateformes existantes avec des données actualitées, dans un environnement national qui a fortement évolué depuis deux ans. Cette étude permettra aussi de venir compléter l'étude relative à l'attractivité régionale, attractivité qui dépend évidemment de notre offre aéroportuaire – transport de passagers, fret, etc.

Nous vous proposons donc de diminuer l'autorisation d'engagement du programme « Site Web concertation » de 10 000 euros et d'augmenter l'autorisation d'engagement « Pilotages stratégiques » pour un montant de 10 000 euros.

M. le Président.- Merci pour cette présentation.

Le point de vue du CDRC, Monsieur VIGIER ?

M. VIGIER.- Merci, Monsieur le Président.

Je rappelle que lors de la précédente session, j'avais interrogé Philippe FOURNIÉ lors des orientations budgétaires…

Il va me répondre, donc c'est bien. Il avait expliqué qu'il fallait, naturellement, qu'on soit capable d'établir un schéma régional aéroportuaire à l'échelle de notre Région Centre-Val de Loire avec trois entités concernées, Tours, Châteauroux et Châteaudun. Plus qu'une urgence, il est important que ce schéma puisse intervenir pour savoir qui fait quoi et de façon qu'on puisse, dans cette Région, avoir des capacités aéroportuaires effectives, car on ne peut pas laisser uniquement à l'Île-de-France ou à des régions environnantes ces capacités.

Alors, je sais que certains de nos collègues y sont tout à fait opposés, mais ce n'est pas notre cas, puisque cela fait partie de l'attractivité, du développement économique, et c'est la raison pour laquelle nous soutiendrons cette idée de voir comment on peut planifier, organiser les activités, qu'elles soient commerciales ou non, qu'elles soient des activités de bord de piste, de maintenance aéronautique.

Cette Région, Monsieur le Président, est très à la pointe à Châteauroux avec un syndicat mixte d'aménagement de l'aéroport, dans lequel nous sommes majoritaires, je le rappelle, présidé d'ailleurs par un membre de cette assemblée. Et ce, depuis longtemps, depuis 1992 où on était déjà en train de financer l'extension, l'allongement de la piste de Châteauroux. Il y a donc une tradition aéronautique forte, il y a des emplois très importants à la clé dans ce domaine.

Ainsi, soyons à la hauteur et soyons au rendez-vous de cette attente, raison pour laquelle nous soutiendrons cette idée de schéma aéroportuaire avec un financement complémentaire, de manière à aller au bout de la démarche et à le valider tous ensemble.

M. le Président.- Merci, Monsieur VIGIER.

Pour le Rassemblement national, ce sera qui ? Non ?

Pour le groupe Écologie et Solidarité, Monsieur COMPAIN.

M. COMPAIN.- Merci, Monsieur le Président.

Déjà, pour revenir un peu quand même… Encore une fois, on prend sur le budget « démocratie ». À force que l'opposition prenne sur le budget « démocratie », il va être négatif. À un moment donné, il va falloir faire attention, parce qu'on dit souvent que ce sont les majorités qui bafouent la démocratie, mais là, on va bientôt avoir une opposition qui piétine un peu les questions de démocratie à travers ses amendements.

Mis à part le bon mot, je vais revenir, bien sûr, plus tard sur la stratégie et la façon dont on voit les choses là-dessus, mais je veux dire simplement qu'une stratégie aéroportuaire, si on en fait 13 pour chacune des régions, je ne suis pas sûr qu'à la fin on arrive à réguler réellement le trafic aérien et, au contraire, on va plutôt l'accroître.

Comme on m'a dit de faire court, je vais faire court. On est contre pour ces raisons.

Je vous remercie.

M. le Président.- Merci, Monsieur COMPAIN.

Pour le groupe SRC, Philippe FOURNIÉ.

M. FOURNIÉ Philippe.- Chers collègues, si vous le permettez, je vous dirais que cet amendement n'a pas lieu d'être. Je vais vous expliquer pourquoi sur le fond et sur la forme, et je pense que sur le fond, on va être d'accord. Enfin, pas tous, mais au moins nous.

Sur la forme, rajouter 10 000 euros au marché sur la stratégie aéroportuaire ne permettra pas de relancer l'étude. Nous avions fait le même vote en 2019, et la tranche complémentaire n'a pas pu être menée du fait du dépassement de seuil de marché public et du blocage juridique lors du contrôle de l'égalité. On peut donc rajouter 10 000 euros, mais on ne pourra pas le faire. On ne pourra pas avoir une étude complémentaire.

Cependant, il y a bonne nouvelle. La DGAC nous a proposé de faire une étude gratuite – enfin, gratuite pour nous, qu'elle paie – sur la stratégie aéroportuaire, complémentaire de l'étude qu'on a déjà faite sur la stratégie aéroportuaire régionale.

Je rappelle qu'au syndicat mixte de l'aéroport de Tours, il y a une étude en cours sur l'avenir de l'aéroport, et cette étude doit être complémentaire à l'étude de la stratégie aéroportuaire. Et, Nicolas FORISSIER, et je parle sous couvert de Dominique ROULLET qui nous écoute, lors de l'avant-dernier Conseil d'administration, on a souhaité qu'en 2022, sur l'aéroport de Châteauroux, on puisse mener également une étude sur l'avenir et sur les stratégies particulières de l'aéroport de Châteauroux, afin d'éviter – on se l'est dit entre nous – les fantasmes, qu'il se dise tout et n'importe quoi autour de cet aéroport et afin qu'on puisse avoir une vision extrêmement claire de l'aéroport.

Moi, ce que je vous propose, c'est qu'on ait quelque chose de très cohérent, c'est-à-dire que la DGAC puisse nous financer gratuitement l'étude sur la stratégie aéroportuaire, le Président ayant répondu favorablement à la demande, de sorte qu'il y ait une cohérence par rapport à ce qui a déjà été fait et une complémentarité, et puis qu'on associe aussi les deux études qui seront faites sur les deux plateformes de Châteauroux et de Tours.

Voilà ce que je pouvais vous dire. Autrement, il n'y a aucun effet, cela ne sert à rien. Du moins, très clairement, cela ne sert à rien de mettre 10 000 euros, car il n'y aura aucun effet et ce sera bloqué au contrôle de la légalité.

M. le Président.- Merci, Monsieur FOURNIÉ.

Pour le groupe Communiste et Républicain, Monsieur GEOLLOT.

M. GEOLLOT.- Merci, Monsieur le Président.

Je vais aller dans le sens de mes collègues précédents du groupe Écologie et du groupe Socialiste, pour dire que nous voterons contre cet amendement. Déjà, l'étude gratuite, comme vient de le dire Philippe FOURNIÉ, est en cours et est faite, si bien qu' il n'y a pas d'intérêt à faire une nouvelle étude.

En outre, par rapport à l'aéroport de Châteaudun, la Direction générale de l'aviation civile a dit que, pour l'instant, cet aéroport n'avait pas vocation à devenir un aéroport d'aviation d'affaires.

Pour ces motifs, et pour être bref, nous voterons contre cet amendement.

M. le Président.- Merci.

Je mets aux voix cet amendement.

Non, non, on ne fait pas à chaque fois…

Comment ? Je n'ai pas entendu.

M. FORISSIER.- Rassurez-vous, Monsieur le Président, cela va nous éviter un vote, je vais le retirer.

Juste un mot. J'ai bien entendu ce qu'a dit Philippe FOURNIÉ. Naturellement, il y a ces études, naturellement, il faut qu'on travaille et tant mieux si la DGAC, quoi qu'elle dise sur Châteaudun, nous paie une étude.

Dans cet amendement, évidemment, ce n'est pas la somme de 10 000 euros qui compte. Cet amendement, c'est un amendement, comme on le dit à l'Assemblée nationale et au Sénat, d'appel. Cela veut dire « bougeons-nous », cela veut dire « construisons cette stratégie rapidement ». Il ne s'agit pas simplement de savoir comment on fait pour arbitrer entre le fret aérien commercial et l'entretien sur l'aéroport de Châteauroux ou comment on fait pour Tours ou Châteaudun. La question, c'est : quel est le positionnement du Conseil régional du Centre-Val de Loire, de notre Région au regard de ce qui est en train de se passer sur les plateformes parisiennes ? Et je rappelle que le gouvernement, en mars dernier, et cela a été un sujet pendant cette campagne électorale, a mis un terme à l'extension à perpétuité, si je puis dire, de la plateforme de Roissy.

En conséquence, nous avons une opportunité et c'est vrai aussi à Châteaudun, contrairement à ce que j'ai entendu tout à l'heure, car il y a un engorgement de Toussus-le-Noble et du Bourget en matière d'aviation d'affaires, ne serait-ce qu'en termes de parking et d'entretien.

Moi, je pense qu'il y a urgence à ce qu'on mobilise des moyens financiers, des énergies et qu'on envoie un message politique. C'était le sens de cet amendement, Monsieur le Président, que je retire, mais vous m'entendrez souvent et peut-être même à chaque session en reparler tant que nous ne serons pas vraiment en ordre de marche sur ce sujet, et je pense d'ailleurs que Philippe est d'accord avec moi.

M. le Président.- Merci, Monsieur FORISSIER.

L'amendement est donc retiré.

Nous avons un amendement qui est présenté par Écologie et Solidarité, mouvement aéroports, sur l'étude pour améliorer la mobilité.

Qui le présente ?

M. COMPAIN.- C'est moi.

M. le Président.- C'est qui, moi ?

M. COMPAIN.- C'est Aymeric COMPAIN. Je ne savais pas que vous m'entendiez.

M. le Président.- C'est Aymeric COMPAIN, OK. Cela marche mieux.

DEUX AMENDEMENTS « TRANSPORTS ET MOBILITES DURABLES » PRESENTES PAR LE GROUPE ÉCOLOGIE ET SOLIDARITE

M. COMPAIN.- Merci, Monsieur le Président.

Je profite de cet amendement pour rebondir sur les propos précédents et notamment sur la mise en place d'une stratégie aéroportuaire régionale, et pour répondre que s'il doit y avoir une stratégie aéroportuaire, elle doit d'abord être nationale. En effet, ne pas aborder cette question de manière nationale, c'est juste imposer 13 stratégies aéroportuaires régionales et donc mettre en concurrence les régions sur un secteur qui aura forcément pour conséquence l'augmentation du trafic aérien. Je l'ai déjà dit mais je le redis.

Pour nous, il ne s'agit pas aujourd'hui de supprimer le transport aérien de voyageurs en France, contrairement à ce que pense probablement Monsieur AVRIL. Il s'agit d'avoir une stratégie nationale qui permette de réguler le trafic, c'est-à-dire de ne pas augmenter le transport de voyageurs et de garder le transport aérien là où la démographie permet l'existence de ce trafic sans que ce transport soit sous perfusion publique. Nous estimons donc que l'argent destiné au transport aérien de voyageurs et à sa promotion dans notre Région, principalement autour de l'aéroport de Tours, peut se réorienter sur d'autres dispositifs.

Monsieur AVRIL, nous sommes pour l'augmentation du dispositif de mobilités rurales, nous sommes pour la réaffectation d'une partie des sommes vers le plan Vélo pour ce qui concerne la section de fonctionnement, nous sommes pour la réorientation d'1 million d'euros d'investissement vers le financement d'études qui viseront à améliorer l'offre de mobilités sur le territoire régional. Grâce à cela, nous sommes pour le fait d'explorer les possibilités d'ouvrir, à terme, d'autres lignes ou tronçons ferroviaires, mais nous sommes également favorables à l'adaptation des services de cars Rémi pour qu'ils répondent encore mieux aux besoins de nos concitoyens.

Ainsi, l'objet de notre amendement que nous vous proposons d'adopter n'est pas, en premier lieu, contrairement à ce que disait tout à l'heure Monsieur AVRIL pour qui on s'opposerait à tout, de s'opposer à une politique mais, au contraire, de dessiner les contours d'une politique plus ambitieuse en matière de mobilités.

Je vous remercie.

M. le Président.- Merci.

Il y a deux amendements qui sont déposés par le groupe Écologie et Solidarité.

Par qui est présenté le second amendement ?

C'était une expression générique ?

M. GODET.- Je crois que la présentation regroupait les deux amendements.

M. le Président.- Très bien, d'accord.

Par rapport aux deux amendements qui viennent d'être commentés et présentés, qui souhaite prendre la parole ?

Monsieur FORISSIER, vous avez la parole.

M. FORISSIER.- D'abord, Monsieur le Président, contrairement peut-être à nos amis qui sont en visio, je voudrais signaler que tout le monde a très faim dans cet hémicycle.

Deuxièmement, je voudrais dire qu'évidemment nous allons voter contre ces deux amendements. En effet, c'est totalement contradictoire avec le vote précédent du même groupe contre une étude stratégique, mais qui, là, décide déjà de la stratégie. En gros, on coupe des crédits, d'ailleurs en contradiction totale aussi avec la politique de la Région depuis des années. Je pense à l'amendement qui supprime des crédits sur l'aéroport de Châteauroux alors que le Conseil régional est propriétaire de l'aéroport de Châteauroux et que ce ne sont jamais que des crédits nécessaires à son fonctionnement et au paiement de ses charges.

Bon, tout cela est purement idéologique, purement idéologique, c'est une posture et je considère que, pour le coup, cela ne doit pas avoir de raison d'être. Je comprends qu'il y ait un débat, mais cela ne doit pas avoir de raison d'être au moment même où on explique et où, les uns et les autres, vous nous répondez, et c'est ce qu'a dit Philippe FOURNIÉ tout à l'heure, que nous allons engager ce travail de réflexion sur l'évolution de ces plateformes aéroportuaires.

Je pense que le mieux, et je l'ai fait, si je ne me trompe pas, à trois reprises aujourd'hui, serait de retirer ces amendements. Vous avez lancé un appel, le débat se poursuit, retirez-les. Moi, c'est ce que j'ai fait. Ayez la même élégance.

M. le Président.- Merci, Monsieur FORISSIER

Monsieur VIGIER.

M. VIGIER.- Merci, Monsieur le Président.

On va aider la majorité, là. Oui, parce qu'on a besoin d'avoir une stratégie aéroportuaire puissante. Moi, je comprends, les Écologistes ont toujours été ainsi, en disant « nous, l'avion, on n'en veut pas. » Je vous dis cela avec un peu de sourire. Mais un mardi matin, à l'Assemblée, en arrivant, mon voisin de bureau, c'était Noël MAMÈRE. Il y avait la ligne TGV et je lui avais demandé : « Mais comment tu es venu, Noël ? » Il m'avait dit : « En avion. » C'était donc un peu une surprise. Mais bon, cela, c'est juste une petite parenthèse.

Monsieur le Président, c'est une affaire très sérieuse mais on va vous aider, car il faut un schéma aéroportuaire puissant dans cette Région. Avec quand même, je le dis à Philippe FOURNIÉ, un élément qu'il connaît et que vous connaissez parfaitement, Président, qui est Châteaudun, puisque la DGAC s'est prononcée il y a quelques jours et que chacun doit savoir ce qui a été dit : ce n'est pas, à Châteaudun, de l'aviation commerciale. C'est écrit noir sur blanc, cela a été expliqué et cela doit être versé, naturellement, aux travaux de cette assemblée et au futur schéma aéroportuaire, afin de savoir comment, justement, et c'est ce que je disais tout à l'heure dans ma première intervention, organiser les choses pour la suite.

N'allons pas, mes chers collègues, faire en sorte d'enlever cet élément d'attractivité du territoire. J'ai bien noté que vous voulez reflécher sur les circulations douces. Mais, là-dessus, on peut se retrouver. Vous l'avez entendu tout à l'heure dans mon intervention, je vous ai même proposé de créer une grande filière vélo comme en Occitanie. Je pensais que vous alliez rebondir, mais non. Cela va peut-être revenir, Charles FOURNIER me le dira peut-être tout à l'heure avec le SRADDET.

Ainsi, on soutiendra naturellement, Monsieur le Président, votre volonté et on ne votera donc pas ces amendements. Je crois que, très largement, l'hémicycle et la Région seront en faveur d'un aménagement équilibré et durable du territoire, dans lequel on n'exclue pas l'aéronautique, une fois de plus vecteur puissant de développement économique et de développement touristique.

M. le Président.- Merci, Monsieur VIGIER.

Pour le groupe Communiste et Républicain, Monsieur BOUÉ.

M. BOUÉ.- Il y a deux amendements et nous, nous demandons qu'il y ait un vote différencié, déjà, sur l'amendement n° 1, sur les propositions qui sont à l'intérieur. Pourquoi ? Nous sommes défavorables, je dirais, pour l'aéroport de Châteauroux, notamment au développement des vols passagers, d'autant plus quand ils sont dans des démarches low-cost. Par contre, nous sommes favorables au développement de la filière aéronautique et à sa vocation de maintenance, d'entretien et de déconstruction sur cet aéroport qui se développe, et nous portons cette démarche depuis très longtemps, pour ce qui est des Communistes.

Concernant l'amendement n° 1, pour être précis, nous proposons un rejet sur la partie des crédits de fonctionnement qui sont proposés par l'amendement d'Europe Écologie Les Verts. En revanche, nous nous abstiendrons sur la partie relative à l'aéroport de Tours. Nous souhaiterions donc avoir un vote différencié sur cet amendement.

Pour l'amendement n° 2, on sera dans la même logique mais on ne demande pas de vote différencié, on propose de rejeter cet amendement des Verts.

M. le Président.- OK.

M. FORISSIER.- Je n'ai rien compris !

(Brouhaha)

S'il vous plaît, s'il vous plaît…

Monsieur NIKOLIC.

M. NIKOLIC.- Les pistes cyclables, à titre personnel, moi, cela me parle. Je ne sais pas si les autres collègues élus font du vélo régulièrement, c'est mon cas, donc je connais très bien le problème pour le vivre, le problème des pistes cyclables et de la dangerosité sur certaines routes. Néanmoins, c'est bien beau de faire du vélo, c'est très agréable, mais c'est encore mieux d'avoir un emploi à proximité, de développer économiquement notre territoire et, pour cela, on doit évidemment utiliser tous les moyens possibles et la filière aéroportuaire notamment. On a des atouts indéniables en attirant des gens *via* l'aviation pour faire découvrir les châteaux de la Loire, pour faire découvrir notre Région, pour le tourisme. Concernant le fret, cela créera d'autres emplois annexes à côté.

Il faut donc vraiment une étude profonde et je crois à la filière aéroportuaire, parce qu'aujourd'hui, quand vous habitez à Châteaudun ou à côté de Châteaudun, les perspectives professionnelles sont très limitées. Si on n'a pas un plan rapide pour trouver des alternatives et créer de l'emploi à proximité, il y a une grande partie de la population qui va se retrouver en très grande difficulté et qui n'aura d'autre choix que de partir vers d'autres endroits, vers d'autres régions ou vers d'autres départements. Ce n'est pas ce qu'on peut souhaiter, à l'avenir, pour notre territoire.

Évidemment, on votera contre et on doit aussi se projeter dans des filières qui sont d'avenir comme l'aéroportuaire. Il faut arrêter d'être toujours dans un déclin et d'être dans un pessimisme comme c'est régulièrement le cas des Verts.

M. le Président.- Merci.

Ce sera donc un vote contre du Rassemblement National.

(Brouhaha)

S'il vous plaît…

La position de Philippe FOURNIÉ.

M. FOURNIÉ Philippe.- Je vais essayer de faire rapide et pluriannuel… Je vais y arriver, vous allez voir ! Rapide… Écoutez-moi. Rapide et pluriannuel… Pluriannuel. Comme cela, chaque année, je n'interviendrai plus, je dirai « voilà, j'ai juste un petit truc à dire ».

Très clairement, notre groupe s'opposera à ces deux amendements ; c'est un sujet sur lequel on n'est pas d'accord avec le groupe Écologiste. On est pour une dimension pluri-usage au niveau des mobilités et il ne faut pas opposer les unes aux autres. On n'est pas pour le développement acharné de l'aviation, mais je crois qu'on a besoin, et cela a été dit, de plateformes aéroportuaires, d'avoir aussi une filière aéroportuaire.

Et pour compléter ce qu'a dit Dominique BOUÉ, les 400 000 euros pour l'aéroport de Châteauroux, c'est juste pour payer les charges du propriétaire. Si on ne paie plus les charges du propriétaire, je peux vous dire que l'aéroport fermera et les 300 emplois auront du mal à exister sur l'aéroport.

On votera donc contre ces amendements et c'est une décision commune, qui est commune depuis des années. On votera contre et ce sera ma prise de parole pour le mandat !

M. le Président.- Sur ce sujet, Monsieur FOURNIÉ.

Nous avons ainsi un premier amendement sur lequel j'ai compris qu'il y avait… Je le dis au groupe Communiste et Républicain, c'est la même source financière. Ce qu'on vote, c'est le mouvement financier.

J'ai compris que vous étiez sur le premier amendement… Pour ou contre ? Vous avez dit abstention ?

Oui, mais le mouvement financier, vous êtes pour ou vous êtes contre ? Vous êtes contre le mouvement financier ?

M. BOUÉ.- On demandait un vote dissocié.

M. le Président.- Non, mais c'est le mouvement financier qu'on vote.

(Brouhaha)

On vote un mouvement financier.

M. BOUÉ.- Oui, oui. On ne peut pas… ?

M. le Président.- Moi, je ne peux pas le nuancer, le mouvement financier. Vous me dites que vous êtes pour ou vous me dites que vous êtes contre. Ou vous vous abstenez. Vous pouvez vous abstenir, en l'occurrence.

M. BOUÉ.- Abstention sur le premier.

M. le Président.- Abstention. Sur le premier, on a une abstention du groupe Communiste, on a, bien évidemment, le vote positif du groupe Écologie et Solidarité et j'ai entendu qu'il y avait rejet des autres groupes.

(Approbation de l'assemblée)

(Mis aux voix, l'amendement n° 1 du groupe Écologie et Solidarité est rejeté)

Contre : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés / Centre, démocrate, républicain et citoyen
Pour : Écologie et Solidarité
Abstention : Communiste et Républicain

M. le Président.- Sur l'amendement suivant, j'ai entendu qu'il y avait cette fois-ci rejet du groupe Communiste, un vote pour du groupe Écologiste et que tous les autres sont contre.

(Mis aux voix, l'amendement n° 2 du groupe Écologie et Solidarité est rejeté)

Contre : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Communiste et Républicain / Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés / Centre, démocrate, républicain et citoyen
Pour : Écologie et Solidarité

M. le Président.- Nous nous approchons du terme de…

M. GODET.- Cela s'appelle Écologie et Solidarité.

M. le Président.- J'ai dit… ?

M. GODET.- Écologiste.

M. le Président.- OK. À cette heure-ci, c'est l'effet de l'hypoglycémie.

Nous avons un amendement… Nous avons un amendement CDRC.

(Brouhaha)

Nous avons un amendement CDRC sur les services généraux vers le transport, l'aménagement du territoire avec les bornes électriques.

Qui le présente ?

AMENDEMENT « VEHICULES ELECTRIQUES ET BORNES DE RECHARGE » PRESENTE PAR LE GROUPE CENTRE, DEMOCRATE, REPUBLICAIN ET CITOYEN

Mme ESSAYAN.- C'est moi, Monsieur le Président, merci.

Cet amendement a pour but d'accompagner le développement des voitures électriques dans notre Région. J'ai entendu précédemment le vice-président Charles FOURNIER critiquer cet amendement en disant que cela n'allait pas permettre le report modal. Voulait-il dire par là qu'il ne faut rien faire pour le développement des voitures électriques ? Nous, nous pensons que c'est complémentaire, qu'il faut bien sûr encourager le report modal, et les politiques nationales vont dans ce sens. Mais si le développement des transports collectifs peut permettre une diminution de l'usage de la voiture, on voit bien qu'il ne répond qu'à une partie minime de cet usage.

Selon les statistiques nationales, la voiture et les deux-roues représentent 75 % de la production de gaz à effet de serre en matière de transports en France. On pourrait estimer que ce pourcentage est encore supérieur dans notre Région, car elle est plus rurale que la moyenne française. En effet, en Région Centre, la voiture individuelle reste indispensable pour les activités du quotidien, notamment le trajet habitation-travail. Je prends l'exemple du développement des solutions associatives et solidaires de mobilités *via* les offres de transport et les locations de voitures à bas coût pour permettre l'accès aux services et aux offres d'emploi comme Gas 18 dans mon département, le Cher.

En ce sens, la voiture électrique est aujourd'hui la solution de transport individuel la moins polluante. La France et l'Europe soutiennent le développement de la voiture électrique *via* des aides à l'achat, mais le fait d'avoir à recharger son véhicule reste un frein important. Notre Région n'est pas parmi les mieux équipées, j'en ai l'expérience directe par l'utilisation d'un véhicule électrique dans ma famille, et il est donc nécessaire de développer le nombre de bornes électriques à destination des particuliers et des entreprises.

Aussi, nous proposons un soutien à l'équipement individuel de 200 euros par prise de recharge rapide et une subvention de 30 % par borne électrique, avec un objectif de 1 000 bornes par an dans notre Région.

Il y aurait deux avantages à l'adopter rapidement : premièrement, c'est une bonne mesure, comme l'amendement précédent que nous avons proposé et que vous avez voté et, deuxièmement, nous pourrons enfin passer à la pause déjeuner/goûter après six heures de séance « non stop ».

Merci.

M. le Président.- Merci.

Nous y allons avec l'UDCI.

M. FORISSIER.- Merci, Monsieur le Président.

Je réponds à l'intention de Marc FESNEAU. Je réponds, mais comme tous mes collègues ont très faim, ils m'ont délégué cette tâche, et c'est uniquement pour cette raison, ce n'est pas pour faire en sorte qu'il y ait un seul orateur.

Nous voterons pour cet amendement qui est un amendement de bon sens. Sous réserve de sa faisabilité, sous réserve des aspects techniques puisque j'ai vu qu'il y avait beaucoup d'aspects techniques qui étaient invoqués pour rejeter des amendements, et on verra bien ce que vous direz, en tout cas, il correspond à une réalité.

Je vais prendre un exemple très concret. Nous avons eu l'Assemblée générale des maires ruraux à Gargilesse il y a un mois et demi à peu près et nous accueillions quelqu'un, un maire, vice-président de l'Association des Maires de l'Eure-et-Loir. Eh bien, il est arrivé avec une heure et demie de retard, car il n'y avait plus de bornes pour recharger – il avait un véhicule électrique –, et celles qui étaient indiquées sur son plan de route étaient toutes cassées. Je pense donc qu'il y a urgence, parce qu'il y a les discours, et il y a les actes. Nous soutenons cet amendement.

M. le Président.- Merci.

Pour le Rassemblement National, Monsieur HEMARDINQUER.

M. HEMARDINQUER.- En ce qui nous concerne, nous voterons pour cet amendement. Même remarque que ce qui a été relaté par Monsieur FORISSIER. Moi-même, je roule à l'électrique et, dans nos territoires, autant vous dire que le parcours est un véritable chemin de croix. Les bornes sont très souvent en mauvais état et ne permettent pas de recharger les véhicules, et même avec une application qui permet de savoir où se situent les bornes et où on devrait pouvoir faire nos recharges, on tombe souvent en panne et on est très embêté.

Autre problème, et cela explique pourquoi le Rassemblement National est pour, le coût de l'électricité. Rouler à l'électrique, quand j'ai commencé, c'était très intéressant, car les recharges coûtaient très peu cher. Au niveau de la consommation personnelle, cela faisait, en ce qui me concerne, un surcoût de 60 euros sur ma facture d'électricité, ce qui est dérisoire, et les recharges à l'extérieur étaient quasiment gratuites. Par exemple, sur une borne Bélib' à Paris, il fallait compter 2 euros pour une recharge pour faire 100 kilomètres, et quand je venais à Orléans, c'était gratuit si je rechargeais chez Nissan. Depuis, le prix a augmenté. Sur les bornes Bélib', on est passé à 8 euros pour faire 100 kilomètres. Et, maintenant, quand je recharge chez Nissan, on est à 30 centimes la minute. Pour faire 100 kilomètres, il faut 30 minutes, ce qui fait un prix de 9 euros la recharge.

Déjà, les voitures électriques sont très chères à l'achat, puisqu'il faut compter 25 000 à 30 000 euros, ce qui n'est pas à la portée de toutes les bourses, et les gens qui ont peu d'argent n'ont pas forcément les moyens de s'équiper.

De plus, si vous habitez en collectif, vous n'avez pas de prise pour vous connecter chez vous à votre tarif, qui est le plus intéressant, et vous êtes obligé de recharger sur les prises extérieures qui ont, aujourd'hui, un surcoût assez significatif, comme je viens de l'évoquer.

Cet amendement va donc dans le bon sens, bien qu'il soit trop peu ambitieux. 200 euros pour une prise par foyer, c'est trop léger, étant donné qu'une prise coûte 750 euros et que les personnes qui vivent en collectif ne peuvent en bénéficier.

Il serait simple, si on poussait la chose pour être vraiment « écolo », dans le bon sens et jusqu'au bout, de profiter de la filière nucléaire qui est une filière d'excellence française pour produire de l'énergie nucléaire le plus possible, donc baisser le coût de l'électricité le plus possible, ce qui permettrait vraiment de rendre ce moyen de transport attractif pour les foyers et qu'il ne prenne pas des airs d'écologie punitive, puisque la hausse du coût des recharges vient de la part d'électricités vertes qui entrent dans le quota d'énergies pour la recharge.

Par conséquent, nous voterons pour et, je le dis encore une fois, méfiance, il reste beaucoup de choses à améliorer là-dessus.

Merci.

M. le Président.- Merci.

Monsieur LEONARD pour le groupe Communiste et Républicain.

M. LEONARD.- Merci, Monsieur le Président.

Cet amendement ne nous paraît pas utile et nous voterons contre. Aujourd'hui, le principal frein au développement de la voiture électrique, c'est en réalité le coût d'achat du véhicule, surtout si on le compare à celui d'un véhicule thermique. Il est donc faux de dire, comme c'est écrit dans l'amendement, que le principal frein, c'est le manque de bornes et de branchements.

Concernant l'installation de prises dans les logements individuels, elle fait l'objet d'avantages fiscaux conséquents de la part de l'État. Le maillage des bornes électriques est en forte croissance mais ne peut être vu au coup par coup sans stratégie globale. La Région soutient d'ailleurs les collectivités en ce sens *via* les CRST, mais il n'y a que peu de demandes, car les financements annexes sont nombreux et génèrent des recettes qui permettent d'ailleurs d'amortir les investissements dans la durée.

De plus, comme c'est prévu dans le Budget primitif, un réseau de véhicules électriques en autopartage va être déployé et un réseau de bornes y sera associé et pourra être développé si besoin.

Enfin, notre Région travaille également à un schéma d'avitaillement prenant en compte les thématiques de l'hydrogène, entre autres, pour lequel les équipements futurs nécessiteront un fort soutien de notre part, alors que les bornes sont déjà subventionnables avec un modèle économique qui fonctionne. Il est donc plus logique de porter l'effort de la Région sur ces nouveaux équipements.

Merci.

M. le Président.- Merci, Monsieur LEONARD.

Monsieur FOURNIER pour Écologie et Solidarité.

M. FOURNIER Charles.- Merci, Monsieur le Président.

Pour répondre à Madame ESSAYAN, évidemment, je ne m'oppose pas aux véhicules électriques. Simplement, je faisais la remarque que, sur les mobilités, le fait de remplacer les rames pouvait favoriser la qualité des transports et du report modal et qu'à l'inverse, je n'étais pas sûr que ce développement y contribuerait. Mais, indépendamment de cela, je voudrais nuancer un propos dans le corps d'explication de l'amendement.

Nous sommes une région qui n'est pas assez dotée, mais nous sommes une région qui est au-dessus de la moyenne des régions et qui est plutôt, à de nombreux endroits, supérieure à d'autres régions. Les difficultés qu'on a en la matière ne sont pas tant de déployer des bornes un peu partout que d'avoir des points de charge suffisants dans les stations, car, parfois, vous avez des stations de charge où il y a peu de points, et, du coup, il y a aussi une question de rentabilité de ces points d'accès à l'énergie électrique.

Il y a un « bazar » global sur les tarifications. C'est incompréhensible. On ne peut pas utiliser les mêmes modes de paiement, on a des endroits où c'est gratuit, où c'est à la charge, où c'est à l'unité. Bref, la situation n'est évidemment pas satisfaisante. C'est un premier élément.

Deuxième élément essentiel, nous, nous ne parions pas sur le tout-électrique et, d'ailleurs, il ne faudrait pas passer sous silence, comme vous êtes capables de le faire sur de nombreuses énergies, les défauts aussi de la voiture électrique, et il y en a encore beaucoup, comme l'aluminium, la batterie. Tous ces sujets-là sont à travailler, ce n'est pas l'eldorado futur. Il en faudra dans le mix énergétique et c'est pour dire qu'il y a d'autres sources d'avitaillement possibles, d'autres sources de motorisations qui sont possibles dans notre Région, et c'est pourquoi nous travaillons sur un schéma d'avitaillement – nous aurons les résultats au mois d'avril ou de mai – qui nous permettra d'aménager le territoire en matière d'avitaillement sur tous ces sujets. Jusqu'à maintenant, tout le monde y est allé un peu à l'opportunité et on a des déséquilibres, on n'a pas forcément une organisation du territoire pertinente de ce point de vue. Je voudrais dire que la Région aide déjà, à travers les CRST, les stations électriques, c'est possible dans nos contrats, mais il faut organiser cela.

Du coup, en l'état, mettre de l'argent immédiatement pour payer à l'unité la charge ou la borne, ce n'est pas, pour nous, une bonne idée. Il faut attendre les résultats de cette étude, qui vise justement à définir les systèmes d'aide que la Région pourra engager pour être au bon endroit et pour être pertinent, pour que le sujet avance mais pour qu'il avance aussi sur le biogaz, sur l'hydrogène, de sorte que nous ayons une vision de projection sur l'avitaillement et les motorisations dans notre Région.

M. le Président.- Merci.

Je mets aux voix en faisant remarquer que les votes ont été annoncés positifs pour les groupes de l'opposition, unanimes, et que nous avons des votes défavorables du côté de la majorité. J'ai résumé la situation ? Je vous en remercie.

(Mis aux voix, l'amendement du groupe Centre, démocrate, républicain et citoyen est rejeté)

Contre : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain
Pour : Centre, démocrate, républicain et citoyen / Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés

M. le Président.- Je fais la synthèse des amendements. Un seul amendement est adopté, deux sont retirés. L'amendement adopté, c'est l'amendement sur l'éducation et les lycées, tel que présenté tout à l'heure. Notre projet de budget fait donc l'objet d'un seul amendement sur l'ensemble de ceux qui ont été débattus et je vous en remercie.

Nous devons donc maintenant formuler plusieurs votes.

Il s'agit du vote du budget qui se compose d'un premier vote sur les balances au chapitre en crédits de paiement et autorisations de programme, autorisations d'engagement et les AP et AE par fonction et par politique régionale, telles que présentées dans le document entre les pages 173 et 185.

Qui vote pour ce budget ?

(Mises aux voix, les balances sont adoptées)

Pour : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain
Contre : Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés / Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- Je vous remercie.

(Applaudissements)

Pour être précis, le budget est adopté par 41 voix contre 35.

Je mets au vote les affectations et la modification des dates limites d'affectation, telles que présentées dans les pages 186 à 196.

(Mises aux voix, les affectations et la modification des dates limites d'affectation sont adoptées)

Pour : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain
Contre : Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés / Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- Même vote, on est donc sur une adoption, 41 voix contre 35.

Je mets au vote la gestion de la dette et de la trésorerie, telle que présentée en page 197.

(Mise aux voix, la gestion de la dette et de la trésorerie est adoptée)

Pour : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain
Contre : Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés / Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- Même vote.

Les dispositions diverses, vote global, des pages 198 à 200.

(Mises aux voix, les dispositions diverses sont adoptées)

Pour : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain
Contre : Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés / Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- C'est donc adopté dans les mêmes conditions.

Le tableau des emplois et du suivi des effectifs, tel que présenté en page 201.

(Mis aux voix, le tableau des emplois et suivi des effectifs est adopté)

Pour : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain
Contre : Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés / Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- Le budget, chers collègues, est adopté après un débat de six heures, et je vous en remercie.

(Applaudissements)

Nous allons suspendre nos travaux le temps du déjeuner. Il est 15 heures 22, je vous propose que nous reprenions à 16 heures 30.

Monsieur FESNEAU ?

M. FESNEAU.- Monsieur le Président, c'est juste un rappel au règlement sur deux choses au titre de l'organisation de nos débats.

Premier élément, je pense qu'on pourrait tous partager cela, ce serait bien qu'on ait un horaire, un vague horaire de fin, quitte à reprendre plus tôt, parce que commencer à manger à 15 heures 30, on a beaucoup parlé de santé et, en termes de rythme, je trouve cela un peu bizarre. Je pense donc qu'on pourrait se mettre d'accord, et je vous remercie d'avoir tenu les débats comme vous l'avez fait, ce qui a permis à chacun de s'exprimer. C'est bien que chacun ait pu le faire, ce n'est pas le sujet. Mais peut-être qu'on pourrait avoir des pauses au moment où il doit y avoir les pauses. Ce n'est pas que je veuille avoir un rythme figé, vous me connaissez, mais, enfin, avoir un minimum.

Deuxièmement, sur l'organisation des débats, quand je vois le temps qui a été pris, est-ce que, ce soir, cela finira à 21 heures, 22 heures, 23 heures ou bien vous faites une pause entre les deux et cela reprendra ? Parce que ce serait bien.

M. le Président.- Je vais vous redire ce que nous avons en commun arrêté ce matin avec les présidents de groupe. Nous avons un point qui doit durer une demi-heure sur l'avenant 19 à la convention TER, pour l'entériner, donc une demi-heure. Nous avons un débat sur le SRADDET, nous l'avons passé en revue et il est prévu pour durer 1 heure 45, ce qui nous fait 2 heures. La carte des formations, c'est prévu pour 2 heures, ce qui nous amènera à un total de 4 heures. La communication des listes, cela ne prend pas de temps, et il y a les questions orales, auxquelles il sera répondu. Ainsi, considérons qu'à partir de la reprise, on aura entre 4 heures 30 et 5 heures d'échanges.

(La séance, suspendue à 15 heures 24, est reprise à 16 heures 54)

M. le Président.- Nous reprenons nos travaux, merci de rejoindre vos places.

Il faut refaire l'appel, parce qu'il y a des élus qui se sont fait remplacer par d'autres, qu'on est d'ailleurs heureux d'accueillir et de saluer, pour nous assurer que nous avons bien le quorum et le fonctionnement normal de notre instance.

Je vous en prie, pour l'appel.

Mme DUPONT.- Je vais commencer l'appel, si vous voulez bien. Je vais le faire par groupe, comme ce matin.

(Madame DUPONT, directrice du Secrétariat général, procède à l'appel nominal)

M. le Président.- Merci pour cette procédure.

RAPPORT N°7 AVENANT N° 19 DE LA CONVENTION TER

M. le Président.- Nous abordons un rapport qui vous a été transmis en procédure d'urgence en fonction du contexte que je vais rappeler, qui concerne l'avenant 19 de la convention TER. Il s'agit de la reprise de la provision pour risques et charges au titre du déficit commercial et il s'agit également, dans ce rapport, de l'engagement de la Région pour la prolongation de l'avenant 2021.

Tout d'abord, le déficit d'exploitation. Je le disais ce matin dans la présentation liminaire, nous avons connu une chute vertigineuse de la fréquentation de nos trains en 2020 puis en 2021, pour les raisons que vous savez. Un grand nombre de nos concitoyens n'ont plus circulé de manière régulière, c'étaient des circulations occasionnelles, et n'ont plus circulé non plus dans le cadre de leur trajet domicile-travail. Pour des régions comme la nôtre, qui ont un bon taux de remplissage de leurs trains, comparé à d'autres régions, trains qui sont très utilisés dans le cadre du trajet domicile-travail et étant donné la proximité avec l'Île-de-France, et je pense à la Normandie et au Centre-Val de Loire, le déficit observé a été très vite colossal, Monsieur le Vice-président, vous qui avez suivi cette affaire au quotidien. Il a été massif, très massif en 2020, tant et si bien que, par rapport à ce que nous avions versé contractuellement à la SNCF mois après mois, l'équilibre des comptes à la fin 2020 faisait apparaître un écart considérable.

Cela a été la même chose pour 2021. Même si l'année n'est pas terminée, on est aujourd'hui en situation d'estimer à quel niveau vont se situer les recettes par rapport à ce qui était prévu par notre convention.

Nous avons très vite, dès 2020, alerté la SNCF en lui disant qu'au vu de notre convention, il n'était ni possible, ni envisageable, ni juste que la Région porte à elle seule les charges de ce déficit d'exploitation, et que si nous voulions bien réfléchir à notre participation à ce déficit, il était indispensable que l'État et la SNCF prennent leur part, l'État comme il l'avait fait dans un certain nombre de situations de même nature et la SNCF au titre de nos engagements conjoints dans la convention. Cela a été un refus catégorique, pendant de longs mois, de participer, un refus catégorique de participer, pas simplement pour le Centre-Val de Loire mais pour l'ensemble des régions, sauf pour l'Île-de-France qui, *via* le STIF, a connu une situation qui s'est dégradée très rapidement et qui avait obtenu une part significative d'avances remboursables de la part de l'État.

On a exercé des pressions permanentes, y compris au moment de la négociation d'éventuelles futures conventions avec la SNCF, y compris en direction du gouvernement, et c'est dans les contacts de septembre, Philippe, qu'on a réussi à débloquer la situation, c'est-à-dire à faire reconnaître à nos partenaires qu'ils ne pouvaient pas nous laisser seuls dans cette situation. Et cela a été une prise de position qui a concerné notamment les deux régions dont je viens de parler, qui étaient largement impactées.

À partir de là, nous avons beaucoup travaillé pour définir à quel niveau ils allaient nous soutenir. On savait que le principe de soutien était enfin acquis, mais il s'agissait de savoir à quel niveau. L'objectif que nous nous étions fixé, c'était que ces interventions couvrent au minimum les deux tiers, nous laissant à nous un tiers. Nous avons donc fait pression jusqu'au bout.

Aujourd'hui, les choses se sont progressivement améliorées et nous avons eu confirmation la semaine passée du niveau d'intervention, *in fine*, à partir duquel nous pensions ne rien pouvoir obtenir de plus, et ce niveau d'intervention est de 62 millions, dans un accord SNCF/État, 62 millions d'euros d'intervention sur notre déficit estimé à 87 millions. En réalité, je pense qu'il sera un peu supérieur à 87 millions, car, avec l'effet de la crise en décembre 2021, on va avoir à nouveau un effet de tirage sur la fin de l'année. Prenons 87-90 millions.

On a aujourd'hui un engagement État/SNCF de couverture à hauteur de 62 millions. C'est pour nous une avancée importante, une avancée significative et, je le disais ce matin, il faut reconnaître cette avancée, car on partait de zéro, c'était « circulez, il n'y a rien à voir ». On a une avancée significative, mais qui ne doit pas nous faire oublier que c'était 87 millions d'euros et qu'avec 62 millions qui sont désormais couverts, il restera 25 millions, soit la moitié du prix d'un lycée, à couvrir sur ce déficit 2020-2021.

Parce que la gestion, c'est la gestion, que le budget, c'est le budget, Marc GRICOURT avait attiré notre attention, avec les services, sur la nécessité de créer des provisions pour qu'en fonction de l'issue de la négociation, on ne soit pas d'un seul coup dans une situation qui aurait complètement submergé et « explosé » notre budget. Et, avec, d'ailleurs, la nouvelle majorité car c'était dans notre session de juillet, vers le 17 ou le 20 juillet, nous avions voté le principe de provisions pour couvrir une partie – ce n'était pas la totalité – des charges dont nous redoutions le poids.

Aujourd'hui, nous sommes en situation, et nous souhaitons le faire dans le courant de l'année 2022 pour qu'on n'ait pas un empilement de complexités comptables, de défaire ces provisions qu'on ne doit pas mobiliser, puisque les factures qui nous seront présentées n'appelleront pas ces sommes. Par conséquent, la délibération a pour objectif de lever les provisions que nous avions constituées et elle met à jour, autant qu'on puisse le faire dans cette période, nos rapports avec la SNCF et avec l'État en la matière.

La délibération vise à lever ces provisions et précise également la manière dont on a avancé dans la négociation avec la SNCF sur la convention. Vous savez que la précédente convention se terminait en décembre 2020. C'est cela, Monsieur le Vice-président ? En décembre 2020. Nous avions en 2020 engagé avec la SNCF un dialogue dur. On va garder le terme de « dialogue », « sympathique », à l'approche des fêtes avec, il faut le dire, des mots « heureux ». On a parlé avec le cœur, et là, c'était plus difficile mais c'est resté un dialogue et on est parti d'un niveau qui était, pour nous, intenable et injustifié financièrement et qui ne garantissait pas les critères de qualité auxquels nous sommes tous très attachés. Il y a donc eu une négociation en 2020. Fin 2020, le compte n'y était pas et on a voté un avenant à la convention pour prolonger la convention en cours et on a poursuivi le dialogue. Jusqu'au milieu de l'année 2021, on n'avait guère d'avancées significatives de la part de la SNCF dans notre négociation, des choses qu'on considérait comme restant assez marginales. On a poursuivi le dialogue et, aujourd'hui, on est en situation de vous dire – vous avez vu, d'ailleurs, le niveau d'inscriptions que nous avons faites dans notre Budget primitif – que les choses ont sensiblement avancé, même si elles ne sont pas abouties définitivement, ni financièrement, ni sur la qualité du service que nous attendons. Mais cela avance et cela avance très correctement.

Ainsi, on ne sollicite pas une prolongation pour un an de la convention, on sollicite une prolongation de l'avenant pour six mois, jusqu'au 30 juin 2022, de manière que durant le premier semestre 2022, si possible au début du premier semestre 2022, on puisse tomber d'accord avec la SNCF et engager à partir du 1er juillet 2022 une convention si – je dis bien « si », parce que rien n'est gagné et il faut qu'on soit très exigeant là-dessus – la SNCF porte vers nous des propositions conformes à nos attentes, et financières, et qualitatives.

Il s'agit donc de prolonger. Avec le vice-président Philippe FOURNIÉ, chargé des Transports, ce dont nous avons convenu, c'est qu'au regard de l'avancée de ces discussions, il y ait, au début de l'année 2022, un échange entre lui et la Commission « Transports » pour que vous puissiez savoir où nous en sommes et le chemin qui peut être à parcourir pour la convention définitive.

Par conséquent, nous portons vers vous dans ce rapport les éléments suivants. Nous décidons d'approuver l'avenant 29 à la convention TER/TET 2014-2020 joint en annexe et habilitons le Président à signer. Nous décidons de porter le montant de la contribution 2020 à 204 millions d'euros une fois prises en compte les interventions de l'État de la SNCF. Nous décidons de la reprise intégrale de la provision de 46,8 millions d'euros pour 2020, en sachant que la reprise de cette provision sera imputée au chapitre 945-7815, programme 2499, de porter le montant de la contribution 2021 à 233 273 455 millions, d'abonder l'affectation 2021 n° 130-874 de 18 266 000 euros sur le disponible de l'AE et d'approuver la contribution TER d'un montant de 107,5 millions d'euros au titre des six premiers mois de l'exercice 2022, tel que c'est inscrit dans notre budget, enfin, d'engager cette somme de 107,5 millions sur le disponible de l'affectation votée au BP 2022.

Voilà l'état. C'est un point d'information avec des incidences budgétaires importantes, globalement heureuses, car on est plutôt satisfait de porter cela vers vous, satisfaits non pas pour nous-mêmes mais pour les finances de l'assemblée, de la Région surtout, et ce, dans une détermination toujours très forte mais dans une confiance un peu plus grande sur la possibilité d'aboutir avec la SNCF dans des délais normaux.

Est-ce qu'il y a des points d'information sur ce rapport ? Il s'agit plus d'un rapport d'information sur l'état de la négociation et il s'inscrit dans un parcours visant à la stabilisation de la convention.

Oui, je vous en prie.

Mme ESSAYAN.- Merci, Monsieur le Président.

Cette décision est une bonne nouvelle, attendue par notre collectivité. Les informations que vous nous avez données sont rassurantes. Comme vous l'avez dit, votre majorité s'était inquiétée de l'incertitude quant à la compensation des pertes d'exploitation dues aux conséquences de la crise sanitaire et vous en avez fait état. Eh bien, vous le voyez, la puissance publique a entendu votre appel, elle est au rendez-vous et c'est un exemple concret de réussite d'un travail commun entre la SNCF, l'État et les régions.

Comme vous l'avez dit, les choses avancent très correctement et nous souhaitons que cela continue, bien sûr. Je pense donc qu'il faut simplement saluer ce travail et nous réjouir que ce soutien apporte la visibilité et la sérénité nécessaires pour la poursuite de la politique de transport ferroviaire de notre Région.

Merci.

M. le Président.- Merci à vous.

Monsieur FORISSIER, et, après, je donnerai la parole à Monsieur GODET.

M. FORISSIER.- Merci, Monsieur le Président.

Juste un mot pour dire d'abord, qu'il convient effectivement de se féliciter et de vous féliciter du travail qui a été réalisé, en notant et en rappelant quand même que nous avons, les uns et les autres et en particulier le groupe que je préside, donné de la voix dans cet hémicycle mais aussi dans la presse et publiquement, l'idée étant de concourir, à pousser à ce que cette négociation aboutisse. En tout cas, je crois qu'on peut se féliciter les uns et les autres de ce bon résultat.

Deuxièmement, vous évoquez, du coup, l'accélération, et les choses paraissent en bonne voie, de la discussion sur la nouvelle convention. On ne fait donc, si je comprends bien, que prolonger l'avenant de six mois pour essayer d'être, au 1er juillet, dans une logique de convention avec la SNCF.

J'attirerai simplement votre attention sur deux points, car on sait que les discussions ne sont pas faciles et qu'il y a des enjeux financiers importants.

Il faut qu'on soit extrêmement exigeant, mais j'imagine que vous le serez, avec nos partenaires bien aimés de la SNCF sur, d'abord, la qualité du service, car c'est un sujet qui revient régulièrement. Ce n'est pas simplement dans les trains, c'est aussi une question d'horaires, c'est aussi une question de dialogue au quotidien pour aménager les choses, y compris les horaires, parfois, qui doivent changer.

J'attire également votre attention, même si ce n'est pas directement le sujet puisqu'on est plutôt sur le TER, sur le fait d'introduire la question des arrêts de TET dans la discussion. Cela doit faire partie des demandes au titre de l'aménagement du territoire et du rayonnement de la Région et je pense en particulier, et vous connaissez cet exemple, aux arrêts de Châteauroux-Limoges à Argenton-sur-Creuse, voire à Issoudun, même si c'est surtout à Argenton-sur-Creuse, car il y a Vierzon qui est à côté d'Issoudun et ce n'est pas pareil. Si on veut que nos territoires soient irrigués, accueillent des familles et des entreprises, y compris avec une part de télétravail dans certaines familles qui viennent habiter chez nous plutôt que dans la grande métropole parisienne, il faut qu'on ait des trains qui s'arrêtent et qui fassent des allers-retours réguliers. Et vous savez comme moi – j'y participe beaucoup – qu'on a un peu un bras de fer là-dessus sur certains arrêts ; c'est le cas d'Argenton mais il y a d'autres endroits concernés dans la Région.

La discussion, même s'il faut avancer, j'en suis bien conscient, même si on est content de ce résultat et, encore une fois, il faut s'en féliciter, elle ne doit pas oublier qu'il y a tous ces aspects d'irrigation du territoire et pas seulement sur le TER. Il y a aussi la question – Philippe connaît bien cela – des connexions, des correspondances, etc. Je crois qu'il faut avoir cette exigence aussi.

En tout cas, nous serons là pour vous aider et n'hésitez-pas à nous demander de donner de la voix, même discrètement. Nous voterons bien sûr cet avenant.

M. le Président.- Merci pour ces interventions et l'esprit qui les anime.

J'ai Monsieur GODET, puis Monsieur Philippe FOURNIÉ.

Monsieur GODET.

M. GODET.- Merci.

Nous aussi, nous saluons l'issue de cette négociation – on reconnaît bien là le fin négociateur que vous êtes. La négociation avec l'État et la SNCF est, pour nous aussi, un soulagement par rapport au fait qu'effectivement, cela vient alléger les provisions qu'on avait faites. C'est donc plutôt et même certainement une bonne nouvelle.

On note tout de même que l'effort de 26 millions d'euros – ou 25 millions, vous avez dit 25, je n'ai pas les chiffres exacts –, n'est pas anodin et cela interroge plus globalement, selon nous, le modèle économique du transport ferroviaire, particulièrement avec la crise Covid qui, on le voit, perdure et crée une forme d'incertitude sur les fréquentations aussi de 2022. Nous aurons donc une attention toute particulière sur la prochaine convention TER.

On pense quand même que le fait de prolonger de six mois cette convention qui existe déjà vient aussi sécuriser, et ce n'est pas plus mal, les six premiers mois de l'année. Mais la prochaine convention TER devra aussi donner envie de prendre le train et il faudra être particulièrement attentif à la tarification, à l'intermodalité, à la simplification, et je rejoins également Nicolas FORISSIER sur les lignes TET et les arrêts TET.

Encore un combat commun, Nicolas ! Pas mal.

M. le Président.- Merci à Monsieur GODET.

Y aura-t-il une intervention du groupe Communiste et Républicain ? Non.

Philippe FOURNIÉ, qui est le vice-président en charge de ce lourd secteur.

M. FOURNIÉ Philippe.- Oui, Monsieur le Président, chers collègues, quelques mots.

On est parti de loin, on est arrivé à « pas mal », mais c'était juste pour régler une période extrêmement surprenante pour la Région, avec un déficit qui ne vient pas de rien. Contrairement aux Intercités et contrairement à d'autres régions, nous avons souhaité maintenir un ensemble assez cohérent et assez régulier de trains, et c'est pour cela que le déficit peut paraître important par rapport à d'autres régions. Mais, le Président le disait, nos trains, notamment les liaisons avec la région parisienne, sont extrêmement empruntés et la fréquentation est bonne.

Ce temps-là nous a permis aussi, au-delà de la négociation financière, de continuer une négociation avec la SNCF, bien sûr une négociation financière mais pas seulement, car il y a deux éléments. Le premier élément, et le Président le disait très justement, ce sont les critères de qualité, de ponctualité, etc., sur lesquels il faut travailler. Deuxième élément, c'est ce qu'on appelle les services annuels, c'est-à-dire, petit à petit, dans l'année et année après année, la nécessité de faire évoluer notre offre ferroviaire pour qu'elle corresponde aux besoins des territoires et aux politiques qui évoluent. Je prendrai deux éléments là-dessus.

Premier élément, nous allons prendre en compte l'arrivée, non pas de la convention mais de la concurrence. On est dans un modèle concurrentiel, c'est-à-dire qu'autour de nous, d'autres régions ont fait le choix de la concurrence et on a des interactions avec ces autres régions. Mais n'oubliez jamais qu'entre le choix de la concurrence et l'arrivée de la concurrence, il y a un minimum quatre ou cinq ans. Cela dit, notre convention qui est une convention avec l'opérateur historique va être aujourd'hui confrontée à un monde concurrentiel avec aussi d'autres opérateurs, des opérateurs tout à fait privés. Cela s'appelle Railcoop, qui a dessiné un sillon dans notre Région sans nous en parler. Il y a d'autres opérateurs comme Le Train, une société qui émerge à Angoulême, mais aussi – je les appelle les trains « MACRON », mais ce n'est pas cela – des Ouigo qui viennent en concurrence de nos Rémi Express. C'est le premier point, le fait qu'on va avoir une convention par laquelle ce qu'on est en train de construire se fait dans un monde concurrentiel.

Deuxième élément par rapport à l'ancienne convention, ce sont deux choses : d'une part, on a intégré les Rémi Express, les anciennes lignes Intercités et, d'autre part, on réfléchit à un autre avenir ferroviaire, un avenir ferroviaire pour les lignes de desserte fine du territoire, et c'est une réflexion qu'on intègre déjà dans la future convention.

Je ne vais pas rentrer plus loin dans la négociation mais voilà le sujet.

Concernant les Intercités, oui, il y a plusieurs intercités qui traversent notre Région, pas uniquement la ligne POLT mais aussi la ligne Nantes-Lyon, sur laquelle il va y avoir un renforcement de l'offre Intercités. Bien sûr, on travaille dans le cadre des schémas directeurs avec les services de l'État, avec les services du ministère et d'Intercités.

Sur ces dessertes, il faut qu'on soit complémentaire. Déjà, la principale avancée – cela n'a pas été dit mais moi, je vous l'annonce, même si vous le savez –, c'est qu'à partir de 2024, tous les Intercités de la ligne POLT s'arrêteront à Vierzon, ce qui est tout de même une grande avancée pour le Berry, car Vierzon fait partie du Berry. Après, il faut travailler et on travaille pour que les communes qui sont plus au sud de Vierzon, c'est-à-dire Issoudun ou Argenton mais aussi des communes de Nouvelle-Aquitaine, puissent bénéficier d'arrêts beaucoup plus fréquents d'Intercités. On travaille sur ces schémas et on travaille de la même façon sur la ligne Nantes-Lyon ainsi que sur la troisième ligne – j'allais l'oublier, Monsieur le Président –, Paris-Clermont, avec notre Paris-Nevers.

Voilà ce que je voulais vous dire.

M. le Président.- Merci.

Je crois que j'ai une demande de parole de Monsieur CHASSIER pour le Rassemblement National.

Monsieur CHASSIER, vous avez la parole.

M. CHASSIER.- Oui, Monsieur le Président, j'avais utilisé l'outil de demande de parole, mais on n'a pas dû le voir et je suis désolé…

M. le Président.- Je vous en prie. Je vous en prie.

M. CHASSIER.- …de devoir intervenir, en quelque sorte, après la réponse du vice-président.

Je vais donc être bref, pour dire que cet avenant porte en effet sur une période exceptionnelle avec une situation tellement inédite qu'elle n'avait pas, évidemment, été envisagée dans les différentes clauses de la convention, et nous vous remercions de porter cet avenant à l'ordre du jour de notre session plénière, car il s'agit en effet de montants significatifs. Au passage, nous avions regretté, par le passé, que cette convention et ses révisions périodiques soient examinées seulement en Commission permanente alors qu'il s'agit d'une politique régionale dont vous soulignez à juste titre l'importance et d'un montant de l'ordre de 200 millions d'euros. Avouez qu'on ergote parfois en plénière pour des montants plutôt dérisoires en comparaison.

Sur le fond, nous pensons que l'accord trouvé est plutôt satisfaisant. Pour l'année 2020, nous maintenons un statu quo avec une contribution équivalente aux acomptes versés et, pour 2021, la contribution serait portée à 251,4 millions d'euros. Évidemment, il aurait été préférable de pouvoir échanger en Commission pour avoir davantage d'informations, mais nous comprenons cette procédure d'urgence.

Sur les impacts liés au Covid estimés à 88,7 millions d'euros, la Région Centre-Val de Loire participe à l'effort de prise en charge à hauteur de 26,7 millions, soit 30 %. On peut donc estimer en effet que cet accord est satisfaisant pour la Région, mais il n'est pas certain que nous aurions obtenu autant d'un autre opérateur. La question du renouvellement de la convention a sans doute pesé dans la balance.

Nous sommes également favorables à la prolongation de la convention durant le délai des négociations, en reprenant toutes les remarques qui ont été faites au sujet de l'exigence de qualité pour cette future convention, et nous approuvons sa négociation de gré à gré tant que, en effet, l'ouverture à la concurrence n'est pas imposée.

Nous demeurons, pour notre part, prudents face à cette ouverture qui nous semble difficilement conciliable avec la notion de service public. En effet, le principe d'égalité d'accès aux services publics est lié, à mon sens, à la notion de péréquation tarifaire, ce qui veut dire que les lignes rentables contribuent à financer celles qui ne le sont pas ou qui le sont moins, ce qui n'est plus possible dès lors que l'offre est découpée entre plusieurs opérateurs, mais c'est le prix de la soumission à Bruxelles. Je comprends que, pour le moment, notre Région n'a pas fait ce choix et nous approuvons ainsi cette idée de poursuivre les négociations.

Je vous remercie.

M. le Président.- Merci, Monsieur CHASSIER.

Chaque groupe qui a souhaité s'exprimer a pu le faire et les explications ont été apportées autant que nécessaire.

Je vous propose donc de mettre au vote.

(Mis aux voix, le rapport est adopté à l'unanimité)

Pour : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain / Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés / Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- Mesdames et Messieurs les Présidents de groupe, on est donc sur une unanimité sur ce rapport, je vous en remercie.

Nous alors aborder maintenant le rapport point d'étape sur le SRADDET, qui va être présenté par Dominique ROULLET à distance.

RAPPORT N°5 PRESENTATION DU POINT D'ETAPE DU SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET) CENTRE-VAL DE LOIRE

M. le Président.- S'il me le permet, je souhaite redire, pour qu'on soit très au clair là-dessus, que dans les six mois qui suivent le renouvellement, les textes prévoient qu'un point d'étape soit fait sur le SRADDET. Comme le SRADDET porte un certain nombre de domaines obligatoires qui vont être bousculés par la récente loi Climat et Résilience, nous aurions aimé que les modifications générées par Climat et Résilience puissent être associées, intégrées à nos débats.

J'avais donc demandé à l'État que nous puissions surseoir à la présentation de ce point d'étape pour qu'au printemps, lorsque nous aurons les décrets de la loi et que nous pourrons les intégrer, nous puissions à la fois faire un point d'étape et intégrer des modifications. J'ai ressenti une réticence du côté de l'État s'agissant d'un document qui, ensuite, inspire les SCoT, les PLUi, etc., car c'est un document qui a une valeur juridique, et je ne veux qu'en aucune manière la forme ne soit pas respectée, car cela pourrait introduire des contentieux et fragiliser la méthode. À partir du moment où l'État ne fait pas d'exemption à la règle des six mois, nous avons une présentation point d'étape aujourd'hui, qui va très certainement être suivie, dans les mois qui viennent, d'un nouveau débat où il s'agira d'intégrer l'effet des décrets relatifs à la récente loi. Aujourd'hui, nous avons donc à la fois ce point d'étape et la décision de faire courir les effets de ce SRADDET au-delà de notre débat, jusqu'à la prochaine modification.

Monsieur ROULLET, vice-président à l'aménagement du territoire, qui a beaucoup travaillé à l'élaboration de ce SRADDET, avec notamment Charles FOURNIER, et qui en suit aujourd'hui les effets dans le dialogue avec les collectivités territoriales, dans le dialogue avec l'État, va vous présenter cela et, évidemment, si Charles FOURNIER souhaite intervenir dans le débat, il le fera bien légitimement.

Monsieur ROULLET.

M. ROULLET.- Monsieur le Président, je suis très heureux de vous retrouver, même en visio.

Le SRADDET, Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, est un document que je qualifierais de stratégique. Il y a toujours eu, pour ce type de document, des débats pour savoir comment il se positionne par rapport aux autres. Je pense que c'est véritablement un document qui doit rester sur les bureaux et qui doit être constamment dans notre réflexion pour agir.

J'ai défini le SRADDET en disant, tout d'abord, que c'est un exercice qui est prévu par la loi et que ce n'est pas, je dirais, une fantaisie des régions. Ainsi, c'est un document obligatoire et nous nous livrons à cet exercice. En fait, pour rendre les choses un peu plus lisibles, compréhensibles et pour voir les enjeux, je reprendrai la formule que j'avais mise en avant, qui était de dire qu'il s'agit de dessiner la Région de demain et d'anticiper un certain nombre de choses. En effet, il nous faut, à mon sens et c'est aussi l'objet du SRADDET, envisager et définir un nouveau mode de développement, en sachant qu'il y a cette question très importante de réchauffement ou de dérèglement climatique, cette nécessité de transition écologique, avec des chiffres qui sont incontournables, les derniers chiffres du GIEC, lequel va rendre un nouveau rapport. On voit donc bien qu'il faut agir, car, pour reprendre le terme du rapport de demain, il y a une question d'urgence climatique.

Bien évidemment, je salue Charles FOURNIER et les collègues qui ont travaillé sur le SRADDET. Je voudrais aussi remercier Nathalie ARTIGES et Stéphanie BROCHARD, des services, qui, depuis des mois et des mois, sont en alerte sur un sujet d'une très grande complexité.

Aujourd'hui, comme vous l'avez dit, Monsieur le Président, nous sommes à un point d'étape, ce qui veut dire que ce n'est pas un point d'évaluation. C'est un point d'étape, il y a eu la pandémie et, sur beaucoup de sujets, l'action a été mise en sommeil, je dirais l'action visible. Cela étant, j'ai continué à travailler avec vous, Monsieur le Président, avec mes collègues, avec les services pour consolider le socle qui avait été construit et qui a fait que nous sommes une région qui a été une des premières à adopter le SRADDET, puisque nous l'avons adopté en décembre 2019 et qu'il a été validé par Monsieur le Préfet en février 2020 dans un délai très rapide. Je pense que, ce délai ayant été très rapide, la copie était très acceptable, et je reprends ce qui a été dit précédemment sur le SRADDET : « document solide, document sérieux ». Je pense que ces deux qualificatifs sont tout à fait adaptés à l'exercice auquel nous nous livrons et au document qui a été communiqué à l'ensemble des élus et des partenaires.

Nous avons donc construit un socle. Aujourd'hui, il y a la loi qui prévoit une rencontre sur le SRADDET dans les six mois. Ce n'est pas un point d'évaluation, mais un point d'étape. Pourquoi ? Parce que, je l'ai dit, on n'a pas pu, malheureusement, faire ce qui était prévu et ce que nous aurions voulu faire. Cependant, on a quand même agi, et s'il y a une question en ce qui concerne l'évaluation, je pense qu'elle peut être acceptable si elle porte, justement, sur le travail qui a été accompli mais aussi sur le document qui a été produit. Je pense que les bases sont véritablement très solides.

On a, sur ce document, 4 objectifs, 20 orientations et 47 règles. J'y reviendrai tout à l'heure plus dans le détail.

Vous le savez, tout le monde en est convaincu, on est dans une période difficile de crise sanitaire depuis maintenant deux ans, de crise économique, de crise sociale qui malheureusement peut durer. J'espère que la crise sanitaire, en tout premier lieu, sera derrière nous dans quelque temps, mais on est confronté à cette question qui inquiète nos concitoyens.

Je le dis par rapport aux différentes interventions qui vont avoir lieu dans ce débat, je pense, et je voudrais partager ce sentiment, en période de crise comme celle que nous connaissons, avec des drames sur le plan économique, sur le plan social, sur le plan aussi individuel et des familles, avec des décès, avec aussi des séquelles, qu'il nous faut, en tant qu'élus, et je ne parle pas seulement des élus de la Région mais de l'ensemble des élus, rassurer et aussi protéger, et non pas rajouter des considérations ou des appréciations alarmistes au débat qui est devant nous.

Le SRADDET sera un document stratégique, un document qui va impacter les documents d'urbanisme locaux, les PLUi, les SCoT, les PCAET, et on est donc aujourd'hui à la fois à un aboutissement au regard du travail qui a été réalisé et à la veille ou au début d'une toute nouvelle étape visant à ce que le SRADDET soit pris en compte, adopté par le plus grand nombre de nos concitoyens et d'élus et qu'on puisse passer ensemble à l'action.

Il s'agit donc d'un document obligatoire, et je pense que la position qui doit être la nôtre, à la fois pour rassurer et protéger, c'est de dire que le document que nous produisons et la méthode que nous allons adopter pour la concertation et pour la décision, c'est une méthode qui permettra de prendre l'avis du plus grand nombre et qui nous permettra de partager l'ensemble des objectifs, des orientations et des règles qui sont proposés dans ce document.

J'ai pu rencontrer les membres de la commission du CESR et j'ai aussi été accueilli lundi par le CESR pour présenter le SRADDET comme je le fais aujourd'hui, et je peux dire qu'il n'y a pas de difficulté majeure dans l'appréciation du travail qui a été réalisé, donc un travail sérieux, et tout le monde a la volonté, maintenant, de passer à l'action et de définir les modalités de ce passage à l'action.

Parallèlement, j'ai contacté le président de la conférence des SCOP, laquelle doit se réunir, en lui proposant, s'il le souhaitait – bien évidemment, c'est sa liberté –, d'associer la Région, et la réponse a été positive, ce qui, je crois, est une bonne chose, car plus on associera d'acteurs, quels qu'ils soient, plus on sera en mesure de nous livrer à un exercice qui sera capable d'arriver à un consensus.

Des questions sont posées et il nous appartiendra d'y apporter des réponses, en sachant que quand on parle du SRADDET, il y a des questions, et j'en reparlerai, qui reviennent à chaque fois, qui sont la question de l'artificialisation des sols et la question de la gouvernance.

Nous, ce que nous proposons en ce qui concerne cette gouvernance et la méthode pour y associer le plus grand nombre, c'est de réunir à nouveau la structure qu'on avait déjà réunie, à savoir le cercle des acteurs, qui est une CTAP, qu'on a d'ailleurs réunie il y a quelques semaines avec le Président BONNEAU et Madame la Préfète, avec les EPCI, les SCoT, les pays, le CESER, l'État bien évidemment, les autorités organisatrices de la mobilité mais aussi l'ensemble des acteurs qui sont compétents en matière de déchets et de traitement de ces déchets, voire, plus largement, le secteur agricole, puisqu'on s'aperçoit que ce sont les terres agricoles qui ont été les plus impactées par l'artificialisation, ce qu'il faut, je crois, avoir à l'esprit tout au long de la démarche.

S'agissant de la question du foncier, qui est celle de l'artificialisation, il est proposé d'avoir recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage. C'est un sujet compliqué et il faut absolument avoir une assistance et une vision qui soient extérieures.

Nous pensons aussi à réunir des échantillons de citoyens – j'ai cité aussi tout à l'heure la conférence des SCOP, auxquelles nous serons associés – et, bien évidemment, l'ensemble des élus du territoire. Je note à cet égard que nous avons lancé il y a environ deux mois un questionnaire en direction des territoires sur les sujets majeurs que sont l'énergie, les déchets, l'artificialisation ou les friches. Ce sont des sujets qui reviennent et qui préoccupent l'ensemble de nos concitoyens, quels qu'ils soient.

Concernant la portée du SRADDET dans son contenu, il y a plusieurs choses.

Il y a d'abord la question de cette artificialisation qui revient tout le temps dans les discussions, et si elle revient, c'est parce qu'elle emporte beaucoup d'autres sujets. Quand on parle d'artificialisation, on pense à un certain nombre de structures commerciales, d'entreprises à la périphérie de villes moyennes ou de villes plus importantes. C'est ce qui vient principalement à l'esprit. J'ajoute, car cela revient de temps en temps, la question aussi du pavillonnaire. Je rappelle que de nombreuses communes, villes moyennes ont perdu des habitants parce qu'il y a un certain nombre d'habitants qui sont allés dans les communes environnantes, le modèle social, le modèle culturel, étant d'avoir sa maison, son jardin, ce qui est totalement légitime, et je précise que je suis aussi sur ce modèle. Ce n'est donc absolument pas une critique mais un constat.

Sur la question de la périphérie des villes avec des constructions qui ont correspondu à un modèle culturel à une certaine époque, je ne jette pas la pierre à ceux qui ont pris ces décisions, puisqu'à l'époque, c'était un porteur de projet qui venait voir le maire et qui lui disait : « Moi, je vais vous acheter un certain nombre de superficies et je vais créer des emplois. » Cela a correspondu à une époque, comme une époque a correspondu à la construction de tours pour loger nos concitoyens, comme une époque a consisté à demander aux agriculteurs de nourrir la France, et ceux-ci ont mis ce qu'il fallait et, maintenant, on revient sur ces pratiques. Ce n'est donc pas du tout une critique mais c'est un regard lucide sur le passé. Et face à ces constats, bien sûr, il convient d'envisager l'avenir.

Je parlais d'un certain nombre de villes qui se sont dévitalisées. C'est vrai que l'artificialisation rejoint également cette question des pôles de centralité, la question de la dévitalisation des centres-bourgs du fait de l'émergence d'un certain nombre de surfaces commerciales dans lesquelles le commerce s'est épanoui en périphérie.

La biodiversité impacte, elle aussi, la question, et je l'ai citée, des espaces agricoles, des espaces forestiers, des espaces naturels, et, au centre de ce sujet se pose la question de la préservation et de la valorisation de la biodiversité dans toutes ses dimensions.

Je vais vous donner tout à l'heure, si je retrouve mes documents, une définition de ce qu'il faut entendre par artificialisation. Je l'ai sous les yeux, je vais vous la donner. L'artificialisation, selon la loi, se définit comme « *l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions écologiques, hydriques et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique par son occupation ou son usage* ». C'est un premier élément. Deuxième élément, au sein des documents de planification et d'urbanisme – ce dont je parlais tout à l'heure –, lorsque la loi ou le règlement prévoit des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols ou de son rythme, ces objectifs sont fixés et évalués en considérant comme « *artificialisée une surface dont les sols sont imperméabilisés en raison du bâti ou d'un revêtement, soit stabilisés et compactés, soit constitués de matériaux composites,* [et comme] *non artificialisée une surface soit naturelle, nue ou couverte d'eau, soit végétalisée, constituant un habitat naturel ou utilisé à usage de cultures* ». C'est une définition très précise et très compréhensible.

La question qui est aujourd'hui posée, et c'est l'avenir qui permettra d'y répondre… Le Président citait tout à l'heure la loi Climat et Résilience, et c'est vrai que nous attendons les arrêtés d'application de cette loi. On aura à définir la question de la maîtrise de l'artificialisation en fixant un objectif et en mettant en œuvre des mesures pour l'atteindre. Se posera alors la question du périmètre. Dans quel périmètre doit-on apprécier l'artificialisation ? Je pense qu'il doit être suffisamment étendu pour qu'il puisse y avoir de la souplesse et je m'inscris complètement en faux, comme je le disais tout à l'heure – il faut rassurer et non pas inquiéter –, contre ceux qui considèrent qu'on ne pourra plus rien faire, en particulier dans les territoires ruraux, étant donné que ce sont toujours les territoires ruraux qui sont mis en avant.

Il y a là une question fondamentale et je crois qu'il nous faut avoir à l'esprit un autre élément en disant cela, à savoir que parallèlement à cette volonté de lutter contre l'artificialisation et de préserver les espaces, il y a aussi, dans cette transition avec un nouveau modèle de développement, la nécessité de conforter l'emploi et de créer de nouveaux emplois durables dans des secteurs que je qualifierais d'émergents, et je pense aux énergies renouvelables. Il faut bien avoir en tête ces deux aspects.

Pour ce qui est du calendrier qui pourrait être mis en avant aujourd'hui, il y a une incertitude qui, je l'espère, va se dissiper concernant la loi 3DS, car il pourrait y avoir un amendement pour un délai supplémentaire de huit mois.

Sur la base de ce point d'étape qui nous réunit aujourd'hui, en juin 2022, le Conseil régional mettrait le document en modification, c'est-à-dire qu'il déciderait d'engager la procédure de modification en fonction des éléments dont nous pourrons disposer en termes de loi. Mais cela ne nous empêche pas de prendre en compte d'autres éléments, tels que – je les citais – les éléments qui seraient mis en avant par le GIEC. En septembre 2023, le document pourrait donc être présenté et discuté pour une adoption en février 2024.

Vous le voyez, c'est un calendrier qui s'étire avec peut-être ces huit mois supplémentaires. Je crois qu'ils sont nécessaires si on veut pouvoir échanger avec le plus grand nombre de nos concitoyens et si on veut agir utilement pour que le plus grand nombre puisse s'approprier ce document.

Je citais tout à l'heure la question de l'artificialisation des villes moyennes, mais il y a d'autres sujets qui sont mis en avant dans ce document et qui ont été mis en avant aussi par le CESER, comme la question de l'armature territoriale, avec le renforcement des pôles de centralité – ce sont les villes moyennes. Je rappelle qu'il nous faut conjuguer deux approches en ce qui concerne le territoire régional : la prise en compte de trois territoires, le nord, l'axe de la Loire et le sud, c'est-à-dire l'Indre, le Cher et le Berry, et il faut concilier cette vision de la Région. S'il y a trois territoires, ce n'est pas, à mon sens, pour les opposer, mais c'est une réalité historique qui a d'ailleurs été mise en avant il y a deux ans par une étude de l'INSEE. Il y a donc cette armature urbaine avec les métropoles, les chefs-lieux, les départements et aussi les villes moyennes, auxquels s'ajoutent, il ne faut pas les oublier, les « Petites villes de demain », qui doivent se situer à l'intérieur de leur territoire.

Il y a aussi d'autres questions posées autour de la question de l'artificialisation, comme la question des friches. Les friches se sont multipliées, pas seulement parce que des entreprises, malheureusement, ont fermé et que des bâtiments sont inoccupés, souvent pas adaptés, mais aussi parce qu'il y a eu la fermeture de certains services publics, et il faut absolument voir ce qu'il faut faire pour opérer une reconversion de ces friches, en sachant que cela coûte très cher et que le fonds friches qui avait été mis en œuvre par l'État a été très rapidement consommé.

Et puis, concernant ces friches, et en dehors de l'aspect industriel, il y a un autre aspect pour les collectivités. En général, une collectivité a un projet et elle construit un bâtiment, une structure, alors que là, on est dans l'exercice inverse, c'est-à-dire qu'on a un bâtiment et il faut trouver un projet. Mais je pense que les collectivités ont des projets qu'elles peuvent mettre en œuvre, on a des exemples sur l'ensemble de la Région.

Dans le document, vous remarquerez que nous mettons en avant un certain nombre d'éléments de la politique régionale qui sont mis en œuvre dans le SRADDET. Cela veut dire que nous avons été capables, au niveau de notre Région, de prendre en compte un certain nombre de préoccupations concernant en particulier la transition écologique et d'autres sujets, et je pense aux programmes alimentaires…

M. le Président.- Monsieur ROULLET…

M. ROULLET.- Oui ?

M. le Président.- Si vous pouvez condenser la fin de l'exposé, car j'ai un certain nombre de collègues qui manifestent la nécessité de passer au débat. Je vous en prie.

M. ROULLET.- Oui, d'accord. Je vais continuer, j'aurais pu faire beaucoup plus long, mais on aurait pu faire le réveillon en avance…

Non, en ce qui concerne les objectifs, je ne les reprendrai pas, ce sont 4 objectifs, 20 orientations et 47 règles.

En dehors des friches, il y a également la question de la logistique qui est posée par le document et qui est posée par les rendez-vous qu'on a eus. Il y a aussi le développement des économies renouvelables et des récupérations, avec un programme pluriannuel énergétique, l'instauration d'un Comité régional de l'énergie, qui sera associé à la fixation et à la mise en œuvre du développement des économies renouvelables. Ce comité sera saisi tous les cinq ans à partir de 2023 et aura un rôle de concertation, visera à favoriser la concertation en associant en particulier les communes et les communautés de communes. Je n'oublie pas non plus l'Agence régionale pour le climat et la transition écologique, l'Acte, qui pourra être incluse, bien évidemment, dans ce Comité régional de l'énergie.

Pour tenir dans un temps raisonnable, je pense avoir fait à peu près le tour des grandes questions qui se posent, avec ce sujet central de réactiver l'information en direction des élus pour qu'ils puissent s'approprier le schéma. Il faut déployer, comme le disait Jean-Louis RENIER au CESR, un processus massif et il faut aussi que l'État central soit particulièrement exigeant en ce qui concerne sa responsabilité vis-à-vis des documents d'urbanisme.

Voilà, Monsieur le Président, pour faire court suivant votre demande.

M. le Président.- Merci, Monsieur ROULLET.

Il y a une demande de Philippe VIGIER d'intervenir en premier, car je crois qu'il a des obligations pressantes, et si vous en êtes d'accord, je lui donne bien volontiers la parole.

Monsieur VIGIER.

M. VIGIER.- Merci, Monsieur le Président.

Ce n'est pas une obligation personnelle, mais elle est en lien direct avec le SRADDET, puisque je viens de rejoindre Châteaudun et nous allons évoquer avec la préfète le fameux Schéma départemental d'aménagement concernant les énergies renouvelables.

Monsieur le Président, ce rapport est important. Naturellement, c'est un point d'étape et c'est un élément de communication, comme vous l'avez rappelé, qui intervient six mois après la mise en place des nouveaux Conseils régionaux, mais c'est un document stratégique. C'est un document stratégique parce qu'il doit permettre à tous les acteurs, quel que soit leur niveau de responsabilité, que ce soient des élus, des associations, des entreprises ou encore, naturellement, les services de l'État, de savoir comment imaginer cette Région pour les vingt et trente ans qui viennent, avec un impératif qui a été rappelé par Dominique ROULLET et que chacun a en mémoire, qui est le fait que le réchauffement climatique est là, qu'on doit adapter notre développement mais qu'on ne doit pas opposer développement économique et écologie. Bien au contraire, il faut faire en sorte, au travers d'une vision à 360 degrés dans l'ensemble des secteurs d'influence de la Région mais seulement de la Région, car ce n'est pas qu'un document régional même si c'est un schéma régional, que chacune des strates se sente concernée.

Dominique ROULLET vient de le dire, il ne faut pas inquiéter, nous sommes en pandémie et, c'est vrai, il faut protéger. Pour autant, il faut pouvoir se projeter pendant cette vie difficile de la pandémie et, d'ailleurs, nous sommes au travail cet après-midi. Il faut le faire, et force est de constater qu'il n'y a pas, à l'heure actuelle, d'appropriation de ce document par les acteurs du territoire. D'ailleurs, le CESR l'a très bien remarqué.

Ainsi, ma première demande au nom du groupe, c'est de faire en sorte qu'il y ait cette appropriation. Et cette appropriation doit être beaucoup retravaillée, car le plus grand nombre a ressenti que ce document avait été élaboré par quelques-uns sans même qu'il y ait cette ouverture indispensable, cette démocratie qu'on doit faire vivre, un peu à l'image de ce que nous allons faire tout à l'heure à Châteaudun, de manière qu'il y ait cette appropriation. Il n'y aura plus de projet qui pourra être conçu sans même qu'il y ait une appropriation par tous les acteurs, et j'insiste là-dessus.

Le deuxième élément sur lequel je voulais insister, c'est que ce n'est pas un aboutissement. Au contraire, on va pouvoir travailler dessus et Dominique ROULLET a rappelé des étapes. Nous, nous sommes demandeurs, Président, que, chaque année… Parce que c'est un document qui n'est pas comme les autres, ce n'est pas un schéma parmi tant d'autres, c'est le schéma véritablement structurant qui permet d'envisager les prochaines années. Nous sommes donc demandeurs qu'il y ait une clause de revoyure chaque année et que ce document ne soit un document plaqué depuis Orléans sur la tête de tous les territoires mais, bien au contraire, un document qui tienne compte de toutes les forces vives, en sachant comment sa déclinaison efficace et effective pourra se faire dans chacun des territoires. Et là, après, chacun aura sa place et chacun aura son rôle à jouer. Quel sera le rôle de la Région ? Que va-t-elle faire, par exemple, en matière énergétique ? Je disais à l'instant que nous allons démarrer en Eure-et-Loir un schéma départemental des énergies renouvelables. Pourquoi nous faisons cela ? Parce qu'il y a exigence d'avoir plus d'énergies renouvelables, naturellement concernant le nucléaire, et nous prononçons le mot, mais parce qu'il faut aussi acceptation par les élus, acceptation par les populations. Nous en sommes à monter un schéma départemental et un schéma régional et on peut se donner toutes les ambitions du monde, mais si, demain, on n'a pas une méthode, si on n'a pas des chartes, si on n'a pas un engagement citoyen, nous n'y arriverons pas.

Le second sujet, cela a été dit, c'est celui de l'artificialisation des sols, le problème des friches. Oui, il y a une inquiétude dans les petites villes, vous les avez évoquées, les « Petites villes de demain », les villes sous-préfectures. Oui, il faut avoir la capacité à se développer partout, car une région qui est bien organisée, bien structurée, équilibrée et solidaire passe par des lieux de développement un peu partout, de manière que cette armature soit solide et que chacun s'y sente bien. Et là, c'est aussi le rôle de la Région, me semble-t-il, de donner le la au travers des contrats d'agglomération, au travers des contrats régionaux de solidarité territoriale, mais pas seulement, en lien étroit avec les pays, avec les agglos, non pas dans un lien, comment dirais-je, d'autorité mais dans un lien de coresponsabilité, et cela me paraît tout à fait important.

Ce document qui nous est proposé et qui est, une fois de plus, une photo qui est faite six mois après la mise en place de l'assemblée régionale, conformément à la loi que nous avons votée en août de l'année dernière à l'Assemblée nationale, ne doit pas être pris à la légère. Et moi, j'attends de cette Région, mon cher Président, que, un peu comme dans les Pays de la Loire, nous soyons capables d'être aussi porteurs d'initiatives. Par exemple, si on veut plus de véhicules propres, est-ce que demain, on dira, comme l'ont fait les Pays de la Loire, qu'il y aura une taxe de carte grise dont les véhicules propres pourraient être exonérés ? Est-ce qu'on pourra avoir une feuille de route sur l'hydrogène, telle qu'on pourra l'inventer, en sachant qu'il y a des entreprises dans cette Région qui savent faire cela ? Est-ce qu'on pourra demain, concernant les bornes de recharge électrique pour les véhicules électriques, aller beaucoup plus loin, parce qu'on sait que cette cartographie peine à se mettre en place ? Si je prends un deuxième exemple, c'est celui du logement, car nous avons une faiblesse, qui n'est pas, d'ailleurs, exclusive à la Région Centre, qu'on voit partout et qui est la performance énergétique. On sait que la déperdition d'énergie est très importante dans les logements. Sur l'échelle des performances énergétiques, la moyenne des logements de la Région est à D alors que les objectifs de la Stratégie nationale bas-carbone, c'est A ou B. Cela veut dire qu'on a un effort très important à faire et je pense que le SRADDET peut être un levier formidable. Et pour toucher les milieux ruraux, puisque Dominique ROULLET l'évoquait, on avait dans les Cœurs de villages une politique de logement. Eh bien, il faut la revisiter et faire en sorte qu'on soit à ce rendez-vous.

Ainsi, nous, nous serons acteurs à vos côtés, nous serons acteurs parce que c'est une exigence économique, c'est une exigence sociale, c'est une exigence environnementale, mais c'est une ambition.

Et sur cette ambition, pour terminer, je voudrais vraiment vous dire ce mot, Monsieur le Président et mes chers collègues. Ce soir, on lance un Living Lab régional pour les énergies renouvelables à Châteaudun. C'est quoi, un living lab ? C'est un lieu de respiration qui est un panel citoyen, d'hommes et de femmes, opposés, favorables, avec des experts, des non-experts, des élus. J'ai d'ailleurs eu l'occasion d'en parler à Charles FOURNIER. Parce qu'il faut vraiment que, pour toutes les politiques, il y ait une appropriation, que cette démocratie participative ne soit pas uniquement une incantation que nous portons mais qu'elle soit quelque chose que nous fassions vivre au quotidien. C'est un gage de succès et cela, me semble-t-il, donne un sens à l'action publique que nous conduisons.

Pour toutes ces raisons, sachez que sur ces questions majeures qui sont devant nous, des maîtrises de foncier, des plans locaux d'urbanisme, de réindustrialisation, qui est un mot extrêmement fort à l'heure actuelle. Au moment où il y a beaucoup d'argent qui est mis sur la table à travers les plans de relance, dans lesquels les régions vont apporter leur contribution, et, bien sûr, les agglomérations et les communautés de communes, au moment où l'artificialisation des sols est sur toutes les lèvres, on doit être capable de porter cela ensemble.

Un dernier mot et j'insiste là-dessus, il faut vraiment qu'on fasse travailler les territoires, qu'on fasse confiance aux territoires et qu'à partir des territoires, il y ait cette émergence et que l'agglomération se fasse au travers d'un schéma régional ambitieux, en veillant à ce que l'un ne se plaque sur la tête de l'autre mais qu'au contraire, ce soit une co-construction que nous bâtissons ensemble.

Voilà, Président, voilà mes chers collègues, ce que je souhaitais dire au nom du groupe que je représente.

M. le Président.- Merci, Monsieur VIGIER.

Nous poursuivons pour les présidents de groupe.

Monsieur FORISSIER, vous avez la parole.

M. FORISSIER.- Merci, Monsieur le Président.

Je vais essayer d'être bref, je souhaite que mes collègues puissent avoir le temps.

Quelques mots, d'abord pour dire que, naturellement, nous voterons ce point d'étape, s'il y a un vote. C'est un outil important et je rejoins ce qui vient d'être dit par Philippe VIGIER : il n'y a peut-être pas un problème de concertation mais certainement d'appropriation, et cela veut donc dire un problème de communication sur le SRADDET, ses conséquences, ses réalités, ce qu'il permet, ce qu'il ne permet pas, et je pense que c'est un enjeu majeur des mois qui viennent, puisque nous avons des étapes à franchir. Il faut vraiment aller très loin pour que cette appropriation devienne réelle, et je le dis d'autant plus que cela interviendra dans un contexte compliqué qui est l'empilement, dans l'esprit de nos concitoyens, y compris des élus locaux, des schémas, des règles, des normes, etc. On ne s'y retrouve plus. De ce fait, ce travail de communication doit aussi être un travail de simplification et je pense que le SRADDET peut être un outil pour cela, dans l'esprit de nos concitoyens.

Deuxième remarque que je voudrais faire, qui porte plus sur le fond et qui est un sujet de vigilance dans le travail que nous devons faire, la question de l'artificialisation des sols.

J'entends bien tout ce qui a été dit par Dominique ROULLET et par Philippe VIGIER et je partage assez largement ces préoccupations, mais j'observe, dans les demandes de l'administration de l'État aujourd'hui en matière d'urbanisme, en particulier dans le monde rural, qu'il y a une forte pression à réduire les terres constructibles dans les communes rurales, au nom de l'objectif de zéro artificialisation nette à l'horizon 2050, et que tout cela se fait sur le dos des communes rurales au profit, quand même – disons les choses ! –, des zones urbaines autour des grandes métropoles, qui ont une demande à court terme beaucoup plus importante. Il ne faudrait pas que cela entre en contradiction profonde avec l'évolution que nous connaissons aujourd'hui dans la société, qui est que beaucoup d'habitants des métropoles – et je n'oppose pas, cher Marc GRICOURT, ville et campagne, je dis que c'est dans l'intérêt commun – souhaitent partir, pour des raisons de prix du foncier, d'oxygène, de rythme de vie, parce que le télétravail rend cela possible, et s'installer dans les petites villes ou les communes rurales. Il faut donc leur offrir la possibilité de s'y installer, car on ne va pas dans une commune rurale ou dans une petite ville si ce n'est pas pour avoir un jardin. Ce mouvement, d'ailleurs, est vertueux, utile à notre société et utile à notre Région, y compris lorsque ce sont des personnes de la région parisienne qui viennent s'installer chez nous, car cela donne plus d'oxygène aux métropoles en y faisant un peu baisser la pression, et c'est un peu plus de sang neuf dans les territoires ruraux ou les petites villes.

Il faut donc avoir cela à l'esprit et je pense que le SRADDET doit être l'outil pour travailler à ce rééquilibrage et que les communes rurales ou les petites villes vont avoir besoin, quel que soit l'état des PLU ou des PLUi actuels, de retrouver un peu de marge de manœuvre, au-delà des dents creuses, pour pouvoir accueillir un peu plus de familles et un peu plus d'entreprises. Je sais bien qu'il y a la question des terres agricoles, ce n'est pas moi qui vais dire l'inverse, et je sais bien qu'il y a la question des zones naturelles sensibles, mais le SRADDET doit être un outil qui permette cet équilibre. Il ne doit pas être, à terme, un outil œuvrant un peu au détriment des zones rurales et des petites communes.

Troisième point de vigilance, l'éolien. Le SRADDET, c'est aussi le schéma régional de l'éolien. La préfète de Région a conduit, à la demande du gouvernement, une réflexion sur la présence de l'éolien dans notre Région. J'attire votre attention sur la nécessité d'intégrer dans les travaux que nous aurons dans les mois qui viennent sur le SRADDET cette question qui est majeure pour certains départements qui font tout l'effort, et je n'hésite pas à le dire notamment dans cet hémicycle, alors que d'autres ne le font pas ou ne se sont pas trouvés en situation de le faire. Il y a, là aussi, un besoin de rééquilibrage. Je le dis clairement, dans l'Indre et dans le Cher, on n'en peut plus. En plus, c'est contraire à l'intérêt de l'éolien, car vous avez une espèce de prolifération qui provoque un rejet massif dans certaines régions de notre territoire, et c'est en particulier le cas, même si, je le sais, cela touche aussi un peu l'Eure-et-Loir dans certaines zones, dans l'Indre et dans le Cher.

C'est une question majeure sur l'évolution du SRADDET et je pense que la Région, et je vous le demande, doit être actrice dans cette redéfinition des cartes et cette concertation qui est actuellement engagée par la préfète de Région.

Enfin, dernier point, la conquête des centres-bourgs. Dominique ROULLET l'a très bien dit et il a raison, mais il faut, là aussi, qu'on fasse un travail de simplification.

Aujourd'hui, je le vois, les maires, chez moi, me disent qu'il y en a qui sont « super », ils sont devenus des professionnels de l'ajustement des différents financements et des différents outils pour racheter dans le bourg deux ou trois maisons qui se trouvent les unes dans les autres et en faire une seule avec un vrai jardin, ce qui permet tout de suite d'accueillir des familles. Mais cela coûte assez cher et il faut aller chercher l'argent public. Il y a aussi beaucoup de maires qui n'arrivent pas à faire ce mécano, car ils ont besoin d'ingénierie, d'accompagnement, d'aide au montage des projets. Cela a été dit ce matin dans le cadre de la discussion budgétaire et je pense que c'est un bon exemple, il faut qu'on donne un peu d'oxygène aux communes rurales et aux petites villes et qu'on leur permette, avant, de reconquérir les dents creuses et de restructurer l'habitat. Cela demande, là aussi, de la lisibilité et je pense que, dans le cadre de la réflexion sur le SRADDET, cela pourrait être l'occasion pour le Conseil régional de peut-être

mettre en place un outil beaucoup plus simple, facile d'accès et lisible pour les élus locaux et de mettre en œuvre cette politique, que nous appelons tous maintenant de nos vœux, d'ingénierie de terrain pour pouvoir accompagner le montage des projets.

Je m'arrête, mais vous voyez que le SRADDET, ce n'est pas simplement le SRADDET. Il doit être aussi, me semble-t-il, l'occasion de développer des politiques de simplification, d'action, en continuant la concertation. Il y a eu de la concertation, je le pense, mais le problème, c'est l'appropriation et nous avons tous compris qu'il y avait là aussi une urgence.

Merci beaucoup.

M. le Président.- Merci, Monsieur FORISSIER.

Monsieur Charles FOURNIER a la parole.

M. FOURNIER Charles.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

On pourrait discuter longtemps du caractère réglementaire du SRADDET, de sa prescriptivité réelle, il y aurait beaucoup à dire sur le sujet, mais, en tout cas, j'ai plutôt le sentiment qu'il s'est installé dans le paysage, même s'il y a des enjeux d'appropriation que je rejoins. Mais, de plus en plus, on y fait référence, y compris des habitants de la Région, qui, d'ailleurs, se demandent si le SRADDET va intervenir sur les sujets qui se passent à côté de chez eux. Je le vois sur la logistique, il y a des gens qui se saisissent du SRADDET en disant que ce n'est pas assez, que ce n'est pas encore, mais je crois qu'il est déjà présent dans le paysage, et c'est plutôt, je trouve, une bonne nouvelle.

C'est une bonne nouvelle après un gros travail de concertation et merci de l'avoir dit, Nicolas FORISSIER, car j'avais entendu préalablement Philippe VIGIER et je lui avais répondu en commission qu'on ne pouvait pas dire qu'il n'y avait pas eu concertation. Il y a eu des dizaines et des dizaines de réunions et on en est encore fatigué. François, tu nous as entraînés partout dans tous les territoires, plus de 5 000 citoyens ont été associés à son élaboration, tous les réseaux d'acteurs y ont participé, des groupes thématiques sur tous les sujets. Non, on ne peut pas dire qu'il n'y a pas eu de concertation, ce n'est pas possible.

En revanche, même pour la Région, c'est un sujet d'appropriation qui change aussi la donne pour le Conseil régional, qui invite à positionner notre collectivité en personne publique associée dans les territoires. C'est aussi une position différente sur laquelle on est amené à travailler. Nous avons aussi des enjeux d'appropriation pour trouver cette bonne position dans la relation avec les territoires et avec ce petit pouvoir réglementaire qui nous a été confié ou cette capacité de planification.

L'encre est à peine sèche, il a été adopté en fin d'année 2019, il est donc tout à fait neuf et c'est impossible de l'évaluer aujourd'hui, mais c'est l'occasion de rappeler, en tout cas, nous, les réalités que nous y défendions et que nous continuons d'y défendre.

Il y en a quatre qui sont pour nous centrales.

La première, c'est la question de la résilience des territoires. Au moment où on en parlait, le mot n'était pas présent et, depuis, il a gagné avec la crise Covid des galons dans le discours public, mais, pour nous, c'est un enjeu essentiel, l'organisation de nos territoires, l'organisation de nos productions, pour pouvoir limiter les émissions de gaz à effet de serre, nous protéger du dérèglement climatique mais aussi nous y adapter. C'est un enjeu central.

Le deuxième, c'est la question de l'autonomie des territoires ou, en tout cas, la capacité des territoires à faire de leurs liens de coopération avec d'autres territoires des liens d'autonomie, des liens qui vont les servir, et c'est un sujet ô combien important. Au sortir de la crise ou en pleine crise Covid, on mesure les vulnérabilités de nos territoires. La crise Covid a mis un miroir grossissant sur les difficultés d'approvisionnement, sur la question des chaînes longues et de notre dépendance dans tant de domaines. C'est donc un enjeu fondamental.

Le troisième, c'est l'enjeu de la coopération. La coopération supplante l'idée de compétition qui a dominé les cinquante dernières années. Aujourd'hui, l'enjeu, c'est de trouver des réponses en coopérant avec les autres. Les entreprises, pour beaucoup, l'ont compris, elles ont compris que c'est dans la coopération que leur salut se construit, et ce SRADDET, nous l'avons pensé aussi comme un SRADDET de la coopération.

Le quatrième pilier, pour nous, c'est l'humain, la solidarité, l'égalité, la justice sociale. Faire de l'aménagement du territoire, ce n'est pas simplement penser des infrastructures, c'est penser l'organisation de nos vies, c'est penser la justice, c'est penser l'égalité entre nos concitoyens.

Tel qu'il est, il y a, pour nous, des sujets, évidemment, qui sont venus traduire ces ambitions de manière concrète, avec des débats, et les débats ne manquent pas de revenir.

Il y en a un qui n'est pas encore venu et qui est celui des déchets. Nous nous sommes donné une trajectoire, conforme à celle de la loi, je le dis. C'est la loi qui est ambitieuse, nous avons parfois tiré le trait plus loin, nous avons parfois amplifié un peu l'ambition, mais nous nous sommes inscrits dans l'esprit de la loi. L'esprit de la loi, c'est quoi ? Il y a une hiérarchie dans le traitement des déchets. La pire des choses, c'est l'enfouissement. Il y a, en moins grave, l'incinération, mais le plus important, c'est de faire de la prévention, c'est de faire du tri, c'est de réduire les biodéchets, car ce n'est pas possible de continuer à brûler de la biomasse, de continuer à injecter dans des incinérateurs ou d'enfouir des matériaux que nous pourrions réutiliser. Cela, c'est la folie du monde dans lequel nous sommes. Cette trajectoire « déchets », elle n'est pas sans poser des difficultés. Nous étions dans l'Indre-et-Loire avec François la semaine dernière et nous travaillons à imaginer ces trajectoires locales pour faire en sorte que les territoires puissent aller dans ce sens-là. On peut discuter pendant trois ans du SRADDET mais, pour nous, le plus important, c'est de discuter des solutions pour entrer dans la perspective qu'a tracée la loi.

Deuxième sujet, la transition énergétique. Nicolas FORISSIER l'a évoqué, le SRADDET donne, et c'était déjà le cas dans les documents de planification préalables, la trajectoire, qui est, là aussi, compatible avec la programmation pluriannuelle de l'énergie, la Stratégie nationale bas-carbone, tous les documents de planification qui existent.

Sur l'éolien, je partage le travail qui est fait avec la préfète et, d'ailleurs, nous travaillons ensemble, Monsieur FORISSIER, puisque vous avez posé la question. Nous travaillons étroitement avec le DREAL sur le travail de cartographie qui est engagé. Je voudrais rappeler que nous avons créé l'Assemblée pour le climat et la transition énergétique à l'échelle régionale et dans chaque département pour travailler ces questions et que certains départements avaient anticipé ce travail de cartographie, ce qui est notamment le cas de l'Indre-et-Loire. J'apprends qu'il y a une réunion dans l'Eure-et-loir ; je l'ai déjà dit à Philippe VIGIER en tant que vice-président en charge de l'Énergie, je n'ai jamais été invité à ces réunions, ce qui pose quand même un petit problème quand on vient discuter de transition énergétique ici, dans notre hémicycle. Oui, il faudra regarder, il faut rééquilibrer, il faut travailler avec les populations, c'est fondamental et nous y sommes engagés.

Troisième sujet qui est essentiel, celui de l'artificialisation des sols, avec une ambition là aussi conforme à la loi, extrêmement importante. Nous sommes une région qui artificialise plus vite que d'autres, plus vite que sa démographie ne croît. Les grands entrepreneurs de logistique ont bien compris que notre Région était une espèce de vide où on pouvait venir installer des entrepôts « XXL » partout. C'est une folie. Vraiment, c'est une folie, et moi, je tire la sonnette d'alarme sur le sujet, car cela consomme beaucoup de terres mais, surtout, cela nous empêche de disposer de foncier pour d'autres sujets très importants comme la relocalisation de l'économie.

Enfin, dernier sujet – j'en ai pris quatre parce que je n'ai pas le temps d'aller au-delà –, la transition agroécologique. Notre SRADDET se donne l'ambition de passer de 7 % de la surface agricole utile en bio en 2025 à 15 % en 2030. Avouez que ce n'est pas un objectif totalement scandaleux quand on entend, évidemment, qu'on aide beaucoup plus une agriculture que l'autre. Moi, je vais vous dire, il y a un « truc » qui est fou, c'est qu'il y a une agriculture qui est obligée de démontrer qu'elle est qualitative par des labels, par de multiples exigences, alors qu'il y en a une autre qui, elle, n'a pas besoin de démontrer qu'elle peut poser des problèmes pour notre avenir et notre santé. Et il y a une forme d'inversion de valeurs, me semble-t-il. Travailler sur ce sujet, c'est donc fondamental.

Je terminerai en disant que depuis que nous avons élaboré le SRADDET, nous avons eu et nous avons la crise Covid qui a amplifié les sujets ou, en tout cas, mis la focale sur la question de la relocalisation, de la reterritorialisation. Nous aurons l'occasion, dans le SRDEII, de travailler sur ce sujet qui est un sujet majeur. Dans notre SRADDET, intégrer cette perspective, c'est aussi très important.

Et puis il y a eu la COP26, avec ses échecs, qui nous a montré que la trajectoire française devrait être encore rehaussée et, évidemment, nous aurons à en tenir compte dans le SRADDET. Mais l'urgence, c'est de passer à l'action. À certains endroits, on discute depuis deux ans des objectifs et du contenu du SRADDET plutôt que d'avancer sur l'adaptation des politiques publiques. La COP est une manière de mettre en œuvre le SRADDET, nous avons commencé sur la transition écologique de l'économie, nous avons commencé sur des communautés locales d'énergie, sur l'économie circulaire. C'est là qu'il faut aller et c'est comme cela que nous pourrons avancer.

Il faudra intégrer évidemment ce que nous dit la loi Climat mais, pour nous, le plus important, c'est de penser nos politiques publiques, de débattre de nos politiques publiques pour que le SRADDET soit une réalité concrète.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Charles FOURNIER.

Monsieur Thibaut de LA TOCNAYE a la parole.

M. de LA TOCNAYE.- À propos de ce SRADDET, je voudrais insister sur un point central qui, je pense, n'est pratiquement pas pris en compte dans ce SRADDET, et peut-être corrigerez-vous cela dans l'avenir, mais je trouve très curieux que ce ne soit pas pris en compte, compte tenu de ce qu'il s'est passé pendant le Covid et compte tenu, d'ailleurs, de certaines réflexions qui ont été faites par votre propre majorité.

De quoi s'agit-il ? Il s'agit du rééquilibrage réel, volontariste des territoires. Sur vos 20 priorités, je n'ai pas trouvé une priorité qui correspondrait à ce rééquilibrage réel. Alors, en direction de quoi ? Je vais préciser les choses. On parle toujours de rééquilibrage des territoires, mais il faut savoir vers lesquels. D'ailleurs, c'est extrêmement intéressant, car je citerai tout à l'heure Paul HERMELIN que vous avez convié aux états généraux et c'est très intéressant de voir que son rapport rejoint exactement – je ne l'avais pas lu avant et je l'ai lu, en l'occurrence – mon analyse.

Les zones à rééquilibrer, c'est ce que j'appelle les zones semi-urbaines ou semi-rurales, des villes de 60 à 600 habitants au kilomètre carré, en gros, les petites villes et les villes moyennes. En moyenne, ce sont des villes de 400 habitants au kilomètre carré. Les zones rurales, ce sont les zones de communes inférieures à 60 habitants au kilomètre carré. Ces deux types de zones, les zones rurales et les zones semi-urbaines ou semi-rurales, c'est plus du tiers de la population française, en sachant que dans les métropoles au sens large, c'est un petit tiers.

Alors pourquoi faudrait-il rééquilibrer absolument, je le dis, ces territoires ?

Monsieur FORISSIER a raison de dire qu'il y a aujourd'hui des raisons anthropologiques qui font que les gens ont envie de sortir des métropoles parce que, pour la qualité de vie, c'est plus agréable d'aller dans des zones semi-urbaines ou semi-rurales ou rurales. Mais je voudrais tenter de vous démontrer, si je puis me permettre, que c'est essentiellement pour des raisons économiques. Et cela relie nécessairement, d'ailleurs, le SRADDET au SRDEII. En effet, et c'est toute la théorie que je développe dans un ouvrage, la relance économique se fera exclusivement par la réindustrialisation et le renouveau agricole, parce que c'est là qu'il y aura de la croissance. D'ailleurs, Monsieur HERMELIN note qu'aujourd'hui, plus de 80 % de la croissance se trouve dans les métropoles, ce qui est unique en Europe. Il ne dit pas le PIB ; le PIB, c'est un peu moins. Mais la croissance, c'est 50 % seulement en Allemagne et, en Europe, c'est seulement 40 % de la croissance dans les métropoles. En France, c'est plus de 80 %. Nous avons un pays complètement déséquilibré et il est vrai que le Centre-Val de Loire est un peu moins déséquilibré que les autres régions, mais quand même.

Comment va se faire la réindustrialisation ? Je ne développerai que ce point-là, je pense que c'est intéressant et peut-être un peu original. Ma théorie, c'est de dire que les 10 % de PIB industriel qu'on a perdu, entre 20 et 10 %, ce n'est pas au niveau des grandes entreprises. Les grandes entreprises, on a la chance de les avoir encore, ce sont les grands ensembliers dans tous les domaines, ferroviaire, aéronautique, automobile, etc., mais ce sont des colosses aux pieds d'argile. Parfois, les grands ensembliers français assemblent à plus de 80 % des matières premières, des composants, des produits semi-finis qui viennent de l'étranger, parce que l'ensemble de la chaîne de sous-traitance, incarnée par les PMI et les ETI, a disparu en partie. C'est pour cela, et c'est dans le rapport HERMELIN, qu'en France, les ETI, qui sont les plus belles des entreprises au sens économique du terme, on en a 5 800 alors qu'il y en a 12 500 en Allemagne, 10 000 au Royaume-Uni et même presque 7 000 en Italie. On a donc une déficience d'ETI et un écroulement des PMI, et c'est ce qui a fait chuter le PIB industriel.

C'est là qu'est, à mon avis, le maillon majeur de ma démonstration, où se situent les PMI et les ETI ? Eh bien, figurez-vous que 80 % des PMI qui restent se trouvent dans les zones semi-urbaines ou semi-rurales et rurales que je viens de définir. Vous allez me dire : oui, mais les ETI, elles, sont dans les métropoles. Et non, et non. Parfois, les sièges des ETI sont dans les métropoles, mais – cela, ce sont des rapports du Sénat, et nombre de rapports le prouvent mais on n'en a jamais tiré les conclusions – 70 % des unités de production de ces entreprises de taille intermédiaire se situent dans les zones que je viens de définir, les zones semi-urbaines ou même les zones rurales.

Quand on a compris cela, je pense qu'avoir une vision politique de schéma d'aménagement et d'égalité des territoires, puisque dans « SRADDET », il y a les mots « égalité des territoires »… À la limite, je le dis franchement, ce n'est pas un euro investi dans les métropoles pour un euro investi dans ces zones, ces deux types de zones que j'ai définies. C'est 1 euro dans les métropoles pour 4 euros investis dans ces zones, puisque c'est là que réside l'avenir économique de la France et du Centre-Val de Loire.

C'est donc tout le sens, et je pense que cela devrait figurer dans un schéma régional d'aménagement du territoire, car c'est quand même une vision fondamentale, et c'est amusant de voir que vous avez convoqué de grands témoins aux états généraux de l'économie comme Laurent BERGER et Paul HERMELIN. Ce dernier est originaire d'Avignon, où j'étais autrefois conseiller municipal d'opposition, il était conseiller municipal socialiste, nous nous étions appréciés, il a un parcours assez brillant et c'est amusant de voir qu'il explique dans son rapport que la métropolisation à outrance est un handicap majeur pour la relance économique et que le rééquilibrage volontariste des territoires, les territoires tels que je les ai définis, c'est fondamental pour retrouver la croissance qui nous manque et qui se fera, encore une fois, par la relance agricole et le renouveau industriel.

Voilà un peu le sens, c'est cette priorité, mais ce n'est pas seulement, je dirais, pour se faire plaisir et, encore une fois, pour la qualité de vie. C'est pour des raisons économiques qu'il faut absolument ressusciter ces zones semi-urbaines ou semi-rurales et ces zones rurales.

Merci beaucoup.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur de LA TOCNAYE.

Monsieur BOUÉ a la parole.

M. BOUÉ.- Chers collègues, Président, ce point d'étape ou plutôt d'évaluation du SRADDET, comme l'a dit Dominique ROULLET, du Centre-Val de Loire est une obligation réglementaire suite au renouvellement de notre assemblée. Après seulement dix-huit mois de sa mise en œuvre dans un contexte marqué par la pandémie et au regard de l'inscription de ce schéma dans le temps long, il semble en effet difficile de tirer des éléments de bilan.

Pourtant, le rapport le mentionne, des actions facteurs d'une dynamique positive ont d'ores et déjà été mises en œuvre et engagées. Je souligne notamment le lancement des nouvelles communautés professionnelles territoriales de santé, comme à Châteauroux où a ouvert cette semaine un centre de santé avec l'arrivée de trois médecins salariés soutenus par une assistante médicale, le dispositif Combo Parfait permis pour faciliter à la fois l'insertion et la mobilité des jeunes, si essentielles dans les départements ruraux, les nouveaux projets alimentaires territoriaux qui doivent aider à réorienter l'agriculture vers des schémas de production locale et biologique, mais aussi le financement de travaux sur des lignes fret si nécessaire, face à l'invasion des camions sur les routes, grands pollueurs. Ces actions montrent la volonté de notre majorité régionale à agir pour répondre aux urgences sociales et écologiques, mais la question du manque de moyens pour être à la hauteur des enjeux climatiques et humains est clairement posée.

En effet, la planète brûle et les humains souffrent. Alors, il ne faut pas agir dans cinq ans ou dans dix ans face au développement de la pauvreté, face à l'exploitation des peuples, face à la poursuite de la production d'objets qui sont les futurs déchets de l'obsolescence programmée, polluants de notre quotidien, de la biodiversité, quand des enfants, des familles souffrent de froid dans leur logement, du non-accès aux soins et aux services publics, également en Centre-Val de Loire.

Aussi, comme le propose la délibération, notre Région doit s'interroger, interrroger les interventions de son SRADDET pour 2022, en lien avec les récentes évolutions normatives issues de la loi Climat et Résilience mais sans moyens supplémentaires, à l'image de cette loi qui a marqué l'échec de la majorité libérale macroniste à répondre aux questions posées par la Convention citoyenne pour le climat.

Pour imager cette inaction climatique de l'État, condamné par la justice pour cela, prenons l'exemple de la question de l'artificialisation des sols. Alors qu'il y a urgence à protéger les terres agricoles et les zones humides, mangées par l'urbanisation, la loi prévoit par exemple des dérogations nombreuses pour l'extension de zones commerciales déjà existantes, et les entrepôts d'e-commerce sont, eux, sortis de toute restriction. En fait, nombre de mesures de cette loi ne sont que des mesures d'intention sans moyens, coulées par avance par des dérogations en faveur des investisseurs financiers.

Dans cette situation et face à ces politiques européennes libérales de concurrence entre les territoires, de développement des inégalités et de libéralisation de l'économie, il y a, pour nous, urgence à relancer des politiques durables de solidarité, de coopération, de complémentarités en redéveloppant les services publics. Prenons l'exemple de l'Indre, où on est moins bien rémunéré qu'ailleurs, où la pauvreté y est plus développée, où les jeunes vont étudier ailleurs, où les problèmes d'accès aux soins sont particulièrement sévères…

M. FORISSIER.- Il faut arrêter de dépeindre l'Indre comme cela.

M. BOUÉ.- …pour ce département, ce que représenterait cette possibilité d'attractivité et de développement durable…

(Coupure du son)

M. le Président.- Monsieur BOUÉ, on ne vous entend plus.

M. BOUÉ.- …un meilleur accès aux soins vers le CHRU et la cité touristique tourangelle et, de l'autre, on soutiendra un développement économique vertueux également facteur de réduction de notre bilan carbone.

Ainsi, ne faut-il pas interroger le renforcement de notre action pour un redéveloppement du fret marchandises et du transport voyageurs appuyé sur un service public national de chemins de fer bien plus ambitieux au regard des enjeux environnementaux ?

Pour cela, nous devons exiger que l'État intervienne à un autre niveau pour rendre possibles ces investissements nécessaires, dans l'Indre mais…

(Coupure du son)

M. le Président.- Monsieur BOUÉ, on ne vous entend plus.

M. BOUÉ.- …aussi pour l'ensemble des départements de la Région et, au-delà, pour le pays. Nous devons, je le pense, agir plus encore avec les actrices et acteurs salariés et usagers du rail et toutes les populations pour obtenir une modification des priorités de financement du gouvernement MACRON. À ce jour encore, les exonérations de cotisations fiscales et sociales, pour plus de 120 milliards d'euros chaque année, alimentent les bénéfices des multinationales qui polluent nos territoires, et les habitants de nos territoires, justement, n'en voient pas la couleur.

Voilà qui doit nous alerter sur le niveau de nos ambitions pour nos territoires, avec un redéveloppement des politiques de service public, celles à même de répondre à l'urgence climatique et de réduire les inégalités territoriales et sociales.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président.- OK, merci, Monsieur BOUÉ, même si on a eu un peu de mal à entendre la fin de votre intervention.

Je donne la parole, pour la dernière intervention au nom des groupes, à Guillaume CRÉPIN pour le groupe SRC.

M. CRÉPIN.- Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, chers collègues, conformément aux dispositions législatives, le SRADDET doit faire l'objet d'un premier point d'étape six mois après le renouvellement de l'Exécutif régional et c'est ce à quoi s'attache notre session.

Quelques rappels, tout d'abord, en réponse aux questionnements soulevés lors des débats. Il est important de rappeler à Monsieur Philippe VIGIER – je ne sais pas s'il a quitté l'hémicycle –, qui a appelé de ses vœux la co-construction et qui feint de penser que le SRADDET a été élaboré à quelques-uns, en chambre, à Orléans, que la construction de ce SRADDET en Région Centre a été faite en associant dès 2016 l'ensemble des acteurs du territoire. En effet, ce ne sont pas moins de 6 400 personnes qui ont participé à la conception du document, pour 70 réunions institutionnelles ou techniques et une tournée citoyenne qui s'est tenue sur l'ensemble des bassins de vie en 2017. Et il faut lui rappeler aussi que ce document stratégique pour l'avenir de notre Région a été validé par l'ensemble des sensibilités républicaines de notre hémicycle en décembre 2019, il y a moins de deux ans, et approuvé par le Préfet en février 2020.

Je souhaite, comme mon collègue Charles FOURNIER, remercier sur ce sujet l'honnêteté intellectuelle de Nicolas FORISSIER qui a bien reconnu l'effort de co-construction et de concertation qui a été conduit par la Région et qui évoque, lui, plus un problème d'appropriation.

Disons-le, cela fait seulement dix-huit mois que ce document qui trace un horizon à trente ans existe et que ce point d'étape, qui arrive dans un délai assez court finalement, intervient surtout dans un contexte de crise Covid importante et de renouvellement des exécutifs locaux à la fois en 2020 et en 2021, qui n'a pas été particulièrement propice à la mise en œuvre du SRADDET ou, tout au moins, à son appropriation.

Au regard de tout cela, je crois qu'il faut rester assez humble dans l'exercice de point d'étape et de bilan qui est présenté là et qu'il s'agit plus d'identifier quelques pistes de réflexion dans la mise en œuvre du SRADDET pour ce qui est encore devant nous.

Au nom du groupe Socialistes, Radicaux, Citoyens, je tiens à saluer le travail qui est issu de ce point d'étape et je vous propose de nous arrêter sur deux aspects de cette analyse, qui pourront être complétés par mes collègues dans leurs interventions.

Tout d'abord, il convient de saluer combien l'orientation stratégique contenue dans ce SRADDET est confortée par les premiers mois et notamment à l'épreuve de la crise Covid que nous vivons. Le SRADDET de la Région Centre, grâce à l'intelligence collective qui a présidé à son élaboration, apparaît comme un document précurseur. Nous avions anticipé et mis en avant de nombreuses problématiques qui sont pleinement d'actualité aujourd'hui. À travers la revue d'objectifs contenus dans le rapport, que ce soit en matière de transition écologique sur notre territoire, de réindustrialisation de notre Région ou d'exigence d'équité sociale, les orientations du SRADDET décliné en 20 objectifs concrets ont commencé à être mises en œuvre et sont confortées à l'épreuve du terrain.

Il faut continuer sur ce chemin dans la mise en œuvre du SRADDET, en se laissant du temps – c'est un horizon à trente ans quand même –, notamment pour accompagner les changements de notre société révélés par la crise Covid. Il est par ailleurs à noter que les choix opérés récemment ont été confortés par l'évolution législative intervenue depuis février 2020, notamment la loi Climat et Résilience et les différents textes nationaux et européens sur la question de la gestion des déchets. Vous le voyez, c'est un texte pleinement d'actualité.

Enfin, pour répondre à Monsieur de LA TOCNAYE, je veux lui dire que l'organisation territoriale de la Région Centre, justement multipolaire, qui ne se base pas sur des hypermétropoles, orientation qui était affirmée par le SRADDET, là aussi, elle est confortée au sortir de cette crise. D'ailleurs, vous-même, Monsieur de LA TOCNAYE, vous avez noté la singularité de notre Région sur ce sujet. À l'opposé de l'hyperconcentration urbaine, notre Région, qui s'appuie sur un réseau de villes à taille humaine, en articulation avec des territoires plus ruraux, est en phase avec les attentes de nos concitoyens en matière de qualité de vie, de relocalisation de l'économie, etc. C'est la garantie d'un développement équilibré de tous les territoires, du nord au sud de la Région, d'est en ouest, et, Monsieur de LA TOCNAYE, c'est un choix fort d'égalité territoriale qui a été affirmé dans le SRADDET de notre Région. Je trouve d'ailleurs fort dommage que votre groupe ait voté contre cette ambition et ce schéma en décembre 2019.

Enfin, pour les étapes à venir, la participation citoyenne et la gouvernance partagée qui a permis l'élaboration du SRADDET sont une nécessité à encore renforcer dans la mise en œuvre territorialisée du SRADDET, afin de favoriser son appropriation.

Dans ce contexte, les pistes de travail qui sont identifiées pour la poursuite de la mise en œuvre territoriale du SRADDET et qui ont été développées par le vice-président Dominique ROULLET, notamment en matière de foncier et d'artificialisation des sols, sont particulièrement pertinentes et à encourager. Pour l'ensemble de ces raisons, nous soutiendrons ce point d'étape et ses préconisations.

Je vous remercie.

M. le Président.- Merci, Monsieur CRÉPIN.

Nous allons entrer dans le débat général et je vais inviter Rémy POINTEREAU à prendre la parole, et Sylviane BOENS se prépare.

M. POINTEREAU.- Merci, Monsieur le Président.

Je souhaiterais rappeler les fondamentaux du SRADDET, qui donnent à la planification un rôle stratégique en fixant des objectifs de moyen et long terme, 2030-2050, et en lien avec un certain nombre de thématiques. C'est l'équilibre et l'égalité des territoires, c'est l'implantation d'infrastructures routières et ferroviaires d'intérêt régional pour désenclaver les territoires ruraux, c'est le développement des transports et de l'intermodalité, la lutte contre le changement climatique, la gestion des déchets, la protection de la biodiversité, la qualité et la quantité des ressources en eau et bien d'autres sujets.

Or, après le SRADDT et depuis la loi NOTRe, le SRADDET est devenu prescriptif et normatif, puisqu'il s'impose aux documents d'urbanisme, le SCoT, le PLU, les cartes communales, qui doivent être compatibles avec lui. En plus, le SRADDET se substitue à tous les schémas sectoriels idoines comme le SRCE, le SRCAE, le SRI ; c'est dire si ce schéma est devenu important pour l'avenir des territoires de notre Région. Pour autant, il ne faut pas qu'il devienne un « machin », comme disait le général de GAULLE, et qu'il mette, quelque part, sous cloche un certain nombre de territoires sous prétexte de bonnes raisons normatives ou prescriptives, dans lesquels tout projet risquerait d'être bloqué ou mettrait un temps infini à se mettre en place.

C'est pourquoi je pense qu'il est bon de faire un point d'étape, même si ce n'est pas une véritable évaluation, et je crois qu'il faut surtout de la souplesse pour s'adapter aux réalités du territoire, aux réalités du moment avec la problématique Covid et faire, comme le disait tout à l'heure mon collègue Nicolas FORISSIER, plutôt un travail de simplification.

Par exemple, lorsqu'on propose d'intégrer les nouveautés législatives, telle la loi Climat et Résilience, dans laquelle on parle de contractualisation et de planification pour lutter contre l'artificialisation des sols et des terres agricoles, je pense que nous allons pénaliser certains territoires comme le Cher ou l'Indre, où on attend depuis un certain temps le ruissellement de la richesse économique dont on nous parle depuis si longtemps, venant des métropoles et de l'axe ligérien. Finalement, on s'aperçoit qu'un certain nombre de zones d'activité industrielles ou commerciales sont pratiquement saturées alors qu'aujourd'hui, nous avons des entreprises qui sont prêtes à venir chez nous, dans les départements du Cher et de l'Indre, et on leur parle déjà de « zéro artificialisation des sols ». Moi, j'ai des exemples concrets où la DREAL a déjà parlé de ZAN et de difficultés pour construire, et ce n'est pas acceptable. Ce n'est pas acceptable au regard des objectifs qu'on doit se fixer sur l'égalité et l'équilibre des territoires et j'ai l'impression qu'on va accentuer ce phénomène d'inégalité des territoires, si bien la richesse n'est pas près de venir chez nous.

Par ailleurs, nous avions émis une contribution d'un comité des élus du Cher, toutes tendances confondues, le 13 juin 2018, dont un certain nombre de points d'urgence qui avaient été mis n'ont pas été retenus et repris, la concertation n'étant pas venue jusqu'à nous.

Par exemple, sur le renforcement des infrastructures et des connexions régionales et nationales routières, on avait parlé du second échangeur autoroutier de Bourges et, pour l'instant, on n'a pas de nouvelles, de la mise en 2x2 voies de la RN 151, Bourges-Châteauroux, mais aussi de l'étude de tierce expertise du projet de ligne POCL. On avait aussi parlé du renforcement de la coopération entre Bourges, Vierzon, Châteauroux et Saint-Amand pour une nécessaire complémentarité entre nos villes du sud régional dans ce rôle d'affirmation de développement du Berry et, là aussi, il n'y a pas eu vraiment de suite. Il y a l'accompagnement de nos exploitations agricoles, qui doit être repensé et amélioré pour permettre une meilleure valorisation de toutes nos filières agricoles, quelles qu'elles soient, bio, HVE, raisonnée, et cela, sans discrimination, comme, d'ailleurs, la ressource en eau pour l'agriculture qui doit être améliorée grâce aux réserves de substitution, à condition qu'elles soient inscrites dans le schéma, sinon il n'y a pas d'aides européennes, je le rappelle.

On avait aussi proposé, et cela va dans le sens de la proposition du CESER, de créer une instance de gouvernance et de coopération locale qui associe la Région, le Département, les parlementaires, les PETR, les pays, les communes, les EPCI pour faire des propositions concrètes et partagées par département, afin qu'on puisse ensuite aller vers la Région pour faire des propositions qui permettent d'aller plus en avant et d'avoir des choses partagées, mais toutes ces propositions sont un peu restées lettre morte. C'est pour cela que je souhaiterais que, s'il y a une évaluation, une révision de ce SRADDET, on puisse les intégrer dans ce nouveau schéma.

C'est aussi la raison pour laquelle notre groupe UDCI s'abstiendra sur ce point d'étape du SRADDET, car je crois que le compte n'y est pas.

M. le Président.- Merci, Monsieur le Sénateur.

Nous donnons la parole à Madame BOENS, et Madame STEPANOFF se prépare.

Mme BOENS.- Monsieur le Président, chers collègues, chaque semaine, j'ai le plaisir de sillonner une partie de notre Région particulièrement rurale, dans l'Eure-et-Loir. Il y a une semaine, j'inaugurai pour notre collectivité la rénovation d'une piscine à Vernouillet, un chantier qui n'est pas rare de nos jours, c'est-à-dire améliorer l'efficacité énergétique du bâti tout en proposant un service public de qualité, une politique concrète locale directement liée à notre Schéma régional de l'aménagement, du développement durable et environnemental des territoires. Nombre de personnes participant à cette session sont engagées au niveau municipal, communal et vous savez donc à quel point les projets, à l'image de celui que je viens de vous citer, dépendent des planifications et des schémas que nous mettons en place.

J'insiste sur ce « nous ». Pour la création du SRADDET, nous avons réuni plus de 3 400 personnes de l'ensemble du Centre-Val de Loire qui ont écrit plus de 110 contributions. La concertation s'est organisée en plusieurs étapes, avec des états généraux en 2016 et en 2017, puis une tournée citoyenne en 2017 avec 70 réunions institutionnelles ou techniques qui ont été menées sur les thématiques des déchets, de la mobilité, du climat, de l'énergie ou encore de la biodiversité. Ces derniers chiffres illustrent notre philosophie, celle d'un dialogue constant avec l'ensemble des parties prenantes du territoire, élus municipaux, maires, conseillers départementaux, syndicats, associations, citoyennes et citoyens. Quelles que soient leurs couleurs politiques, nous œuvrons pour maintenir la discussion afin d'aboutir à notre objectif, plus de justice sociale et environnementale au service du bien-être des habitants du Centre-Val de Loire, sans parti pris.

Nous continuons de faire vivre ce schéma en l'adaptant aux nouvelles réalités grâce au travail mené par notre collègue Dominique ROULLET et les services que je salue. Véritable courroie de transmission normative entre nos volontés pour la Région et les actions concrètes sur le terrain, notre SRADDET a montré sa pertinence face aux enjeux actuels, diminution de l'artificialisation, gestion exemplaire des déchets, isolation du bâti, etc., des sujets parfois épineux que nous sommes prêts à surpasser ensemble grâce aux débats sains et ouverts que nous menons.

Le schéma est une véritable opportunité de cohésion territoriale, l'occasion pour les élus de se réunir autour de la table, de parler des sujets de fond et d'aboutir à un consensus pour l'intérêt général.

Merci, Monsieur le Président.

M. le Président.- Merci beaucoup, Madame BOENS.

Je donne la parole à Madame STEPANOFF, et Madame WUNSCH se prépare.

Mme STEPANOFF.- Bonjour, Monsieur le Président, chers collègues.

Nous avons plusieurs fois évoqué aujourd'hui le problème de l'appropriation de ce document par les acteurs locaux, et j'aimerais parler de la forme du document qui, il me semble, n'y est pas pour rien. Si plusieurs problèmes de fond ont déjà été évoqués, la forme, à mon sens, n'est pas à la hauteur des enjeux stratégiques du SRADDET.

Ce document se veut fondateur et visionnaire, une feuille de route partagée pour 2030, voire 2050, censée déterminer les choix d'aménagement de notre Région pour l'ensemble des acteurs et se déployer dans les politiques locales. Or, vous constatez, dix-huit mois après son adoption, que les acteurs locaux se sont encore peu approprié ce document et que celui-ci n'a, à ce jour, quasiment aucun effet sur les territoires. Bien que la Covid soit passée par là, le format du document et du point d'étape nous aide peu et il est complexe dans sa construction.

Tout d'abord, comment peut-on avoir 20 objectifs ? Les objectifs doivent être des priorités, mais personne ne peut avoir 20 priorités en même temps. Si je dis aux salariés de mon entreprise qu'ils ont 20 priorités pour l'année à venir, ils ne sauront pas quoi faire ni par où commencer. Mais puisque 20 objectifs ne semblent pas suffisants, il y a aussi 47 règles générales et, parfois, on voit mal en quoi ces règles se distinguent des objectifs. En commençant la lecture du document, on est donc déjà perdu. Je me mets à la place d'un acteur du territoire qui essaie de s'approprier ce document.

Je reviens au point d'étape, donc au rapport qui nous est présenté aujourd'hui.

Certes, dix-huit mois représentent une période courte par rapport aux dix ou trente années sur lesquelles ce schéma doit être déployé. Toutefois, malgré la crise sanitaire, on aurait pu commencer à déployer un ou quelques volets et le point d'étape aurait pu porter en profondeur sur les volets déployés. Or, nous avons un panorama de l'ensemble des objectifs avec un nuage de mots-clés pour chacun et une anecdote ou une vignette illustrative. Cette approche par illustration n'est pas sérieuse.

Enfin, un point d'étape implique pour moi une mise à jour des indicateurs permettant de suivre la progression de la situation, objectif par objectif. Dans le rapport qui nous est soumis, les indicateurs arrivent tout à la fin, en vrac, sans lien évident avec les objectifs du SRADDET. Il est même impossible de comprendre si l'ensemble des indicateurs choisis est exhaustif et équilibré pour suivre la progression de la situation par rapport aux objectifs définis. Le comble de tout, c'est le fait que pour une bonne partie des indicateurs, les données fournies datent d'avant, parfois de bien avant l'adoption du SRADDET, ce qui veut dire que soit vous n'avez pas choisi les bons indicateurs, soit vous n'êtes pas capables de les mettre à jour. On a ici ni un point de départ, ni un point d'étape chiffré.

Je pense vraiment que nous devons reprendre ce document, le SRADDET, ensemble avec cette nouvelle assemblée. Profitons notamment de la nécessité de le mettre à jour en 2022, suite à l'évolution réglementaire nationale, pour en faire un document surtout lisible, clair et efficace, probablement plus court, avec des indicateurs de pilotage facilement mis à jour et construits avec les donneurs d'ordre. Tel qu'il est, je n'ai malheureusement aucun espoir qu'il puisse être sérieusement adopté par les acteurs du territoire.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame STEPANOFF.

Madame WUNSCH a la parole et Monsieur Olivier BEATRIX se prépare.

Mme WUNSCH.- Monsieur le Président, chers collègues, le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires fait l'objet aujourd'hui d'un point d'étape. Le contexte sanitaire actuel n'a évidemment pas permis de mettre en œuvre pleinement les différents projets prévus à court et moyen terme par le SRADDET. C'est pourquoi la Région doit profiter de cette latence pour profiter d'une réelle politique de concertation et de dialogue avec les différents acteurs territoriaux et veiller à l'implication de l'ensemble des territoires.

La mobilisation de tous permettra, sans attendre de nouvelles études et analyses réalisées en 2020, d'avoir une traduction fine des attentes et des besoins des territoires. Ainsi, une mise en œuvre plus efficace et un suivi du réalisable au plus près des attentes des collectivités doivent être instigués par la Région en soutien à leur démarche mais aussi afin que les règles fixées par le SRADDET soient prises en compte et finalement digérées.

Ces projections ne doivent pas occulter les difficultés actuelles et récurrentes que rencontrent les usagers des transports en commun, que ce soit en matière d'offres horaires, notamment dans les trains, ou de sécurité, là où tous les types de transports sont concernés.

Un autre point à souligner serait de faire davantage pression sur la SNCF pour que soient respectées les attentes des usagers en matière de ponctualité, de fiabilité et d'amplitude horaire, surtout pour les usagers des territoires ruraux. La qualité des services offerts par la SNCF doit être améliorée et, comme toujours, l'argent étant le nerf de la guerre, pourquoi ne pas envisager des pénalités plus conséquentes et donc dissuasives à son encontre ?

Enfin, je m'étonne que dans ce SRADDET, vous ne fassiez pas mention du schéma routier d'intérêt régional, qui est pourtant à l'initiative de la collectivité régionale comme le prévoit la loi NOTRe. Vous présentez une carte des axes routiers sous la responsabilité de la Région, mais rien n'est évoqué concernant certains axes *a priori* dangereux. N'oublions pas que 85 % des déplacements quotidiens se font avec l'automobile. Je pense à la RN 154, qui est l'arlésienne de la Région depuis tant d'années sans avancées dans les travaux, ou à la RD 943, entre Châteauroux et Loches, qui est d'une dangerosité avérée.

Nous devons porter nos efforts sur une sécurisation effective des axes routiers, particulièrement des transversaux qui permettent le désenclavement des territoires ruraux et qui sont utilisés par un très grand nombre de nos concitoyens.

Je vous remercie.

M. le Président.- Merci, Madame WUNSCH.

Olivier BEATRIX a la parole et Jean-François BRIDET se prépare.

M. BEATRIX.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je voulais vous faire part, en premier lieu, de mon étonnement, notamment en écoutant il y a quelques instants Madame STEPANOFF, qui parlait de la complexité du document et de son caractère peu lisible, peu clair. Visiblement, on n'a pas lu le même document ; je trouve que ce document, au contraire, est parfaitement clair. La synthèse l'est, elle est lisible et appropriable. En revanche, Madame STEPANOFF, je crois qu'il faut effectivement rappeler que le SRADDET est un acte juridique, puisqu'il s'impose, comme on l'a dit, à des documents d'urbanisme, aux SCoT, aux PLUi le cas échéant, et cela nécessite bien évidemment un certain nombre de données techniques que vous retrouvez en annexe.

Je reviens un instant sur la question de l'appropriation pour dire que oui, il y a eu de l'appropriation par des élus locaux, d'abord parce qu'un certain nombre d'entre nous ont participé à l'élaboration de ce SRADDET en 2018 et en 2019, et je tiens à témoigner évidemment de la qualité de la concertation, notamment avec les élus locaux. Il faut savoir que le SRADDET est un projet d'appropriation également par les entreprises. Quand une entreprise veut s'implanter dans une région, la première chose qu'elle fait, c'est regarder les éléments du SRADDET. Pourquoi ? Parce qu'y sont mentionnées les principales infrastructures à la fois de transport et d'énergie, en sachant, comme vous le savez, que ces infrastructures sont des éléments de compétitivité absolument essentiels quand on veut s'implanter dans une région.

Je voudrais aussi, et c'est le deuxième point, rappeler, comme le disait Dominique ROULLET il y a quelques instants, que les fondamentaux de ce SRADDET sont solides.

Là encore, il y a une vingtaine d'objectifs ; je crois que ce SRADDET a résisté à la crise, et la crise a rendu d'autant plus nécessaires les objectifs de ce SRADDET. Il y a trois exemples rapides.

Le premier, on en a beaucoup parlé, c'est sur l'artificialisation des sols. On n'a pas attendu la loi Climat et Résilience pour, en Région Centre-Val de Loire et au travers du SRADDET, mener des actions de lutte contre l'artificialisation des sols, et vous avez pu lire dans la synthèse les actions qui ont été faites, notamment en matière de reconversion des friches industrielles depuis 2007. À noter également qu'on aura l'occasion de reparler de l'artificialisation des sols, car, vous le savez, la loi Climat et Résilience nous oblige à intégrer dans le SRADDET des objectifs de moyen et long terme sur le territoire en matière de lutte contre l'artificialisation des sols. C'est donc un sujet qui va devenir un nouveau sujet de discussion lors de la modification du SRADDET.

Le deuxième exemple qui me vient à l'esprit, c'est l'objectif 6 qui concerne l'habitat, l'habitat durable. Là encore, je crois que la Région a pris la mesure de ce sujet. Récemment, on a eu beaucoup d'appuis sur des réhabilitations et des rénovations énergétiques exemplaires. Il y a encore quelques semaines, j'étais à Sancoins où on a une très belle opération de rénovation énergétique de bâti ancien. Cela m'amène à dire, en insistant là-dessus et je rejoins un certain nombre d'intervenants, qu'il faudra effectivement se pencher, dans le cadre de ce document nécessairement évolutif, sur la rénovation énergétique en milieu rural, car c'est un sujet, il y a nombre d'habitats anciens et dégradés qui méritent notre attention et cela fait partie évidemment des objectifs du SRADDET.

Mon dernier point est de rejoindre ce qui a été dit par François BONNEAU en introduction, pour dire qu'on vit depuis maintenant quelques années dans une effervescence absolue en termes législatifs et réglementaires, avec une loi énergie par an depuis dix ans, et on va avoir la révision de la programmation pluriannuelle de l'énergie. Ainsi, plus que jamais, le SRADDET constitue un élément de stabilité et un outil qui est sans doute le seul outil stable qui permet de penser le développement de notre territoire pour les dix années qui viennent.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci beaucoup, Monsieur BEATRIX.

Je donne la parole à Jean-François BRIDET, et Madame de PÉLICHY se prépare.

M. BRIDET.- Merci. Bonjour ou bonsoir à ceux que je n'ai pas encore salués.

À l'heure où monte à nos oreilles une petite musique de défiance contre ce schéma qui prend en compte les grands enjeux qui conditionnent notre avenir, ce rapport est l'occasion de rappeler le côté incontournable de la dimension écologique du SRADDET. Je m'appuierai, et vous ne vous en étonnerez pas au vu de mes délégations, sur le thème de l'artificialisation, qui nous occupe beaucoup cet après-midi et sur lequel notre Région présente l'un des pires bilans nationaux en termes de dynamique, puisque c'est au rythme de trois hectares, soit de six terrains de football par jour que nous dégradons ou que nous supprimons nos sols qui sont notre trésor.

Notre consommation d'espace croit plus vite que notre population. Certains territoires voient augmenter le nombre de leurs logements, souvent individuels, tandis que leur population baisse.

Je suis chargé des intérêts du vivant au sein de la Région et je ne me lasse pas, sur le terrain, de rappeler que cet enjeu est vital et prioritaire. C'est ce que j'ai fait notamment auprès des acteurs du Sud Berry lors d'une rencontre de préfiguration de création d'un parc naturel régional, occasion parfaite pour donner vie aux objectifs du SRADDET. J'y ai appris que, dans ce territoire, les courbes de baisse démographique et de perte de biodiversité étaient parallèles. L'humain et la nature ne sont donc pas opposés, pour peu que notre façon d'habiter soit créative, équilibrée et intelligente.

Tous les indicateurs confirment aujourd'hui la dégradation globale du milieu dont nous dépendons : mauvaise qualité de l'eau et de l'air et effondrement de la biodiversité en variété et en intensité. Nous sommes issus et au cœur du vivant, dont nous réduisons chaque jour les habitats et les conditions d'existence. Il n'y aura pas de société épanouie et d'humains en bonne santé dans un biotope malade et fractionné.

Au jour où nombre de collectivités voudraient s'exonérer de leur part d'effort ou de retenue pour atteindre l'objectif d'« artificialisation zéro » en 2050, confirmé par la loi Climat et Résilience, en sous-traitant cette contrainte à leurs voisins, il est essentiel de redire ici que le Schéma régional permet de porter collectivement et solidairement cette ambition vitale, encore une fois. La nature n'est pas ingrate et se tient toujours prête à nous apporter beaucoup de solutions pour nous adapter au dérèglement climatique qui ne manquera pas d'arriver et qui est déjà sous nos yeux. Cessons donc de dilapider notre patrimoine régional le plus précieux, les sols et les milieux qui assainissent l'air, qui stockent et épurent l'eau, absorbent le CO2 et qui nous nourrissent.

Le nouveau constat depuis l'adoption du SRADDET, c'est le pullulement des projets et constructions d'entrepôts logistiques, et le SRADDET, dans son évolution, devra en tenir compte. Nous ne pouvons plus laisser s'étendre à perte de vue ces zones de stockage créant quelques dizaines d'emplois mal rémunérés et destinés à être vite remplacés par des robots puis désaffectés à terme dès qu'il n'y aura plus de pétrole pour les poids lourds. Aujourd'hui, 37 hectares sont ainsi dilapidés à Meung-sur-Loire dans le Loiret, demain 60 hectares à Illiers-Combray en Eure-et-Loir. Cessons le massacre, nous scions la branche déjà vacillante sur laquelle nous sommes assis.

Soyons créatifs auprès des collectivités en quête d'emplois pour remplacer cette économie de flux mortifère et consommatrice de notre patrimoine naturel et agricole par des activités de production circulaires ou circuits courts. La reconversion des friches et la revalorisation des bourgs et quartiers en déshérence doivent devenir l'alpha et l'oméga des logiques d'aménagement du territoire.

Dans le triptyque « E, R, C », « Éviter » doit retrouver la priorité devant « Réduire » et, surtout, « Compenser ». Il faut des siècles pour reconstituer la richesse d'un sol. Commençons donc par ne plus autoriser la construction de ces friches de demain, temples hideux et mortels d'un système de production et de consommation condamné à disparaître sous peu en raison des pénuries de matières et d'hydrocarbures.

Revitaliser les bourgs et les quartiers en souffrance et reconvertir les entrepôts logistiques, les hypermarchés, leurs parkings en réserves foncières pour l'habitat, la production d'énergies renouvelables et la relocalisation de la production nous permettront de construire une région fabricante et accueillante, notamment pour les réfugiés climatiques des régions du monde devenues inhabitables, tout en préservant les espaces naturels et nourriciers où le vivant conservera tous ses droits.

Parce que nous ne sommes pas seuls au monde et que la coopération sera la solution, je terminerai en citant Julien DOSSIER, enseignant à HEC, qui a écrit en conclusion de son ouvrage *Renaissance écologique* : « *L'Europe est sur la route de ceux qui vont devoir quitter leurs sols desséchés, leurs puits, leurs récoltes anéanties. Elle ne peut ignorer sa position de refuge et ne peut repousser la construction d'une infrastructure sociale, politique, culturelle et physique pour accueillir les dizaines de millions de réfugiés dont nous pouvons aujourd'hui, avec certitude, planifier l'arrivée au cours de ce siècle. L'Europe peut se saisir, forte de sa population d'un demi-milliard de personnes, d'une responsabilité, mais aussi d'un dessein et d'une finalité qui l'honoreront : nous disposons des ressources nécessaires, du moins, nous pouvons en disposer si nous les préservons.* »

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur BRIDET.

Madame de PÉLICHY a la parole et Monsieur NIKOLIC se prépare.

Mme de PÉLICHY.- Merci, Monsieur le Président.

Je me demande un peu quel est le sens de tout cela et quel sens donner à ce débat.

D'abord, et cela a été dit à plusieurs reprises, il y a le fait de devoir débattre au bout d'un an et demi et dans un contexte électoral et de crise sanitaire, d'un schéma qui a été planifié sur trente ans. Mais il y a le sens plus global dans lequel s'inscrit ce schéma, et j'ai envie de commencer cette intervention en rappelant la loi ALUR, la loi MAPTAM, la loi LCAP, la loi Climat et Résilience, ce qui fait déjà quatre textes de loi qui sont parus en six ans et qui viennent tous impacter la question de l'urbanisme et de la planification à un moment où on nous demande de nous projeter sur les vingt ou trente prochaines années.

Le deuxième élément, c'est que le SRADDET s'inscrit dans un autre environnement, celui des PLUi, celui des SCoT, celui, en un sens, des Contrat de plan État-Région, celui du contexte législatif de l'État et, en un sens même, celui des CRTE, et cet enchevêtrement de schémas qui passent leur temps à devoir se mettre en conformité les uns les autres n'a plus aucun sens. On est tous censé travailler sur les décennies qui viennent et on passe tous notre temps à rouvrir ces schémas pour les mettre en conformité avec une loi qui vient s'y ajouter, pour un coût et une énergie qui sont démentiels.

Tout cela pour dire que je n'ai rien contre le SRADDET et je pense même que cela a plutôt du sens d'essayer de donner un cap et une vision à l'échelle régionale, mais que l'environnement global dans lequel il s'inscrit n'a rien de logique et ne lui permet absolument pas d'atteindre son but.

Je reviens également un instant sur les différentes remarques qui ont pu être faites sur l'appropriation ou la compréhension du schéma. Non, il n'est pas approprié par beaucoup d'élus, non, il n'est pas si simplement compréhensible. Aujourd'hui, en tant qu'élus locaux – en tout cas ceux qui étaient là lors de la précédente mandature, je ne sais pas ce qu'il en est pour ceux qui ont été élus en 2020 –, on a saisi que le SRADDET pouvait avoir un impact sur nos plans locaux d'urbanisme, mais on n'a pas du tout saisi l'ensemble des enjeux dans lequel il s'inscrit. Dès lors, la Région « 360 degrés » n'est pas du tout intégrée par les élus locaux et elle l'est encore moins par les administrés. À ce titre, effectivement, il serait intéressant de voir la Région descendre dans les territoires pour expliquer ce qu'il en est et quels autres champs d'action le SRADDET offre, en dehors de la question proprement urbaine.

Et puis un petit mot sur le ZAN et les impacts de la loi Climat et Résilience. Beaucoup en ont parlé cet après-midi. J'aurai un point d'alerte à anticiper, peut-être dans le cadre d'une mise à jour de notre SRADDET, qui est la question de l'accession au logement. Le « zéro artificialisation nette » va rendre l'accès au foncier beaucoup plus difficile et, dans ce genre de cas, on sait que c'est la loi de l'offre et de la demande qui régit l'ensemble. On sait bien que pour beaucoup de nos concitoyens, le seul moyen d'accéder à un logement abordable était de venir vivre en zone périphérique périurbaine où le foncier était moins cher et où ils pouvaient avoir un logement qui correspondait à leurs attentes.

Demain, avec l'explosion qu'on peut attendre du coût du foncier, comment sera-t-on en capacité de loger à un prix abordable nos concitoyens ? C'est la question que je pose ce soir et à laquelle il nous faudra collégialement répondre dans un temps, je pense, très limité.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame de PÉLICHY.

Monsieur NIKOLIC a la parole et Monsieur JACQUET se prépare.

M. NIKOLIC.- Monsieur le Président, chers collègues, j'avoue que cela tournait un peu en rond et Monsieur BRIDET m'a réveillé tout à l'heure, parce que là, tout y était. Il faut lutter contre l'artificialisation des sols mais en soutenant l'arrivée de dizaines de millions de personnes. Il aurait pu rajouter : il faut diminuer la consommation collective, mais accueillir des dizaines de millions de personnes. Et il aurait pu dire aussi : pour lutter contre l'artificialisation des sols, on va constuire des centaines d'éoliennes. Parfois, l'idéologie fait dire des choses assez hallucinantes.

Globalement, je trouve qu'il y a un sujet qui est assez occulté quand on parle de région d'avenir, qui est le numérique. Pour penser la région de demain, il faut évidemment penser au numérique, car c'est un secteur clé pour notre Région. D'abord, d'un point de vue économique, une bonne adaptation au numérique peut entraîner une forte augmentation de la croissance *via* la transformation digitale, l'Internet des objets, le big data. Marc FESNEAU l'a rappelé tout à l'heure, le budget du numérique est en baisse d'1 million d'euros, ce qui montre à quel point la majorité actuelle est en décalage avec ces enjeux qui sont pourtant vraiment essentiels.

Il faut qu'on fasse mieux dans notre Région pour attirer les acteurs de ce secteur, et cela passe notamment par un grand plan 5G. Je vais radoter, je l'ai beaucoup évoqué pendant la campagne, c'est possible avec l'aide de l'UE, avec l'aide de l'État, on peut être vraiment une région pionnière, et la 5G pourra compléter déjà en très haut débit les zones encore sans fibre à un prix largement inférieur. Même si je sais que c'est un peu moins puissant, cela permettra surtout d'avoir du très haut débit en dehors des domiciles. Et, avec la 5G, vous rendrez plus efficace la télémédecine en la rendant mobile, les communications seront maintenues lors des transports de malades pour les opérations à distance. Comme Monsieur VIGIER, je crois beaucoup à la télémédecine et j'aimerais, je l'ai déjà évoqué, que notre Région soit une région test au regard du contexte de désert médical qui la touche, comme c'est le cas dans d'autres pays. Je sais que l'Irlande, par exemple, est un pays test sur la télémédecine et il faudrait que notre Région le soit aussi et qu'on soit demandeur, ce qui passe par un plan 5G.

La 5G sera aussi, paradoxalement, essentielle d'un point de vue écologique, par l'adaptation de l'arrosage, une meilleure régulation en temps réel des dépenses d'énergie dans un véhicule, par exemple. La 5G permettra, toujours dans les véhicules, de les rendre plus sûrs, plus autonomes. On aura plus d'informations, par exemple, sur l'usure d'un pneu, il y aura une interaction plus rapide avec des services ou d'autres véhicules, une action plus rapide pour pallier d'éventuelles erreurs humaines. C'est donc évidemment plus sécurisant et c'est un progrès. Il ne faut pas avoir peur du progrès. Dans tout le transport, il y a une meilleure régulation des flux, une remontée plus rapide des « infos », et, tout cela, ce sera mieux pour tout le monde.

Dans les secteurs de la sécurité, de l'agriculture – je vais faire plus court –, de la santé, je le disais, du tourisme, de l'industrie, la 5G permettra de très grandes avancées. Notre Région est jugée la moins attractive de France mais, là aussi, on en a beaucoup parlé pendant la campagne, en lançant un plan 5G, les cartes peuvent vraiment être redistribuées, on a un grand coup à jouer, cela peut changer beaucoup de choses pour l'attractivité des territoires. Cela peut être un atout énorme pour améliorer la vie des habitants mais aussi pour attirer des entreprises à proximité. Il ne faut surtout pas rater ce passage. Nous pouvons être une région motrice ou une région définitivement déclassée, et mon choix est vite fait.

Je précise, pour ceux qui les craignent, car je l'ai parfois entendu, que les antennes 5G sont plus petites que les antennes 4G, et toutes les études démontrent que la 5G ne présente aucun risque sanitaire. Au contraire, comme je le disais, elle sera un grand atout pour la santé des habitants de notre Région.

Cessons les mesures idéologiques, n'ayons pas peur du progrès et ayant confiance en un grand plan 5G. Vraiment, j'y tiens, on y tient pour que notre Région se donne une autre image et c'est nécessaire pour l'attractivité complète de notre territoire.

Je vous remercie.

M. le Président.- Merci, Monsieur NIKOLIC.

Monsieur JACQUET a la parole et Madame SAUTREUIL se prépare.

M. JACQUET.- Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Vice-présidents, chers collègues, mon intervention va être plus axée, dans le cadre du SRADDET, sur la lutte contre l'artificialisation des sols.

Tout d'abord, face à l'urgence climatique, la loi Climat et Résilience a introduit la lutte contre l'artificialisation des sols. Un engagement a été pris, atteindre le « zéro artificialisation nette » en 2050, en s'appuyant sur un premier objectif intermédiaire, et il me semblait important de rappeler, qui est la réduction de moitié du rythme de la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers dans les dix prochaines années. C'est un engagement fort.

L'artificialisation des sols a des conséquences écologiques, car elle porte atteinte à la biodiversité, au potentiel de production agricole et de stockage de carbone et elle augmente les risques naturels en accentuant le ruissellement. L'artificialisation des sols a aussi des impacts socio-économiques, car lorsque l'étalement urbain n'est pas maîtrisé, il éloigne les logements des services publics et de l'emploi, il allonge les déplacements et crée une dépendance à la voiture individuelle.

Avec la loi Climat et Résilience, une définition de l'artificialisation des sols a donc été introduite dans le Code de l'urbanisme. Cette définition fait référence à l'atteinte aux fonctionnalités des sols et non plus seulement à la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers. La loi précise également le calcul du « zéro artificialisation des sols nette », qui s'appréhende comme un bilan surfacique s'appréciant à l'échelle des documents de planification et d'urbanisme.

Je vais m'arrêter là sur les définitions et je vais plutôt m'orienter sur mon expérience en tant que maire et aussi en tant que vice-président au développement économique dans une communauté de communes, ayant ces deux fonctions dans le secteur rural. Je suis aussi, par ailleurs, en responsabilité dans un syndicat mixte d'aménagement interdépartemental sur une zone d'activité.

Il me semble donc important de pouvoir vous livrer ma petite expérience sur le sujet, et c'est là que je trouve que le SRADDET est un outil stable qui amène un schéma territorial très intéressant. Certes, il n'est pas parfait, il faut rassurer les acteurs comme nous l'a dit Dominique ROULLET. Mais, au-delà, un schéma donne un cadre, et les élus ont besoin de ce cadre. Les acteurs économiques aussi ont besoin d'un cadre pour savoir dans quel environnement ils vont pouvoir tout simplement avancer.

Dans les différentes interventions que j'ai pu entendre, j'ai cru comprendre par moments qu'on opposait les territoires urbains et les territoires ruraux, et il me semble que cette partie-là est une fausseté. Je veux vous livrer mon expérience.

Un certain nombre de territoires ruraux ont eu la labellisation « Territoires d'industrie ». C'est un label qui a permis d'avoir une belle attractivité, et cette attractivité répond tout simplement aux notions d'industrialisation et de réindustrialisation. Je vois que Thibaut de LA TOCNAYE a disparu, mais c'est pour lui rappeler que par rapport à ce qu'il prétendait tout à l'heure dans ses propos, c'est justement l'inverse et que nos territoires ruraux, aujourd'hui, sont des zones où de l'emploi s'est développé.

C'est pour cela que je pense qu'il ne faut pas être manichéen dans les réponses qu'on va devoir donner. Certes, il y a de nouvelles règles qui vont être plus dures à appréhender. Personnellement, en tant que maire, j'ai plus de difficulté avec l'État quand j'ai mon PLUi et que j'ai des règles d'urbanisme, car elles sont beaucoup plus difficiles à appréhender. Ce n'est pas le SRADDET qui m'embête aujourd'hui, je ne vous le cache pas, c'est plutôt l'application du Code de l'urbanisme. Je préfère vous livrer cela et vous le préciser comme je le vis. Je pense qu'il ne faut pas être manichéen, comme je vous le disais, mais souple et agile dans l'appréciation des situations. C'est un jeu d'équilibrisme. Quand il y a une zone d'activité et que des entreprises veulent s'y installer, il va falloir réfléchir un peu plus qu'avant sur la notion d'emploi, sur la notion d'équilibre et sur la notion de territoire.

La question de l'emploi reste une question centrale. Cette question-là doit être abordée dans le cadre du SRADDET, et c'est là que la discussion qui a été entreprise et qui a été menée, pour moi, porte ses fruits et va, en tout cas, dans le bon sens. Certes, dans le cadre du SRADDET, on n'a pas toutes les réponses à nos interrogations, mais on avance et c'est progressivement que les choses vont se faire.

Pour finir et je n'irai pas beaucoup plus loin, je n'ai pas de livre à proposer ni à vendre, comme le proposait Thibaut de LA TOCNAYE – excusez-moi pour le clin d'œil –, mais je pense qu'il faut être dans une situation plutôt souple et que ce n'est pas en étant sur une position dogmatique ou caricaturale qu'on arrivera à trouver des solutions. Et là, je m'inscris dans le SRADDET qui est aujourd'hui proposé par la Région, qui s'inclut progressivement dans les territoires ruraux et urbains, au-delà même des clivages politiques.

Merci de votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur JACQUET.

Madame SAUTREUIL a la parole et Madame GENESTE se prépare.

Mme SAUTREUIL.- Bonsoir.

Depuis la loi LOM, le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires intègre pleinement les enjeux liés à la mobilité, que ce soit pour le transport de marchandises ou de personnes. Nos politiques dans ce domaine sont complexes, car elles doivent s'inscrire dans une logique de réduction des gaz à effet de serre, de lutte contre les déplacements contraints, d'équité des territoires, dans un contexte de hausse des prix de l'énergie, de raréfaction des carburants fossiles et de saturation de certains axes routiers. Même s'il est perfectible, notre SRADDET tente d'apporter des solutions à ces problématiques. Il a notamment pour ambition de diminuer la part modale de la voiture individuelle et du transport de marchandises de 5 points d'ici 2030 et de 15 à 20 points d'ici 2050.

Pour ce faire, il est indispensable de renforcer la coopération entre les autorités organisatrices de la mobilité et les usagers afin d'offrir à toutes et tous un service de transports en commun de qualité en veillant à avoir un maillage territorial plus dense, une meilleure accessibilité, une tarification attractive, une bonne fréquence des dessertes, un ajustement des horaires pour faciliter les correspondances et, surtout, une simplification d'utilisation des transports avec des formules d'abonnement lisibles, des modalités d'acquisition des titres et abonnements de transport simples, une intermodalité/interopérabilité des titres de transport, ce à quoi, en les améliorant, le site Internet et l'application JV Malin pourraient en partie répondre.

Mais rien ne vaut aussi un contact humain et il est nécessaire de généraliser la vente de titres et abonnements de transport dans les gares, dans les agences Rémi et dans des lieux tiers de type mairies, bureaux postaux, bureaux de presse, ce qui permettra en plus aux usagers de régler leurs achats par carte bancaire, par chèque ou en espèces.

Le ferroviaire, même s'il est un atout essentiel dans le système de mobilités durables, souffre depuis des décennies d'un manque d'investissement sur son réseau principal et surtout son réseau secondaire, qui se traduit par une dégradation de la qualité de l'offre de services, par le vieillissement du réseau et des rames, ce qui engendre annulations, retards et même suppressions de petites lignes importantes pour les habitants et pour le désenclavement du territoire.

Notre Conseil régional s'est engagé à pallier ces défaillances depuis plusieurs années en insvestissant dans une trentaine de nouvelles rames, dans la création d'un centre de maintenance dans l'Orléanais, dans la reprise de lignes ferroviaires nationales, dans la sauvegarde de petites lignes et dans le financement du fret. Nous réaffirmons d'ailleurs, à cette occasion, l'intérêt d'achever la réouverture de l'axe Orléans-Voves-Chartres et de rouvrir la ligne Orléans - Châteauneuf-sur-Loire, voire au-delà. C'est d'ailleurs le seul tronçon de la Loire à Vélo qui n'est pas dédoublé par une voie de chemin de fer.

En lien avec les autres collectivités, nous devons également investir et soutenir le développement des réseaux adaptés et sécurisés favorisant les modes actifs de déplacement tels que le vélo. Pour certains, c'est une manne touristique, pour d'autres, c'est aussi un moyen de se déplacer au quotidien tout au long de l'année pour aller « bosser ». Pour les entreprises qui développent des services de livraison à vélo, c'est un atout. C'est également un mode de transport économique qui permet de répondre aux besoins de personnes sans permis ou disposant d'un budget mobilité contraint et n'ayant pas d'autres solutions de transport. Et les pistes cyclables sécurisées peuvent aussi être empruntées par des personnes à mobilité réduite qui disposent d'un fauteuil roulant motorisé, ce qui leur permet d'être plus autonomes dans leurs déplacements quotidiens. Pour rappel, en octobre 2020, le Conseil régional avait adopté un plan Vélo cohérent avec les objectifs du SRADDET qu'il faut à présent mettre en œuvre.

Chaque denier public compte pour mener une politique ambitieuse en matière de mobilités à la hauteur des enjeux climatiques et sociaux, et nous nous félicitons aussi que le Conseil régional ne gaspille pas d'argent public dans de grands projets inutiles contraires aux objectifs du SRADDET, tels que la déviation de la RD 921 entre Jargeau et Saint-Denis-de-l'Hôtel.

Merci de votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame SAUTREUIL.

Madame GENESTE a la parole et Monsieur ROIRON se prépare.

Mme GENESTE.- Monsieur le Président, nous sommes assez surpris de ne voir aucune mention de l'énergie éolienne dans cette présentation du point d'étape du SRADDET adopté, pour mémoire, en décembre 2019. Comme vous le soulignez dans le rapport, ces derniers mois ont été marqués par des changements importants dans les mentalités et dans le regard que les citoyens peuvent avoir sur certaines orientations des politiques publiques.

La préservation de la biodiversité reste un enjeu important pour les citoyens et ils y adhèrent en très grande majorité, mais les moyens de préserver la biodiversité et notre environnement ne sont pas tous égaux. Certaines énergies appelées renouvelables ne sont plus aussi bien acceptées par la population qu'avant et c'est le cas de l'énergie éolienne. Le Conseil régional Centre-Val de Loire devrait tenir compte de ce changement.

En effet, considérant que la biodiversité constitue l'un des grands piliers du SRADDET et que la non-artificialisation des sols est un objectif majeur de ce schéma, comment ignorer que tout s'oppose au développement massif des parcs éoliens ? Pour mémoire, l'installation d'une éolienne de 207 mètres de haut nécessite l'enfouissement de 2 500 tonnes de béton sous la terre et l'utilisation de 150 tonnes d'acier. Ces données rapportées au nombre de projets éoliens en cours en Région Centre-Val de Loire donnent le vertige alors que nous avons déjà fortement contribué au développement de cette énergie sur notre territoire, et ce, depuis des dizaines d'années.

Il est temps de montrer notre volonté de protéger notre environnement et notre biodiversité en affichant clairement la volonté du Conseil régional de limiter fortement, concrètement et durablement l'implantation de nouveaux parcs éoliens dans notre si belle Région. Or, la Région Centre-Val de Loire ne dispose pas de schéma régional éolien intégré au SRADDET. Elle ne dispose donc aujourd'hui d'aucune stratégie sur la question du développement de l'éolien, laissant les territoires libres. La Région a pourtant tous les moyens de donner les orientations politiques sur ce sujet, ce qui serait salutaire pour nos départements, pour la préservation de notre environnement et de notre biodiversité. Rappelons de nouveau que nous avons largement contribué au développement du mix énergétique. Nous sommes, en effet, la quatrième plus grande région de France à parcs éoliens avec 1 295 mégawatts de puissance éolienne raccordée contre 61 mégawatts de puissance éolienne raccordée pour la région PACA et la Corse.

Malgré cela, le Centre-Val de Loire se révèle être la région dans laquelle le secteur éolien produit le moins d'emplois, bénéficiant de 535 emplois quand la Région PACA, qui occupe, quant à elle, la dernière place de ce classement et dispose d'une puissance éolienne plus de 21 fois inférieure à celle de la Région Centre-Val de Loire, bénéficie de 697 emplois. Et selon un rapport du Commissariat général au développement durable datant de 2019, on constate que malgré sa puissance éolienne conséquente, notre Région est à la traîne en matière de production d'électricité renouvelable, étant placée en neuvième position du classement des régions de France continentale les plus productrices d'électricité renouvelable.

Vous le voyez bien, Monsieur le Président, nous ne retirons que très peu de bénéfices de telles installations. Il est donc, au-delà de l'impact réel et alarmant de ces installations sur l'environnement et la biodiversité, urgent d'agir et de fixer une ligne directrice pour limiter au maximum l'implantation de nouveaux parcs éoliens sur notre territoire.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame GENESTE.

Monsieur ROIRON a la parole et Monsieur GILLE se prépare. Non, tu ne prends pas la parole ?

Il ne prend pas la parole et c'est donc Monsieur ROIRON qui clôturera les interventions avant la synthèse de Dominique ROULLET.

M. ROIRON.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais dire quelques mots. Beaucoup de choses ont déjà été dites, mais je voudrais revenir sur les propos de Monsieur VIGIER au début de ce débat. Je crois que nous ne sommes pas tout à fait dans le même monde. Moi, durant le mandat précédent, j'ai fait beaucoup de réunions dans mon territoire, en Indre-et-Loire, sur la concertation. Vous êtes venu à Chinon, vous êtes venu à Tours pour qu'on évoque ensemble ce que sera tout simplement le SRADDET, c'est-à-dire l'avenir de nos territoires et l'avenir de notre Région, aussi bien pour les mobilités, qui sont une chose importante, pour la question scolaire que pour la question de l'université. Beaucoup de choses ont déjà été évoquées et beaucoup de choses sont intégrées dans ce document.

Aujourd'hui, il s'agit simplement d'un point d'étape, comme l'a dit notre collègue Dominique ROULLET, un point d'étape obligatoire. Mais, évidemment, ce point d'étape nous fait penser que depuis 2018, depuis 2019, beaucoup de choses ont évolué. Nous savons que la question énergétique, que la question du réchauffement de la planète est devenue quelque chose de particulièrement important.

Néanmoins, j'ai toujours le sentiment qu'il y en a qui opposent le milieu rural au milieu urbain, ce qui me semble d'un autre temps et d'un autre moment, et je suis assez étonné, car nous savons très bien qu'il faut travailler sur les friches industrielles, qui sont trop importantes dans beaucoup d'endroits de notre territoire. Mais il faudra aussi travailler pour pouvoir agrandir certains territoires de façon raisonnable, notamment les territoires périurbains, car je sais en tant qu'élu, et certains de mes collègues l'ont dit tout à l'heure, qu'il sera nécessaire, dans les années qui viennent, que quelques lieux s'agrandissent aussi, et c'est aussi une façon de freiner l'urbanisation croissante dans les milieux urbains.

Après, j'ai entendu ma collègue Madame de PÉLICHY dire qu'elle ne comprenait pas bien les différents aspects des schémas. Il y a un schéma qui est le plus important pour nos régions et qui est le SRADDET, et cela a été décidé par la loi. Après, à partir de ce schéma, beaucoup de choses doivent être faites sur nos territoires ; ce sont les SCoT, ce sont les PLUi, c'est tout cela qui en découlera.

Je crois qu'il faut être assez simple et dire qu'aujourd'hui, nous sommes à un point d'étape. Je souhaite qu'il y ait une concertation dans les mois qui viennent, comme l'a évoqué Dominique ROULLET, car nous avons évidemment à prendre aussi en compte un certain nombre de lois, comme la loi Climat et Résilience qui a été votée en juillet 2021 et qui a un rôle particulièrement important.

Nous le ferons, nous allons tous le faire, les élus, mais nous aurons aussi à le faire connaître au grand public, et c'est, à mon avis, le grand défi qui est le nôtre pour les mois qui viennent.

Merci.

M. le Président.- Merci, Monsieur ROIRON. Merci à chacune et à chacun pour ce débat.

Je vais donner la parole à Dominique ROULLET. Des choses ont été dites et, je crois, sont assez fortes là-dedans.

Faire très simple sur un sujet qui touche tous les éléments d'accompagnement et d'aménagement territorial, comme l'énergie, la circulation, la consommation de foncier, le développement économique, l'équilibre ville/campagne… Honnêtement, il n'y aurait que des régimes autoritaires qui pourraient poser là-dessus trois slogans. Ce ne serait pas sérieux, pour le coup. Aussi bien Philippe VIGIER que Nicolas FORISSIER l'ont dit, c'est un document qui, par définition, est riche au sens où il embrasse vraiment un avenir de développement.

C'est un document qui, on le voit bien, pose les bases d'une orientation renouvelée dans l'aménagement du territoire. Je le disais l'autre jour, il y a un président de département qui a dit : « Il faut prendre le SRADDET et le mettre à la poubelle, on n'en a pas besoin. » Chers collègues, avancer dans tous les domaines que je viens de citer sans objectifs, sans vision globale, ce serait mortifère ! On n'arriverait pas à faire un développement qui permette de vivre demain ! Il faut des priorités, il faut des axes, c'est indispensable. Et je crois que c'est un progrès de la démocratie que de faire en sorte qu'il y ait, en la matière, une vision posée par l'État, une vision posée par la collectivité, la nôtre qui a, par essence, une vocation stratégique, et une vision qui soit posée sur les territoires infrarégionaux, qui font sens pour la vie de nos concitoyens.

Ce SRADDET, honnêtement, a été sculpté, forgé, discuté, débattu, argumenté un nombre considérable de fois. Et pourtant, oui, il y a encore une grande marge d'appropriation et je rejoins mes collègues là-dessus, car, par définition, comme il embrasse la totalité des éléments de développement, il est complexe et il pose des choses qui sont assez dures pour nos concitoyens, assez dures pour les élus. Faut-il les éviter ? Je veux juste prendre l'exemple du foncier. On en parlait cette semaine même à la Préfecture d'Indre-et-Loire avec les collègues présidents de ComCom et le président du Département. Faut-il les éviter ? Non.

Aujourd'hui, il y a une revendication légitime, totalement légitime des agriculteurs sur le foncier. Pourquoi je dis légitime ? On fait disparaître un département tous les sept ans à l'échelle de notre pays et on ne peut pas continuer ainsi. Il y a une revendication légitime pour le développement de l'habitat, et je ne veux pas opposer la ruralité à la ville, car je crois que c'est un équilibre, une articulation qu'il faut trouver. On a, certes, beaucoup de friches, et je traverse comme vous des villages dans lesquels on a des volets qui sont fermés, fermés, fermés et toujours fermés. Cela veut dire qu'il va falloir que nous pensions la réhabilitation de ces villages avec une ambition très forte d'innovation en matière d'architecture, en matière d'animation commerciale, de services, de réponses à des populations nouvelles qui veulent vivre dans les centres, et puis on aura besoin d'une consommation de foncier, oui, on aura besoin d'une consommation de foncier qui sera maintenue et qui ne pourra pas se faire au rythme du passé. Il y a aussi une revendication au niveau industriel, et, dans cette Région, on ne peut pas s'asseoir dessus. Par contre, il faut penser de nouveaux modèles. Il y a également une revendication en matière commerciale, mais pas dans la seule modalité des hypermarchés avec des hyperparkings, etc.

Ainsi, sur ce sujet-là, si on regarde simplement cela, on voit qu'on a un conflit d'usage qui nous attend. Et il y a une revendication au niveau de l'énergie. On a parlé de l'éolien, mais je peux parler du photovoltaïque, quand je vois se développer sur nos territoires des fermes photovoltaïques au sol. Pour le moment, c'est sur des secteurs dits peu productifs, mais il faut y être attentif, car ce sont des fermes qui font 60 ou 100 hectares. Ce n'est pas marginal et on préférerait parfois que ce soit sur le toit de nos entreprises.

On a là un conflit d'usage et on a à en sortir par le haut, non pas en disant « il y en a marre des règlements ». Parce que si on dit « il y en a marre des réglements » et qu'on additionne toutes ces consommations, on va dans le mur et les agriculteurs nous rattraperont parce que la réalité nous rattrapera. Et comment on peut faire cela ? Il faut penser un nouvel urbanisme. Là où on construisait, au niveau commercial, uniquement des hypermarchés, ce qui a été la production commerciale de toute une période, il faut qu'on revisite le modèle, et nos concitoyens, je crois, y sont prêts pour une large part. Il y a de la relocalisation à faire dans les centres, avec des structures moyennes et petites. C'est une revendication, on voit cette évolution. Je pense aussi à nos entreprises. Par le passé, il y avait d'énormes réserves foncières qui se faisaient autour, et pourquoi pas, mais ce n'est plus de mise. Ce n'est plus de mise, car il

y a trop de besoins autour de cela. Comment faire, dans une vision articulée au niveau d'une zone, pour que les communs puissent être utilisés par plusieurs entreprises ? C'est un travail d'urbanisme et il faut véritablement travailler là-dessus.

Il faut penser le logement. Il y a déjà eu beaucoup de choses de faites depuis trente ans dans le secteur où j'habite, quand il était bienvenu, et parce qu'on pouvait le faire, d'acheter 4 000 mètres carrés autour de la maison qu'on allait construire. Aujourd'hui, c'est devenu extrêmement rare, voire impossible et on a une mesure du jardin, auquel Nicolas FORISSIER faisait allusion, qui est beaucoup plus petite mais qui donne satisfaction aux gens, et il faut repenser cela.

Par conséquent, dire « le SRADDET, mettez-le à la poubelle » ou « les règlements, il y en marre », c'est éviter une évidence et on ne peut pas éviter l'évidence. Est-ce que cela veut dire arrêter le progrès ? Cela veut dire le contraire. Cela veut dire organiser un nouveau modèle de développement. Mais, franchement, le SRADDET, sur ce point et sur beaucoup d'autres, sur l'énergie, sur le traitement des déchets, et on le voyait en Indre-et-Loire, sur l'aménagement des voies de circulation, sur beaucoup de sujets, est l'occasion de discuter, et moi, je souscris à cette idée. On travaille actuellement avec les VP sur le fait que notre nouvelle génération de contractualisations avec les territoires, avec les aides que nous apportons, devra être un espace de discussion avec les territoires pour articuler les projets de territoire avec des enjeux globaux.

La Région, là-dedans, que fait-elle ? Elle pose des orientations, elle facilite des appropriations, des réflexions, et l'État, lui, applique la loi que le SRADDET a traduite, mais le SRADDET ne fait que traduire la loi, et les services de l'État – il a été question de la DREAL, des directions départementales, etc. – appliquent la loi. Je pense que, oui, il y a beaucoup trop de complexité aujourd'hui. Il y a beaucoup trop d'enchevêtrements, vous avez été plusieurs à le dire et je le dis régulièrement au préfet. Il faut que les délais d'instruction soient resserrés et qu'on puisse travailler non pas en linéaire mais en parallèle, et il faut une présentation suffisamment accessible aux citoyens, mais avec des objectifs et non pas à partir des contraintes.

Je termine juste par cela. J'étais président de la Mission Val de Loire au moment où nous avions dû élaborer un schéma de gestion, un plan de gestion du Val de Loire classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. Le préfet de Région de l'époque m'avait dit : « Vous, vous avez le beau rôle, les élus. C'est l'État qui va se prendre les coups, parce qu'on va interdire, interdire, interdire ce plan de gestion. » C'était un des premiers plans de gestion des zones classées au patrimoine mondial. Et, avec un certain nombre d'élus, avec les services de la mission Val de Loire, on s'était fixé d'aller voir la totalité des communes pour leur présenter le plan de gestion. Et, je vous l'assure, il y a des contraintes dans ce plan de gestion. Le quatre par trois n'est pas vraiment le bienvenu sur les bords de la Loire, ce qu'on comprend bien, et il y a un certain nombre d'autres choses encore en matière de locaux industriels, de locaux commerciaux, etc. On avait expliqué tout cela, cela avait été partagé et on avait eu plus de 95 % de votes de conseils municipaux qui étaient favorables. En effet, les gens s'étaient dit que, certes, il y avait des contraintes, mais il y avait un espace de développement, un espace de valorisation, il y avait du projet, il y avait un avenir pour notre territoire.

Je crois franchement qu'on doit aborder ces sujets comme cela, car on est face à un problème de responsabilité totale, et on ne peut pas continuer à enfouir des quantités astronomiques de déchets. Notre Région était importatrice nette à un niveau considérable, et on allait chercher des déchets à 150 ou 200 kilomètres – si Charles FOURNIER était là, il le dirait mieux que moi. Cela ne peut pas être notre avenir. On avait un volume non trié et brûlé qui était considérable et on connaît les incidences de cela. Aujourd'hui, il y a d'autres techniques et il faut qu'on les partage. Il ne faut pas qu'on soit brutal là-dedans, mais si on peut favoriser les prises de conscience et le développement de nouveaux modèles, je crois que ce sera tout à fait intéressant, encore une fois, non pas par la contrainte mais par le partage des valeurs qui sont derrière tout cela. Et c'est cela, un SRADDET, c'est orienter un développement à échelle humaine, compréhensible, à l'échelle des territoires, qui crée un nouvel avenir pour nos concitoyens.

J'ai envie de dire cela, parce que je l'ai entendu dans la bouche de plusieurs d'entre vous et je souscris assez volontiers à cela.

Dominique ?

M. ROULLET.- Le Président a répondu globalement à l'intégralité des intervenants. Quelques mots pour dire qu'il y a des points de convergence qui sont tout de même très forts. Pour prolonger ce qu'a dit François BONNEAU, quand on prend un certain nombre d'indicateurs, on s'aperçoit qu'on ne peut pas continuer dans un mode de fonctionnement dans lequel l'action continuerait à se déployer au fil de l'eau, sans qu'il y ait des règles ou des modes d'action qui soient partagés.

Je voudrais répondre à Rémy POINTEREAU, qui parlait de souplesse. On est tous pour la souplesse, mais le sujet, c'est que la loi s'applique à tout le monde. On appliquera donc la loi Climat et Résilience, qui impactera, bien évidemment, le SRADDET.

La concertation, elle a eu lieu mais elle va continuer. Il a été indiqué que plusieurs centaines de nos concitoyens ont participé aux débats, aux contributions, on a eu 110 textes de contribution. Il faut continuer et – cela revient constamment – qu'il y ait une appropriation au niveau de l'ensemble des acteurs de nos territoires.

Et je suis d'accord avec Charles FOURNIER. En dehors de l'aspect réglementaire du SRADDET, il y a le fait que ce SRADDET, pour reprendre ses mots, s'est installé dans notre réflexion compte tenu, justement, de la situation dans un certain nombre de secteurs.

Sur l'éolien, oui, il faut qu'il y ait un débat, il faut qu'il y ait un schéma régional, mais je pense qu'il n'y a pas non plus de questions tabous. Il a été mis en avant, effectivement, les consommations en matière d'éolien en ce qui concerne les terres agricoles, en ce qui concerne l'acier et autres, et il faut aussi qu'il y ait un débat sur le nucléaire, même si ce n'est pas forcément dans le SRADDET. Mais il faut qu'on ait aussi ce débat.

En ce qui concerne le rural et l'urbain, je partage le sentiment de beaucoup et de François BONNEAU, il ne faut surtout pas les opposer. Quelqu'un qui vit en milieu rural rencontre les mêmes problèmes que quelqu'un qui vit en milieu urbain – on a beaucoup parlé de la jeunesse, des questions de formation, d'emploi, de mobilité, de loisirs, de santé –, même si ces problèmes se posent dans des termes qui peuvent être différents.

Il y aura aussi la question, sur laquelle il faudra revenir, du traitement des déchets, de l'appréhension de cette problématique.

Sur les reproches sur la structuration du document, je répondrai que les choses sont quand même claires. Il y a 4 objectifs, 20 orientations et des règles. Bon, il y a une déclinaison, une méthode d'appréhension de l'exercice.

L'enchevêtrement des schémas. Ce n'est pas un enchevêtrement. Aujourd'hui, effectivement, il y a un ensemble de schémas qui interviennent sur des secteurs particuliers avec des dispositifs particuliers. On a parlé de « Territoires d'industrie », on peut parler des « Petites villes de demain », de centres-bourgs, de contrats de ruralité, de CRTE, et je pense que le SRADDET aura peut-être le mérite d'être au-dessus de tout cela et de faire en sorte qu'il y ait une cohérence et une lisibilité.

Je crois qu'il faut que nous puissions dire aux territoires que nous sommes là pour travailler avec eux et que nous sommes là pour rendre les choses plus simples, plus lisibles et plus faciles à appliquer. Je le vois bien dans les contrats de pays et les contrats d'agglomération, il y a une sensibilisation très forte à cette question de transition écologique et à la nécessité d'inventer un nouveau mode de développement.

Je terminerai par deux sujets qui n'ont pas été abordés. D'abord, la coopération avec les régions voisines. J'ai eu l'occasion de rencontrer, avec les services, les régions voisines, il peut y avoir des coopérations sur certains sujets. Ensuite, on parle de métropolisation, et c'est vrai que c'est aussi un sujet. Il y a deux métropoles qui peuvent être une chance pour notre Région, à condition qu'elles collaborent dans un certain nombre de domaines. Et je pense que la notion de pôle métropolitain Tours-Orléans intégrant aussi Blois, c'est quelque chose sur lequel on devrait se pencher. C'est une notion qui a été mise en avant par un membre du CESR il y a quelques années, en parlant de « métropole verte », c'est-à-dire d'axe de la Loire, et cela implique des coopérations très fortes.

Nous aurons donc l'occasion de nous revoir dans quelques mois pour poursuivre l'exercice, mais, d'ici là, il y aura une concertation et une action renforcées sur les territoires pour que chacun puisse participer.

M. le Président.- Merci, Dominique ROULLET.

Après ce débat, j'ai tout d'abord à solliciter un vote qui me donne acte du fait que nous avons présenté le point d'étape. Je crois que c'est unanime. Pas d'opposition ? OK, merci.

(L'assemblée prend acte à l'unanimité de la présentation du point d'étape du SRADDET Centre-Val de Loire)

Nous avons maintenant un vote formel sur le maintien en vigueur du SRADDET tel qu'il est et sur sa poursuite en associant au pilotage les collectivités locales, le regroupement, l'État et les acteurs de la Région. Il a d'ailleurs été fait état tout à l'heure des réunions qui se tiennent ici avec ces collectivités sur ce sujet.

Le vote dit également la décision d'examiner, courant 2022, la nécessité – elle sera avérée, mais tant qu'on ne connaît pas le texte, on ne peut pas l'affirmer définitivement – et l'opportunité d'apporter des modifications au Schéma pour intégrer de nouvelles obligations, qui sont celles de la loi Climat et Résilience, et de prendre en considération les éléments du contexte qui sont des éléments récents.

Enfin, ce vote habilite le Président à signer les documents qui sont liés.

(Monsieur François BONNEAU met le rapport au vote)

M. NIKOLIC.- Pour comprendre, on vote sur quoi exactement ?

M. le Président.- Vous n'avez pas entendu ? Je répète, Monsieur NIKOLIC.

Ce vote porte sur le maintien en vigueur du SRADDET et sa poursuite en associant au pilotage les collectivités locales, le regroupement, l'État et les acteurs de la Région.

Il porte sur la décision d'examiner, courant 2022, la nécessité et l'opportunité d'apporter des modifications au Schéma pour intégrer de nouvelles obligations liées à la loi et prendre en considération les éléments de contexte récents.

Et ce vote porte sur l'habilitation donnée au Président à signer les documents liés.

OK, pour que ce soit bien clair, qu'il n'y ait pas de méprise ?

C'est donc une abstention pour les groupes de l'opposition ?

M. NIKOLIC.- Abstention également.

(Mis aux voix, le rapport est adopté)

Pour : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain
Abstention : Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Rassemblement National et Alliés / Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- Je vous en remercie.

Il convient maintenant d'aborder le rapport sur la carte des formations professionnelles initiales, et, pour cela, j'appelle la contribution de la vice-présidente Carole CANETTE.

RAPPORT N°3 CARTE DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES INITIALES SOUS STATUT SCOLAIRE EN REGION CENTRE-VAL DE LOIRE POUR LA RENTREE 2022

Mme CANETTE.- Merci, Monsieur le Président.

Ce rapport sur la carte des formations professionnelles initiales sous statut scolaire est relatif à un document obligatoire qui fixe et recense les ouvertures, les fermetures, j'ajoute même, parfois, les ajustements, les transformations de ces formations sur l'ensemble du territoire. C'est un document qui s'inscrit dans le cadre du CPRDF et du projet académique du Rectorat comme du projet régional de l'enseignement agricole de la DRAAF, bien sûr, et qui s'attache à définir les évolutions les plus pertinentes possible de l'offre de formation.

Cette carte s'inscrit dans un contexte dont on ne peut pas faire fi, qui est celui d'une baisse des effectifs dans les lycées publics. Les chiffres vous sont indiqués dans ce rapport. On est à moins 0,8 % sur l'ensemble des cycles. En second cycle voie professionnelle, on est à moins 1,10 % et, en BTS, on est même à moins 3,7 %. Ce sont des éléments qu'il faut regarder, car il faut être vigilant pour que cela ne perdure pas, en tout cas, quand ce n'est pas strictement lié à l'évolution démographique, socio-démographique. En même temps, ce sont des éléments dont il faut tenir compte quand on pense cette offre de formation.

Cela s'inscrit aussi dans un contexte dont il faut tenir compte également, qui, pour le coup, n'est pas de notre fait mais qui est un choix lié à des politiques nationales mais aussi à des évolutions sociétales, à des aspirations de la population. En effet, on constate une montée en puissance de l'apprentissage, qui est peut-être liée à des aspirations des jeunes et de leurs familles, mais peut-être aussi à cette libéralisation qu'il a pu y avoir sur les CFA.

Cette carte est élaborée selon une méthodologie, encore une fois, très participative qui est précisée dans le rapport et que je ne vais peut-être pas détailler, compte tenu de l'heure. Évidemment, tous les acteurs sont associés, OPCO, branches, partenaires sociaux, chambres consulaires, CESER, etc., et elle est élaborée au terme d'une large concertation et de maints avis.

Il faut savoir que cette carte est au carrefour d'enjeux très forts. On tient compte à la fois de la demande des jeunes et de leurs familles, de leur souhait d'orientation, mais aussi, pour ce qui est de notre part et de celle de l'Éducation nationale, des ambitions qu'on peut porter pour cette jeunesse, pour ces jeunes en termes d'émancipation et de construction. Mais il faut tenir compte aussi des besoins du territoire en matière de compétences. Il ne s'agit pas de sombrer dans l'adéquationnisme mais juste, quand même, de tenir compte de la réalité, car on a beau avoir les plus belles ambitions sur le papier pour les jeunes, si, derrière, il n'y a pas d'offres de stage et s'il n'y a pas de débouchés, on aura des gens qui auront l'esprit bien formé

mais qui finiront tout seuls chez eux sans stage ni travail, et je ne suis pas sûre que ce soit comme cela qu'on accompagne au mieux les jeunes.

Autre enjeu dans cette carte des formations, c'est bien évidemment l'accessibilité des formations en termes de répartition sur le territoire et l'aménagement du territoire. C'est aussi construire des cartes de formation qui rendent les métiers attractifs et c'est avoir une vision stratégique sur les besoins en termes de formation, pas seulement de la Région, et j'allais dire qu'on contribue aussi à une politique nationale de construction de compétences pour notre pays tout entier.

Et tout cela ne se pense pas hors sol, puisqu'il faut tenir compte, je le disais, de la démographie scolaire. Vous en parliez ce matin, Monsieur le Président, on a des chiffres qui nous sont donnés par les services du Rectorat et qui nous montrent qu'on est sur des perspectives qui sont à examiner de près, qui ne sont pas des tendances à la hausse, loin de là. Il faut tenir compte de l'offre de stage en local. On a beau penser les plus belles formations, si les entreprises n'accueillent pas en stage localement, c'est problématique. Il faut tenir compte aussi des moyens dont l'autorité et les autorités académiques disposent, et il faut tenir compte de l'évolution des métiers et du contexte législatif.

Pour cette année, cette concertation, ces enjeux et ce contexte amènent à une évolution de cette carte de formation, qui débouche sur une augmentation modeste du nombre de places, 59 au total, pour ces formations sous statut scolaire. Plus précisément, vous l'avez en page 4 du rapport, 12 ouvertures, 5 diminutions, 3 fermetures dont 2 sont compensées par des ouvertures. C'est ce dont je vous parlais, parfois, il y a des transformations. Plus exactement, on ajuste certaines formations, c'est-à-dire que là où il y avait 30 places avec une même option, une même mention, on en laisse 15 là et il y en a 15 autres qu'on va faire basculer dans une autre spécialisation pour s'ajuster aux besoins et pouvoir donner une âme supplémentaire, j'allais dire, une spécialisation supplémentaire qui est recherchée et pour diversifier ainsi les compétences.

On voit que cette évolution se concentre quand même sur du niveau IV. C'est assez marqué. Je le redis, cela s'inscrit dans une perspective de démographie assez fragile. Il faut noter aussi que l'évolution des cartes de formation, ce n'est pas seulement qu'avec les autorités académiques, où il y a un oui ou un non qui est donné à un nombre pléthorique de demandes. On fait aussi avec les demandes des lycées et on se rend compte que le nombre de dossiers proposés par les lycées a été relativement modeste aussi, probablement en lien avec cette concurrence de l'apprentissage dont je vous parlais, peut-être aussi parce que le contexte sanitaire fait qu'on a du mal à se projeter et probablement aussi parce qu'on a une offre qui est déjà développée.

Il faut savoir aussi que, s'agissant de la décision d'ouverture d'une formation, il ne suffit pas de se dire « ce serait bien qu'il y ait telle formation ». On regarde ce qu'il passe autour, car, parfois, ouvrir une formation peut être un peu périlleux au sens où cela peut venir drainer des jeunes qui sont en formation sur une autre formation, et mettre en péril. Quand on a un taux de remplissage qui n'est pas au « top », ouvrir une formation à côté, c'est parfois lui donner la même chance et elle peut parfois mettre en péril l'autre formation. Il faut donc regarder cela avec attention pour, par exemple, ne pas mettre en danger un bac pro par l'ouverture d'une formation d'un niveau moindre, ou inversement parfois. Il faut donc vraiment regarder ce qu'il se passe sur le territoire.

Vous avez en annexe les ouvertures, les fermetures et les ajustements par département. Je ne suis pas sûre que ce soit nécessaire que je rentre dans le détail. Maintenant, je suis prête à répondre à vos questions. J'imagine qu'il y en aura sur le sujet de Loches, car je sais que cela a suscité quelques questionnements, et même si vous ne me posez pas la question, j'y répondrai quand même à l'issue des interventions. Mais je ne veux pas anticiper le sujet. Voilà, je suis prête à répondre à vos questions.

Oui, une dernière chose, pardon, pour dire qu'il y a des sujets qui n'ont pas été actés dans cette carte mais pour lesquels il a été vraiment acté qu'il fallait qu'on y soit attentif, et il a également été acté qu'on devait travailler pour des ouvertures à plus long terme, qu'on regarde des ouvertures à plus long terme.

Les points sur lesquels il faut qu'on soit vigilant, c'est par exemple l'impact de la revalorisation de la voie technologique sur ces formations sous statut scolaire, avec cette crainte de vases communicants qu'il pourrait y avoir et de mise en danger de ces formations. Sur les projets d'ouverture, au regard des besoins du territoire, des évolutions des autres formations autour, c'est pareil, c'est dans la note, en matière de soins et de services à la personne à Saint-Amand-Montrond. Cela tourne beaucoup autour des choses qu'on a travaillées sur les soins et les services à la personne.

J'ai oublié de dire que, pour cette année, en revanche, on note une grande diversité des secteurs professionnels concernés, et des liens avec nos stratégies. C'est ainsi qu'on retrouve évidemment les services à la personne, car on sait qu'il y a de gros besoins, mais aussi, et c'était un de nos débats ce matin, en matière de tourisme, en matière d'hôtellerie, de cafés, de restaurants, en matière de numérique, en matière d'aéronautique, en matière de logistique, de sport également dans la perspective de Terre de Jeux 2024, parce qu'on sait qu'on va avoir des besoins dans ce domaine également.

Voilà, je suis prête à répondre à vos questions après les prises de parole. Je veux vous dire aussi que cette carte de formations, mais vous l'avez sûrement vu avec l'avis, a été bien accueillie par le CESER et plutôt bien aussi en Conseil académique de l'Éducation nationale.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci beaucoup pour cette présentation.

Pour l'UDCI, ce sera Monsieur FORISSIER ?

M. FORISSIER.- Un mot, Monsieur le Président, pour dire que nous voterons ce rapport et que le seul orateur du groupe sera Aurore CARO.

M. le Président.- Très bien, merci.

Je donne la parole, pour commencer, à Aurore CARO.

Mme CARO.- Merci, Monsieur le Président.

Sur ce point relatif à la carte des formations professionnelles, comme l'a dit Nicolas FORISSIER, nous voterons pour ce rapport. C'est un rapport qui, comme l'a dit Madame la vice-présidente, prend vraiment en compte la démographie de nos établissements scolaires.

Néanmoins, la question centrale reste quand même, et vous l'avez souligné, vous l'avez bien intégré, la question de l'adéquation entre la formation professionnelle et les emplois à pourvoir. Le rapport du CESER, dont, d'ailleurs, je salue la qualité, révèle et relève un élément essentiel, je cite : « *Le CESER apprécie que soit envisagée une programmation pluriannuelle permettant une vision prospective.* » Autrement dit, pour le moment, il n'y a pas vraiment de vision prospective et le CESER va un peu plus loin en suggérant qu'une étude soit réalisée de manière urgente afin d'avoir une connaissance plus fine des motivations des jeunes.

L'élément fondamental pour construire une réelle vision semble être la concertation avec les territoires, ce qui semble largement manquer pour construire cette fameuse vision prospective, une concertation notamment avec les collectivités locales. Je pense surtout aux communes et aux intercommunalités, qui ont une connaissance plus fine des bassins d'emploi. D'ailleurs, les élus régionaux dans cet hémicycle ont tous dû être confrontés, à un moment donné, aux entreprises de leur territoire en réelle difficulté quant à la question des recrutements. C'est un vrai sujet sur nos territoires. Ce quotidien, nous le vivons en lien direct avec nos entrepreneurs, nos artisans, nos commerçants.

C'est finalement l'ambition d'avoir une politique régionale qui parte vraiment des territoires, et c'est ce que nous avions beaucoup relayé durant notre campagne.

Depuis la loi NOTRe, on distingue bien deux niveaux d'action sur ces questions : la Région et l'intercommunalité. Nous parlions tout à l'heure de la difficulté de cohérence entre les différentes actions des collectivités, et l'enjeu est peut-être de créer un réel tandem entre Région et intercommunalité pour mettre vraiment en cohérence les besoins des entreprises, la connaissance de nos territoires et l'action de la Région.

Du coup, je terminerai, Madame la Vice-présidente, par le sujet que vous avez évoqué tout à l'heure, la question de Loches. Je vous pose donc la question et je vous remercie par avance de vos éléments sur ce sujet.

Merci beaucoup.

M. le Président.- Merci, Madame CARO.

Monsieur JEAN.

M. JEAN.- Merci, Monsieur le Président.

Cette carte des formations professionnelles initiales accompagne l'insertion professionnelle des jeunes en proposant une politique éducative ambitieuse, Madame la vice-présidente l'a dit, qui œuvre naturellement pour une meilleure articulation entre l'orientation, la formation professionnelle, le développement économique et l'emploi.

Bien entendu, l'enjeu de cette carte des formations professionnelles, c'est un enjeu fondamental pour les jeunes, encore plus aujourd'hui après ces longs mois de pandémie particulièrement bouleversants pour les jeunes de notre Région. Cette charte est également, depuis 2017, incluse dans le contrat régional pour l'orientation et la formation, dans le but de toujours mieux articuler les demandes sociales et les réponses aux besoins de l'économie.

Toutefois, pour nous, il faut rajouter obligatoirement à ces enjeux la nécessaire prise en compte de la transition écologique. À la lecture de ces cartes, il apparaît que certains axes, que certaines formations relèvent d'anciennes conceptions et ne prennent pas suffisamment en compte la nécessaire bifurcation écologique.

Je prends pour exemple, très concrètement, le bac pro aéronautique de Châteauroux. Nous aurons, certes, toujours besoin d'avions, et nous en avons parlé ce matin. Néanmoins, aujourd'hui, le défi de la crise climatique nous impose inéluctablement de diminuer l'usage de l'avion, même s'il est « vert », d'avoir moins de vols, moins de lignes et, comme le reflétaient nos échanges, d'investir dans des filières qui devront nécessairement décroître. C'est donc se priver d'investir dans des alternatives qui ont, elles, de l'avenir.

Second exemple, celui des diverses formations développées pour répondre, je cite, « *à la tendance actuelle de développement de la vente à distance* ». À l'approche des fêtes de fin d'année, forcément, ce sujet nous interpelle, tant côté commerce que côté logistique. Certes, on peut en convenir, il y aura toujours besoin de logistique et de commerce, mais pas sous cette forme. Le développement du commerce sur le modèle d'Amazon, décrié, dénoncé, combattu dans de grands endroits de notre planète, se caractérise, entre autres, par la croissance illimitée de chaînes de production, par une organisation du travail usante humainement et faisant fi du droit syndical, également par des chaînes de logistique et de distribution toujours plus longues et par ce commerce tout numérique mondialisé qui est une impasse écologique et sociale. La crise sanitaire actuelle a, en plus, mis en lumière la fragilité de ces chaînes d'approvisionnement à l'échelle planétaire. Au contraire, nous devons, et c'est aussi des débats qui nous animent, reterritorialiser l'économie, mieux structurer les circuits courts qui répondent aux besoins réels de la population locale, ce qui nous impose donc, au regard de cette carte des formations professionnelles, des formations adaptées.

Enfin, au contraire, nous devons intégrer les besoins à venir dans nos formations dès aujourd'hui. L'exemple à suivre, c'est une filière à prioriser, qui est celle de la transition vers les énergies renouvelables, laquelle, on le sait, générera à l'avenir, dans des délais moyens et longs, des centaines de milliers de nouveaux emplois dans notre pays, pour lesquels nous devons dès maintenant développer des formations nécessaires pour les jeunes filles et les jeunes garçons. Les formations existantes doivent également être adaptées pour faire face à ces défis, qui ne sont pas des utopies mais bien réels et immédiats.

Second exemple positif à amplifier. Puisque nous avons fixé pour cette mandature l'objectif du développement des surfaces agricoles en agriculture biologique, les formations professionnalisantes doivent être centrées sur cette pratique agricole porteuse d'avenir, qui génère des vocations locales et qui constitue une potentielle attractivité supplémentaire de notre territoire. Nous l'avons dit tout à l'heure sur le SRADDET, nos formations doivent être alignées sur l'objectif de ce SRADDET avec, pour 2030, 15 % de surfaces agricoles en biologique.

Pour terminer, cette carte mérite donc de prendre en compte de manière peut-être plus offensive ces enjeux pour être notamment plus attractive, pour être plus séduisante pour nos jeunes et surtout, très concrètement, pour qu'elle ait encore plus de sens et qu'elle soit, pour eux et pour elles, porteuse d'avenir.

Le travail continue donc et nous voterons positivement pour cette carte.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur JEAN.

Madame STEPANOFF a la parole.

Mme STEPANOFF.- Monsieur le Président, Madame la Vice-présidente, dans le rapport qui nous est soumis, nous pouvons constater une tendance, qui semble être une tendance de fond, à la baisse des effectifs dans les formations professionnelles initiales. Vous évoquez la tendance démographique, la concurrence de l'apprentissage. Les établissements ont, en 2021, enregistré 729 élèves de moins qu'en 2020. On comprend que c'est dû en grande partie au développement de l'apprentissage pendant cette période, qui tend à prendre la place des BTS, des bacs pros, des CAP et d'autres diplômes professionnels. En plus, la réforme des DUT qui induit leur transformation en BUT, bachelors universitaires de technologie, avec un passage un bac+3 au lieu de bac+2, vide encore un peu plus les BTS.

Dans ce contexte de baisse des effectifs, on voit que la carte des formations propose une augmentation de 56 places en formation professionnelle initiale sur l'ensemble de la Région pour l'année 2022. On devine que cette offre s'accroît chaque année d'une centaine de nouvelles places par an et on se demande depuis quand date la baisse des effectifs. On ne voit pas bien comment toutes ces formations vont être remplies. Quel est aujourd'hui le taux de remplissage moyen des formations professionnelles initiales ? Combien de classes fonctionnent-elles en sous-effectif ? À partir de quel seuil la décision de fermeture est-elle prise ? Le rapport mentionne même une formation qui fonctionne cette année avec un seul élève ; on se demande quel est alors le coût annuel par apprenant d'une telle formation.

La tendance à la baisse des effectifs dans les formations professionnelles initiales ne va probablement pas s'inverser et une réflexion est donc à engager sur la manière d'optimiser ces formations, afin d'éviter des classes vides et sans apprenants et des coûts par apprenant démesurés.

Des solutions existent, telles que l'hybridation de certaines formations avec des classes regroupées sur plusieurs sites, une mutualisation des ressources et des enseignants, une partie de l'enseignement réalisée à distance, une possibilité pour les élèves d'être physiquement dans leur établissement d'accueil, sur le modèle des campus connectés. Avez-vous déjà envisagé de telles solutions ?

Il me semble qu'il va falloir avoir le courage de traiter la problématique des effectifs en baisse continue et le fonctionnement des formations en dessous de leur capacité optimale. De ce fait, nous nous abstiendrons dans le vote de ce rapport.

Pour que nous puissions voter la carte des formations, nous avons besoin de plus de transparence sur les taux d'occupation, sur les seuils à partir desquels une fermeture doit être envisagée et sur les solutions innovantes mises en œuvre pour continuer à proposer une offre de formation professionnelle variée et disponible sur l'ensemble du territoire, sans dépendre de la demande dans un endroit donné. C'est avec une telle solution innovante, hybride que nous pourrons aller encore plus loin dans la territorialisation des formations et proposer des formations variées dans les territoires les plus éloignés et au plus près des entreprises recruteuses.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame STEPANOFF.

Monsieur HEMARDINQUER a la parole.

M. HEMARDINQUER.- Monsieur le Président, Madame la Vice-présidente, chers collègues.

Tout d'abord, sans être hors sujet, je fais un aparté en précisant que c'est une bonne chose de constater l'essor de l'apprentissage dans notre Région, bien que des obstacles demeurent en termes de facilitation, d'accès aux offres ouvertes par les entreprises ou encore d'accès équitable garanti aux étudiants en situation de handicap. Néanmoins, l'offre de formation professionnelle sous statut scolaire doit permettre à tout le monde de trouver une porte de sortie, de continuer son parcours d'études afin d'accroître ses compétences et d'obtenir, à terme, un emploi plus qualifié et donc mieux rémunéré.

À ce titre, la carte des formations professionnelles, telle qu'elle est présentée, nous paraît cohérente mais présente encore quelques faiblesses et c'est pourquoi nous nous abstiendrons sur ce vote. Je vous soumets toutefois ces quelques pistes de réflexion.

Je pense qu'il faut continuer le travail de valorisation des filières professionnelles et notamment, en lien avec les services d'orientation de l'Éducation nationale, favoriser les orientations en troisième prépa pro, pas uniquement pour les décrocheurs, ce qui est encore trop souvent le cas, et tenter de garantir aux jeunes qui en sortent une place dans la formation qu'ils auront choisie et non pas dans celle où il y aurait une vacance de poste. Par exemple, un jeune qui souhaiterait poursuivre sa formation en seconde pro et qui se retrouve, faute de place, dans une classe de CAP. De tels phénomènes sont nuisibles à la motivation des élèves et potentiellement pour la suite de leur scolarité.

Dans cette nouvelle carte des formations, il est à noter une offre insuffisante au niveau des formations dans le domaine des personnels sanitaires et médico-sociaux, liés à l'autonomie ou au maintien à domicile. Dans cette filière, l'alternance a vidé la formation classique, mais, dans la mesure où il y a des besoins extraordinaires, il est dommage qu'on n'ait pas maintenu un effort particulier, car c'est un secteur particulièrement en déficit.

On observe également un recul au niveau des BTS par rapport aux années précédentes, essentiellement dû à la réforme des DUT en BUT, comme cela vient d'être dit, et de leur cursus privilégiant l'apprentissage, tout comme pour les licences pros. Il est de plus en plus dur pour un étudiant de poursuivre en BTS un parcours scolaire et non en apprentissage. Pourtant, c'est cette formation sur deux ans et académiquement plus accessible qui a la préférence des étudiants issus des filières technologiques et qui, souvent, constitue la seule option pour les bacheliers issus de la filière professionnelle. Permettre une offre de BTS conséquente sous statut scolaire donne une chance de poursuite d'études au plus grand nombre et permet de lutter contre le déterminisme social en rendant moins anxiogène et plus accessible l'enseignement supérieur pour les élèves qui ne trouvent pas leurs marques dans les méthodes d'apprentissage plébiscitées habituellement au sein des filières générales et technologiques.

Point de vigilance sur la valorisation de la voie technologique, celle-ci ne doit pas se faire en stigmatisant la voie professionnelle ou en laissant supposer une possibilité de parcours plus élitiste aux diplômés d'un bac technologique. Je suis fermement opposé à un schéma bac général/université, bac techno/BUT, bac pro/BTS. Ces filières doivent être totalement perméables ; à défaut, on enfermera nos jeunes dans le déterminisme social que je dénonçais précédemment.

Un élève, qu'il soit en bac pro, en apprentissage ou en scolaire, doit pouvoir suivre la formation à laquelle il aspire, et tout le nécessaire doit être fait pour accompagner les élèves dans les cursus qu'ils ont choisi, en prévoyant, au besoin, la mise en place de classes de remise à niveau pour permettre ces transitions. Par exemple, il existe trop peu de classes préparatoires en trois ans au lieu de deux pour permettre aux élèves de bac pro d'intégrer une école d'ingénieurs. À ce jour, ces classes sont absentes de la carte des formations professionnelles sous statut scolaire et même absentes tout simplement dans notre Région alors qu'elles auraient toute leur place, même si leur finalité immédiate n'est pas professionnelle et que ce ne sont que des classes de transition. Des classes de même type sur un ou deux ans devraient pouvoir être suivies par les élèves de bac pro pour les remettre à niveau afin qu'ils puissent intégrer sereinement des BUT ou licences pro, et sortir ainsi de l'automatisme d'une orientation qui les mène vers des BTS, lorsqu'ils ne souhaitent pas rentrer dans la vie active immédiatement après leur diplôme du bac.

Je vous remercie.

M. le Président.- Merci, Monsieur HEMARDINQUER.

Madame TEIXEIRA a la parole.

Mme TEIXEIRA.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

La carte des formations est un outil nécessaire qui permet d'apporter une réponse en termes de besoins dans notre Région. Aujourd'hui, tout doit être mis sur un pied d'égalité pour que le maillage collectif fonctionne correctement. Comme tout secteur, celui-ci n'échappe pas aux difficultés et aux obstacles.

La formation publique, comme vous l'avez dit, Carole CANETTE, rencontre des baisses d'effectifs sans précédent. Si on prend ne serait-ce que le recrutement des enseignants avec une pérennisation de leur statut et donc de leur emploi, comment les inciter à exercer ce métier et leur permettre une préparation de qualité aux concours ? Autre difficulté, les places limitées et souvent mal adaptées au profil des élèves. Beaucoup d'élèves se retrouvent dans des formations qui ne leur correspondent pas, faute de places ou parce que c'est trop difficile pour continuer. Cela conduit souvent à un échec qui met à mal le jeune et crée une rupture avec le système éducatif.

La priorisation de certaines filières pour certains publics pose également question. Surchargées, ces filières ne peuvent accueillir d'autres profils, et pourtant, ce serait la meilleure solution.

La recherche de stages et d'employeurs est également un questionnement très présent chez nos jeunes. Nous avons pu le constater aux états généraux de la Jeunesse, la préoccupation est grande. Avec la réforme de l'apprentissage, beaucoup d'entreprises privées ouvrent des formations très spécifiques qui correspondent à leurs besoins à elles mais qui ne permettront pas forcément aux personnes formées d'aller vers d'autres entreprises sur le marché du travail. Le besoin est là, à un moment donné, et il faut donc trouver des profils. Mais ne sommes-nous pas en train de créer des profils types, cadrés, qui malheureusement ne correspondent pas à l'individualité et donc aux vocations de chaque jeune ? Il ne s'agit pas d'abandonner la formation des jeunes au seul patronat. Nous devons travailler à la revalorisation de l'image de nos lycées professionnels, et, pour cela, nous devons leur en donner les moyens. La complémentarité entre apprentissage et lycées professionnels doit être la norme. Les conditions de l'apprentissage doivent être définies pour éviter les conséquences des abandons, suite notamment à l'éloignement, aux difficultés d'emploi et à celles rencontrées également au sein des stages.

Revenons-en à notre carte de formation. Son utilité est primordiale. Le travail engagé est colossal, nous devons continuer de travailler avec les professionnels du secteur, les employeurs, l'Éducation nationale et, bien sûr, les jeunes, en évaluant des facteurs de tension et en les réglant les uns après les autres. Il faut rendre plus attractives nos formations professionnalisantes, tout comme leurs débouchés, en passant par une revalorisation complète. Elle doit être un moyen d'entendre la demande sociale des jeunes et de leurs familles et les besoins en compétences des entreprises, d'appréhender l'attractivité et la représentation des métiers et des formations en élaborant une vision stratégique à long terme de la formation pour les jeunes et surtout avec les jeunes.

Nous devons absolument travailler sur les places supplémentaires dans les lycées. Le contexte est difficile, certes, mais nous nous devons de ne laisser aucun jeune sans formation ou dans une formation qui ne lui correspond pas et qui ne lui permet pas d'avancer dans son épanouissement personnel. C'est un réel défi qui se présente à nous, un défi lié à l'égalité des chances pour tout individu qui souhaite se former et trouver une vocation dans laquelle il pourra pleinement s'épanouir.

Notre groupe votera donc positivement pour cette carte des formations.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame TEIXEIRA.

Madame GAY a la parole.

Mme GAY.- Madame la Vice-présidente, chers collègues, je voulais tout particulièrement insister sur l'enjeu de cette carte des formations professionnelles initiales. Comme plusieurs intervenants l'ont souligné, c'est un enjeu tout d'abord très important pour les jeunes. Il se joue là leur avenir, le choix d'une formation qui leur plaise, d'un métier qui leur permette d'entrer dans la vie active, de construire un parcours professionnel futur.

Vous l'avez souligné, plusieurs d'entre vous, les choix d'orientation sont souvent contraints, voire subis. Ils sont contraints, d'une part, par une méconnaissance des filières, par des difficultés scolaires, par une représentation sociale des métiers, mais aussi, souvent, par des difficultés économiques des familles et des contraintes géographiques, justement, des formations. Or, notre politique, notre volonté pour les jeunes, c'est vraiment de leur proposer des filières de formation qui leur ouvrent des portes pour l'avenir, des apprentissages qui ont du sens et qui leur permettent un épanouissement et une carte de formation pertinente sur l'ensemble du territoire.

C'est donc à la fois le positionnement des formations sur l'ensemble des territoires, mais également le choix des formations et aussi, le CESER l'a souligné et vous l'avez souligné, la proposition de différents niveaux de formation. Nous voyons que celles-si se concentrent sur le bac pro qui est souvent le plus demandé par le monde économique, mais il y a aussi des BTS, et le CESER a souligné l'importance des CAP pour qu'il puisse y avoir des formations qui s'adressent à l'ensemble des jeunes.

La carte des formations, c'est aussi un enjeu pour le monde économique et social, qui a besoin des jeunes, des compétences des jeunes pour développer des activités, pour exercer des activités tout simplement.

On le voit, on est là sur des diplômes qui sont construits au niveau national, notamment dans les CPC de l'Éducation nationale, avec les branches professionnelles, avec les entreprises. Ainsi, le contenu des diplômes prend en compte également les évolutions et notamment les évolutions liées à la transition environnementale qui ont beaucoup irrigué les diplômes de l'enseignement professionnel.

Cette carte des formations est construite aussi à partir de l'analyse des besoins du territoire, et là, je voulais répondre à Madame CARO, car elle est construite notamment avec le CREFOP qui a travaillé sur des études en concertation avec les partenaires sociaux et avec les branches professionnelles, et elle est aussi construite à partir des travaux du GIP Alfa, qui intervient sur des études prospectives, sur l'analyse des secteurs en développement dans nos territoires.

Je voudrais prendre quelques exemples pour illustrer. Il y a la mention complémentaire « animation-gestion de projets », dans le secteur sportif, qui répond notamment aux évolutions de la filière sportive, qui doit s'adresser aujourd'hui à des publics plus larges et construire des projets pour ces publics. On a, par exemple, la filière bijouterie à Saint-Amand-Montrond, qui s'inscrit dans une demande économique locale bien connue et en cohérence avec le Campus des métiers d'excellence Patrimoine et Métiers d'art, le BTSA à Chartres, « agronomie, productions végétales », qui permet vraiment de répondre aux besoins de notre société en formant des futurs exploitants agricoles, comme l'a évoqué ce matin Madame GIRARD, en les formant aux productions végétales et à la conduite d'une exploitation, et puis l'ouverture du bac pro « maintenance aéronautique », car ce sont des entreprises qui sont présentes et ce sont des métiers clés pour notre économie.

Avec ces différents exemples, on voit aussi que la carte des formations s'inscrit dans l'ensemble de nos politiques, dans un écosystème territorial plus large où il y a de la formation professionnelle continue avec les entreprises, avec les organisations, les secteurs professionnels, les tiers-lieux de compétences, mais on est bien là sur la…

(Coupure du son)

M. le Président.- On a perdu Madame GAY, on n'entend plus.

Mme GAY.- Est-ce que vous m'entendez ?

M. le Président.- C'est parfait.

Mme GAY.- Pardon. Je voulais dire que cette carte des formations est une véritable politique de la Région, même si elle est très complexe à construire, parce qu'elle se construit dans un dialogue avec l'Éducation nationale et avec la DRAAF. Il y a donc une certaine complexité. Il y a aussi la complexité que vous avez évoquée, liée au fait de mieux combiner les différentes voies, la voie scolaire et la voie de l'apprentissage, la voie professionnelle et la voie technologique.

Malgré cette complexité, elle s'intègre vraiment dans l'ensemble de nos politiques. Elle est en lien avec le développement économique, elle est en lien avec la réponse aux besoins des territoires, elle est aussi en lien avec la transition environnementale – je pense que c'est réel et on le voit, par exemple, sur les productions agricoles – et elle est en lien avec notre politique d'orientation et d'accompagnement des jeunes.

Elle s'intègre aussi dans nos politiques jeunesse – aide à la mobilité, aide au premier équipement professionnel – et, il faut le souligner, dans notre politique d'équipement en plateau technique des lycées, car nous investissons très fortement dans des équipements de pointe qui contribuent vraiment à la qualité des formations, et j'ai pu le constater sur le terrain dans de multiples endroits.

M. GRICOURT.- Merci de conclure, chère collègue.

Mme GAY.- Je peux donc conclure en disant que cette carte des formations initiales est une véritable politique au service des habitants de cette Région.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci beaucoup pour cette intervention.

Nous entrons dans le débat et j'invite Romain MERCIER à prendre la parole.

M. MERCIER.- Merci, Monsieur le Président, Madame la Vice-présidente, chers collègues.

Je vais m'éloigner un tout petit peu de la carte pour commencer mon propos en rappelant, si besoin est, la difficulté de certaines filières à recruter et, en parallèle, la difficulté de nombreux étudiants sortis d'études à trouver un premier emploi, en sachant que de nombreux jeunes sont au chômage.

La difficulté pour les régions, c'est qu'elles n'ont pas directement la compétence de l'emploi, mais elles ont un certain nombre d'autres compétences qui y sont liées, comme le développement économique, l'orientation, la formation, et ce sont des compétences dans lesquelles nous sommes pleinement engagés.

Nous devons travailler avec les autres, et les autres doivent travailler avec nous, pour pouvoir construire en cohérence un plan et réduire les difficultés que j'ai citées. Les autres, c'est qui ? C'est l'État, l'Éducation nationale mais aussi les Missions locales, Pôle emploi, les entreprises sur le territoire, et nous ne répondrons seuls pas à l'enjeu de l'emploi et du travail. C'est bien ce que je m'efforce de rappeler au quotidien en région quand je vais notamment sur le dispositif DEFI, que nous soutenons et qui est pleinement le fruit de ce travail de collaboration, mais aussi par l'intermédiaire du soutien qu'on peut avoir envers certains forums comme « 2000 emplois, 2000 sourires ». C'est bien tous ensemble qu'on va réussir à répondre à ce défi.

Cette carte qui nous est soumise aujourd'hui, c'est bien le fruit d'un travail de concertation, comme le disait Madame GAY à l'instant, avec les services de l'État et les services de la Région mais aussi avec les élus locaux, les lycées et les professionnels. Notre volonté est bien de proposer des enseignements qui répondront au manque de professionnels dans certains secteurs, tout en nous assurant que ces secteurs embaucheront les jeunes qui seront formés et tout en étant aussi attentifs aux attentes et aux envies de ces jeunes.

Les ajustements et les ouvertures de formation de cette nouvelle carte sont bien le fruit d'un travail collaboratif, d'une politique réfléchie permettant aussi l'émancipation des jeunes.

Vous le savez et je l'ai souvent dit dans cet hémicycle, la question des jeunes est une question qui m'importe énormément compte tenu de mes différentes expériences professionnelles. J'ai longtemps travaillé avec eux et je sais combien ils peuvent parfois être inquiets pour leur avenir professionnel. Ils ont besoin d'être accompagnés et c'est ce que nous nous engageons à faire en leur simplifiant l'ouverture au monde professionnel.

Nous savons que les diplômes professionnels permettent de déboucher plus rapidement sur un emploi que des diplômes généraux. Ces formations initiales sont donc une clé que notre Région fournit aux jeunes pour préparer leur futur et leur entrée dans la vie active. Une offre riche et variée en formation permet un cursus inclusif et aucun de nos jeunes ne sera laissé de côté. Une voie doit exister pour chacun d'entre eux, et si ce n'est pas le cas encore aujourd'hui, nous rendrons cela possible dans les années qui viennent.

Je terminerai mon propos en rappelant que pendant la campagne que nous avons vécue il y a quelques mois maintenant, nous nous sommes engagés avec le Président BONNEAU sur la création de 2 000 emplois de demain, comme nous les avions appelés. Nous devons alors adapter nos formations et notre offre de formation en répondant aux transformations de la société écologique, numérique, démographique, et c'est ce que nous faisons avec cette nouvelle carte de formations. Dans les années qui viennent, nous irons, et je n'en doute pas, encore plus loin en proposant des formations plus innovantes, en créant des nouvelles filières, des filières uniques qui pourraient avoir un rayonnement national et que nous pourrions installer, par exemple, dans nos futurs lycées dont on parlait ce matin, de Hanches et de Châteauneuf.

Nous souhaitons faire de la Région Centre-Val de Loire une terre de formation et d'apprentissage pour répondre aux attentes des jeunes et aux enjeux de demain, tout en prenant en compte les besoins de notre territoire.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- J'ai maintenant Karin FISCHER.

Mme FISCHER.- Oui, merci.

Mon collègue Arnaud JEAN a souligné plutôt l'importance d'une vision prospective qui prenne davantage en compte les enjeux environnementaux et socio-économiques dans la formation professionnelle initiale.

Dans le rapport sur la carte des formations professionnelles et dans l'intervention de Carole CANETTE tout à l'heure, certains points de vigilance sont évoqués et on voit se dessiner une autre problématique liée à la première, qui est la remise en cause progressive de l'enseignement professionnel public en France ces dernières années. Les lycées professionnels, qui ont une ambition de formation à la fois citoyenne et professionnelle, ont subi toute une série de réformes nationales sans qu'aucun bilan de ces réformes n'ait été fait, le tout dans un contexte de baisse globale des moyens qui leur sont affectés.

Le rapport évoque un certain nombre d'impacts sur la carte de formations, dus au développement concurrentiel de l'apprentissage, comme cela a déjà été évoqué. Les deux phénomènes sont liés, en effet, avec une volonté politique explicite du gouvernement actuel de remplacer en grande partie les lycées professionnels par l'apprentissage ou de les réduire à des sas de préparation à l'entrée en apprentissage. C'est aussi le sens de la loi de 2018, qui repose sur la marchandisation de la formation professionnelle. Depuis le début du mandat d'Emmanuel MACRON, 34 lycées professionnels ont été fermés.

Dans le même temps, les dispositifs d'aide financière auprès des entreprises pour l'apprentissage ont été considérablement renforcés, entraînant un véritable effet d'aubaine pour certaines d'entre elles. Nous avons, dans la présente carte des formations, un exemple évident du système de vases communicants dont a parlé Carole CANETTE et des conséquences négatives souvent en termes de niveau de qualification et d'exigence, avec un centre de formation par apprentissage en six mois qui vient remplacer ici, de fait, une mention complémentaire dans le domaine de l'aide à domicile, une formation diplômante en un an qui a dû fermer dans un lycée professionnel.

L'apprentissage peut avoir beaucoup de sens, être une voie complémentaire à d'autres, mais il faut rappeler qu'il est loin d'être une panacée, et cela a été dit aussi par Madame TEIXEIRA. « Tous les jeunes ne sont pas égaux devant l'apprentissage », c'est une citation tirée d'une analyse récente du Centre d'études et de recherches sur les qualifications. Selon cette analyse, l'apprentissage commence par trier et exclure disproportionnellement les jeunes filles par rapport aux jeunes garçons, cela n'a jamais été évoqué, ainsi que les jeunes issus de l'immigration maghrébine et subsaharienne.

Aussi, les ruptures de contrat sont nombreuses et on est autour de 28 % en France – j'imagine que c'est à peu près la même moyenne dans la Région –, ce qui signifie que près d'un jeune sur trois se retrouve en difficulté, voire en souffrance au cours de sa formation. C'est une moyenne, je le précise, le taux de rupture actuel en bac pro « service restauration » étant de 52 %. Et ces taux de rupture sont en très forte hausse depuis 2007 selon deux études de la DARES de 2007 et de 2021.

Par ailleurs, il faut rappeler qu'un tiers seulement des jeunes apprentis français sont embauchés par leur entreprise d'accueil, selon toujours la même source, Céreq. Dans un contexte de fort chômage, il semble qu'un certain nombre d'employeurs préfèrent se contenter d'un roulement d'apprentis, année sur année, au lieu de les intégrer à l'issue de leur formation.

Pour toutes ces raisons, le Conseil régional doit défendre l'enseignement professionnel sous statut scolaire et s'élever contre sa marginalisation au profit de formations patronales par apprentissage, plutôt que de suivre la pente, comme le suggère Madame STEPANOFF par exemple. Ces évolutions tirent vers le bas la formation initiale dans la Région alors que les jeunes du Centre-Val de Loire sont déjà plutôt moins diplômés que la moyenne nationale. En suivant une pente adéquationniste de court terme, elles rendent aussi plus difficile la prospective nécessaire pour les formations aux métiers de demain.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame FISCHER.

Monsieur LEONARD a la parole, et la dernière oratrice inscrite sera Madame BONTHOUX.

M. LEONARD.- Merci, Monsieur le Président.

La société change et elle est de plus en plus exigeante avec les jeunes qui entrent dans le monde du travail. Le contexte n'est plus le même, de nouveaux métiers ont émergé, la population a connu une croissance plus que grandissante, on exige aujourd'hui d'avoir au minimum un bac ou un CAP et, sans cela, l'insertion est plus que difficile. Cette évolution induit des mutations importantes dans le monde de la formation. Les entreprises ont eu des demandes spécifiques et donc des profils spécifiques et, avec cela, des exigences significatives envers les apprentis.

Le développement de l'apprentissage et la situation de plus en plus précaire des jeunes ont conduit ces populations à déserter le système éducatif professionnel en laissant certaines classes désertes. Et, dans certains cas, ce n'est pas un problème d'intérêt des filières, mais une mise en concurrence organisée grâce à la réforme de la formation professionnelle.

Les formations en lycée se retrouvent en concurrence avec des formations plus attrayantes à court terme proposées par des CFA, lesquels n'ont que peu de contraintes et ne sont notamment pas tenus à un plateau technique. Mais ces formations permettront-elles aux apprentis d'acquérir des compétences utiles dans la durée, transférables d'un emploi à un autre ? On peut légitimement se poser la question.

Certaines filières des lycées professionnels, au contraire, sont surfréquentées et priorisées, comme les CAP, la destination en premier de certains publics, mais les profils sont là. Beaucoup de jeunes se tournent vers les CAP en formation initiale, un niveau scolaire, un environnement et un accompagnement qui leur correspond. Dans le même temps, les places sont limitées et nombre de jeunes se retrouvent sans solution, sans solution avec le sentiment qu'aucune solution n'est possible ou ne leur correspond.

Le risque aujourd'hui, avec la réforme qui réduit drastiquement le financement en mettant, de fait, les lycées en concurrence avec d'autres structures pour le versement de la taxe d'apprentissage, c'est aussi que les lycées pros n'aient plus les moyens d'assurer des formations de qualité.

Cela étant dit, une alerte doit être également lancée. Nous parlons d'algorythmes, de places, de chiffres, mais n'oublions pas que derrière ces numéros, ce sont des individus pour qui la crise sanitaire a été un véritable cataclysme, avec des profils aussi différents les uns que les autres. Nous parlons de l'épanouissement d'une vie entière dans un travail, et c'est sur eux qu'il faut se concentrer à priorité.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur LEONARD.

Madame BONTHOUX a la parole.

Mme BONTHOUX.- Merci, Monsieur le Président, Madame la Vice-présidente, chers collègues.

Après ces nombreux échanges sur ce rapport proposé de la carte des formations initiales sous statut scolaire, que faut-il retenir ? Nous serons sans aucun doute d'accord sur quatre éléments essentiels : il faut répondre aux besoins en compétences des entreprises et à l'économie territoriale, il faut répondre au besoin social des jeunes, il faut tenir compte du maillage d'offres proposées et, enfin, il faut ajuster le tout chaque année. Ce sont donc des objectifs ciblés, évolutifs et une volonté régionale précise qui sont partagés entre les différents pilotes, l'Académie – l'élément central –, la DRAAF mais aussi les branches professionnelles, les chambres consulaires, les partenaires sociaux et bien d'autres. Il nous faut donc être réactifs et visionnaires.

La Région se doit d'être force de proposition, elle doit anticiper les métiers de demain, ceux liés au numérique, à l'environnement, au vieillissement de la population, à l'agriculture, sans oublier les formations aux métiers d'aujourd'hui et leur devenir, en tenant compte de la transition écologique, en œuvrant pour l'ouverture de nouvelles filières en lien avec le monde économique de notre territoire.

Nous retiendrons donc la volonté affichée de la Région pour cette carte de formation et celle à venir, dans un contexte sanitaire quand même inédit et une situation sociale économique difficile, mais en ayant toujours en perspective la volonté de l'inscription de nouveaux métiers, l'égalité des chances et une nécessaire adaptabilité à notre monde professionnel en perpétuelle évolution sur notre territoire.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci.

Madame la Vice-présidente.

Mme CANETTE.- Monsieur le Président, quelques éléments de réponse même si j'ai plus perçu des réflexions que des questions précises. Je vais tout de même m'attacher à y répondre.

En premier lieu, pour ce qui est des chiffres que vous nous demandez, Madame STEPANOFF, on va pouvoir vous donner cela. Je suis un peu surprise que le fait de ne pas avoir de chiffres, qu'on aurait pu vous donner, par exemple, après une commission, vienne expliquer une abstention, mais bon, c'est comme cela. En tout cas, on va regarder ce qu'on peut faire. Mais si, derrière, c'est aussi la question, puisque c'est cela que vous évoquiez, des chiffres de remplissage et donc du coût par élève accueilli, je vois une petite incohérence avec la position qu'il a pu y avoir sur un sujet que je soutenais, sur l'école de production, car, manifestement, vous ne posez pas les questions de la même manière pour la voie scolaire et pour l'école de production. À moins que je n'aie pas tout saisi, cela ne me semble pas très cohérent.

Pour ce qui est de la nécessité qui a été évoquée par vous et par d'autres de l'étude avec les territoires et de la concertation, bien évidemment, c'est comme cela que ça se passe. Cela a été souligné par d'autres intervenants, je ne vais pas y revenir plus longuement, on travaille avec les acteurs, les branches, les OPCO, le CREFOP, tout cela se travaille avec tout le monde. Mais ce que je voudrais aussi qu'on ait bien en tête, c'est que ce n'est pas la Région qui décide de créer une formation. Pour qu'une formation s'ouvre, il faut d'abord qu'il y ait un projet dans un établissement et que les autorités académiques nous disent que c'est d'accord et qu'elles vont y mettre les moyens en termes humains. Ainsi, cette carte, si elle décide des fermetures, elle accepte les ouvertures qui sont proposées par les établissements, et ces ouvertures sont suscitées, encouragées. En tout cas, des projets sont sollicités dans le cadre de lettres de cadrage qui, elles, s'inscrivent toujours dans une vision pluriannuelle. On n'est pas dans de la gestion à courte échéance.

Il y a donc tout ce travail avec les territoires, et on pourrait dire, et cela, c'est pour répondre à d'autres, « ce serait bien d'ouvrir une formation sur tel ou tel champ ». Si on n'a pas un établissement qui est prêt à le faire, si on n'a pas les ressources pédagogiques, si on n'a pas les entreprises qui sont prêtes à accueillir les stagiaires, on peut faire ce qu'on veut et on peut décider de ce qu'on veut, mais cela ne marchera pas. Dès lors, on décide d'accepter, par cette carte des formations, l'ouverture de formations, mais on ne peut pas les créer de toutes pièces.

Dernière chose qui a été évoquée, notre ambition, il faut le dire, c'est que chaque jeune, dans cette Région, trouve la manière dont il va pouvoir se construire, à la fois par un socle de connaissances et de compétences qui va pouvoir l'accompagner toute sa vie et par une perspective, quand il en a besoin, plus immédiate. C'est donc une ambition qui est générale, qui n'oublie personne mais qui suppose qu'on articule des méthodes, qu'on articule des moyens, qu'on articule des solutions qui sont évidemment très diverses.

Comme cela a été dit par Romain MERCIER et par Catherine GAY également, cela veut dire que cette carte de formations est un outil de nos politiques mais elle n'est aussi qu'une clé parmi d'autres, et il s'agit d'avoir un trousseau de clés pour que chaque jeune puisse trouver celle qui va bien.

On a donc à la fois ces formations professionnelles initiales sous statut scolaire, l'enseignement général, bien sûr, et l'université, l'enseignement technologique, des solutions comme l'école de production, tout un panel de solutions qu'évidemment on aimerait pouvoir multiplier dans tous les territoires, mais on se heurterait non seulement à la question des moyens mais aussi à la question de la capacité des acteurs à faire et à des formations qui seraient vides.

Par conséquent, on est sur un équilibre très subtil, à la fois à l'intérieur de cette offre de formation et sur les équilibres entre les divers types d'offres de formation. Et, cela a été dit par plusieurs d'entre vous et je veux vraiment vous rassurer là-dessus, on sera très vigilant à l'impact de la promotion de la voie technologique sur cette offre de formation. Qu'on le fasse, c'est bien, car il y a des jeunes pour lesquels c'est adapté, mais il ne faut pas que cela se fasse en détricotant une autre offre.

De ce point de vue, je peux le dire, je regrette la mise en concurrence et la libéralisation à outrance qu'il y a eu pour la création de CFA, et cela a été dit par Emmanuel LEONARD lui-même à propos de CFA qui peuvent ouvrir quasiment hors les murs, sans plateau technique, ce qui induit, en outre, qu'on est sollicité sur la question de l'investissement au-delà de ce qu'on avait la possibilité de faire. Cela nous a amenés, et on peut remercier le Président sur ce dossier-là, à réclamer en premier la fongibilité des enveloppes entre le fonctionnement et l'investissement pour l'apprentissage, et heureusement qu'on l'a fait, parce que, sinon, je ne sais pas comment on aurait pu répondre aux demandes. Mais cela induit aussi peut-être, si on ne fait pas attention, le risque de financer des plateaux qui, à un moment, vont se trouver en difficulté.

Bref, cet équilibre entre les types de formations et, à l'intérieur, dans la répartition de l'offre pour chaque type de formation est un équilibre subtil qui, encore une fois, bien évidemment, se fait avec les territoires – n'ayez pas d'inquiétude là-dessus – et en concertation avec l'ensemble des acteurs. Et vous imaginez qu'eu égard à notre ambition pour les jeunesses, on est extrêmement vigilant et extrêmement actif. On ne laisse pas une formation fermer au hasard et on regarde bien où il y a besoin que certaines ouvrent, en regardant à chaque fois dans quelle mesure cela pourrait mettre en danger d'autres formations.

On fait ce travail avec grand sérieux et je vais en profiter pour remercier les services, qui font un travail à la fois de fourmi et de stratège.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci. Merci beaucoup pour ces réponses et, globalement, ces échanges pour faire vivre les problématiques sous-jacentes à la carte des formations professionnelles initiales.

Nous devons formuler un vote sur les propositions priorisées. J'attire votre attention là-dessus, comme cela a été très bien explicité par Carole CANETTE, dans la genèse elle-même des projets, il y a une part non négligeable de l'Éducation nationale, et si nous avons la part de responsabilité qui a été évoquée, c'est aussi parce qu'on est allé la chercher. Ce n'était pas dans les textes et on a fait évoluer les textes là-dessus. Mais, finalement, on obtient un classement. Là, les formations sont classées, et c'est l'Éducation nationale, la Rectrice, en fonction du volume de postes et d'heures dont elle disposera pour la rentrée prochaine, qui nous dira « je peux ouvrir 3, 4, 5 ou la totalité des formations ».

À ce jour, nous avons participé à la priorisation de ces formations en fonction des réalités démographiques dans les différents secteurs, en fonction des réalités économiques, mais notre vote ne porte pas sur l'ouverture, il porte sur la priorisation. L'ouverture sera décidée par l'État, car c'est sa responsabilité, en fonction des moyens. Bien évidemment, nous souhaitons que toutes ces formations, puisque nous les avons reconnues souhaitables, soient ouvertes.

Je vous propose donc de formuler un vote après ce débat.

(Mis aux voix, le rapport est adopté)

Pour : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain / Union de la Droite, du Centre et des Indépendants
Abstention : Rassemblement National et Alliés / Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- Merci à vous.

(Applaudissements)

Hors débat, sur la question qu'a posée notre collègue tout à l'heure, vous avez semblé opposer les CAP, les bacs pro, les BTS à l'apprentissage. Il ne faut pas faire cela ! L'apprentissage, c'est une modalité de formation. Il y a deux modalités de formation, il y a la formation initiale et il y a l'apprentissage, mais les deux concourent au même diplôme. C'est juste une précision que je tenais à apporter.

J'ouvre le débat sur une communication portant sur les listes des marchés et avenants.

COMMUNICATION N°6 DELEGATION AU PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL - COMMUNICATION SUR LES MARCHES ET LES AVENANTS PASSES DU 01/07/2021 AU 30/09/2021 ET SUR LES ACTIONS CONTENTIEUSES INTRODUITES ET CLOSES DEVANT LES TRIBUNAUX DU 15/09/2021 AU 15/11/2021

M. le Président.- Monsieur le Premier Vice-président chargé des Finances ?

M. GRICOURT.- Merci, Président, chers collègues.

Un dossier qu'on examine régulièrement, à chaque session, et aujourd'hui, il vous est proposé de prendre acte de la liste complète des marchés et des avenants qui ont été passés dans la période du 1er juillet au 30 septembre de cette année et de prendre connaissance

également des actions de contentieux ouvertes ou closes devant les tribunaux dans la période du 15 septembre au 15 novembre 2021.

M. le Président.- Est-ce qu'il y a des observations à la suite de cette présentation ?

Oui, Monsieur FORISSIER.

M. FORISSIER.- Oui, juste une question, Monsieur le Président. Mon attention a été attirée sur un marché, ou plutôt deux, annexe 1, page 9, Comédiance, 30 000 euros hors taxes pour un stand à la Fête de l'Humanité et annexe 1, page 8, Europ Groupe, 13 410 euros, pour le montage et l'aménagement de ce stand. Cela nous fait quand même une somme assez rondelette de 43 410 euros hors taxes.

D'abord, ma question, c'est : est-ce que c'est tous les ans ? Parce que je n'avais peut-être pas eu, comment dire, l'obstination d'aller chercher ce genre de chose.

Deuxièmement, je suis un peu étonné. Je connais un certain nombre d'événements dans la Région Centre, comme la Fête de la Sange à Sully-sur-Loire qui réunit des milliers de personnes, qui n'ont aucun financement du Conseil régional alors qu'il s'agit vraiment de manifestations locales. Et là, on voit bien qu'il y a une intention politique.

Vous allez me dire que Madame PÉCRESSE a été invitée à la Fête de l'Humanité, mais, c'est une question que je vous pose, est-ce que c'est le rôle du Conseil régional, en tout cas, à ce niveau-là, de financer un stand à la Fête de l'Humanité, qui est clairement une fête politique ?

M. le Président.- Oui, Monsieur GRICOURT.

M. GRICOURT.- Pour la réponse, le cabinet m'informe que nous étions la Région d'honneur de la Fête de l'Huma.

M. le Président.- Avec un stand qui a notamment valorisé le patrimoine, qui a valorisé le tourisme, l'attractivité et qui, comme vous le savez, s'est situé sur une manifestation en Île-de-France, proche. Et nous avons fait vivre complètement les valeurs et l'attractivité touristique de notre Région.

M. GRICOURT.- Et la richesse de la diversité politique de la Région, cher collègue.

M. FORISSIER.- Si je comprends bien, cette somme était, cette année, destinée, comme nous étions la Région d'honneur, à ce que nous puissions valoriser notre patrimoine.

Ce qui serait intéressant peut-être, le cas échéant, à la Commission des Finances, c'est que nous puissions au moins avoir un compte rendu, sur ces dernières années, de ce type de dépenses. Ce serait intéressant, c'est une question de transparence.

M. le Président.- OK, absolument.

M. FORISSIER.- Merci beaucoup.

M. le Président.- Il n'y a absolument pas de sujet.

M. FORISSIER.- Nous aurons donc cela bientôt.

M. le Président.- Absolument. On est même, Monsieur FORISSIER, sollicité pour être présent, et ce n'est pas en Région Centre-Val de Loire, à la foire de Meaux. On est sollicité pour être Région à l'honneur à la foire de Meaux pour valoriser à la fois nos produits et…

C'est en Île-de-France et ce n'est pas en Centre-Val de Loire. …pour valoriser, et c'est quelque chose auquel nous réfléchissons actuellement.

Il s'agissait d'une communication et nous n'avons pas de vote à formuler par rapport à cela. Il fallait le porter à votre connaissance.

Y a-t-il d'autres demandes ?

Pardon, je vous en prie.

M. HEMARDINQUER.- Monsieur le Président, mes chers collègues.

Je me permets d'intervenir sur un sujet qui a suscité mon attention par le plus grand des hasards et sur lequel je tenais à apporter un point de vigilance tout particulier, et qui concerne les marchés et avenants à passer.

Lors de la dernière Commission d'appel d'offres du 25 novembre dernier, j'ai voté contre l'attribution d'un marché à la société Jordenen après m'être rendu compte que certains objets liés à l'appel d'offres, notamment des tee-shirts, étaient manufacturés par l'industrie textile du Bangladesh. Permettez-moi de vous rappeler quelques chiffres sur ce pays, tirés d'un article des Missions étrangères de Paris. Alors que la population bangladaise compte près de 40 % de moins de 18 ans, l'UNICEF affirme que 2,2 millions d'entre eux sont déscolarisés. Par ailleurs, en 2016, une enquête nationale du Bureau bangladais des statistiques signalait que le travail des enfants touchait 3,45 millions d'enfants dans le pays, dont 1,2 million dans des secteurs dangereux comme les tanneries, les entrepôts, le bâtiment.

Certes, la société Jordenen a signé un code de déontologie. Mais, dans un pays où le recours au travail des enfants est légion, permettez-moi de douter de la possibilité d'assurer un contrôle permanent et effectif des conditions éthiques de travail au sein des sociétés sous-traitantes.

Lors de la dernière CAO, j'ai appris par les services de la Région que notre collectivité souhaitait appliquer la norme ISO 20400, un outil performant qui dessine des lignes directrices abordant les différents éléments et préoccupations en jeu, notamment sur deux plans essentiels : les critères sociaux et sociétaux des produits et/ou services achetés, c'est-à-dire les conditions de fabrication et l'éventuel travail des enfants, ainsi que les critères environnementaux, transports et impacts carbone, préservation des ressources de la biodiversité, etc.

Je tiens tout d'abord à dire que je salue la volonté de notre collectivité de s'engager dans cette démarche.

À titre complémentaire, je préconise de mettre en place régulièrement des audits menés par les services ou éventuellement les élus dans les entreprises qui répondent à nos appels d'offres, y compris leurs sous-traitants, afin d'assurer par nous-mêmes la conformité de nos attentes en termes de dignité humaine et de respect des conditions de travail. Prévenir et lutter contre le travail des enfants en pays étranger nécessite de reconnaître le malheur des autres civilisations, d'en comprendre le processus d'exclusion, de ne pas seulement accepter de

partager une émotion intime, mais, au contraire, d'affirmer que sans agir, nous serions tous responsables, surtout devant cette inhumaine barbarie.

Je précise qu'au besoin, Monsieur le Président, si vous souhaitez que je mène ce type d'audit, je suis prêt à le faire sur mes propres deniers, si cela peut faire une émulation, pourquoi pas, pour montrer l'exemple.

Merci à vous tous.

M. GRICOURT.- Cher collègue, la Direction de la communication nous a informés que le marché vient d'être renouvelé avec des exigences très fortes sur ces questions que vous évoquez, on peut même dire drastiques, et je crois, d'ailleurs, que vous étiez présent à la Commission. Tout cela s'inscrit absolument dans la politique des achats responsables que nous avons impulsée de façon beaucoup plus forte dès 2017.

La semaine dernière, nous avons réuni le comité de pilotage et cela a été l'occasion d'un bilan. J'avais d'ailleurs eu l'occasion, je crois, il y a un an, de faire devant la précédente assemblée un bilan après deux années de cette méthodologie très exigeante, qui démontrait que nous sommes véritablement exemplaires sur la politique d'achats, et tous les membres de la commission l'avaient reconnu.

Nous aurons l'occasion de renouveler ce dossier à la fin de l'année 2022. On va y travailler dans le courant de cette année, pour le présenter au deuxième semestre de l'année 2022, probablement en décembre, lors de la session de décembre. Ce sera cohérent de le faire en même temps que le budget 2023. Nous aurons donc l'occasion d'en reparler.

M. le Président.- S'il n'y a pas d'autres questionnements, ce dossier a donc été présenté.

(L'assemblée prend acte à l'unanimité de la présentation de la communication sur les marchés et avenants)

Nous allons aborder les questions orales.

Juste avant, puisque mon attention vient d'être attirée là-dessus et qu'un certain nombre de collègues s'interrogeaient sur la place du numérique dans notre Région, j'ai un classement qui a été fait au niveau national sur l'utilisation des ENT, les espaces numériques de travail, dans les différentes régions.

Notre Région est classée première pour l'usage par les jeunes et première pour l'usage par les familles. C'est très fortement lié à ce que nous avons mis en œuvre, vous le savez, notamment avec notre GIP Recia et avec toute l'assistance que nous mettons en œuvre. Les chiffres sont assez éloquents. S'agissant de l'utilisation par les élèves, on est à 96,35, pour une moyenne de 40 au niveau national. S'agissant des représentants légaux, nous sommes à 51 pour une moyenne de 32 au niveau national. Et cela concerne nos lycées, en sachant que nous avons également déployé en direction des collèges, depuis peu, le soutien à ces outils dans un accord avec chacun des départements de notre Région.

C'est donc, je crois, un résultat assez encourageant qui montre que la détermination de l'action publique, qui est d'ailleurs articulée, et cela n'a pas été simple au départ, avec le Rectorat, donne de beaux résultats. C'est encourageant à la fois pour nous et pour les services.

Nous en avons terminé pour aujourd'hui avec les rapports.

Nous aurons demain matin un rapport qui portera sur la déclaration de l'état d'urgence climatique et sociale, et le travail mené en lien avec les présidents de groupe nous a conduits à prévoir pour cette session, non pas des vœux, car c'était compliqué de prendre en compte tous les avis et on sait que ce sont souvent des débats assez touffus notamment avec le distanciel, mais la possibilité procéder à des questions orales.

Trois questions orales ont été adressées dans les délais, la première émanant du Rassemblement National et elle sera présentée en n° 1, la deuxième émanant du groupe UDCI et la troisième du groupe Centre, démocrate, républicain et citoyen.

Il va donc maintenant être fait place à la présentation de ces questions orales et il y sera répondu.

Qui présente la question orale du groupe Rassemblement National et Alliés ?

C'est Monsieur NIKOLIC.

QUESTION ORALE DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL ET ALLIES

M. NIKOLIC.- Oui, je vais la lire tout de suite, mais je me dois de répondre à ce qui a été dit ce matin par certains élus sur la coopération centralisée.

J'ai entendu que refuser la coopération décentralisée, c'était du repli sur soi, c'était refuser les échanges. Mais absolument pas. Nous, nous avons toujours prôné des échanges avec d'autres régions, même des échanges avec d'autres pays dans un intérêt mutuel.

En l'occurrence, la coopération décentralisée, la vision qu'on en a, c'est de donner de l'argent, de financer et c'est peut-être s'acheter une bonne conscience en se disant « cela m'ouvre l'esprit, on voyage, on voit ce que cela donne ». Mais cela fait cinquante ans que cela ne marche absolument pas, et il n'y a jamais eu autant de pauvres en Afrique. Je veux donc juste mettre en relief que cela ne fonctionne pas et qu'en aucun cas, cela a aidé l'Afrique dans l'histoire. Et c'est, encore une fois, contraire à ce que doit faire une collectivité, c'est-à-dire aider les habitants de son territoire, et si la coopération décentralisée, c'était cela, on serait pour.

Maintenant, je vais lire la question orale.

Monsieur le Président, chers collègues, vous le savez, les dépenses de notre collectivité doivent servir les intérêts des habitants de la Région Centre-Val de Loire – ce que je viens de dire –, ce qui ne nous semble pas être le cas avec le financement de projets internationaux.

Mais, en l'occurrence, notre question orale portera uniquement sur l'immoralité de toute coopération avec des pays ne respectant pas des valeurs qui nous semblent essentielles. En effet, notre Région finance des projets de coopération en Mauritanie, dont la loi fondamentale est la charia, comme vous le savez, instaurant la lapidation des femmes accusées d'adultère et la condamnation à mort des homosexuels et des apostats.

Le groupe Rassemblement National et Alliés souhaite que nous validions collectivement le principe de ne plus financer de projet dans des pays condamnant à mort l'adultère, l'homosexualité ou l'apostasie.

Notre question s'adresse à tous les groupes de notre hémicycle : êtes-vous prêts à vous engager aujourd'hui à ne plus financer de projet dans ces pays et, ainsi, à ne plus les soutenir ? J'espère qu'il y aura un consensus sur cette question.

M. le Président.- Tout d'abord, un point de forme. Les questions orales s'adressent à l'Exécutif. Ce n'est pas la relance d'un débat. L'Exécutif va bien évidemment, Monsieur NIKOLIC, répondre à votre question. Une question orale appelle une réponse, qui va être donnée, mais elle n'appelle pas un débat.

La réponse va vous être donnée, je crois, par Madame BENASSY.

Mme BENASSY.- À la question que vous posez, nous répondrons que nous dénonçons, bien évidemment, comme vous, les pratiques que vous évoquez. Punir de mort ce qui relève de la sphère intime et de la liberté de chacun et chacune est en effet tout simplement insupportable. Et trop de personnes souffrent encore dans le monde, là où l'État de droit n'est pas assuré, de discriminations, pire encore, simplement pour exprimer une croyance ou une orientation sexuelle.

Lorsque les droits humains sont mis en question par l'une de ses régions partenaires, la Région Centre-Val de Loire prend d'ailleurs ses responsabilités. Ainsi, a-t-elle suspendu ses relations institutionnelles avec la région polonaise de Malopolska lorsque celle-ci s'est déclarée « zone libre de l'idéologie LGBTI », lesbiennes, gays, bi, trans et intersexes. Mais concernant des sujets qui relèvent de la compétence régalienne qu'est la justice, je rappelle que la Région ne coopère pas avec des États, mais avec des entités institutionnelles territoriales de même niveau qu'elle. Elle ne peut donc avoir de prise sur le système judiciaire et pénal.

Cependant, l'un de ces axes de coopération, et j'essaierai à nouveau de vous convaincre des bienfaits de la coopération décentralisée et de son utilité, est l'appui au processus de décentralisation par des transferts de compétences et des échanges d'expériences pour accompagner les instances élues de ces territoires et conforter ainsi les processus démocratiques. Et ce sera d'ailleurs l'un des volets principaux du nouvel accord de coopération que nous signerons avec la région du Gorgol en Mauritanie.

Cette collectivité a été créée en 2018 et se voit transférer petit à petit compétences et budgets par l'État pour jouer pleinement son rôle en matière d'aménagement du territoire afin de permettre à l'ensemble des habitants d'avoir accès aux biens et services de base, mais aussi de structuration de filières économiques telle que l'agropastoralisme, enjeu très fort pour assurer la souveraineté alimentaire du territoire, en adaptant les pratiques au dérèglement climatique. Assurément, nous avons des sujets communs à travailler.

La coopération décentralisée est aussi un moyen de soutenir la mobilisation et l'organisation des sociétés civiles pour qu'elles fassent valoir leurs droits culturels, pour qu'elles puissent dialoguer avec les autorités lorsque cela est possible, et qu'elles puissent porter des luttes pour la liberté d'expression et de penser au niveau local. Et, souvent, l'appui de la coopération est le seul outil que certaines populations peuvent activer pour mettre en lumière ces sujets.

Alors, arrêter toute coopération, tout financement de projets dans des pays où les pratiques que vous dénoncez sont encore en vigueur reviendrait à fermer à ces sociétés toute fenêtre vers l'extérieur. Or, la pression internationale joue un rôle important en la matière, comme en atteste le revirement récent de la région de Malopolska.

Vous comprendrez donc que nous sommes très attachés à la politique de coopération internationale et que nous considérons qu'elle est justement un moyen de faire avancer ces luttes que vous partagez partout sur la planète.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci. Merci pour cette question et la réponse qui y est apportée.

Nous avons une question émanant du groupe UDCI et portant sur les produits régionaux.

Je vous en prie, Madame.

QUESTION ORALE DU GROUPE UNION DE LA DROITE, DU CENTRE ET DES INDEPENDANTS

Mme MEYBLUM.- C'est une communication utile et forte pour promouvoir nos produits régionaux.

À l'occasion d'une conférence de presse organisée le 8 décembre 2020 à Tauxigny-Saint-Bauld, vous avez officiellement lancé avec Dev'up la nouvelle marque alimentaire, produit en Région « C du Centre », à quelque mois des dernières élections régionales. Cela, plus de sept ans après avoir dévoilé en séance plénière, le 14 février 2013, le même nom, « C du Centre », pour un même objectif : faire découvrir et promouvoir les produits régionaux.

Pourquoi avoir attendu huit années pour mettre en place une politique régionale annoncée en 2013 ?

Lors de l'élaboration du budget 2021, vous avez affecté 4 millions d'euros à la communication. Dans le rapport sur le budget pour 2022, vous citez la communication de la marque « C du Centre » parmi les grandes actions de communication de l'année 2021, action qui sera poursuivie en 2022, comme vous l'indiquez, pour renforcer la montée en puissance de la marque alimentaire « C du Centre » afin d'appuyer la renommée des produits et des spécialités du Centre-Val de Loire auprès des visiteurs comme des habitants. Or, en ce jour du 12 décembre 2021, la marque compte actuellement 128 entreprises référencées sur toute la Région Centre-Val de Loire, ce qui représente en moyenne par département seulement 21 producteurs adhérents.

Nous aimerions connaître le budget précis alloué à la communication pour la marque « C du Centre » sur l'année 2021, ainsi que les retombées économiques pour les producteurs, le coût de fonctionnement de ce projet sur l'année 2021 et le nombre d'agents mobilisés pour la marque « C du Centre ».

Nous pensons qu'il serait utile de questionner les adhérents sur les avantages d'une telle marque pour leur production.

Le budget communication 2022 concernant l'alimentation et la mise en avant de nos produits locaux de qualité doit être conséquent. Comment se fait-il que les produits de Châteaumeillant, dans le sud du Cher – le vin, la viande –, ne soient pas encore connus par le plus grand nombre, compte tenu de leur grande qualité ?

Cet exemple se duplique malheureusement dans de nombreux territoires de la Région Centre-Val de Loire. La volonté du Conseil régional Centre-Val de Loire doit être beaucoup plus forte et s'ancrer considérablement dans nes territoires en soutenant des événements de qualité dans tous nos pays pour tous nos producteurs.

M. le Président.- Merci beaucoup.

La réponse est apportée par la vice-présidente en charge de l'Alimentation, Temanuata GIRARD.

Mme GIRARD.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Vous l'avez très bien dit, en 2014, il y a eu le lancement de la signature « C du Centre », qui a été prise dans l'objectif de valoriser les filières alimentaires et leurs entreprises. Mais c'était bien la signature. Pendant les sept années, les adhérents et les acteurs de cette signature se sont rendu compte qu'ils arrivaient à un objectif qui n'était pas bien abouti, car les produits n'étaient pas spécialement visés. De ce fait, la décision a été prise collectivement de transformer cette signature en marque « C du Centre », en marque régionale « C du Centre ». C'est la différence, mais c'est bien une dynamique qui s'est mise en place et qui a abouti à cette marque, en partenariat avec les acteurs que sont la Région, Dev'up, les chambres consulaires, la Chambre de métiers et la Chambre d'agriculture mais également les adhérents.

Depuis le 1er janvier 2021, cette marque est donc lancée. On a pu constater que la crise Covid est passée par là et que celle-ci a créé un frein. Mais nous n'avons pas attendu huit ans, il y a bien eu un accompagnement des producteurs sur cette promotion de valeurs, également en fonction des besoins qui se sont exprimés.

Aujourd'hui, on peut constater que la dynamique est bien en place. En effet, vous constatez 128 adhérents. Quand on est arrivé en début de mandature, on était à 700 produits référencés et, aujourd'hui, on est à plus de 1 500 produits référencés, et on n'est plus à 128 mais à pratiquement 150 adhérents. La dynamique s'est donc bien mise en place, les salons de la gastronomie ont pu reprendre après le confinement et on constate, par des enquêtes de satisfaction sur chaque salon, que les adhérents sont vraiment satisfaits de cette démarche, à plus de 90 %.

Que leur apporte cette démarche ? Cette démarche leur apporte un appui de communication sur les produits, elle leur apporte également un appui de présentation de leur entreprise et des productions, et on a un vrai accompagnement pour accéder au réseau de commercialisation et aux acteurs du tourisme. On a donc toute une dynamique qui se met en place, la promotion des produits est présente, on continue et il y a un appel d'air qui s'est fait. En 2022, on aura le salon de l'Agriculture, la marque « C du Centre » sera bien présente, les producteurs répondent à cette dynamique qui est en place et on voit que cela prend bien. On voit que cela prend bien et les chiffres qu'on peut constater, comparativement à ceux d'autres régions et aux autres marques régionales, ne sont pas du tout ridicules, au contraire. Cela répond très bien et on est même au-dessus de la Normandie. Les efforts sont là et ils seront bien amplifiés en 2022.

Dernière chose, lors de mes derniers déplacements auprès des producteurs, j'ai pu échanger avec eux et j'ai constaté qu'ils sont vraiment attentifs à cette nouvelle démarche. La signature, comme je vous l'ai dit, c'était vraiment un ensemble. Là, la marque répond à un produit et donc à une matière première, et cela parle bien aux producteurs, qui sont très attentifs à cette démarche et qui sont vraiment intéressés pour être dans la communication.

Je ne vous ai pas donné de chiffres précis, mais le budjet pour la communication sur 2022, comme dans les lignes de l'agriculture et de l'alimentation, sera de 374 000 euros.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame la Vice-présidente.

La troisième question orale est posée par le groupe CDRC.

Qui sera le porteur de cette question orale ?

Monsieur VIGIER.

QUESTION ORALE DU GROUPE CENTRE, DEMOCRATE, REPUBLICAIN ET CITOYEN

M. VIGIER.- Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues.

D'abord, Monsieur le Président, merci d'avoir accédé à notre souhait, pour cette session un peu particulière, de donner aux groupes la possibilité de poser des questions orales.

Vous le savez, depuis trois semaines, il y a la révélation d'une affaire importante dans cette Région, l'affaire MÜNSCH-MASSET, qui secoue la vie politique du Conseil régional et de la Région Centre-Val de Loire plus largement, puisque Madame MÜNSCH-MASSET est conseillère régionale, elle était première adjointe à la ville de Tours et elle est accusée de recel d'abus de confiance aggravé. Son Mari lui-même est accusé de faux et d'usage de faux.

Nos premières pensées sont pour les salariés de l'association concernée et pour les familles. Chacun connaît, naturellement, cette association, et les familles doivent ressentir un profond sentiment de trahison.

Bien entendu, nous ne nous prononcerons pas sur le fond de l'affaire. C'est à la justice de faire son travail, de faire toute la lumière, avec l'impact inévitable de ces accusations sur la confiance de nos concitoyens, en dehors de leurs représentants politiques, mais nous devons agir en tant qu'institution régionale.

Vous avez, Monsieur le Président BONNEAU, et je vous en donne acte au nom du groupe et Marc FESNEAU l'a fait également, rapidement pris la décision d'écarter l'élue de toutes ses représentations régionales et vous avez souhaité vous constituer partie civile dans le procès. Vous avez également annoncé le lancement d'un audit sur les attributions de subventions de la Région et j'imagine qu'à l'issue de cet audit, vous donnerez communication à tous les groupes politiques des sommes, à la fois en fonctionnement et en investissement, dont aurait pu être attributaire cette association.

Si nous insistons là-dessus, c'est parce que vous avez pris de belles initiatives qui montrent votre volonté d'agir. Mais nous considérons qu'on doit aller encore plus loin, parce que chacun, ici, le partage, par exemple ce dernier sondage d'OpinionWay sur la confiance des Français dans les institutions politiques, qui est sans appel, puisque 77 % des Français se désintéressent de la vie politique – on a vu également le peu de mobilisation aux élections régionales et départementales – et 65 % jugent leurs élus plutôt corrompus.

Dans ce cadre, Monsieur le Président, il faut que vous éclairiez notre assemblée sur le périmètre d'investigation que vous avez confié à cet audit, sur le calendrier prévu pour sa réalisation. Et je crois que le plus important, c'est l'avenir. Comment mettre en place et éviter des risques de conflit d'intérêts d'élus, assurer les déports de ceux qui sont engagés dans des structures associatives ou privées, comme c'est le cas pour les élus nationaux ou de la haute fonction publique, et vous êtes d'ailleurs, Monsieur le Président, en tant que Président du Conseil régional du Centre-Val de Loire, suivi par la Haute Autorité de transparence de la vie politique.

Je souhaite dire, pour conclure, mes chers collègues, que par des initiatives telles qu'elles auraient pu être prises dans d'autres collectivités, comme à Toulouse, comme à Bobigny ou ici même à *(inaudible)** en Région Centre-Centre-Val de Loire, il nous appartient de faire en sorte de moderniser notre démocratie.

Ainsi, nous faisons deux propositions simples. La première, c'est de constituer une commission d'éthique qui serait chargée de recueillir et de suivre les déclarations d'intérêts et de patrimoine des élus, selon des modalités, naturellement, à définir avec vous, et de faire des signalements de déports nécessaires en amont de certaines délibérations. Et la seconde, et les collègues écologistes verront que nous avons une vision tout à fait commune, c'est de faire en sorte qu'on soit capable d'écrire cette charte de déontologie. On y a fait référence, nous

souhaitons qu'elle puisse être signée en début de mandat, il nous appartient de l'écrire, prenons le temps de le faire dans les prochaines semaines, car c'est important.

Enfin, Monsieur le Président, la Région Centre ne pourrait-elle pas s'inspirer de ces initiatives afin que cette affaire triste, qui – chacun l'a bien compris – impacte l'ensemble de la vie politique de notre Région, ne laisse pas un profond sentiment de dégoût ou de défiance, mais provoque un sursaut ? À la fin de l'affaire CAHUZAC, j'étais parlementaire, et en créant la Haute Autorité de transparence de la vie politique, me semble-t-il, on a fait un bond en avant. Ce n'est pas votre personne, naturellement, qui est en cause, Monsieur le Président BONNEAU, bien sûr, mais ce sont nos institutions et notre démocratie qui peuvent souffrir de comportements et de dérives individuelles.

Je vous remercie.

M. le Président.- Merci, Monsieur VIGIER.

La question, le point que vous soulevez est en lien avec une affaire d'une extrême gravité. D'une extrême gravité.

Je l'ai dit et je l'ai partagé avec les présidents de groupe dès la première minute où nous avons été saisis de cette affaire, informés de cette affaire, d'une extrême gravité. Et quand il y a une affaire d'une extrême gravité qui concerne des fonds, qui sont des fonds sociaux ou des fonds publics, bien évidemment, toute la vérité doit être faite, rien ne doit être dissimulé. C'est la position qui est la mienne, elle ne souffre aucune exception. Aucune exception.

Cela veut dire que s'il y a faute, et manifestement il y a faute – je parle de ce qui, aujourd'hui, a été reconnu –, cela doit être jugé et que tous les éléments qui peuvent concourir à la vérité doivent être apportés, apportés à la justice. Apportés à la justice.

Je le dis en tant que responsable public, je le dis en tant que citoyen. Je crois que nous pouvons nous honorer d'avoir, dans ce pays, un système judiciaire d'une grande rigueur, d'une grande exigence, et nous devons en tout point apporter notre confiance.

La position qui a été la mienne, c'est de demander, en effet et sans délai, à Madame MÜNSCH-MASSET de se mettre en retrait, non pas de tel ou tel groupe, de telle ou telle instance, de se mettre en retrait de l'activité régionale, dans tous les moments de vie de l'institution régionale. En demandant cela, je ne préjuge pas de sa culpabilité, c'est la justice qui devra la définir, mais je crois indispensable pour notre institution qu'il y ait ce positionnement de retrait. Madame MÜNSCH-MASSET m'a adressé un courrier me faisant savoir qu'elle était en retrait et, d'ailleurs, aujourd'hui, vous l'avez vu, la comptabilité des votes que j'ai faite est une comptabilité qui ne tient absolument pas compte de la présence de cette élue au sein de la majorité. Je tiens à le dire avec la plus grande clarté, la plus grande fermeté.

D'autre part, et vous l'avez repris, vous avez vu que j'ai souhaité immédiatement que notre institution se porte partie civile dans cette affaire. Se porte partie civile dans cette affaire. Dans le travail judiciaire qui est engagé actuellement, dans le rapport entre les deux parties, le directeur et l'association – c'est cela qui est aujourd'hui l'objet de l'enquête et du jugement –, la Région n'est pas directement impliquée. J'ai pourtant demandé à l'avocat qu'on soit partie civile dès la première heure dans cette affaire. Cela me paraît essentiel pour qu'il n'y ait aucun doute sur la volonté de la vérité, je l'ai dit, et également de la défense des intérêts de la Région.

La vérité doit être établie. La vérité doit être établie et, en effet, nous devons toujours rechercher à aller vers la totale transparence de l'activité publique. C'est la raison pour laquelle, et bien avant cette affaire, les services de l'assemblée ont, à la demande d'un certain nombre d'entre nous, engagé une procédure qui n'est pas simple pour les élus. Il faut rechercher toutes les instances dans lesquelles ils peuvent siéger et des instances dans lesquelles il y aurait des interférences, cela peut être des instances publiques, cela peut être des instances associatives,

donc privées, cela peut être des instances qui elles-mêmes vont intervenir au bénéfice de tiers, etc. Nous faisons en sorte que, pour les élus de l'Exécutif et les élus délégués dans un premier temps, mais aussi, très certainement, après l'échange que nous avons eu ce matin, chers collègues présidents, pour tous les élus, qu'il y ait la recherche systématique, l'affirmation systématique des lieux où il pourrait y avoir un lien et la mise en retrait des élus dans les votes qui sont faits là-dessus. C'est très important, le retrait existe. Très régulièrement, les élus me disent « je ne prends pas part au vote », etc., et c'est très bien ; il faut une recherche systématique pour qu'il n'y ait aucune zone qui puisse inspirer le soupçon.

À très juste titre, vous avez, et je vous en remercie, Mesdames et Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs les élus présidents de groupe, Mesdames et Messieurs les élus, vous avez dès le début de cette affaire et au cours des échanges que j'ai eus avec vous, et vous le dites à nouveau, Monsieur VIGIER, dans votre question orale, vous avez apprécié la démarche que je souhaite conduire, une démarche qui soit d'abord tournée vers la justice, qui permette la transparence, qui permette un fonctionnement qui soit un fonctionnement assuré.

Par rapport à cela, nous avons engagé en interne, nous avons engagé en interne et je vous l'ai dit, un audit, c'est-à-dire une recherche systématique de toutes les situations où il aurait pu y avoir une relation de la Région, directe ou indirecte, avec l'association en cause. Ce travail est fait. Ce travail est fait et j'ai fait connaître à la justice que nous le mettrions à disposition dès lors qu'il serait terminé et que la justice le demanderait. Très certainement, dans la procédure qui est engagée, le mois de janvier nécessitera que ces documents puissent être portés à connaissance de la justice, c'est à la justice de décider de son calendrier, et nous, nous faisons l'audit systématique de toutes les situations vis-à-vis de cette association. C'est impérieux.

Dès lors que l'information sera portée à la justice, nous la partagerons. Nous avons ce matin échangé sur ce point et reconnu que le brouillage entre une information hypermédiatisée sur une chose de cette sensibilité et le travail de la justice n'était pas de nature à éclairer le sujet. Toutefois, dès lors que la justice sera dépositaire des éléments de l'audit interne, nous serons en situation de dire quels sont les rapports qui ont existé avec cette association, comme il en existe des milliers, peut-être des dizaines de milliers par an, puisque nous soutenons, à travers les CRST, beaucoup, beaucoup, beaucoup d'interventions auprès de partenaires publics, privés, associatifs. Cela n'a rien d'exceptionnel. Ce qui peut être exceptionnel et qui l'est, en l'occurrence, à partir de ce qui a été reconnu, c'est quand il y a un usage des fonds, je ne sais pas s'il s'agit de ces fonds-là, mais un usage de fonds concernant l'association qui n'est pas conforme aux finalités de l'association.

En tous les cas, la transparence, toute la transparence, se mettre au service de la justice complètement, faire le travail interne totalement, donner l'information pour que nos concitoyens aient la certitude que notre collectivité, que chacun de ses responsables, que chacun de ses membres est sur le même niveau d'exigence par rapport à cela. C'est ce que nous faisons, sans organiser autour de cette affaire un brouillage qui ne permettrait pas d'établir la justice. Mais vous serez, comme nous le sommes depuis le départ, totalement informés de tout ce qui sera établi à partir de notre Région.

Sur le travail que vous appelez de vos vœux, s'agissant d'une commission d'éthique et s'agissant d'une charte de déontologie, cette demande, elle vient directement en lien – d'ailleurs, Philippe VIGIER y faisait allusion tout à l'heure – avec ce que vous avez engagé depuis le début de ce mandat, élaboration du règlement intérieur, et dans le règlement intérieur, classer une charte de déontologie qui doit être produite, je crois, par vous, présidents de groupe, pour la fin du mois de janvier. Bien évidemment, la question est légitime, le travail est engagé aujourd'hui, il sera porté à la connaissance de tous et il deviendra, je l'espère, la charte, l'engagement de chacune et de chacun des élus régionaux, très important. Ce travail est engagé et je vous remercie de le mettre en lumière.

Je souhaite bien évidemment que nous continuions à avoir ce niveau d'exigence, ce niveau de transparence entre nous qui prévaut depuis le début de cette affaire, encore une fois,

une affaire grave, par rapport à laquelle je n'aurai aucune forme de mollesse, parce que cela me paraît essentiel de défendre, dans nos responsabilités, la transparence et l'éthique.

Je voulais, Monsieur VIGIER, d'abord vous remercier pour l'esprit du questionnement qui est posé par vous, vous remercier pour l'esprit du questionnement qui est posé par vous, comme je remercie les présidents de groupes qui, dans cette affaire, abordent les choses avec beaucoup de sérieux et de responsabilité, et vous assurer de ma volonté de poursuivre dans cet esprit.

Merci.

(Applaudissements)

Je veux donc vous dire que ce soir, nous allons nous quitter pour nous retrouver demain matin à 9 heures pour le point qui est à l'ordre du jour et qui est la déclaration d'urgence, que les élus qui sont présents aujourd'hui pourront, s'ils le souhaitent, être chez eux à distance et que d'autres seront présents, en ayant, bien évidemment, les mêmes clés qu'aujourd'hui.

Je vous remercie, en tous les cas. On avait évoqué 21 heures, il est 21 heures 30, c'était un peu plus long que prévu, mais je crois qu'il était nécessaire que nous ayons tous ces échanges.

Merci beaucoup, bonne fin de soirée.

(La séance est levée à 21 heures 31)

CONSEIL RÉGIONAL

Réunion du vendredi 17 décembre 2021

Le vendredi 17 décembre 2021 s'est tenue à Orléans, à l'Hôtel régional, une réunion du Conseil régional sous la présidence de Monsieur François BONNEAU.

Présents : Monsieur Marc ANGENAULT , Monsieur Frédéric AUGIS, Monsieur Alexandre AVRIL, Madame Elodie BABIN, Madame Marine BARDET, Monsieur Olivier BEATRIX, Monsieur Lionel BÉJEAU, Madame Delphine BENASSY, Madame Anne, , Madame Sylviane BOENS, Monsieur François BONNEAU, Madame Michèle BONTHOUX, Monsieur Dominique BOUÉ, Monsieur Jean-François BRIDET, Madame Cécile CAILLOU-ROBERT, Madame Carole CANETTE, Madame Aurore CARO, Monsieur Michel CHASSIER, Madame Estelle COCHARD, Monsieur Aymeric COMPAIN, Monsieur Christophe COQUIN, Monsieur Guillaume CRÉPIN (jusqu'à 11h21), Madame Sylvie DUBOIS, Madame Nadia ESSAYAN, Madame Christine FAUQUET, Madame Julie FERRON, Monsieur Marc FESNEAU, Madame Karin FISCHER, Madame Régine FLAUNET, Monsieur Nicolas FORISSIER (à partir de 9h47), Madame Mathilde FOUCHET, Monsieur Philippe FOURNIÉ (à partir de 10h09), Monsieur Charles FOURNIER, Madame Jalila GABORET, Madame Catherine GAY, Madame Delphine GENESTE, Monsieur Lionel GEOLLOT, Monsieur Jean-Patrick GILLE, Madame Temanuata GIRARD, Madame Karine GLOANEC MAURIN, Monsieur Jérémie GODET, Madame Sandrine GRÉGOIRE, Monsieur Marc GRICOURT, Madame Betsabée HAAS, Monsieur Cyril HEMARDINQUER, Monsieur Harold HUWART, Monsieur David JACQUET , Monsieur Arnaud JEAN, Madame Gaelle LAHOREAU, Monsieur Thibaut DE LA TOCNAYE, Monsieur Perico LEGASSE, Monsieur Emmanuel LEONARD, Madame Ambre LOUISIN, Monsieur Romain MERCIER, Madame Elisabeth MEYBLUM, , Monsieur Mohamed MOULAY, Monsieur Aleksandar NIKOLIC, Madame Virginia DE OLIVEIRA, Madame Sonia PAREUX, Madame Mathilde PARIS, Madame Constance DE PÉLICHY, Monsieur Rémy POINTEREAU, Madame Laurence RENIER, Monsieur Pierre-Alain ROIRON, Monsieur Dominique ROULLET (jusqu'à 10h35), Madame Magali SAUTREUIL, Monsieur Matthieu SCHLESINGER, Madame Anna STEPANOFF, Madame Isabel TEIXEIRA, Madame Gaëtane TOUCHAIN-MALTÊTE, Monsieur Philippe VIGIER, Madame Mylène WUNSCH.

Ont donné pouvoir: Madame Magali BESSARD (a donné pouvoir à Monsieur Emmanuel LEONARD), Monsieur Pierre-Frédéric BILLET (a donné pouvoir à Madame Laurence RENIER), Monsieur Guillaume CRÉPIN (a donné pouvoir à Madame Anne BESNIER à partir de 11h21), Monsieur Nicolas FORISSIER (a donné pouvoir à Madame Laurence RENIER jusqu'à 9h47), Monsieur Philippe FOURNIÉ (a donné pouvoir à Monsieur Jean-Patrick GILLE jusqu'à 10h09), Monsieur Thomas MÉNAGÉ (a donné pouvoir à Monsieur Aleksandar NIKOLIC), Monsieur Dominique ROULLET (a donné pouvoir à Monsieur Philippe FOURNIÉ à partir de 10h35).

Absents: Monsieur Florent MONTILLOT, Madame Cathy MÜNSCH-MASSET.

(La séance est ouverte à 9 heures 17 sous la présidence de Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional)

M. le Président.- Mesdames et Messieurs, nous allons reprendre nos travaux pour cette demi-journée, en saluant bien évidemment celles et ceux qui siègent dans cet hémicycle mais aussi celles et ceux qui vont suivre nos travaux à distance.

Tout d'abord, nous allons procéder à l'appel.

(Madame DUPONT, directrice du Secrétariat général, procède à l'appel nominatif)

M. le Président.- Merci beaucoup.

Nous poursuivons avec le même secrétariat de séance.

RAPPORT N°4 DECLARATION DE L'ETAT D'URGENCE CLIMATIQUE ET SOCIALE – BILAN CARBONE DU CONSEIL REGIONAL ET BILAN CARBONE DU TERRITOIRE REGIONAL – PLAN DE TRANSITION DE LA COLLECTIVITE : 30 ACTIONS POUR REDUIRE L'EMPREINTE CARBONE DE LA COLLECTIVITE

M. le Président.- Le rapport qui va être présenté par Charles FOURNIER est un rapport à beaucoup de mains puisque, comme vous l'avez vu, il appelle beaucoup de champs de responsabilité de la Région. Je ne vais pas m'étendre, mais je dois vous dire l'état d'esprit qui doit nous habiter dans ce moment particulier.

Tout d'abord, et c'est largement documenté ici, nous avons eu à nouveau cette alerte de la COP, à Glasgow, avec une quasi-unanimité sur un constat d'extrême urgence et un constat du fait que, même quand il y a eu un certain nombre d'orientations correctement positionnées, elles ont été avec des mesures et des effets qui ne sont pas pour le moment suffisamment dimensionnés pour infléchir le réchauffement climatique qui est une menace totale pour notre environnement. Il faut voir cet environnement, et cela a d'ailleurs été dit hier, comme des régions entières du monde demain impropres à l'activité et à la vie humaine. C'est clair, c'est dit par rapport au réchauffement climatique et par rapport à la disparition de la biodiversité, c'est une menace sur le vivant.

Il faut, par rapport à cela, et c'est l'esprit qui anime ce rapport, considérer que nous ne sommes pas dans quelque chose qui serait la soumission à cet état de fait ou une phase de déclin.

Hier, dans les débats que nous avons eus, nous avons parlé d'un nouveau modèle de développement. Nous avons parlé des métiers de demain, des déplacements de demain, de l'économie de demain. Ce qui anime ce rapport, c'est passer de l'émotion, sans oublier l'émotion parce que nous avons besoin d'émotion pour comprendre le monde dans lequel nous vivons… On est touché, ému de voir, pour celles et ceux qui aiment bien la montagne… On a un dispositif extrêmement démonstrateur quand, sur les paysages de montagne que nous connaissons bien, pour ceux qui s'y baladent, on avait il y a 25 ans et durablement des glaciers importants, et aujourd'hui, c'est place nette, il n'y a plus rien. C'est une traduction visible de ce qui se passe. Il y a bien évidemment des événements climatiques majeurs et dangereux qui se développent, et tout cela constitue de l'émotion. Si nous restions dans les motions, nous ne serions pas à la hauteur de nos responsabilités. Ce nouveau modèle de développement passe par l'action.

En ce qui nous concerne – ce sera détaillé aujourd'hui – les solutions dans nos responsabilités directes, et certaines concernent, Madame la Directrice générale des services, Mesdames et Messieurs les vice-présidents, directement notre collectivité, sont importantes et détaillées en interne. Il y a l'action par rapport à l'action publique que nous portons dans beaucoup de domaines. Hier, on a parlé de l'économie circulaire, de l'écologie au cœur du développement économique, de transports, etc. Quand on investit comme on le fait sur le transport collectif le moins polluant possible, quand on travaille sur l'émergence d'énergie du futur, on est bien sur les solutions. Ces solutions ne sont acceptables, ne sont des solutions d'avenir et des solutions intéressantes sur le plan environnemental que si elles sont des solutions pour toutes et tous.

La dimension sociale ne peut jamais être déconnectée. On a bien une urgence sociale quand on a un accroissement de la pauvreté quand des sociétés comme les nôtres se développent. On a bien une urgence sociale lorsque celles et ceux qui souhaiteraient contribuer à cette marche vers une économie, une vie décarbonée, etc., ne peuvent le faire parce qu'ils ont des situations extrêmement dures. On a bien, Charles, une urgence sociale lorsqu'on travaille comme on le fait sur la mise en place de structures de tiers financement pour que les gens qui n'ont pas de capacités contributives puissent être des acteurs dans ce domaine.

C'est quelque chose qui est transversal, mais qui est action. Je me réjouis que soit dégagé un plan action, un plan solution, un plan engagement, pour avoir la vision, l'émotion, mais aussi l'action. Cela me paraît absolument déterminant. À ce titre, ce document, qui est un document à la fois d'engagement et d'orientation, est fondamental.

Voilà ce que je voulais vous faire partager avant que nous ouvrions concrètement le sujet. Charles, je t'en prie.

M. FOURNIER.- Merci, Monsieur le Président.

Chers collègues, ce rapport constitue un engagement des composantes de notre majorité pour le mandat qui s'ouvre, qui est considéré comme un mandat extrêmement important, et c'est celui qui va déterminer la deuxième moitié du siècle et au-delà. Ce n'est pas seulement notre point de vue, c'est celui qui est porté par les scientifiques. Notre responsabilité est d'écouter ce que nous disent les scientifiques et de le transformer en politiques publiques et en actes.

Ce rapport ne comporte pas que la déclaration d'urgence, même si elle a un caractère solennel et un caractère éminemment politique. C'est un acte fort, c'est un symbole, c'est aussi une adresse à l'ensemble de nos concitoyens, mais il comprend aussi des engagements, des actions immédiatement mises en œuvre, et d'autres qui l'étaient préalablement et qui vont se prolonger pendant ce mandat.

Nous sommes la deuxième Région française à acter clairement cet état d'urgence et à le dire publiquement au travers d'une délibération après la Région Nouvelle-Aquitaine, mais d'autres villes se sont engagées dans le même sens, que je ne vais pas toutes citer : Annecy, Montpellier, Paris, Poitiers. Dans notre région, la Ville de Blois a déclaré l'état d'urgence climatique et sociale. Evidemment, il ne s'est pas déclenché aujourd'hui, il est là, il est palpable. D'ailleurs, la difficulté avec ce sujet est que nous sommes sur une crise un peu permanente et invisible parce que les émissions de gaz à effet de serre ne se voient pas, parce que la perte de la biodiversité est difficile à identifier. En revanche, il y a déjà des conséquences, et nous sommes dans ce moment, des conséquences visibles partout dans le monde, mais aussi visibles dans notre région. C'est ce qui nous a conduits à porter avec force cette déclaration aujourd'hui devant notre assemblée.

Ces conséquences dans notre région, nous avons eu des inondations extrêmement marquées qui sont à classer parmi ces aléas climatiques qui sont générés par le dérèglement climatique. Nous avons eu successivement des sécheresses. On annonce, en région Centre-Val de Loire, un risque incendie – c'est assez nouveau, on pensait que c'était réservé aux régions du sud – en 2040, qui sera comparable à celui de la région des Landes. Nous avons d'ailleurs commencé à identifier cela quand, dans la Brenne, il y a deux ou trois ans, des hectares ont brûlé, quand des cultures brûlent sous la chaleur et non pas forcément parce qu'il y a eu un acte malveillant. Quand on imagine la Sologne et que l'on prédit – ce sont les scientifiques qui le disent – que d'ici à 2050 tous les arbres de la Sologne seront morts si nous n'agissons pas, on voit bien que le dérèglement climatique et ses conséquences sont palpables immédiatement.

François BONNEAU l'a dit en introduction, il faut à la fois de l'émotion et de la lucidité. C'est nécessaire de partager cet état des lieux et cette transparence. Pendant longtemps, on a aussi dit qu'il ne fallait pas finalement affoler, dire l'état du monde. Je crois qu'il faut dire l'état du monde et les solutions pour transformer le monde simultanément. C'est important et c'est ce que porte ce rapport.

Le dérèglement climatique est intimement lié aux injustices environnementales et sociales. Nous pouvons le voir, les zones du monde les plus exposées sont les zones où la pauvreté est la plus élevée, où on ne peut plus cultiver, où on est obligé de fuir son pays parce qu'on ne peut plus accéder à l'alimentation et à la santé. Il y a un lien direct. Plus ce dérèglement avancera, plus ces inégalités vont exploser partout dans le monde. C'est aussi valable chez nous : ceux qui sont les plus exposés à l'absence d'engagement en matière de lutte contre le

dérèglement climatique seront les plus vulnérables. Je pourrais parler de l'isolation thermique de l'habitat. Quand il fera près de 50 °C dans notre région, au plus haut pendant les périodes estivales, les personnes âgées qui vont vivre de manière isolée dans des logements non isolés seront particulièrement exposées. Les personnes qui n'auront pas les moyens d'accéder à des mobilités propres seront les personnes les plus exposées. Les personnes qui n'auront pas accès à une alimentation de qualité seront les plus exposées.

Parmi ces personnes les plus exposées, et parce que notre Région s'engage sur la question de l'égalité entre les femmes et les hommes – Magali BESSARD n'est pas là aujourd'hui mais je sais qu'elle entendra et portera ce propos –, 70 % des personnes qui vivent en deçà du seuil de pauvreté dans le monde sont des femmes. Evidemment, les conséquences les frapperont en particulier. Il y a, à l'intérieur des injustices, des injustices encore plus particulières, notamment qui frappent les femmes.

Ce rapport se situe aussi après la COP26 – François BONNEAU l'évoquait –, qui constitue dans l'ensemble, et je crois que tout le monde le dit, un échec, même si des engagements ont été pris, mais ils ont été partiels ou limités par de petits alinéas qui viennent affaiblir les engagements qui ont pu être pris. Il y a, par exemple, un déséquilibre très fort avec les pays qui sont les premiers frappés par ces inégalités. Cette question concerne aussi nos relations internationales, notamment sur les impacts irrémédiables. Les pays du Sud, les pays les plus en difficulté, les îles qui risquent la submersion dans les années à venir, sont totalement insatisfaits parce qu'il n'y a pas eu d'engagement. Le fameux fonds vert, qui était promis il y a déjà très longtemps et qui a été réaffirmé à Paris, n'est toujours pas au rendez-vous et repoussé dans le temps pour aider les pays qui, immédiatement, doivent s'adapter.

Au moment où s'ouvre notre mandat, qui correspond à cette décennie dont le GIEC nous dit qu'elle est une décennie essentielle et au moment où l'on peut avoir le sentiment que le *business as usual* reprend ses droits, le risque est que ce sujet soit supplanté par d'autres qui nous frappent également. Il faut agir pleinement face à la crise Covid, mais le risque est que tout cela soit mis un peu sous le tapis, qu'on reporte et qu'on procrastine sur un sujet aussi important.

Notre Région ne commence pas aujourd'hui ses engagements, elle a déjà beaucoup travaillé. Quand on a évoqué le SRADDET hier, c'est évidemment en correspondance avec ces enjeux. Quand la Région a engagé la COP régionale de l'action pour essayer de traduire ces trajectoires de manière opérationnelle dans notre région, quand elle commence à adapter ou qu'elle a déjà engagé une adaptation de ses politiques publiques pour se mettre au diapason de ces enjeux, nous sommes déjà en mouvement.

Cette déclaration avait vocation à rappeler ce contexte. Elle est assortie d'engagements vis-à-vis de nos concitoyens, d'engagements de transparence, d'information : par exemple, la mise en place d'un GIEC régional pour associer les scientifiques à la lecture des conséquences dans notre région. Ce sont des engagements de prendre en considération cette question dans toutes les politiques publiques de la région. C'est quelque chose qui est en mouvement et qui l'était peut-être moins dans le passé. Dans toutes les activités humaines, cette question est présente. Il n'y a pas de sujets qui échapperaient au dérèglement climatique : l'économie, les transports, mais aussi nos activités de loisirs, dans nos vies quotidiennes, dans notre alimentation. Tous ces sujets ont à voir avec cet enjeu déterminant.

Cette déclaration d'urgence est assortie d'engagements, que je ne vais pas tous citer, mais elle a ce caractère vis-à-vis de nos concitoyens de dire que la Région est pleinement consciente de la situation et s'engage à agir avec vous, à vous dire ce qu'elle fait, à être un porte-parole du rôle des collectivités dans la lutte contre le dérèglement climatique. Quand les États ne sont pas au rendez-vous, et Glasgow l'a montré, les territoires, qui représentent 12 % des émissions de gaz à effet de serre directes dans notre pays et peuvent agir sur 50 %, c'est-à-dire la moitié de ces émissions, se mettent en mouvement, vont plus loin, agissent ensemble, s'allient. Par exemple, notre Région coopère avec d'autres régions en Europe autour de démarches comme celle de la COP régionale. Nous devions aller au Danemark mais le Covid a empêché cela parce que le Danemark est particulièrement frappé. Nous travaillons avec des

régions en Norvège et en Allemagne autour de ces enjeux. Cette alliance des territoires est aussi une réponse à ce qui s'est passé à Glasgow.

C'est bien d'évoquer ce sujet et de le mettre dans toutes les politiques publiques, mais c'est bien aussi que la Région porte sa propre exemplarité. C'est pour cela qu'est assorti à cette déclaration d'urgence un plan de transition de la collectivité pour que, sur nos propres responsabilités directes, notre maison-Région, les agents, les élus, notre patrimoine, nous puissions agir. Vous avez un plan de transition avec 30 mesures, certaines existant déjà et d'autres étant à venir. Ces 30 actions, celles pour lesquelles on a pu le chiffrer, représentent une diminution de 20 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à la fin du mandat pour notre collectivité. Ce sera probablement plus parce qu'il y a des actions pour lesquelles nous sommes en train de réaliser les diagnostics, mais cela ne nous permet pas aujourd'hui de connaître la marge, mais c'est une contribution importante dans les mobilités, dans la gestion de notre patrimoine, de nos lycées, puisque 100 % de nos lycées auront été rénovés d'un point de vue thermique. C'est l'une des seules régions de France à atteindre ce niveau d'engagement. C'est l'alimentation dans nos lycées : moins de gaspillage alimentaire, plus de local et de bio. Ce sont des engagements concrets sur la vie de notre collectivité.

Au-delà de ce plan de transition qui s'est construit à partir d'un bilan carbone, et vous avez en annexe de cette délibération deux bilans carbone, celui de la collectivité Région et le bilan carbone du territoire, nous nous sommes appuyés sur la méthode de l'ADEME mais nous avons poussé le sujet un peu plus loin. Nous avons regardé non seulement les émissions générées sur notre territoire, mais aussi les émissions importées, c'est-à-dire en relation avec les produits manufacturés et les produits alimentaires qui arrivent dans notre région et que nous consommons dans notre région. C'est un exercice important parce que, bien souvent, dans le débat autour du dérèglement climatique, le jeu est faussé. J'ai beaucoup entendu dans cet hémicycle que c'était la faute des Indiens, des Américains et des Chinois. Évidemment, ils ont leur part de responsabilité, mais quand on ramène les émissions en logique d'empreinte écologique par habitant, on s'aperçoit que les pays les plus développés impactent très largement. Quand on considère les centaines de milliards d'importations chaque année dans notre pays, ce sont des émissions de gaz à effet de serre externalisés qui ne sont pas comptabilisés par les COP mondiales. C'est émission pays par pays. Je vous donne un exemple : concernant l'aviation, dont on parle souvent dans cet hémicycle, les émissions ne sont pas comptabilisées et on ne sait pas s'il faut les comptabiliser au départ des avions ou à l'arrivée des avions, pour rendre la situation la plus lisible possible.

Enfin, cette déclaration est assortie de 26 mesures pour la mandature sur des sujets aussi importants que la transformation du modèle économique, l'organisation de nos mobilités, la transition agricole et alimentaire, la transition énergétique et tous les moyens pour accompagner les acteurs, les citoyens, les entreprises, les associations, les collectivités dans leur engagement en faveur de la lutte contre le dérèglement climatique.

C'est aussi une organisation que notre Région a créée. Je voudrais insister sur une initiative que nous avons prise et qui a devancé la loi Climat Résilience : la création de l'ACTE (Assemblée pour le climat et la transition énergétique), une assemblée régionale que nous avons déclinée dans les départements. Ici, il n'y a pas longtemps, se tenait la première réunion de l'ACTE du Loiret. Dans l'Indre-et-Loire, on en est déjà à la troisième ou quatrième réunion. Cela permet de mettre tous les acteurs publics autour de la table pour avancer sur ces sujets. Le CESER y est associé dans ses composantes territoriales. C'est un endroit où l'on gouverne, on pilote ces enjeux. C'est extrêmement important parce que c'est la coopération qui nous permettra d'avancer.

Je ne vais pas détailler ces 26 mesures mais en citer deux ou trois pour montrer un peu le cap. Quand nous disons, en matière de transition énergétique, que nous allons nous attaquer à la sobriété et à l'efficacité énergétique, ce sont 30 000 logements par an que nous voulons rénover d'ici la fin du mandat, ce qui correspond à ce que la COP21 imposait pour notre région. C'est un dispositif extrêmement ambitieux qui a été mobilisé autour de cette question, un écosystème organisé, l'accompagnement des ménages de l'information jusqu'à la mise en œuvre de leur projet et l'accompagnement financier de leur projet, y compris le suivi *a posteriori*

du projet de rénovation thermique. C'est très important, c'est 48 % de la consommation d'énergie finale dans notre région. C'est un sujet majeur. C'est le travail sur les communautés locales d'énergie avec un programme européen LIFE important qui va permettre d'accompagner 18 territoires dans l'organisation de l'énergie à l'échelle locale, à la fois sur la réduction des consommations et la production d'énergies renouvelables. C'est le soutien aux énergies renouvelables, à l'hydrogène. Une feuille de route a déjà été actée. Ce sont des actions concrètes.

Quand on parle d'économie, c'est la mise en place d'un accélérateur de transition écologique, le soutien financier pour accompagner les entreprises dans leur transformation pour qu'elles soient en compatibilité avec ces trajectoires. En matière de mobilité, ce sont des engagements pris concernant nos cars, nos trains, les mobilités du quotidien, les mobilités rurales, le déploiement du vélo. C'est une mobilisation générale dans toutes les politiques publiques. Il n'y en a pas une qui ne soit pas concernée.

Je terminerai mon propos en remerciant pour leur engagement tous les agents de notre Région dans ce plan de transition. Cela a été un travail supplémentaire transversal et, je l'espère, fédérateur autour de cet enjeu. J'ai été assez épaté par la force de cet engagement. Ce plan s'est construit dans des délais assez court et montre la mobilisation de tous nos agents ; ils seront tous accompagnés et formés autour de ces enjeux, comme nous l'avons fait avec les développeurs de l'économie. Je salue en particulier Laure-Émilie ANGEVIN, la directrice du projet COP dans notre collectivité, qui a fait ce travail d'assemblage. Je la remercie comme je remercie tous les agents pour leur engagement extrêmement fort ainsi que l'ensemble de mes collègues de l'exécutif et de la majorité régionale pour leur mobilisation collective autour de ce sujet.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci beaucoup, Charles FOURNIER.

Nous ouvrons le débat avec les interventions des présidents. Je donne la parole à Laurence RENIER pour l'UDCI.

Mme RENIER.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je vais parler de façon générale pour le groupe, et mes collègues interviendront sur des thèmes plus précis.

Dans ce rapport, il y a beaucoup de très bonnes choses, et nous partageons le constat de l'importance, plutôt de l'urgence, face au réchauffement climatique. Nous sommes bien entendu d'accord sur les PAT, les circuits courts, l'anti-gaspillage alimentaire, la recherche sur l'hydrogène, l'économie sociale et solidaire, etc. Nous sommes d'accord pour dire qu'il faut emporter tous les territoires et tous les citoyens dans cette transformation profonde de notre société face aux enjeux climatiques. Pour entraîner nos concitoyens, il est indispensable, et c'est là notre plus grand défi, d'emmener l'ensemble des habitants à comprendre les enjeux et à prendre à bras-le-corps ces sujets. Nous ne le ferons pas sans les territoires, nous ne le ferons pas sans les habitants.

Nous ne pouvons pas nous contenter de réunions entre nous, entre personnes sensibles à ces défis, qui ont les moyens de s'ouvrir à ces questions. Pour emmener l'ensemble d'une région vers plus de sobriété, il faut expliquer beaucoup, avoir des messages clairs qui ne sont pas entachés de doute, il faut aider les plus éloignés de ces préoccupations.

Pour l'énergie, nous avons besoin de clarté et de sérénité. Comment entraîner les habitants du Pays-Fort et du Sancerrois qui se battent tous les jours pour développer le tourisme rural autour du patrimoine, des productions agricoles, autour des paysages vallonnés, de la vigne et du bocage, alors qu'ils sortent du zonage de la PAC et qu'on va leur implanter des éoliennes, bien en hauteur, bien visibles sur les crêtes, alors que les entreprises qui les installent ont des méthodes agressives et des discours contestables ? Croyez-vous vraiment que nous allons réussir à les convaincre ? Sur l'énergie, nous avons besoin de clarté, nous avons besoin

d'assurance, de travailler sereinement avec des organismes indépendants qui ne seraient pas inféodés à telle ou telle entreprise polluante à capitaux étrangers. Les territoires et les habitants doivent pouvoir choisir s'ils veulent de l'éolien, du photovoltaïque et, actuellement, ce n'est pas l'impression que cela donne, en tout cas chez moi.

L'agriculture encore une fois mise au banc des accusés pour le bilan carbone mais, pourtant, les productions végétales utilisent l'énergie solaire pour capter le CO2 contenu dans l'air et fabriquent de la biomasse grâce à la photosynthèse. Un hectare de blé capte plus de CO2 qu'il n'en est émis pour le produire. Chaque année, grâce aux cultures françaises, sont absorbées près de 4 millions de tonnes de carbone. L'agriculture est une source d'énergie renouvelable et le focus sur les productions agricoles ne cite que les émissions de gaz à effet de serre mais ne parle pas de la captation. Ne soyons pas caricaturaux, ne stigmatisons pas notre agriculture et ceux qui en vivent, remercions les plutôt de nous nourrir, de faire vivre nos villages et de façonner nos paysages. Accompagnons-les. Nous allons avoir besoin d'eux. En les pointant du doigt, en les accusant sans cesse, nous encourageons l'incompréhension et parfois la violence de nos concitoyens et la désespérance de nos paysans.

Je pourrais également parler des déchets. C'est le grand flou, surtout la grande désillusion. On se croyait débarrassé de l'enfouissement dans notre belle région, et au milieu de cet été, quand les élus sont partis pour quelques jours de repos, des tentatives de rachat de terrains immenses voient le jour. Sur les déchets, il faut faire mieux et vite. Nos concitoyens pensent que le tri fera baisser la facture et, malheureusement, nous le savons, ce n'est pas le cas. Il faut travailler très vite sur ce sujet des déchets, leur production, leur réemploi, les exutoires, remonter des filières, le papier par exemple. Les territoires ont besoin d'aide, les habitants sont perdus et découragés. La Région doit absolument s'en saisir.

Je pourrais parler également des stations d'épuration. La Région Centre est malheureusement une terre d'accueil sans compensation. Est-ce normal ?

Puis, le transport. Delphine en parlera tout à l'heure. Le train, c'est parfait, des efforts importants sont réalisés, c'est très bien, mais il y a quelques trous dans la raquette. Je vais vous donner encore l'exemple du nord du Cher : il n'y a pas de ligne ni de train et peu de bus. Pour rallier Orléans en transports en commun, quand vous habitez Aubigny-sur-Nère, c'est une heure en voiture. Vous partez à 13 heures 24, c'est le seul horaire possible par le bus jusqu'à Bourges, vous prenez le train à Bourges pour la gare des Aubrais, puis le tramway jusqu'à Orléans. Temps de trajet : 3 heures 44. Pour le retour, c'est pire. J'ai beau secouer mon *smartphone*, JV Malin m'indique 5 heures 15, et je ne pourrais partir que le lendemain à 7 heures 43. En matière de transport, il y a encore beaucoup à faire ensemble pour que le discours de l'incitation à prendre les transports en commun soit crédible par tous les territoires et tous les habitants.

Mes chers collègues, vous pouvez compter sur nous pour être constructifs sur cette problématique essentielle de la lutte contre le réchauffement climatique. Vous l'avez compris, nous voulons ouvrir le débat pour inclure le plus grand nombre, tous les agriculteurs, toutes les entreprises, tous les habitants, mais nous avons besoin d'assurance, de clarté, dans plusieurs domaines. C'est la raison pour laquelle nous nous abstiendrons de façon bienveillante et positive.

M. le Président.- Merci, Madame RENIER.

M. NIKOLIC a la parole.

M. NIKOLIC.- Bonjour à tous, bonjour, Monsieur le Président, bonjour, chers collègues.

J'espère qu'il n'y aura pas de problème parce qu'on a des petits problèmes numériques vers chez nous, la fibre ne fonctionne plus. Je ne sais pas si vous m'entendez et me voyez bien.

M. le Président.- Pour le moment, vous êtes en visio. Si c'était difficile, je vous proposerais de couper la partie visio, et peut-être aurons-nous un flux son qui sera de meilleure qualité.

M. NIKOLIC.- Ce qui ressort de ce rapport, et quand je vous entends encore plus, c'est une peur terrible. Je la ressens, vous l'évoquez régulièrement, vous êtes très anxiogènes, vous êtes terrorisés par un risque de mort collective en raison du réchauffement climatique, la mort du vivant comme vous dites. Je ne le crois pas. Je crois évidemment au réchauffement climatique. Selon moi, il y a un réchauffement climatique et cyclique qui est amplifié par l'homme, et il va falloir trouver des solutions et s'y adapter, mais ce sont ces solutions qui me posent un problème. Pourquoi pas, nous avons des revendications qui peuvent parfois sembler être des obsessions sur les remplacements culturels qui touchent le pays, sur l'insécurité, et nous aimons réfléchir à la façon d'y remédier.

Nous avons souvent des solutions concrètes qui ont montré leur résultat. Je constate que les politiques qui sont menées pour faire en sorte qu'il y ait moins d'impact de l'homme, qui sont appliquées en partie en Allemagne et dans d'autres pays, ne montrent pas du tout leur résultat. Par exemple, vous avez une hostilité envers l'énergie nucléaire, qui est aujourd'hui la seule source d'énergie sans carbone qui puisse distribuer de l'énergie fiable jour et nuit peu importe la saison, presque partout sur terre. C'est la seule pour l'instant qui a vraiment montré son efficacité à grande échelle. C'est ce que je lisais récemment dans un livre de Bill GATES. C'est ce qui fait que l'on émet moins de CO2 par tête que l'Afrique du Sud, qui a un PIB trois fois inférieur au nôtre par habitant, ou que l'Allemagne qui applique une grande partie de ces idées. Seule l'expansion de l'énergie atomique permettrait vraiment de décarboner l'électricité mondiale, d'envisager dans un futur proche la capacité de synthétiser des carburants propres, de développer des technologies à émission négative. Cela doit être notre but, et on l'a toujours fait en France, pour aspirer à un bien vivre que beaucoup nous envient dans le monde, à savoir cette adaptation technologique.

Avec le réchauffement climatique, vous avez peur de catastrophes naturelles et, selon vous, elles seraient en grande augmentation. C'est vrai, il y en a beaucoup. Peut-être que certaines sont liées au réchauffement climatique, c'est même sûr, c'est toujours arrivé dans l'histoire, mais la population mondiale a été multipliée par quatre depuis le début du 20e siècle et, dans le même temps, le nombre de victimes que les catastrophes naturelles causent n'a jamais été aussi faible. La raison de cette évolution est que les peuples disposent de technologies et d'institutions de meilleure qualité pour déjouer les aléas naturels. On peut s'y adapter, il y a beaucoup d'exemples, des digues, des choses qui font qu'aujourd'hui on meurt moins de catastrophes naturelles qu'avant. C'est d'ailleurs dans les pays sans technologie que la pollution tue le plus. La pollution de l'eau et les maladies qu'elle entraîne tuent 50 fois plus en Afrique que chez nous parce qu'on a su nous adapter et faire en sorte que l'eau soit moins polluante par rapport au Moyen-Âge.

C'est intéressant en Afrique, parce qu'il y a potentiellement un problème avec le réchauffement climatique mais, pour le moment, l'essentiel des problèmes de famine est surtout dû à une démographie très importante qui entraîne beaucoup de problèmes sur les équilibres sociaux, des famines, parce qu'elles existent déjà et ont toujours existé. La France a connu une grande famine, c'est ce qui a contribué à la Révolution française. Il y a encore 60 ou 70 ans en Asie, il y avait d'énormes famines, mais on a su adapter notre agriculture et nos modèles agricoles, que ce soit en Asie ou ici, pour remédier à ces famines. Il ne faut pas avoir peur d'essayer de trouver des solutions et se dire qu'il n'y a rien à faire. Il faut s'adapter parfois au climat. C'est ce qu'on a fait dans les Landes. M. FOURNIER évoquait tout à l'heure les Landes. On a planté des pins sous Napoléon III, et c'est ce qui a permis d'adapter notre territoire au climat.

Concernant la pénurie d'eau qui peut être à craindre, les Israéliens montrent qu'en dessalant l'eau, on arrivera à se servir presque de l'eau et avoir beaucoup moins de problèmes. C'est grâce à la technologie qu'on va éviter une multitude de problèmes.

La pollution est multiple. Il y a évidemment le réchauffement climatique et l'émission de gaz à effet de serre, c'est-à-dire qu'il va falloir limiter l'émission de gaz à effet de serre pour limiter ce réchauffement climatique, mais la pollution est aussi l'artificialisation des sols. Mme Delphine GENESTE, hier, expliquait le problème des éoliennes, leurs tonnes de béton dans le sol. C'est un énorme problème quand on parle d'artificialisation des sols. C'est le même avec les fermes photovoltaïques. Je vous remercie, Monsieur le Président, de l'avoir évoqué hier lors de votre intervention. Mettre des champs photovoltaïques au sol et du béton, je ne vois pas ce qu'il y a d'écologique en la matière. Ce n'est pas bon pour le vivant, comme vous l'évoquiez, pour la faune et la flore. L'artificialisation des sols, c'est aussi les zones commerciales que vous avez évoquées hier, mais elles sont en fin de cycle, je pense et je l'espère. Il faut accompagner cette fin de cycle, parce qu'il n'y a rien de plus horrible, quand on arrive dans une ville, que ces zones commerciales. Elles seront de plus en plus remplacées par Internet pour les prix, et les plus petites structures pour le conseil et le temps, comme je l'ai déjà évoqué. Accompagnons vraiment ce changement.

Il y a le problème de friches industrielles. Chez moi, à Saint-Rémy, c'est presque un quart de friches industrielles. Je n'ai pas de solution concrète, mais il faudrait qu'on réfléchisse collectivement, parce qu'il y a beaucoup de friches industrielles sur notre territoire, à ce qu'on peut faire pour lutter contre les friches industrielles.

M. le Président.- Monsieur NIKOLIC, il faudra penser à conclure votre intervention pour rester dans les délais.

M. NIKOLIC.- La pollution, c'est aussi le transport, notamment en ville l'air qu'on respire dû à la multitude de voitures. Le transport en commun, comme cela a été évoqué, concerne les zones où il y a beaucoup d'habitants, parce qu'il y a une rentabilité à avoir. Je ne suis pas fermé à ce qu'on adapte le transport mais, dans ce cas, si on coupe la voiture dans certains endroits, il faut avoir une capacité de garer le véhicule pour mettre des transports collectifs à côté qui vont permettre que les habitants de la ruralité puissent se garer et ensuite utiliser d'autres moyens de transport en ville. Il faut vraiment avoir une pensée globale. C'est ce que je reproche souvent aux politiques qui sont menées, on ne pense pas aux ruraux qui sont bloqués quand ils arrivent en ville.

Je vais conclure. J'ai beaucoup de choses à dire parce que c'est un sujet très complet. *(Coupure de son)*

… c'est le catastrophisme sur les conséquences du réchauffement climatique sans certitude, parce qu'on n'a pas de certitude *(inaudible*)*. Les moyens, et c'est essentiel, sont contre-productifs pour limiter, sauf sur l'économie d'énergie, *(inaudible*)* notamment dans le nucléaire. Tout cela va dans le bon sens, mais le manque de vision pour limiter les conséquences du réchauffement climatique, c'est vraiment ce que je trouve dommage, et j'accuse – c'est ce que j'ai ressenti en lisant le rapport – une partie d'entre vous… Je ne pense pas tous, je pense qu'il y a des gens sincères…

Mme CANETTE.- Il va falloir conclure, Monsieur NIKOLIC.

M. NIKOLIC.- J'accuse certains d'entre vous d'utiliser cette cause pour faire passer des lubies immigrationnistes, anticapitalistes et même anti-France. Ces trois lubies, pour nous, entraîneront beaucoup plus de pollution à terme en faisant venir énormément de monde, comme cela a été évoqué hier, des dizaines de millions de personnes.

Mme CANETTE.- Il faut vraiment conclure, Monsieur NIKOLIC.

M. NIKOLIC.- *(Début de l'intervention inaudible)* cela créera des déséquilibres identitaires.

M. le Président.- Merci beaucoup.

M. LÉONARD a la parole.

M. LÉONARD.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

La situation est grave. La COP26 est un échec lourd de conséquence. Les objectifs fixés n'ont pas été atteints, les incohérences dans ces évènements sont criantes et ne relèvent ainsi pas le niveau des espérances de la population mondiale pour un monde en meilleure santé. Les ambitions sont à la baisse : rien sur les enjeux de déforestation, rien sur les constructeurs automobiles. Encore une fois, l'argent et le profit restent une priorité. Nous pouvons presque croire encore une fois que, comme tout, notre avenir est monnayable.

L'écologie est devenue un sujet de discussion principal dans nos conversations familiales, amicales et professionnelles. L'écologie inquiète car, aujourd'hui, comment parler d'écologie s'en parler de sociales, comment parler d'écologie sans prendre en compte notre impact de façon individuelle sur notre planète, comment parler d'écologie si on ne parle pas de notre mode de vie et de notre façon de voir le monde ? Nous sommes chacun responsables de nos actes, responsables de l'influence que nous avons sur autrui.

Notre société s'est confortée dans l'individualisme, et c'est dans ces conditions que nous sommes arrivés à cette situation climatique. Dans ces heures sombres que nous connaissons, le Covid est aussi la conséquence des actions humaines : déforestation, destruction des milieux naturels, industrialisation à outrance. C'est le résultat de centaines d'années de changement, de dégradation, de progrès. De progrès, oui, mais à quel prix, pour qui ? Qui en bénéficie et qui en pâtit ? Depuis trop longtemps, on pointe les pays développés, et c'est justifié. La course aux richesses et au profit nous a fait basculer, mais le peuple en profite-t-il vraiment ? Aujourd'hui, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Les habitants d'un pays développé consomment en moyenne 10 fois plus qu'un habitant d'un pays sous-développé.

Alors, répondons à cette question principale : qui pâtit du progrès à outrance, de la surindustrialisation ? Les plus pauvres, la classe moyenne. Si vous n'aviez pas encore compris les conséquences des inégalités, en voici la preuve. Cependant, cette fois-ci, personne n'y survivra. La population souffre chaque jour de ce changement climatique : la qualité de l'air qui se dégrade à une vitesse folle, les catastrophes naturelles qui ravagent notre environnement et qui sont, contrairement à ce que dit M. NIKOLIC, peut-être pas plus nombreuses, mais plus intenses, ce qui est quand même un problème, et dans notre vie quotidienne la nourriture saturée de produits chimiques et un accès à la nourriture dite saine trop chère, la délocalisation d'entreprises entraînant la suppression d'emplois et un élargissement des clivages sociaux. Certains profitent des nouveaux modes de production et d'autres pâtissent des mutations structurelles. Les disparités sociales ne cessent de s'accroître, associées au chômage, au sous-emploi et au travail des enfants. Ces problématiques entraînent inévitablement la malnutrition, la famine, des pandémies, mais aussi la violation des droits de l'homme et de la femme. Cette dernière est plus que touchée, et rien ne s'arrange, au contraire. Dans les prochaines années, nous serons, parce que personne n'est à l'abri, 20 millions de réfugiés environnementaux.

Cette démarche ne se fait pas sans éducation. L'éducation est la base de la construction d'une société. Effectivement, nous devons mobiliser, sensibiliser et faire en sorte que chaque individu soit touché par l'enjeu. Cela passe par la prise en compte de chaque individu sans discrimination.

Puisque les gouvernements de nos pays ne veulent pas s'investir, c'est à nous de le faire à notre échelle individuelle et dans notre région pour un avenir meilleur où l'écologie et le social ne font qu'un, se complètent et s'associent, pour nous donner une possibilité de vivre mieux et que nos enfants et petits-enfants connaissent notre monde et ses merveilles.

L'enjeu pour nos territoires est de permettre la réindustrialisation, la relocalisation et la reterritorialisation en soutenant les entreprises qui font le choix d'une production locale et éthique en soutenant une ambition de conditionnalité sociale et environnementale. Notre collectivité doit être un exemple pour notre société en s'engageant pour des achats responsables, durables et équitables. C'est en suivant cette ligne directrice que nous pouvons construire un bassin d'emploi innovant avec la création de métiers dans les domaines de la construction, du numérique ou encore de la biodiversité. La jeunesse doit faire partie intégrante de ce projet et doit permettre de provoquer des vocations. La jeunesse est notre chance de développer un avenir serein et de promettre un changement radical.

Tous les citoyens doivent pouvoir être soutenus pour l'apport qu'ils souhaitent apporter pour ce changement vital en partenariat avec les différents acteurs de notre territoire. Notre priorité est d'inscrire de manière transversale notre engagement dans nos politiques publiques. S'engager et agir, c'est croire en l'avenir de notre monde et celui de nos enfants, et cela n'est pas négociable.

Pour terminer, évidemment, nous voterons le rapport.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur LÉONARD.

Monsieur SCHLESINGER.

M. SCHLESINGER.- Merci, Monsieur le Président.

Chers collègues, le défi que représentent les dérèglements climatiques et la nécessité d'y répondre avec force et rapidité sont une conviction qui nous unit tous au sein de cet hémicycle. Nous en mesurons, et cela a été rappelé, de plus en plus les effets dans notre vie quotidienne, et le consensus scientifique trace avec précision les étapes à venir, pour certaines d'ores et déjà irréversibles. Vous avez parlé des glaciers, Monsieur le Président. M. FOURNIER a évoqué les inondations, les incendies, le devenir de chacun de notre forêt. Chacun d'entre nous le mesure, le palpe lors de ses balades, lors de ses promenades ou dans son activité professionnelle, et je pense en particulier à nos agriculteurs. Le rapport qui nous a été présenté ce matin le rappelle avec force et avec précision.

Nous avions tous, par conséquent, inscrit les transitions au cœur de notre projet. C'était le cas du projet que nous portions avec Marc FESNEAU. Par conséquent, je me suis réjoui de voir inscrit à l'ordre du jour de la première session budgétaire de la mandature cette déclaration d'urgence climatique en me disant, et c'est son ambition, que c'était l'occasion de lancer une démarche ambitieuse, globale, concrète pour notre mandat. A cet égard, le texte qui nous est présenté ce matin est clair, précis, complet, avec un programme large d'actions dont nous partageons l'essentiel et des engagements que nous aurions pu souscrire tous ici, je pense. Après la lecture d'un tel document, vous comprendrez que la question que nous nous posons est celle de savoir si les actions vont être au rendez-vous ou, pour reprendre les mots de Greta THUNBERG, s'il ne s'agit pas que de bla-bla.

Comment se positionner ? Vous nous avez permis de bénéficier d'un diagnostic précis du bilan carbone de notre territoire. Il permet d'identifier trois sources principales d'émissions de gaz à effet de serre : l'agriculture et plus particulièrement l'élevage, les bâtiments et le transport, à 99 % le transport routier. Or, comment se positionner et bien vérifier que les actions qui sont prévues dans le budget sont en adéquation avec les enjeux qui ont été identifiés dans notre bilan carbone ? Quels sont concrètement les actes qui ont été posés face à l'urgence ? Le choc entre hier et aujourd'hui est, de ce point de vue-là, assez cruel. Je regrette que l'on n'ait pas commencé par la déclaration d'urgence pour ensuite examiner le budget.

La Région est au rendez-vous des déclarations écologiques, et vous avez bien raison de le faire, mais est-ce que les actes posés sont vraiment écologiques, est-ce que les transformations que nous avons votées hier dans le budget ordinaire, en ces temps extraordinaires, ont été à la hauteur des ambitions que nous nous donnons ? Je crains que, comme le rapport le fait et comme pour la COP 26, le compte n'y soit pas totalement.

Sur trois axes, voyons si la pertinence et le volontarisme de votre action sont au rendez-vous.

Sur l'agriculture et l'élevage, nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il faut utiliser l'agriculture pour répondre aux enjeux de transition, mais il n'y a pas que la question de la transition vers le bio. Le rapport ne dit rien des bovins. Je laisserai Anna STEPANOFF et Sandrine GRÉGOIRE revenir sur ces questions agricoles.

Sur la rénovation énergétique des bâtiments, des jalons sont posés. Evidemment, personne n'attend que la Région réussisse seule à rénover thermiquement l'ensemble des logements ou des bâtiments d'activité de notre région. Plusieurs collectivités territoriales, les métropoles, les communautés de communes, les communes ont d'ores et déjà lancé des actions, et je crois que la SEM qui a été lancée par la Région sera un outil complémentaire tout à fait pertinent. Qu'en est-il du patrimoine propre de la Région ? Combien avons-nous inscrit hier pour engager à marche extrêmement rapide, puisqu'il y a urgence, la transformation énergétique de nos lycées, de ce bâtiment, de l'ensemble des bâtiments de la Région ? Je n'ai pas souvenir que nous en ayons parlé longuement.

Le deuxième aspect est sur les transports. On a beaucoup parlé des trains hier. C'est moins de 1 % de l'émission des gaz à effet de serre dans notre région ; 99 %, c'est le transport routier. Hier, nous avons proposé un amendement pour favoriser le développement des véhicules électriques, il a été rejeté. Les trains, tout le monde est d'accord, c'est mieux pour le confort des passagers, mais ce n'est pas une offre de service en plus et cela ne permet pas de répondre à l'urgence qui est l'émission de gaz liée aux transports.

Au-delà de cette déception, il y a également une inquiétude. Il y a, d'un côté, la réduction de la production, mais il va falloir avoir de l'énergie dans notre région pour continuer à avancer face au développement de l'électrique qui est une énergie moins carbonée. Ce rapport ne dit rien de la principale source d'énergie décarbonée que nous avons à disposition immédiatement, et c'est le nucléaire. Dans cette région nous avons un savoir-faire. Le fait que ce rapport n'en parle pas du tout est une triple erreur. C'est une erreur environnementale, tout d'abord, parce qu'elle nous prive d'une énergie décarbonée. Au lieu de préparer la reconversion des centrales de notre territoire qui, pour certaines d'entre elles, vont arriver à échéance et qui nous laisseront des friches industrielles majeures sur des sites emblématiques de notre région, il est essentiel que nous travaillions à leur reconversion, voire à leur pérennisation sur des formes plus modernes.

C'est une erreur sociale car nous sommes tous confrontés à une explosion des prix de l'énergie. Comment le prix de l'énergie est-il calculé ? Sur la dernière unité de production d'électricité qui est le charbon. En France, nous pourrions avoir un prix de l'électricité moins important si nous étions dans une économie où le nucléaire était davantage promu à l'échelle européenne. Pareil pour le gaz. Dans ma commune, je ne suis pas capable de conclure un marché de production d'approvisionnement en électricité pour le mois de janvier prochain parce que les fournisseurs de gaz et d'électricité refusent de s'engager face à la variabilité des prix.

Enfin, c'est une erreur économique car nous avons tout pour construire sur ce territoire une filière industrielle dans le domaine du nucléaire qui créerait de l'emploi, de la valeur ajoutée et qui nous permettrait de participer à la transition avec ces métiers modernes.

Cessons de nous payer de mots, passons à l'action. Notre abstention sur ce rapport sera une abstention d'engagement en vous invitant à peut-être davantage écouter Charles FOURNIER lors des moments d'arbitrage budgétaire sur les actions écologiques et en écoutant peut-être aussi davantage les propositions que nous formulons avec le groupe de Marc FESNEAU.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur SCHLESINGER.

M. GODET a la parole.

M. GODET.- Merci, Monsieur le Président.

Beaucoup de choses ont été dites. J'ai déjà parlé hier à ce sujet pendant la première intervention du groupe, et Charles a aussi beaucoup préparé le rapport. Ce que je trouve intéressant dans cette déclaration, c'est que cela vient nous chercher, chacun d'entre nous, responsables politiques, dans nos contradictions et dans le sens de notre engagement possible. Aujourd'hui, je trouve qu'il y a un grand paradoxe de notre époque, et nous sommes embarqués là-dedans, c'est qu'à la fois nous sommes à peu près tous d'accord sur les constats, sur le fait qu'il faudrait tout changer, mais beaucoup de gens disent qu'il faut tout changer sans rien changer. L'enjeu de la décennie est de réussir à dépasser cela. Quand je parlais hier de nos courages et de nos lâchetés, c'est que nous considérons que, même d'un point de vue historique, nous serons jugés au regard des actes courageux que nous allons pouvoir poser pendant les 10 ans qui arrivent et des actes lâches que nous allons faire.

Quand je disais que certains veulent tout changer sans rien changer, par exemple, sur la question du modèle économique, nous avons un modèle économique qui fabrique, et on en est pétri, une forme d'esclavage à l'autre bout du monde. Il faudrait regarder comment chacun est habillé, d'où viennent les vêtements, d'où viennent nos téléphones, etc. Il s'agit pour nous de transformer le modèle économique, le lien à la nature et nos habitudes.

Cela a été dit plusieurs fois, l'enjeu est le passage à l'action. J'ai été étonné, je me permets cette petite remarque, de la part de votre groupe de dire que cela ne va pas assez à l'action alors que vous êtes actuellement au pouvoir et l'une des remarques que l'on fait souvent est que vous êtes aussi pétris de ces contradictions. Je trouve assez fou que vous vous permettiez ce genre de remarque ici alors qu'au contraire, je crois que la Région Centre-Val de Loire est une Région particulièrement engagée. Je pense par exemple à la politique des achats responsables.

Cela me permet d'en venir au plan de transition. Charles a beaucoup remercié les agents. Je pense que ce plan de transition est une façon de dire qu'une collectivité marche sur ses deux jambes : il y a les élus, mais aussi les agents. C'est un message adressé à nous tous mais aussi aux agents. Nous avons besoin que tous les agents de cette collectivité se mettent en route sur toutes les questions que nous avons soulevées, sur la performance énergétique des bâtiments, sur le déplacement sans carbone, sur la politique d'achat responsable, sur l'alimentation. Nous avons besoin d'eux et je sais que nous pouvons compter sur eux.

Je voudrais finir en disant que la Région a posé un outil qui s'appelle la COP régionale et qu'il faut l'amplifier ; c'est ce qui est prévu. C'est un outil qui permet d'être en lien avec les habitants, et il a été rappelé combien c'est important d'être en lien avec les habitants, et d'animer la sensibilisation, la vulgarisation, la mobilisation générale et l'action publique.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci beaucoup, Monsieur GODET.

M. GRICOURT a la parole.

M. GRICOURT.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Je voudrais commencer par saluer sincèrement l'excellent travail qui a été réalisé sur ce dossier par les élus en délégation, au premier chef Charles FOURNIER, et comme Charles l'a fait, les agents de nos services dans un engagement que je qualifierais de remarquable sur ces questions et un engagement qui va se concrétiser dans les mois à venir de façon certaine à travers ce que nous pourrons mettre en place dans le cadre d'un travail très partenarial avec nos agents, mais aussi avec les représentants des organisations syndicales.

Déclaration d'état d'urgence climatique et sociale : les termes sont forts mais mûrement réfléchis. Comme l'a exprimé Charles FOURNIER, le dérèglement climatique n'est plus une menace lointaine, mais c'est bien une menace concrète dans tous nos pays avec les feux de forêt, les inondations, les sécheresses, un vrai dérèglement, et on le mesure à chaque saison, qui frappe nos territoires depuis plusieurs années. Les populations les plus fragiles sont celles qui en souffrent le plus et qui en seront encore malheureusement, dans les années et les décennies qui viennent, les premières victimes.

Nous en sommes tous responsables et nous avons évidemment à agir. Nous avons décidé d'agir collectivement en utilisant tous les leviers à notre disposition, à travers les compétences qui sont celles de notre collectivité, pour réduire efficacement les émissions de gaz à effet de serre. Ce n'est pas un engagement qui démarre aujourd'hui, cela s'appuie aussi sur tout ce qui a été porté notamment dans cette collectivité depuis des années, mais j'y reviendrai. Comme l'a dit Jérémie GODET à l'instant, je crois que cela devrait amener certains à une mesure dans les propos quand on sait qu'au niveau international, mais aussi au niveau national… Ce quinquennat qui s'achève en est une triste démonstration de par la faiblesse des engagements de l'État, de ce Président de la République et du gouvernement sur ces questions avec malheureusement une ambition qui a failli. Il y a donc véritablement urgence.

L'objectif d'une telle déclaration est double : d'une part, face à la détresse d'une partie de nos concitoyens quant au futur de notre planète, nous montrons notre mobilisation totale, et Jean-Patrick GILLE reviendra sur la portée d'une telle prise de position. De l'autre, nous portons aujourd'hui le curseur plus loin pour aller plus vite, pour être encore plus efficaces. C'est quelque part cette nouvelle feuille de route qui va nous permettre de porter un véritable projet – je le qualifierais ainsi – de société fondamentalement différent, plus juste, plus respectueux de la nature de notre planète.

Nous avons engagé notre collectivité pour en faire l'une des premières de France à agir avec autant d'attention sur le projet pour réparer les dégâts ; encore faut-il qu'ils soient tous réparables malheureusement. Nous n'avons pas attendu. Il y a eu des engagements de notre collectivité à travers des plans sécheresse, l'accompagnement de nos viticulteurs ces dernières années, le fonds d'urgence lors des inondations de 2016, dont beaucoup de nos territoires dans la région ont été victimes, et pour les limiter avec tout l'engagement qu'a rappelé Charles FOURNIER d'isolation dans nos lycées avec COEPI. Il faut marteler que nous sommes la première Région de France, la seule, à nous engager aussi volontairement sur l'amélioration énergétique de notre patrimoine. C'est la transition agroécologique, c'est le développement du transport public, des mobilités douces. Tout ceci, c'est la capacité que nous avons à convaincre par l'exemple.

Les défis restent importants, nous les partageons. Je crois que nous avons, pour autant, la possibilité d'emmener les forces vives du Centre-Val de Loire vers la direction que nous défendons. Quand on parle de forces vives, cela concerne évidemment les autres collectivités, nos départements qui ont un rôle majeur à jouer dans l'amélioration énergétique de leurs collèges, nos villes, nos villages, nos communautés de communes et d'agglomération, les associations, les entreprises, les syndicats, toutes celles et tous ceux qui sont concernés, à savoir tous les citoyens et les citoyennes de notre pays, de notre région.

Quand on parle des autres collectivités, nous avons hier débattu longuement de notre SRADDET mis en place depuis presque deux ans, c'est le SRADDET qui est prescriptif, qui donne une ligne, qui fixe des objectifs, une ambition, et il doit évidemment inspirer les autres collectivités dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme, de leurs documents d'aménagement à travers les SCoT, les plans locaux d'urbanisme, les plans locaux d'urbanisme intercommunaux, les plans locaux de l'habitat, les documents d'aménagement commercial. On voit bien que cela concerne aussi beaucoup la façon dont on conçoit l'aménagement de notre territoire, son organisation, les modalités de vie dans nos territoires, de consommation, de production. C'est évidemment la question de l'économie, la question du fléchage de nos aides économiques pour accompagner nos entreprises qui sont déjà pour beaucoup dans cette démarche et que nous devons accompagner. Bien sûr, les questions de la préservation de la biodiversité, de l'alimentation.

Nous sommes aussi, à travers ces questions d'économie, sur la formation, et les dossiers que nous avons partagés hier sur la question des formations, mais au-delà des formations générales jusqu'à l'université, sont aussi des outils pour accompagner ces nécessaires évolutions de notre société, parce que c'est la formation à de nouveaux métiers ou la mobilisation sur l'évolution de connaissances et de pratiques professionnelles pour d'autres. Toutes nos mesures sont pensées pour essayer de ne laisser personne sur le bord du chemin, parce que nous savons que c'est aussi un enjeu fort et qu'on ne peut pas dissocier l'ambition environnementale et écologique de l'ambition sociale à travers la recherche d'une majorité de mesures pour faire que tous nos concitoyens puissent accéder à un logement décent, isolé, c'est-à-dire faible en charge pour les revenus les plus modestes ou moyens. C'est la qualité de l'alimentation, et cela fait écho à la santé et au bien vieillir. C'est un travail valorisant. Nous avons tous ces enjeux.

Face au danger que représentent ces dérèglements, il nous faut porter un message profondément positif ; cela a été évoqué par les uns et les autres. Je crois qu'en effet, il y a de la pédagogie. Il y a aussi la question de ne pas nier ce qu'est la réalité qui a permis ce travail, la réalité scientifique. Ce ne sont pas les politiques, les élus qui ont fait ces constats, ce sont bien des scientifiques. Il y a une vraie question par rapport à celles et ceux qui nieraient cette réalité, qui auraient des réserves, qui seraient – c'est le cas parfois malheureusement – dans des négations. C'est très difficile à entendre, c'est impossible à concevoir. Sur ce sujet, je crois qu'au-delà de nos différences politiques, il est difficile de ne pas partager cette réalité, ce diagnostic, des objectifs communs aussi volontaristes que ceux qui sont dans ce rapport, une ambition et des engagements. Il en va tout simplement de notre responsabilité, d'où que nous soyons sur l'échiquier politique, par rapport à nos concitoyens. C'est une responsabilité collective ; chaque groupe prendra ses responsabilités. En tout cas, notre groupe, Monsieur le Président, votera avec enthousiasme et grande responsabilité ce rapport.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur GRICOURT.

Mme DE PÉLICHY a la parole.

Mme DE PÉLICHY.- Merci, Monsieur le Président.

Rassurez-vous je vais être beaucoup plus concise que mon collègue Marc.

Je voulais approfondir un instant la question de l'agriculture dans cette déclaration d'urgence climatique. Un premier élément : l'agriculture n'est jamais citée comme étant une source potentielle de production d'énergie. Pourtant, on voit beaucoup se développer sur les sites agricoles du photovoltaïque, sur des très grands espaces de couverture, et c'est un élément particulièrement intéressant quand on sait aujourd'hui la course à l'échalote des différentes industries du photovoltaïque qui cherchent à les imposer sur des terres naturelles ou agricoles.

On a aussi la méthanisation, parfois même l'éolien. Il serait intéressant de voir que ces productions permettent des économies de CO2 considérables, qu'elles ne sont jamais prises en compte dans les calculs et qu'elles sont d'ailleurs très rarement aidées, en tout cas pas du tout, par la Région à l'heure actuelle.

Un deuxième élément sur lequel je souhaitais revenir est l'engagement de la Région à vouloir accompagner une multiplication par quatre de la surface en bio. Nous subissons actuellement une crise dans le bio, notamment une crise dans les œufs et dans le lait bio où l'on a une surproduction. L'offre est plus forte que la demande, et aujourd'hui, alors qu'on lit dans votre déclaration que le bio permet aux agriculteurs de mieux vivre, ce n'est pas le cas sur toutes les productions. Le risque de multiplier par quatre les surfaces en bio est dangereux d'une certaine manière, puisqu'il aboutirait à une dérégulation du marché qui peut être dramatique à une heure où l'on voit que la croissance des parts de marché du bio commence à ralentir par rapport à ce que l'on pouvait connaître auparavant.

Il n'y a par ailleurs aucune donnée scientifique qui dit que le bio permet des économies de CO2. On pourrait même penser que cela peut être l'inverse. On n'a d'ailleurs rien à ce sujet dans les documents « bilan carbone territorial » et « bilan gaz à effet de serre » fournis en pièces complémentaires. Qu'est-ce qui m'amène à questionner les émissions de CO2 dans le bio ? C'est un système de culture où tous les désherbages sont mécaniques, parfois manuels mais le plus souvent mécaniques, avec un labour quasi-systématique, ce qui va engendrer un usage beaucoup plus important de tout ce qui est tracteur et qui va engendrer une production de CO2. De plus, et ce que je vais dire est valable uniquement pour les très grandes exploitations de bio, puisqu'il en existe sans élevage, on se rend compte que certaines sont obligées d'importer du compost ou du fumier en grande quantité car il est indispensable en termes de nutriment, avec des transports routiers en conséquence.

Je ne dis pas qu'il ne faut pas de bio. Je voulais planter le décor parce qu'on a tendance à imaginer le bio comme étant uniquement quelque chose d'ultra-vertueux. Ce que je veux dire par-là, c'est qu'on ne peut pas se limiter à dire que le bio, c'est magique, c'est une agriculture formidable qui n'a aucune incidence environnementale – ce n'est pas vrai – et, de l'autre côté, laisser tomber totalement l'agriculture conventionnelle. L'agriculture conventionnelle peut faire mieux, mais mon propos est de dire que la Région doit être aux côtés de tous les agriculteurs et pouvoir accompagner toutes les agricultures vers des pratiques vertueuses. Je vais citer un exemple qui aurait pu faire partie de vos propositions concrètes : la question du couvert végétal. C'est une proposition parmi d'autres. Les couverts permettent de limiter fortement les recours aux intrants chimiques puisqu'ils ont un effet répulsif contre les ravageurs, ils nourrissent naturellement les sols, la biodiversité, favorisent la survie des pollinisateurs, augmentent la disponibilité en eau en maintenant l'humidité au sol, limitent l'érosion, aèrent les sols, permettent de stocker une quantité considérable de carbone, etc. Le couvert végétal, et c'est aujourd'hui largement reconnu en agroécologie, a donc de très nombreuses qualités. Pourquoi est-ce qu'il ne fait pas partie des propositions qui sont les vôtres aujourd'hui de manière à accompagner les cultures plus conventionnelles vers des modèles plus vertueux ? Le 100 % bio ne marchera pas. La Région doit aussi s'engager vers d'autres pratiques aux côtés de l'agriculture conventionnelle.

Je vous remercie.

M. le Président.- Merci, Madame DE PÉLICHY.

M. COQUIN a la parole.

M. COQUIN.- La crise climatique est aussi une crise sociale. Alors que ce sont les plus riches qui produisent le plus de gaz à effet de serre, ce sont les plus pauvres qui en pâtissent le plus. C'est en ce sens que la lutte contre le réchauffement climatique est aussi une lutte pour la réduction des inégalités. Les 26 engagements pour un mandat du virage climatique vont dans ce sens.

La transformation écologique de l'économie est tout à la fois préservative et créatrice d'emplois, tout autant que sa relocalisation et sa reterritorialisation, mais afin d'en garantir un impact social positif, il nous faut être vigilants sur des enjeux d'égalité. Je veux parler d'égalité hommes/femmes, je veux parler de l'insertion des handicapés, je veux parler de la lutte contre les discriminations à l'embauche, notamment en fonction de la couleur de peau.

Vigilance aussi sur la nécessité de réduire la fracture numérique. Aujourd'hui, un nouveau vocable a été inventé : l'illectronisme. Après l'ère de l'illettrisme, nous voilà rentrés dans l'ère de l'illectronisme. Dans ce sens, les tiers lieux numériques que nous portons dans nos projets territoriaux, espaces conviviaux de télétravail partagés, peuvent permettre de rétablir un lien social et de partager les savoirs, en clair avoir une mixité générationnelle et sociale pour appréhender les outils nouveaux que sont tous les outils numériques.

La transformation de nos activités agricoles bénéficie tant aux agriculteurs qu'aux consommateurs. Il ne faut jamais oublier qu'en réalité, ce sont les agriculteurs les premières victimes de l'utilisation massive de produits phytosanitaires en termes de santé. Bien évidemment, une alimentation saine est la première politique de prévention en matière de santé publique.

La transition énergétique et la priorité absolue donnée aux économies d'énergie affluent directement sur le pouvoir d'achat des plus modestes. A ce titre, il est bien évident qu'il faut constater l'importance de tout ce qu'on essaie de mettre en place sur la rénovation énergétique des locaux qui aura des conséquences absolument énormes sur le pouvoir d'achat des personnes les plus modestes.

Le développement des modes de transports collectifs, les mobilités douces, leur tarification sociale, ont aussi des conséquences positives sur le pouvoir d'achat.

Enfin, la préservation et la reconquête de la biodiversité sont non seulement bénéfiques pour le climat, mais aussi pour nos activités économiques, pour les emplois associés. C'est un des éléments qui est en discussion et qui attire le plus les élus locaux sur la mise en place d'un parc naturel régional Berry Sud que la Région envisage de pousser, mais la préservation et la reconquête de la biodiversité, c'est également un enjeu de santé publique. On en parlait déjà hier.

En résumé et en guise de conclusion, la lutte contre le réchauffement climatique, loin des blablas ou d'un réflexe de peur panique, c'est l'engagement de notre collectivité sur une feuille de route, sur des solutions concrètes pour mieux vivre ensemble demain en région Centre-Val de Loire.

Merci pour votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur COQUIN.

Mme STEPANOFF a la parole.

Mme STEPANOFF.- Bonjour.

Le rapport que vous nous avez présenté aujourd'hui, ce n'est pas une simple déclaration d'état d'urgence, c'est une véritable stratégie de la transition écologique qui se dessine, et je le salue dans ce sens. J'aimerais aussi saluer la méthode, avec un double bilan plutôt de qualité et les 30 fiches actions précises concernant la collectivité. C'est plutôt sur la partie des 26 engagements concernant le territoire où l'on peut aller clairement plus loin, enrichir et améliorer le propos.

J'aimerais parler surtout de l'élevage. Comme mon collègue l'a mentionné, cela fait partie des quelques axes majeurs et sources d'émissions de gaz à effet de serre que l'on voit à travers le bilan carbone. L'élevage est à l'origine de 9 % de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre dans notre région, pratiquement autant que l'ensemble de l'industrie, juste après le transport et le résidentiel. Or, on sait que l'alimentation végétarienne induit quatre fois moins d'émissions de gaz à effet de serre que l'alimentation carnée. Vous proposez de développer des repas végétariens quotidiens à la cantine des lycées. Je suis clairement pour, j'aimerais vous soutenir dans cette démarche. En revanche, attention à ce que ces repas soient savoureux et cuisinés à partir d'éléments locaux, parce que je pense qu'on ne peut pas se nourrir uniquement de haricots verts et de patates. Je ne suis pas sûre que ce soit une bonne idée de remplacer le steak de viande du Perche par un steak de soja brésilien.

Pourquoi ne pas aller plus loin dans cette démarche et promouvoir plus globalement l'alimentation végétarienne ? Je parle de l'ensemble du territoire. On mange aujourd'hui quatre fois plus de viande qu'en 1800. 68 % de Français pensent qu'on consomme trop de viande, mais ils ne savent pas vraiment comment bien cuisiner les légumes ou manger végétarien. Clairement, il ne suffit pas de supprimer la viande de l'assiette. Comment éviter les carences de protéines et de certaines vitamines peu présentes dans les légumes ? Comment rendre ces repas appétissants et proposer le même niveau de plaisir gustatif, olfactif et visuel que nous procure la cuisine traditionnelle carnée, fruit de plusieurs siècles de créativité et d'expérimentation ?

Je vous propose de travailler ensemble sur la mise en place de quelques mesures fortes qui peuvent faire de notre Région un pilote dans la transition vers une alimentation plus saine et moins polluante. Commençons par la promotion de la gastronomie végétarienne à travers une labellisation des restaurants régionaux les plus créatifs, le développement des formations à l'art culinaire végétarien, la création d'un salon de la gastronomie végétarienne. Ensuite, il est indispensable de soutenir le maraîchage et la polyculture dans notre région afin d'augmenter la diversité des ingrédients végétaux disponibles localement. On peut difficilement concevoir des repas équilibrés et savoureux avec pour seul ingrédient le blé.

Ne vous méprenez pas, je ne suis pas en train de défendre une alimentation 100 % végétarienne. Je pense seulement que nous pouvons significativement augmenter la part des légumes dans nos assiettes dans cette région plutôt carnivore, peut-être se fixer l'objectif de passer de 8 % aujourd'hui à 20 % de repas végétariens, parce que cela fera du bien à la planète et à notre santé. Une telle transition s'accompagne, et pour les 80 % des repas carnés restants, il est urgent de distinguer la viande produite d'une manière industrielle, sans souci pour le bien-être de l'animal et l'impact écologique de l'élevage, et la viande provenant des fermes à taille humaine où les prés absorbent une partie des émissions de gaz à effet de serre et les animaux se nourrissent localement. Le bilan carbone qui a été réalisé ne fait pas cette distinction et je crains que les ratios utilisés pour calculer les émissions de gaz à effet de serre viennent des États-Unis où les modalités de l'élevage ne sont pas du tout les mêmes. Il est donc urgent d'affiner l'analyse pour prendre en compte les externalités afin d'éviter de condamner toute une filière sur la base d'une erreur de coefficient.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame STEPANOFF.

Jean-Patrick GILLE a la parole.

M. GILLE.- Ce rapport est un peu original dans sa forme, pour ne pas dire un peu baroque à travers ses quatre mouvements, mais finalement, ils sont une sorte – je ne sais pas si j'oserais le dire – de rhapsodie sur le même thème, à savoir notre engagement pour l'urgence sociale et écologique. Au-delà des mots et de cette déclaration de l'état d'urgence climatique et sociale, il décline à la fois un plan pour notre collectivité, un plan de transition et un plan d'action tout à fait précis, autant d'objectifs qui, désormais, engageront notre collectivité et dont nous pourrons suivre la mise en œuvre, un peu comme le souhaitait Philippe VIGIER hier : faire une évaluation en continu, puisque les engagements sont très précis.

Je me disais que ce rapport conclut heureusement notre session puisque, hier, nous nous sommes dotés d'un budget, donc d'une stratégie financière permettant d'agir et déjà de mettre en œuvre ces objectifs. M. SCHLESINGER parlait des lycées. Évidemment, on n'en a pas parlé hier puisque c'est déjà engagé depuis longtemps, une politique de rénovation énergétique de nos lycées. Nous attaquons maintenant notre mandat avec une feuille de route précise et les moyens définis pour engager ces transitions nécessaires, ces transitions écologiques, en commençant par la transition économique, avec cette volonté de ne pas opposer écologie et développement économique. Nous avons la volonté – c'est clairement défini dans les premières mesures – de préserver et, au contraire, d'avoir l'objectif de créer des emplois à partir de la transition, la transformation de nos modes de production, d'accompagner la transformation des circuits de distribution. Nous en parlions hier.

Hier aussi, avec le SRADDET, nous faisions le point sur un travail d'animation que mène la Région, un travail collectif qui est parfois, on l'a vu, un travail de conviction pour essayer d'aménager le territoire différemment pour faire ce virage climatique, mais où nous ne sommes pas en responsabilité totale, mais plutôt dans un travail – on a vu qu'il y a encore du travail – pédagogique.

Ce matin, à l'inverse, nous prenons des engagements dont nous avons la responsabilité totale et directe, pour la collectivité, mais aussi une sorte de travail d'être un exemple, de montrer l'exemple ou de donner des exemples aux autres collectivités. Cela explique d'ailleurs que ce rapport ne se prononce pas sur le nucléaire puisque, jusqu'à maintenant, on pouvait parler du nucléaire, mais cela relève de l'État, pour ne pas dire du Président de la République lui-même, qui fait des annonces, et je parle bien du nucléaire civil, je ne parle pas du reste.

L'enjeu de ce matin est pour nous de dire quels engagements précis on prend. Je pense que c'est l'honneur de la politique, au-delà des grands discours qui sont nécessaires, qui sont symboliques, et c'est le sens d'une déclaration, mais qui peuvent être aussi parfois édifiants, voire tétanisants, de mettre en œuvre un plan d'action concret. Certains disent que c'est plutôt anxiogène. Moi qui suis un grand anxieux, la meilleure réponse à l'anxiété est de passer à l'action de manière concrète avec un plan d'action, et c'est donc ce que nous vous proposons.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur GILLE.

M. CHASSIER a la parole.

M. CHASSIER.- Monsieur le Président, mes chers collègues, j'entends bien le ton des interventions depuis ce matin et je ne suis pas vraiment surpris. Nous abordons en effet un sujet particulièrement sensible, un domaine dans lequel la moindre critique, la moindre nuance, le moindre doute peut valoir à celui qui l'exprime les foudres de l'inquisition. Dans ce domaine, les saintes écritures, ce sont les fameux rapports du GIEC.

Je voudrais donc, pour commencer, rappeler à tous de quoi il s'agit. Comme toutes les institutions onusiennes, le GIEC n'est pas une association de personnes physiques, mais une association de pays. Ses membres sont donc des Etats. Aucun individu, et en particulier aucun chercheur, ne peut être membre du GIEC en direct. Les personnes qui siègent aux assemblées du GIEC ne font que représenter des pays-membres. Encore faut-il le dire. C'est donc déjà un biais politique notable dès lors que, dans bien des cas, les États désignent les chercheurs qui exercent ensuite le filtrage des publications. Cela signifie, comme nous l'avons souvent répété, que nous sommes d'abord devant un agenda politique qui utilise la science comme un alibi.

Je voudrais aussi vous demander pourquoi vous n'avez pas choisi d'illustrer votre rapport par la célèbre courbe de Mann, cette fameuse courbe en crosse de hockey qui montrait une augmentation exponentielle de la température mondiale afin de prouver l'imminence de la catastrophe. Pourquoi ? Ce n'est pas facile d'échanger en présentiel, mais je connais la réponse. Vous savez désormais comme tout le monde que cette courbe a été falsifiée par le biais dans le choix des données et par le traitement statistique. Cette fraude a été démontrée très tôt, mais il a fallu 8 ans avant que la justice canadienne, en l'occurrence la Cour suprême de la Colombie-Britannique, condamne définitivement l'auteur de ce faux scientifique manifeste. Or, ce type de comportement porte gravement atteinte à la crédibilité du GIEC qui a cautionné cette falsification pendant des années.

Je ferai une autre remarque au sujet de cette caution scientifique qui interdit le débat. Il existe un précédent, le marxisme, dont la prétention scientifique a conduit à la catastrophe économique et humaine que l'on connaît avec des dizaines de millions de victimes. Il faut se souvenir du contexte pesant des années d'après-guerre, y compris en France, où scientifiques, intellectuels et artistes se rangeaient massivement sous la bannière de cette idéologie pseudo-scientifique. Nous assistons aujourd'hui à un phénomène comparable, mais cela va encore plus loin car ce ne sont plus deux conceptions qui s'affrontent, mais nous sommes en face d'une pensée unique, pour ne pas dire totalitaire. Je sais que le terme vous choque, mais il est tout à fait adapté pour décrire la situation. On a tendance à confondre autoritaire et totalitaire. Une idéologie totalitaire désigne une vision politique qui prétend englober tous les aspects de la pensée et de la vie sociale. Il est vrai que le glissement est facile, puisque cette vision totalitaire disqualifie *de facto* toute expression divergente, et cette quasi-unanimité qui a été évoquée par Marc GRICOURT est surtout l'expression d'une lâcheté, sans parler de l'endoctrinement de la jeunesse au point de développer un syndrome d'éco-anxiété qui la fait douter de son avenir.

Tout cela pour dire que je ne me sens nullement contraint par la traduction politique – je dis bien politique – des rapports du GIEC et que je ne partage pas cette vision catastrophiste qui prévaut et qui fera sourire dans 50 ans. Le caractère politique de cette vision est évident. Quand on peut lire dans votre rapport, et je ne cite que cet exemple, que la famine qui frappe Madagascar a été reconnue comme la première famille climatique par l'ONU en ignorant une meilleure qualité…

M. le Président.- Monsieur CHASSIER, merci d'aller à la synthèse et à la conclusion.

M. CHASSIER.- Je vous en prie, c'est le temps du groupe.

Les meilleures qualités de riz produites sur l'île sont exportées vers la Chine, et en ignorant bien sûr que les famines climatiques récurrentes ont toujours frappé l'humanité, y compris notre continent, avant que les progrès de l'agriculture y mettent un terme, ces mêmes progrès que certains condamnent. Je pourrais citer beaucoup d'exemples.

Au final, ce rapport balaie pratiquement toutes les politiques de la Région, mais nous en avons débattu hier lors du vote du budget, nous sommes tout simplement en train de refaire le débat budgétaire sous un autre éclairage. Je ne vais pas énumérer tous les actes, les objectifs, les engagements, etc.

Mme CANETTE.- Il faut conclure, Monsieur CHASSIER.

M. CHASSIER.- Il faudrait les reprendre, les examiner, les voter un par un, mais malheureusement, cette présentation globale ne nous laisse pas le choix.

Je terminerai par le bilan carbone. Il faut quand même remarquer qu'il est confié à EcoAct, qui est une filiale du groupe Atos, ce qui prouve combien le business du carbone intéresse beaucoup le milieu des affaires…

Mme CANETTE.- Il faut vraiment conclure, Monsieur CHASSIER.

M. CHASSIER.- … pour qui la certification carbone est une formidable opportunité financière avec des certificats que les entreprises sont obligées d'acheter comme jadis on achetait les indulgences. C'est un mécanisme que je ne souhaite pas cautionner.

M. le Président.- Merci, Monsieur CHASSIER.

Mme BENASSY a la parole.

Mme BENASSY.- Monsieur le Président, chers collègues, mon intervention portera sur la solidarité internationale vis-à-vis des populations les plus vulnérables aux conséquences du dérèglement climatique.

Parce que le dérèglement climatique est un phénomène qui nous touche toutes et tous, partout sur la planète, la déclaration de l'état d'urgences climatique et sociale dans notre région doit s'accompagner d'une attention forte aux populations touchées par les conséquences de ce dérèglement vivant dans nos zones de coopération, mais plus globalement dans les pays du Sud, premiers à en subir les conséquences. En effet, 90 % des personnes concernées par les désastres dits naturels liés au réchauffement habitent dans des pays ou régions pauvres et, pour autant, elles ne sont pas majoritairement responsables de cette situation. Selon un rapport commandé par Oxfam, d'ici 2030, 7 % seulement des gaz à effet de serre seront émis par les 50 % les plus pauvres, contre 16 % par les 1 % les plus riches si leur consommation se maintient, soit 30 fois plus que ce qui est compatible avec le maintien du réchauffement de la planète à moins de 1,5 degré en 2100 par rapport au niveau préindustriel.

Parce que le climat, ses changements et leurs impacts n'ont pas de frontière, la responsabilité pour y faire face est collective et internationale. Les défis majeurs de notre planète nécessitent une convergence et une ambition universelles. Ils nous appellent à des changements de paradigme. Il n'en a malheureusement pas été question lors de la COP26 qui a abandonné les populations les plus vulnérables. Les pays du Sud qui demandaient plus de financement pour pouvoir s'adapter au changement climatique sont repartis quasiment bredouilles de Glasgow. S'ils sont parvenus à quelques annonces pour le fonds d'adaptation, les 100 milliards de dollars promis par an ne seront toujours pas atteints avant 2023. Pire, les pays riches, dont la France au sein de l'Union européenne, ont bloqué jusque dans les dernières heures la mise en place d'un financement additionnel pour les pertes et dommages irréversibles du changement climatique auquel font face de nombreux pays.

Là encore, notre politique de solidarité et de coopération internationale prend tout son sens pour appuyer les acteurs publics, privés, citoyens au plus près de leurs besoins. Les sujets nouveaux auxquels nous sommes confrontés ici et ailleurs pour atténuer et nous adapter au dérèglement climatique sont l'occasion de mener des réflexions communes, d'échanger en réciprocité sur des expérimentations en matière d'agro-écologie et de gestion de la ressource en eau qui se raréfie, de construction en matériaux biosourcés ou d'énergies renouvelables solaires ou éoliennes, la ligne directrice étant de construire des territoires résilients et une société durable

et juste à l'horizon 2030 en suivant une feuille de route commune à l'échelle mondiale constituée des 17 objectifs de développement durable définis par l'ONU.

En outre, le nombre de réfugiés climatiques du fait de la multiplication des tornades, inondations, incendies, sécheresses, etc., qui entraînent des pertes d'habitat, de ressources économiques et une insécurité alimentaire, est estimé, selon différentes sources, entre 150 et 200 millions d'ici 2050 si rien n'est fait pour contenir le réchauffement climatique. Si la grande majorité d'entre eux resteront dans leur pays d'origine n'ayant pas les moyens de s'installer ailleurs, la solidarité internationale dans notre région doit aussi prendre la forme d'une politique volontariste et cohérente d'accueil et d'intégration des personnes amenées à immigrer sur notre territoire pour des raisons climatiques. Cette politique doit se fonder sur les compétences de la Région et être pensée en articulation avec l'État, les villes et les acteurs associatifs qui agissent déjà à leur niveau. Surtout, elle doit être une alternative forte au discours ambiant de repli sur soi, de rejet de l'autre qui conduit la société vers toujours plus de fractures – nous avons encore entendu parler tout à l'heure de lubie immigrationniste conduisant à des déséquilibres identitaires –, alors que nous avons besoin, au contraire, de recréer de la cohésion sociale et de favoriser l'entraide pour une région solidaire et accueillante dans ce contexte difficile d'état d'urgence climatique et sociale.

Je construirai donc cette politique dans le cadre de ma délégation à la coopération internationale et serai amenée à vous en présenter les orientations dans les mois qui viennent.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame BENASSY.

Mme GAY a la parole.

Mme GAY.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Mon intervention porte sur le plan de transition de la collectivité car nous avons déjà beaucoup œuvré au sein de la collectivité. Depuis cette déclaration, mais c'était déjà prévu, nous allons accentuer nos actions, des actions très fortes, comme l'a souligné Charles FOURNIER.

Nous avons fait un bilan gaz à effet de serre fin 2020, nous avons travaillé sur 30 actions prioritaires, ce que vous avez tous souligné. Ces actions vont permettre de réduire en impact direct 20 % des émissions de gaz à effet de serre, mais il y a aussi l'impact indirect qui est plus difficile à mesurer. Par exemple, l'incorporation de critères et de clauses climat dans les achats à fort impact carbone, on le mesure plus difficilement. On peut espérer que la réduction des émissions de gaz à effet de serre soit beaucoup plus importante.

Quatre axes de travail pour ce plan de transition : un premier axe sur la performance énergétique. Vous l'avez tous souligné, la performance énergétique des bâtiments est un élément clé. Nous avons un patrimoine très important, notamment les 97 lycées publics de la région. Sur ce patrimoine, il y a déjà eu un certain nombre d'actions sur la performance énergétique, par exemple le programme COEPI qui prévoit 40 millions d'euros d'investissement dans des travaux qui visent à réduire les consommations énergétiques. L'un des outils, ce sont les marchés globaux de performance pour choisir les solutions techniques les plus pertinentes, qui ne sont pas simples, notamment sur du bâti ancien. Nous allons aussi travailler, par exemple, sur l'implantation de photovoltaïque, sur les couvertures. Une autre action porte sur les contrats d'achat de l'énergie avec un objectif de 100 % de contrats d'électricité verte et biométhane pour le gaz, parce que le gaz est aussi nécessaire pour chauffer ces bâtiments très importants, donc 100 % d'énergie verte à l'horizon 2030. Il y a une action sur la performance climat du numérique, qui est aussi un élément important. Comme pour toutes ces actions, il s'agit d'avoir un diagnostic précis, de mesurer l'impact carbone du numérique et de définir une stratégie de décarbonation, par exemple favoriser le réemploi des équipements informatiques.

Le deuxième axe porte sur les déplacements sobres en carbone. Il s'agit de travailler sur l'impact des déplacements des agents, à partir d'une analyse fine de leurs besoins, de leur situation, de leurs déplacements. Les solutions sont multiples. Cela peut être de développer le covoiturage, les transports collectifs quand c'est possible, l'usage de véhicules bas carbone.

Le troisième axe est une politique d'achat responsable, qui est déjà mise en œuvre, mais nous allons ajouter des clauses climat, notamment dans les marchés à fort impact carbone.

Le quatrième axe est l'alimentation, le gaspillage alimentaire et la réduction des déchets. Je voulais notamment évoquer la plateforme de réservation des repas dans les lycées qui va permettre de réduire le gaspillage alimentaire en ciblant mieux la gestion des stocks. Je voulais mettre la lumière sur la formation de l'ensemble des agents de la collectivité. Nous avons engagé une action très importante de formation, un parcours de formation sur-mesure, selon les fonctions des différents agents, afin de les accompagner dans l'intégration des enjeux de transition écologique et énergétique. C'est une formation qui va démarrer dès 2022 et qui est une première dans l'administration française. J'en profite pour saluer l'action de tous les agents et leur engagement dans ce plan de transition de la collectivité : les agents qui ont travaillé sur ce plan, mais aussi ceux qui œuvrent au quotidien, par exemple dans les cuisines, et qui vont être concernés. Quand on leur en parle, ils sont très partie prenante de la plateforme de réservation des repas pour réduire le gaspillage. Cela va aussi entraîner les lycéens et les habitants de cette région dans ces actions.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci Madame GAY.

Mme GENESTE a la parole.

Mme GENESTE.- Monsieur le Président, chers collègues, dans le rapport sur la déclaration d'urgence climatique et sociale, vous indiquez *« qu'il ne peut y avoir de transformation écologique dans nos modes de vie sans justice sociale »*, mais concernant notre région Centre-Val de Loire, afin d'être très pragmatiques et sans rentrer dans les débats politiques, nous considérons qu'il ne peut y avoir de transformation écologique de nos modes de vie sans justice territoriale.

Les actions de la Région Centre-Val de Loire doivent être conduites au plus près du terrain. Elles doivent permettre de répondre à l'objectif du Conseil régional d'être pilote en matière de lutte contre le réchauffement climatique tout en améliorant la vie de nos concitoyens et en leur permettant d'y répondre également. Cette réponse passe évidemment par les offres de transport en commun présentes sur tout le département et dans les milieux, qu'ils soient urbains, périurbains ou ruraux.

Vous indiquez que le secteur des mobilités est le second secteur émetteur de gaz à effet de serre et consommateur d'énergie. Pour agir sur cette donnée, vous proposez plusieurs leviers dont le soutien de la Région au service public du rail à travers la modernisation des lignes du quotidien et de fret et la mise en place de la gratuité des transports REMI pour les 18-25 ans.

Sur le premier point, nous pensons qu'il faut aller plus loin, surtout quand on sait, grâce à la présentation au mois de novembre des résultats de l'étude issue de la COP régionale, que le transport ferroviaire représente moins de 1 % des gaz à effet de serre, tout comme l'aéronautique d'ailleurs, contre 99 % pour le transport routier, chiffres concernant les transports de personnes. Nous sommes donc certains que la modernisation des lignes du quotidien et du fret est indispensable, mais que doit s'ajouter à cela la création ou la remise en service des lignes ferroviaires pour permettre d'irriguer tout le territoire régional.

Doit également être défendue la baisse des prix du billet de train qui sont beaucoup trop élevés. Je prends un exemple : un aller Argenton-Châteauroux coûte 9 euros pour 20 minutes de transport, une trentaine de kilomètres. Il semble logique, compte tenu de la baisse du pouvoir d'achat de nos concitoyens, que la voiture sera malheureusement favorisée pour réaliser ce trajet, ayant un coût à 3,25 euros. Le ferroviaire doit adapter ses prix aux réalités. Il faut également investir dans la recherche et l'innovation pour ne pas oublier les habitants des zones rurales, souvent âgés et peu mobiles, et leur permettre de bénéficier de transports innovants et très peu polluants, leur permettant d'aller au marché, à des événements. Il s'agit là également de justice sociale et de participer à la lutte contre l'isolement, souvent très peu choisi mais imposé par les réalités de nos territoires ruraux.

Sur le deuxième et dernier point, c'est-à-dire la gratuité des transports REMI pour les 18-25 ans, nous ne sommes pas d'accord de le limiter. Pourquoi exclure tout une partie de la population ? Est-il alors possible de mettre en place un abonnement pour les plus de 25 ans accessible par tous les usagers bénéficiant d'une activation très simple et leur permettant de voyager partout en région Centre-Val de Loire avec un abonnement annuel ne dépassant pas les 60 euros par mois ?

M. le Président.- Merci, Madame GENESTE.

M. BEATRIX a la parole.

M. BEATRIX.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je voulais rebondir sur les propos de Jean-Patrick GILLE que j'ai entendus avec attention tout à l'heure pour, comme lui, insister sur le fait qu'il faut se départir à la fois…

M. le Président.- Monsieur BEATRIX, si vous pouviez couper la caméra, peut-être qu'on vous entendrait mieux. Rapprochez-vous de la source sonore.

M. BEATRIX.- Monsieur le Président, pour insister, comme le disait Jean-Patrick GILLE, sur le fait qu'en matière de réchauffement climatique, il faut se départir à la fois du catastrophisme absolu et d'un optimisme béat.

On a parlé du SRADDET hier. Le SRADDET a fixé un objectif de 50 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 2014. Si l'on regarde le bilan carbone de notre territoire régional, cela laisse apparaître que l'un des enjeux majeurs de cette lutte contre le réchauffement climatique réside dans la réduction des gaz à effet de serre, non seulement sur les secteurs qui sont liés à l'industrie, au transport ou à l'agriculture, mais également sur celui du secteur résidentiel. Le secteur résidentiel – j'insiste sur ce point – constitue le quatrième poste des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle régionale : 12 % des émissions de CO2. L'un des faits marquants pour notre région est que le secteur résidentiel compte un million de résidences principales, avec une large majorité de maisons individuelles qui sont classées en catégorie D. Comme vous le savez, pour être en adéquation avec la stratégie nationale bas carbone, il faut que nous rénovions ce parc de maisons individuelles vers des maisons de catégorie A ou B.

Par ailleurs, c'est un enjeu à la fois de réchauffement climatique et un enjeu également social, puisque la dépense de chauffage pour les ménages est importante : 185 000 ménages en région Centre-Val de Loire sont en situation de précarité énergétique et consacrent plus de 8 % de leur budget aux dépenses de chauffage. On a donc à la fois un enjeu en termes d'action en faveur de la lutte contre la précarité énergétique et en termes de lutte globale contre le réchauffement climatique.

On a lancé cette semaine en région la marque « Centre-Val de Loire rénovation » mais, au-delà de la marque, c'est surtout la constitution d'un service public régional de l'énergie avec comme bras armé la SEM Centre-Val de Loire Energies, qui constitue un outil opérationnel. J'insiste sur le sujet parce que cela va devenir un outil auprès des ménages avec trois possibilités pour ces ménages : recourir aux audits énergétiques certifiés HSE de la SEM, avoir l'accompagnement technique avant, après et pendant les travaux, avoir un accompagnement financier direct qui va permettre de réaliser, dans des conditions financières acceptables, le financement de ces travaux de rénovation énergétique. Une rénovation énergétique coûte cher. Une rénovation globale dans une maison coûte 30 000 euros, c'est une dépense importante. Il faut que ce prêt se réalise et soit fondé sur les économies d'énergie estimées.

C'est tout l'enjeu que nous avons dans les prochains mois et pour l'année 2022. L'année 2022 sera l'année de déploiement des espaces conseillers France Rénov' ; il y a 15 espaces aujourd'hui. Il faut qu'on complète ce maillage territorial. On a, dans le Cher, une plateforme départementale avec la ALEC 18. Il faut le compléter. Dans les prochains mois, je vais visiter l'ensemble de ces espaces et surtout aller à la rencontre des élus, associer les EPCI qui le souhaitent pour s'engager sur ce sujet aux côtés de la SEM Centre-Val de Loire Energies.

Merci, Monsieur le Président.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur BEATRIX.

Mme GRÉGOIRE a la parole.

Mme GRÉGOIRE.- Monsieur le Président, mes chers collègues, depuis l'après-guerre, il a été demandé au monde agricole de produire beaucoup, et il l'a fait. Depuis 1992 avec la PAC, on lui a demandé de produire pas cher, et il l'a fait. Ces efforts ont assuré l'indépendance et la sécurité alimentaire pour tous.

Aujourd'hui, une nouvelle page s'ouvre, celle du verdissement, et nos agriculteurs seront au rendez-vous. C'est aussi un enjeu de survie pour eux, et ils le savent. Les réalités de l'agriculture d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec des visions parfois idéalisées de certains. Il n'existe pas de bons ou de mauvais agriculteurs, ils sont tous nés de terroirs et d'histoires différentes, ils sont tous chefs d'entreprise avec leurs convictions, la fierté de leur travail, celle de mettre en valeur une exploitation et de la préserver pour les prochaines générations. Alors que j'entends comme seul leitmotiv pour notre région qu'il faut quadrupler les surfaces bio, je réponds d'accord, mais encore faut-il garantir que l'offre ne soit pas plus forte que la demande. Par exemple, dans mon exploitation bio, les trois quarts de nos agneaux sont vendus en conventionnel. S'il n'y a pas assez de demande, nous allons encore davantage précariser nos exploitants et nos éleveurs.

Quadrupler les espaces bios, d'accord, mais encore faut-il trouver suffisamment d'exploitants prêts à se convertir. À partir de 2025, beaucoup de départs en retraite sont attendus. Il est illusoire de penser que ces exploitants, au terme de leur vie professionnelle, vont révolutionner leur façon de travailler quelques années avant d'arrêter.

Quadrupler les espaces bios, d'accord, mais encore faut-il convenir que cette méthode culturale n'a pas que des avantages pour notre climat. En effet, la matière organique des sols constitue le réservoir de carbone le plus important de notre planète après les océans, mais le travail intensif des sols que suppose l'agriculture biologique avec la répétition des labours et autres binages nuit à la vie microbienne des sols et conduit, de fait, à un déstockage du carbone. De surcroît, les zones intermédiaires qui composent notre région telles la Sologne et le Gâtinais ne se prêtent pas à cette technique de par la structure même de leur sol faite de sable ou d'argile.

De plus, l'absence d'élevages conduit à des chutes de fertilité des sols, ce qui réduit le développement de la plante. La nature ayant horreur du vide, cela peut provoquer l'apparition de plantes toxiques pour l'homme et le bétail, comme le datura et l'ambroisie. Ainsi, promouvoir l'agriculture biologique est une priorité, mais l'enjeu qui reste n° 1 est la décarbonation.

Nous avons besoin aussi de l'agriculture conventionnelle du moment qu'elle adopte les pratiques dites d'agriculture raisonnée. En effet, celle-ci favorise la biodiversité et la vie du sol, le stockage des matières organiques. Elle réduit l'érosion des parcelles, diminue la pression des adventices et des bioagresseurs, tout en améliorant la biodisponibilité de nombreux nutriments. Les principes sont de continuer à produire avec moins d'intrants et de compenser par l'implantation des couvertures végétales entre les cultures, surtout cesser le travail du sol responsable du relargage du carbone. D'autres pistes sont à développer : pâturer au lieu de faucher, l'agroforesterie, intégrer des cultures associées, une rotation mixant les cultures conventionnelles bios et prairies temporaires, sans oublier le nécessaire investissement dans l'innovation pour développer de nouvelles alternatives.

Pour conclure, Monsieur le Président, mes chers collègues, nous aurions donc bien tort de mettre tous nos œufs dans le seul panier bio. La diversité des sols justifie la diversité des agricultures. C'est aussi cela, la résilience. Donnons à l'agriculture la chance de relever le défi carbone.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame GRÉGOIRE.

M. HUWART a la parole.

M. HUWART.- Dans le prolongement du débat qui nous anime, je voudrais saluer la qualité de ce rapport et signaler quelque chose qui me paraît assez significatif : depuis 6 ans que je siège dans cette assemblée, on a souvent décrit les politiques écologiques et les politiques régionales en faveur de la transition écologique comme un facteur de contrainte, comme un élément de confrontation, de débat, de division. Je tiens à saluer la qualité d'un texte et d'un engagement équilibré, qui met l'ensemble des sujets au service d'une vision qui est rassembleuse et qui peut rassembler. De fait, les différentes interventions des différents groupes montrent à la fois la convergence, la bienveillance, la bonne volonté et l'envie d'avancer ensemble sur des voies concrètes. Je pense que, par rapport à tout ce que l'on a pu vivre ces dernières années, c'est une étape importante qui est en train d'être franchie et qui est à la hauteur de la réalité que nous vivons.

A cet égard, je tiens aussi à saluer l'intervention de Michel CHASSIER, qui est peut-être passée assez inaperçue mais qui réunit et condense des éléments d'un climatoscepticisme assez déluré qui est vraiment notable. Je ne pense pas qu'il faille décrire le réchauffement climatique comme une sorte de complot, inventé par des chercheurs apatrides du GIEC à la solde de je ne sais quels intérêts et dont le seul objectif serait de miner l'industrie occidentale et notre mode de civilisation.

J'ai la chance d'être maire de Nogent-le-Rotrou, une ville qui abrite un régiment de sécurité civile, la première unité d'ailleurs, qui couvre la totalité de la partie nord de la France avec 600 militaires, des militaires de carrière, des officiers supérieurs, qui sont déployés toute l'année sur l'ensemble des catastrophes naturelles et industrielles, à la fois sur notre territoire et dans le monde. À chaque retour de mission, je suis toujours frappé par le constat qu'ils en dressent, à savoir la brutalité de plus en plus forte de ces catastrophes, leur régularité de plus en plus fréquente et la perspective certaine que ces catastrophes se rapprochent de notre territoire national. Cela vaut pour la sécheresse, cela vaut pour les inondations, cela vaut aussi pour les feux de forêt. Au retour des derniers feux de forêt qui ont animé la vallée du Rhône, les

dirigeants de la sécurité civile ont clairement exprimé qu'une des principales pistes de travail était désormais de se préparer à ce que ces feux de forêt, qui sont extrêmement virulents, se déploient d'ici 5 ans ou 10 ans maximum sur le territoire régional jusqu'à la forêt d'Orléans, jusque dans les forêts de la Sarthe, avec des nécessités d'engagement et de déploiement de matériel qui sont jusqu'ici inédites et qui nous demanderons d'énormes efforts.

Ce n'est pas être l'expression d'une dérive totalitaire et faire de l'éco-anxiété, pour reprendre les mots de M. CHASSIER. Les hommes et les femmes qui tiennent ce discours sont des militaires de carrière, des officiers supérieurs qui portent l'uniforme de l'armée française, qui ne servent que les armes de la France et qui, chaque été, chaque année, risquent leur vie sur les différents théâtres d'opérations. Il y a là des engagements incontournables, indiscutables, sur le réchauffement climatique mais aussi sur la biodiversité, et qui posent un certain nombre de questions sur notre mode de vie, mais aussi sur l'avenir de notre puissance économique. Il y a un défi majeur à relever, cela a été dit et il faut le souligner. Le changement climatique et la transition écologique posent un défi mortel à notre modèle économique et nous obligent à un effort d'investissement et de déploiement majeur à la fois dans les technologies et dans la diffusion de ces technologies dans notre tissu économique sur lequel nous sommes probablement encore insuffisamment préparés.

La question qui a été posée depuis le début des actions concrètes est incontournable. Je voudrais signaler que le rôle de la Région doit s'articuler sur ce point avec l'État. Le gouvernement a, depuis deux ans, au travers de la Banque des territoires et de Bpifrance, mis en place la Banque du climat avec 40 milliards d'euros pour l'accompagnement des entreprises dans la transition écologique à la fois sur la recherche technologique et sur le déploiement de la décarbonation des différents éléments du cycle de production. C'est une manne financière sur laquelle nous devons avoir la responsabilité d'accompagner nos entreprises vers ces éléments d'intervention par la mobilisation de notre réseau, de nos écosystèmes, par l'accompagnement des entrepreneurs. C'est ce qui se décline dans notre politique économique par la création de l'accélérateur de la transition écologique qui vise à avoir une revue stratégique de l'avenir de chaque entreprise sur ce point, par la mobilisation et la construction de filières locales et régionales, que ce soit dans l'économie circulaire ou dans les différents secteurs les plus porteurs, par le développement – Marc GRICOURT en a parlé – des formations à la fois initiales et professionnelles sur les métiers de l'environnement, puisqu'il y a des besoins de recrutement qui sont immenses, qui ne sont pas satisfaits, qui sont des besoins pérennes et d'avenir avec des entreprises qui sont en plein développement parce que ce secteur est en plein développement, avec la question du foncier qui est fondamentale, qui relève aujourd'hui de la responsabilité des intercommunalités et sur laquelle la Région se dote et doit se doter d'outils d'accompagnement en faveur des intercommunalités sur la reconversion des friches industrielles – nous en avons parlé et nous en reparlerons –, et sur la densification de notre tissu économique à l'heure où le « zéro artificialisation nette » apparaît dans la loi et doit être intégré à notre politique. Il y a là un certain nombre d'éléments qui sont incontournables.

Je tiens à saluer la qualité du débat qui nous anime ce matin et l'état d'esprit qui l'oriente.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur HUWART.

Mme COCHARD a la parole.

Mme COCHARD.- Merci, Monsieur le Président, chers collègues.

Je suis fière de notre Région, et nous pouvons tous l'être aujourd'hui, comme le disait Harold, car notre collectivité s'engage dans une démarche exemplaire. Il y a quelques semaines, je n'étais pas si fière de notre pays. En effet, la France est venue les mains vides à la COP26, sans objectif plus ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre ni mesures additionnelles pour combler les retards accumulés. La France s'est contentée de rejoindre les initiatives non contraignantes comme sur la déforestation ou l'aviation ou encore en prenant des engagements sans effet concret sur son arsenal législatif.

Pourtant, l'enjeu est de taille. Je veux partager ici une partie de ce rapport. Les personnes les plus vulnérables sont les plus touchées par les impacts du dérèglement climatique. Parmi ces personnes vulnérables, à l'échelle mondiale, les femmes en sont les premières victimes. Sur le 1,3 milliard de personnes vivant dans des conditions de pauvreté, 70 % sont des femmes, alors que les femmes jouent un rôle-clé dans la production alimentaire mondiale, 50 à 80 % *(coupure de son)* moins de 10 % des terres. Nous, les femmes et les hommes des pays riches, devons maintenant être solidaires car ce constat n'est pas supportable et fait le lit de tous les extrémismes.

Il est acté que les crises à répétition que rencontre l'agriculture, l'artificialisation des sols et l'érosion de la biodiversité ne permettent pas de nourrir le monde. En France, 7 millions de personnes ne mangent à pas à leur faim. Oui, il est urgent, et vous l'avez dit, Président, d'agir. Cette déclaration d'urgence climatique et sociale, par ses 26 engagements concrets, pour un mandat du virage climatique de notre région redonne de l'espoir. Pour chaque engagement, des bénéfices sociaux sont attendus car tout est lié et ne peut être dissocié.

Je veux citer ici l'ambition de réussir la transition de notre modèle agricole et alimentaire, l'agriculture étant le premier poste émetteur de gaz à effet de serre dont le bilan CO2, Madame RÉNIER, comprend la captation. Il ne s'agit pas de stigmatiser les agriculteurs et agricultrices, et c'est une fille d'agriculteur qui vous parle, mais il s'agit d'agir en multipliant par quatre les surfaces consacrées à l'agriculture biologique dans le cadre d'un nouveau plan bio lancé lors du mandat précédent et porté par Michelle RIVET, VP des écologistes, tout en accélérant l'agroforesterie, Madame GRÉGOIRE – c'est bien prévu –, ainsi que la réimplantation de haies. La Région cofinance le label « Territoire bio engagé » visant 20 % du bio et 7 % de la surface des terres. En septembre, les premiers territoires bios ont reçu le label : Saint-Just et Marçais dans le Cher, département qui compte 300 fermes bios.

Madame DE PÉLICHY, l'agriculture conventionnelle est loin d'être délaissée car elle capte la majorité des subventions. L'agriculture de conservation utilise des pesticides. Pourtant, combien d'agriculteurs se suicident ? le modèle est-il le bon ? Notre Région vise aussi l'objectif 100 % local pour ce qui peut être produit ou local, dont 50 % bio dans les cantines de nos lycées, et fera l'objet d'une communication à la prochaine session. Vous voyez bien, les actions sont lancées.

Je tiens à remercier vivement Charles FOURNIER qui, contre vents et marées et sans relâche, et ce depuis des années, travaille à la mise en action concrète et de façon démocratique de l'écologie dans notre région vers un avenir radieux. Notre groupe Ecologie et Solidarité votera bien sûr favorablement cette déclaration.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Madame COCHARD.

Mme BESNIER a la parole.

Mme BESNIER.- Merci.

A part quelques climatosceptiques qui le sont, soit par intérêt personnel, soit par une mise en doute non fondée des données scientifiques, la grande majorité des Français et des Européens reconnaissent l'urgence climatique.

Loin des belles paroles, je veux ici noter la volonté d'action et d'engagement du président de Région, accompagné de l'ensemble de l'exécutif. Il faut du concret, comme le présente ce rapport, mais ne perdons pas de vue que les populations vont devoir choisir dès maintenant leur mode de vie pour les années à venir. Pour cela, je vous recommande la lecture du rapport de l'ADEME *Transition(s) 2050*. Il faut un peu de temps parce qu'il fait 680 pages. Si la définition de la neutralité carbone est à peu près partagée, le chemin pour y parvenir reste encore flou. Ce rapport étudie quatre scénarios qui, s'ils aboutissent tous à une neutralité carbone en 2050, correspondent à des choix de société très différents. Les noms de chacun de ces chemins illustrent bien les modes de vie proposés, puisque cela va de la génération frugale au pari réparateur, en passant par les coopérations territoriales et les technologies vertes. La trajectoire qui sera choisie relève de choix politiques. Cette décision doit être prise dans un cadre démocratique, mais il est indispensable d'accélérer les débats pour que les premières actions concrètes soient mises en place par toutes les collectivités, les entreprises et les citoyens. Sur ce choix, on rejoint le débat d'hier sur le SRADDET.

Ce ne sont pas des solutions un peu partout dispersées, c'est une vraie trajectoire qu'il faut choisir et mettre en place. Quelle trajectoire voulons-nous pour notre région ? C'est exactement le sujet de ce rapport.

(Applaudissements)

M. le Président.- M. GEOLLOT a la parole. M. NIKOLIC, pour le groupe pour lequel deux temps de parole n'avaient pas été pris, demande à revenir dans le débat. Ce sera nécessairement bref, Monsieur NIKOLIC, parce que vous avez introduit très largement et durablement la position de votre groupe. Je vous donnerai cependant la parole dès lors que votre intervention sera concise, et je vous en remercie par avance.

Monsieur GEOLLOT.

M. GEOLLOT.- Merci, Monsieur le Président.

Depuis 2019, la jeunesse manifeste dans le monde jusque dans les rues des villes de notre région pour exiger l'adoption de mesures à la hauteur des enjeux portés par le dérèglement climatique et la destruction de la biodiversité. C'est un encouragement assorti d'un avertissement. Tout est encore possible pourvu que nous soyons suffisamment déterminés à agir pour changer la société et nos comportements. Le monde de demain est incompatible avec le capitalisme destructeur qui règne aujourd'hui sans partage. Il faut répondre à l'urgence climatique et à l'urgence sociale avec la même exigence, la même volonté.

N'opposons pas les fins de mois à la fin du monde, comme le dit la formule reprise dans les marches pour le climat ou pendant la convention citoyenne dont les propositions les plus intéressantes ont été rejetées par le pouvoir actuel. Pour atteindre les objectifs écologiques indispensables à notre planète, il y a la nécessité de rompre avec le système économique actuel dans lequel les logiques du profit l'emportent sur tout le reste. Il est impossible de s'en sortir simplement en aménageant le capitalisme et en faisant reposer les efforts exclusivement sur les comportements individuels. Il est indispensable de revoir nos modes de production comme nos habitudes de consommation qui sont en interaction réciproque. Par exemple, pour permettre aux salariés d'agir dans ce sens, pourquoi ne pas envisager un droit de veto de ces travailleurs et de leurs organisations syndicales pour s'opposer à toute pratique de leur entreprise qui serait nuisible à la planète, aux droits sociaux ou à la santé ?

Nous vivons donc l'échec du développement néolibéral, qui entraîne dans sa fuite en avant la majorité des femmes et des hommes qui peuplent notre planète. La mondialisation capitaliste fait l'impasse sur la réponse au besoin de préservation de l'environnement, à l'intérêt général, au bien commun et à l'épanouissement humain. L'écologie n'est pas soluble dans un capitalisme vert. Si production et consommation font système, il doit être repensé à partir de l'humain et donc sortir des solutions à court terme mortifères pour bâtir de nouveaux rapports de production et de travail remettant en cause les seules logiques de la rentabilité capitaliste et d'épuisement des ressources de la planète. Répondre à ces besoins nécessite de les définir globalement en termes de biens et de services et dans la manière de les produire. Il est donc nécessaire d'articuler les différents niveaux d'intervention et d'action, en particulier sur le plan régional et national, et de repenser les coopérations à mettre en place.

Une véritable économie circulaire est indispensable avec des filières industrielles qui prennent en compte le cycle complet de vie des produits, de l'écoconception au démantèlement recyclage. Relocalisons les productions pour les rapprocher des lieux de consommation. Il faut fabriquer des produits à haute valeur ajoutée réparables, recyclables et interconnectables. C'est un nouveau modèle industriel totalement imbriqué avec les services, soutenu par de nouveaux financements où l'humain y occupe la place centrale avec une élévation des qualifications en priorisant formation initiale et continue pour toutes et pour tous. Ces nouveaux modes de production doivent reposer sur de solides pôles publics de haut niveau dans la santé, l'éducation, l'eau, l'énergie, les transports, l'alimentation, et la liste n'est pas close.

Les besoins sociaux et environnementaux sont étroitement imbriqués et nécessitent une vision basée sur l'intérêt général et la coopération. Normes sociales et normes écologiques doivent être harmonisées par le haut. Il est indispensable de sortir des choix politiques et économiques actuels qui sont seulement guidés et soumis aux exigences des actionnaires des groupes capitalistes et qui nourrissent la financiarisation de l'économie au détriment de l'avenir de notre planète. L'identification de secteurs stratégiques de l'économie pose aussi la question fondamentale de la propriété : nationalisation, réappropriation publique et sociale.

Pour conclure, l'urgence climatique revalorise la défense et l'extension des biens communs qui reposent sur deux piliers indissociables : le partage des usages entre tous les êtres humains et la cogestion durable de ces biens par les citoyens.

Je vous remercie pour votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur GEOLLOT.

M. NIKOLIC pour une intervention rapide.

M. NIKOLIC.- M. HUWART, tout à l'heure, nous a traités de climatosceptiques. Je voulais rebondir, répéter qu'on constate un réchauffement climatique et qu'on ne le remet pas en cause. On sait qu'il y a un impact de l'homme, mais on critique le catastrophisme, et la dernière intervention le démontre, au service de lubies et d'une idéologie immigrationniste anticapitaliste, comme cela vient d'être fait, et même anti-France parce qu'on criminalise les Français qui font déjà énormément d'efforts. On est un pays qui pollue beaucoup moins que d'autres par rapport à l'économie qui est la nôtre. Globalement, on critique l'idéologisme derrière cela, le manque de solutions, et on voit que les solutions qui sont appliquées ne marchent pas quand c'est essayé ailleurs. C'est une remise en cause de cela, on critique le catastrophisme de certains rapports. C'est ce qu'a fait Michel CHASSIER. Nous ne sommes pas climatosceptiques, nous sommes lucides sur la question, et bien plus que les mesures qui sont souvent évoquées et qui ne fonctionnent pas quand elles sont essayées ailleurs. Je voulais le préciser.

M. le Président.- Merci, Monsieur NIKOLIC.

Dernier orateur inscrit avant les éléments de réponse qui seront donnés : M. Philippe FOURNIÉ.

M. FOURNIÉ.- Bonjour, Président, bonjour à toutes et tous.

Ce matin, en me connectant, je me suis dit : à quoi sert encore ce rapport pour une trajectoire alors que l'on a déjà eu des consortiums ambition, COP, etc. En entendant Mme GENESTE ou M. CHASSIER, ou M. NIKOLIC à l'instant, je me dis qu'on a bien raison de mettre sur table ce que l'on a fait déjà, ce qui a été fait et ce qui est aujourd'hui extrêmement puissant au niveau de certaines politiques, et ce que l'on doit faire, la trajectoire que l'on doit porter par rapport à ces enjeux qui, je le rappelle, nous dépassent individuellement et sur lesquels on doit avoir une vision collective.

Dire à Mme GENESTE, pour aller de Châteauroux à Argenton, il y a des tarifications REMI, mais si elle veut, je lui enverrai un petit dépliant. Nous avons déjà fait des choses, peut-être pas assez, avec la tarification REMI. Pour un jeune, c'est moins cher que BlaBlaCar, c'est 50 % de réduction toute la semaine et 66 % pour le week-end. Pour une personne un peu moins jeune, c'est 33 % la semaine et 50 % le week-end. Il faut se l'approprier. C'est pour cela qu'il est important de dire ce que l'on a fait et l'intérêt de ce rapport. C'est une compilation de ce qui a été fait, mais pas seulement. Aujourd'hui, il faut aller plus vite, plus fort et faire des choix. Je crois que c'est important de faire des choix. Notamment dans les transports, il faut qu'on fasse des choix. On a déjà fait des choix.

Je vais prendre deux exemples. Le premier exemple est que, d'ici 2028, dans le cadre de nos délégations de service public et de nos marchés, il n'y aura plus un car diesel sur nos lignes régulières, mais 550 cars qui, dès mars prochain, puisque 40 cars vont rentrer en service, qui seront au bioGNV, circuleront dans la région. Il reste 1 473 cars scolaires sur lesquels on n'a pas de solution financière pérenne, avec un équilibre financier. Je pense qu'on devra faire un effort budgétaire considérable. Mme GENESTE, pour la rejoindre, disait qu'il faut rouvrir les lignes. On va le mettre dans le CPER ? La réouverture de l'ensemble des lignes, c'est 2,5 milliards d'euros. Est-ce qu'aujourd'hui, un gouvernement mettra sur la table des dizaines de milliards d'euros pour rouvrir l'ensemble des lignes à travers la France, puisque c'est quand même de la compétence de l'État ? On pourra l'aider à notre niveau, mais je crois qu'il faut aller plus fort, plus loin. Je crois que l'intérêt du rapport est que la trajectoire que nous avons définie, on puisse la faire progresser et l'évaluer chaque année, parce qu'il faut quand même que, chaque année, toutes les politiques publiques de la Région puissent être évaluées et qu'on puisse se dire que certaines fonctionnent et pour d'autres, c'est de la « réunionite ». On peut se le dire.

Mes chers collègues, on ne pourra pas le faire tout seul, notamment dans les transports. Vous qui êtes souvent élus de territoires urbains, qui êtes en responsabilité ou qui connaissez des élus en responsabilité dans ces territoires urbains, il faut que nous définissions ensemble une trajectoire qui soit intéressante. Je vais prendre l'exemple de la gratuité des transports scolaires. La gratuité des transports scolaires a amené 12 millions d'euros de pouvoir d'achat à 75 000 familles du milieu rural. En moyenne, par jour, il y a 900 voyages solos en moins pour amener les enfants à l'école, au collège ou au lycée. Aujourd'hui, il est incompréhensible pour les habitants de nos territoires que, sur certains territoires de la région, il y ait la gratuité, mais pas sur d'autres territoires. Il faut qu'à un moment donné, ce qu'on a pu voter collectivement à l'unanimité au niveau régional, on puisse le porter dans nos collectivités, dans nos autres autorités organisatrices de mobilité urbaine pour qu'on puisse avoir une vraie trajectoire régionale qui englobe l'ensemble des territoires et des habitants de la région.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Philippe FOURNIÉ, pour cette intervention.

Pour des éléments de réponse, Charles FOURNIER.

M. FOURNIER.- Merci, Monsieur le Président, merci, chers collègues.

C'est un débat que j'ai trouvé qualitatif. Une convergence s'affirme de plus en plus sur les constats, et c'est rassurant. J'ai entendu, en quelques années sur ces bancs, une évolution sur l'analyse de la situation. Je me rappelle une époque où l'on disait : « L'environnement, cela commence à bien faire ». Aujourd'hui, plus la situation nous est perceptible et plus elle vient nous impacter, plus les alertes qui avaient été envoyées… Je pourrais renvoyer à Rio et au processus international de négociation autour du climat. Les alertes n'ont fait qu'augmenter. Le nombre de scientifiques qui se sont mis d'accord pour porter ces constats… Je vous rappelle la dernière alerte, en 2017, adressée par 15 000 scientifiques qui n'étaient absolument pas liés aux États et au GIEC, comme je l'ai entendu. D'autres scientifiques, ensemble, ont lancé une alerte à l'humanité. Je me satisfais et je me dis que c'est sans doute une étape extrêmement importante que d'être d'accord sur la situation et de se dire qu'il faut agir vite et maintenant.

Pendant beaucoup d'années, il y a eu une forme de déni, et cette forme de déni a entraîné des conséquences toujours plus dramatiques, et la pente est plus raide. Plus on retarde les décisions, plus ce que nous devons faire est plus massif, plus impactant dans l'organisation de nos vies. J'aimerais bien pouvoir vous dire que cela ne va pas changer grand-chose, mais la réalité est que cela va changer beaucoup de choses.

En revanche, on peut imaginer que, peut-être, nous aurons moins mais nous pourrons avoir mieux. C'est important. Tout le raisonnement humain est basé sur le quantitatif. Je crois qu'il faut aussi se battre pour le qualitatif. Peut-être que l'on aura moins d'accès à certaines choses mais mieux en relations sociales, échanges, capacité à vivre ensemble. C'est quand même ce qui peut guider notre engagement très fort face à ce dérèglement climatique.

Il faut être lucide, ce n'est pas du catastrophisme, ou il est éclairé, pour reprendre la formule d'un philosophe qui s'appelle Jean-Pierre DUPUIS et qui parle du catastrophisme éclairé. C'est être capable de dire l'état du monde et, en même temps, être capable d'éclairer.

Quand le Rassemblement National nous explique que nous faisons du catastrophisme, que nous nous appuyons sur des théories qui seraient complotistes, marxistes et autres, quand vous parlez du grand remplacement, sur quoi vous basez-vous ? Quand vous jouez sur les peurs de l'immigré, sur quoi vous basez-vous ? Quand vous jouez sur la division et la nécessité d'une forme de repli, sur quoi cela repose ? C'est un peu l'hôpital qui se moque de la charité. Tout en disant qu'on n'est pas climatosceptique en conclusion, on a démonté toute légitimité du GIEC en une intervention, celle de Michel CHASSIER. Chacun a le droit de s'exprimer, évidemment. C'est ce qui se passe et c'est à cela que sert un hémicycle, mais je m'inscris totalement en faux par rapport à ce qui a été dit. On peut nuancer sur certains aspects, on peut ne pas être tout à fait d'accord. Le débat scientifique continue d'exister, tous les scientifiques ne sont pas unanimes sur tous les aspects, mais ils sont unanimes sur la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Pour répondre aux différentes interventions – je ne pourrai évidemment pas répondre à tout le monde mais je trouve que beaucoup de choses ont été dites –, je voudrais vous dire, Madame RENIER, que je partage la nécessité de faire avec les habitants, de mobiliser les habitants, de permettre aux habitants de comprendre ce qui est en train de se passer. C'est une ambition centrale à l'intérieur de la COP régionale et de nos démarches. Nous avons besoin de vous pour expliquer aux habitants que tout cela n'est pas une lubie, que c'est une réalité, parce qu'on a beaucoup entendu de relais publics et politiques expliquer aux gens que ce n'était pas vraiment un problème et que c'était ailleurs, à l'autre bout du monde. J'ai entendu ici que c'était la faute des Indiens, des Chinois et des Américains, en disant que nous sommes les meilleurs

exemples du monde. Ce n'est pas responsable de dire cela. Pendant des années, c'est ce que l'on a dit mais, malheureusement, aujourd'hui, c'est beaucoup plus compliqué.

Sur l'éolien et les méthodes agressives, il y en a, c'est vrai, mais j'ai fait un travail là-dessus qui est déjà engagé et qui va se poursuivre avec l'ensemble des promoteurs de l'éolien dans cet hémicycle pour avancer sur les façons de faire. Nous avons un programme européen qui va travailler sur cette dimension. Il nous faut travailler sur l'implication des territoires autour de ces sujets. C'est fondamental. C'est pourquoi, dans notre SRADDET, 15 % des outils de production d'énergie devront être détenus par des citoyens, des entreprises locales ou des collectivités. C'est une manière d'avancer et de dépasser le faux débat sur le fait que cette énergie serait la bonne et cette énergie ne serait pas la bonne.

D'ailleurs, merci à Anne BESNIER d'avoir fait référence aux scénarios de l'ADEME. C'est extrêmement intéressant à lire et cela montre les changements qui vont s'engager. Tous les commentateurs de ces scénarios, à la différence de celui de RTE, qui est intéressant aussi, expliquent que le débat sur le nucléaire n'est pas vraiment le sujet. Il faut dépasser ce débat. Investissons pour ceux qui sont favorables au nucléaire, mais les réponses ne seront pas là avant 15 ans, 20 ans, 25 ans. Que se passe-t-il entre-temps ? C'est là que beaucoup de choses se jouent. Je suis défavorable, je pense que ce n'est pas la bonne voie, mais j'entends qu'on puisse considérer, parce qu'on n'a pas pris de décision, qu'on n'aurait pas le choix. Expliquer qu'on va faire des SNR un peu partout dans les territoires, en expliquant que les gens ne veulent pas de l'éolien mais que, peut-être, demain, ils vont vouloir de mini-centrales nucléaires à côté de chez eux, je ne suis pas sûr que l'on n'aura pas un gros problème d'acceptabilité avec les déchets qui vont circuler, les problématiques de sécurité, etc.

Je ne suis pas sûr non plus qu'en regardant ce qui se passe autour de l'EPR, qui a pris 11 ans de retard et plus de 20 milliards d'euros de retard, avec récemment l'arrêt en Chine du seul qui fonctionnait pour défaut de cuve, comme celui Flamanville, avec les retards incroyables de l'autre EPR en Finlande, que nous ayons là la solution qui peut nous garantir un avenir. Une fois que l'EPR sera là, on va s'en servir. On ne va pas avoir mis 20 milliards d'euros… Personne ne dit ici qu'il faut sortir du nucléaire tout de suite. Il y a une phase, il n'y a pas le choix, mais un jour il faudrait une décision et une trajectoire claires. Le problème est qu'on tergiverse beaucoup autour de ces sujets.

Le rapport ne parle pas du nucléaire parce que ce n'est pas la responsabilité directe de la Région. On en parle quand même dans le bilan carbone. Ce n'est pas notre responsabilité, Jean-Patrick GILLE l'a dit, c'est la responsabilité du Président tout seul. Parfois, c'est un peu comme cela sur ce sujet. On a du mal à avoir un débat français sur cette thématique et une trajectoire extrêmement claire.

Sur l'agriculture, effectivement, le bilan carbone – ma collègue a fait une petite erreur – n'intègre que les émissions, mais c'est la méthode du bilan carbone fait par l'ADEME. Vous ne lirez pas à un endroit dans le rapport la mise au banc de l'agriculture. L'agriculture est largement émettrice de gaz à effet de serre, mais il est vrai qu'elle en capte. Il n'y a pas de bilan nul et on ne peut pas raisonner l'agriculture toute seule sans penser le reste du monde. Si l'on veut agir sur les émissions de gaz à effet de serre, il faut agir partout où on en émet, donc il faut agir aussi dans l'agriculture. Je trouve qu'on entretient « l'agribashing » dont on parle, mais ce sont plus ceux qui se sentent victimes qui en parlent beaucoup. Je pense que l'on ne peut rien faire sans les agriculteurs. Je défends les agriculteurs, je crois profondément dans le rôle qu'ils peuvent jouer. En revanche, je ne serai pas d'accord, quand vous commencez à poser la bio, Constance DE PELICHY, repris par Mme GRÉGOIRE, comme étant quasiment un danger. On parle de multiplier par quatre pour arriver à 15 % de la surface agricole utile ; il restera 85 % de la surface agricole utile qui ne sera pas en bio. On a caricaturé. Dire que cela va déstabiliser le marché, il ne faut pas exagérer. Je pense que c'est excessif. C'est une mesure. Les 26 mesures qu'on a mises en évidence, ce n'est pas toute la politique agricole que mènera notamment ma collègue Temanuata GIRARD. Elle pourrait répondre sur beaucoup d'aspects qui ont été évoqués.

Quant au bilan carbone, la seule ambition serait le carbone. Non, il y a beaucoup d'autres ambitions autour de la modification de l'agriculture. Il y a la biodiversité, un sujet majeur. Le fait qu'il y ait un travail du sol dans l'agriculture bio, oui, c'est un peu plus émetteur, mais les intrants, quand on les prend en considération dans l'agriculture, sont très émetteurs, de la fabrication, de l'usage et des conséquences que cela a. Il ne faut pas seulement les diminuer, il faudra aller le plus loin possible pour transformer cela. Il y a une phase de transition, il faudra l'accompagner. C'est ce que notre Région fait, on n'oppose pas. Multiplier par quatre, permettez-moi de vous dire que c'est extrêmement modeste quand on regarde d'où l'on part. La demande citoyenne est là. On commence à vouloir démonter le bio. Le bio est une pratique qui trouve son existence dans l'histoire, avant qu'on invente d'autres formes d'agriculture. Tout n'est pas à rejeter, mais j'ai entendu des propos qui tendaient à opposer à l'inverse, à opposer le bio et même à lui donner un avenir beaucoup plus sombre que celui que nous proposons.

Sur la question des déchets, c'est pour cela qu'on a fait le SRADDET, pour éviter ce qui est en train de se passer : les surfaces d'enfouissement supplémentaires poussées par des acteurs économiques à qui l'on confie cette gestion et qui, à un moment donné, nous tiennent un peu par la main en nous mettant la contrainte. Dans le SRADDET, on a dit moins 30 % d'enfouissement, comme la loi le prévoyait, d'ici à 2030. On en est loin. On a dit dans le SRADDET que l'incinération n'était pas la meilleure des solutions, tout comme l'enfouissement, et qu'avant cela il y avait la prévention, le tri des biodéchets (30 % de nos poubelles). Au 1er janvier 2024, tous les citoyens devraient avoir accès à une solution de tri des biodéchets. On n'y est pas du tout. On peut dire que le SRADDET, c'est trop compliqué et c'est trop dur, mais comme on a reporté des décisions, la marche est plus haute et, aujourd'hui, on est devant une marche qui est difficile. Je ne le nie pas, il faut qu'on travaille ensemble pour voir comment on dépasse la difficulté. Malheureusement, je crains que nous n'ayons pas du tout le choix. On ne peut pas desserrer les objectifs, sinon on va se mettre dans le rouge.

Je voudrais remercier celles et ceux qui ont rappelé les liens forts entre la question écologique et la question sociale, entre le modèle économique, les prédations qui existent sur notre monde, ceux qui pensent continuer à maintenir leur business comme il était préalablement, impactant les hommes et la nature. Je ne vais pas tous les citer, mais il y en a plusieurs. Il y a eu dans les dernières interventions M. GEOLLOT, notre collègue M. LÉONARD qui a aussi porté cette dimension, et tous mes collègues qui ont fait état des liens internationaux. Merci, Delphine BENASSY, d'avoir ramené cela dans des dynamiques internationales, dans des solidarités entre les territoires. C'est extrêmement important.

Je voudrais dire à M. SCHLESINGER qu'un budget est un budget instantané et que cela ne raconte pas forcément tout ce qu'on a fait, ce qu'on est en train de faire et ce qu'on fera. Sur les lycées, j'insiste, 100 % de nos lycées engagés dans la rénovation thermique, c'est énorme. C'est une mobilisation financière unique en France, c'est la seule Région qui aura rénové 100 % de ses lycées. C'est déjà engagé, il y a un contrat qui s'appelle COEPI qui mobilise plus de 60 millions d'euros pour faire cette rénovation thermique, qu'on avait déjà engagée préalablement. On mobilise beaucoup d'argent sur la rénovation thermique de l'habitat, avec l'aide de l'État, avec l'aide de l'Europe, mais c'est un mouvement sans précédent : 30 000 habitations par an. C'est de l'activité économique, des structurations de filières, une action sur le portefeuille de nos concitoyens, sur le confort de vie, sur la santé. On fait tout ce qui est en le pouvoir de la Région sur ces sujets.

Sur les écarts que vous liriez entre le budget et nos engagements, ce n'est parfois pas qu'une question d'argent. C'est une question, et cela a été dit dans l'hémicycle, d'ingénierie, d'accompagnement, d'accès à la recherche, d'accès à la connaissance, de formation. Quand on a une ligne formation, on ne raconte pas forcément qu'à l'intérieur il y a un programme qu'a engagé la Région, qui s'appelle « transformation », qui travaille sur l'évolution des métiers, l'adaptation des métiers à tous ces enjeux. Quand vous avez une ligne « aide économique », ce n'est pas inscrit peut-être suffisamment noir sur blanc qu'il y aura un accélérateur de transition écologique, un cap de transformation écologique. C'est peut-être nous qui ne rendons pas les éléments assez visibles, je l'entends pleinement, mais je crois vraiment qu'on a, dans ce budget et dans cette déclaration, beaucoup d'engagements. Cela ne suffira sans doute pas, les

trajectoires vont devoir augmenter. A la sortie de la COP26, on voit bien que la marche est de plus en plus grande. La France devra rehausser ses engagements, la Région devra probablement le faire dans de nombreux domaines. Nous aurons l'occasion, dans ce mandat, d'être là où il faut pour pousser ce sujet et, à chaque fois que nous pourrons faire plus, nous serons évidemment présents.

Plusieurs ont souligné les engagements du plan de transition de la Région. Je suis passé très vite dessus, mais j'ai assisté, avec Marc GRICOURT, au bilan sur les achats responsables. Je demandais quels étaient les impacts en matière d'émission. C'est un peu compliqué parce qu'on n'a pas de comparaison, puisque les marchés ne sont pas les mêmes, entre le moment où nous avons engagé cette démarche et aujourd'hui. Nous avons été labellisés sur cette question pour la qualité de nos engagements. J'ai mesuré la prise en compte par notre service achats très fortement de cette question de l'égalité et du dérèglement climatique. Je crois qu'on a un levier très puissant. Les collectivités, ce sont 70 % de l'investissement public civil. Ce n'est pas rien. Si on agit là, on va agir très fortement sur les émissions de gaz à effet de serre.

Le travail sur les mobilités de nos agents sera un sujet extrêmement important, sur la façon dont on va dans nos lycées, la façon dont on se déplace sur le terrain. La visioconférence a sans doute déjà bougé des lignes, mais il y a des engagements très forts. Je ne vais pas revenir sur les questions alimentaires, on en a parlé à plusieurs reprises.

Madame STEPANOFF, je partage ce que vous avez évoqué sur ce qu'il faut faire pour continuer à travailler autour des produits végétariens. Je suis d'accord que si on ne met que des patates et des haricots verts et qu'on n'a pas d'alternative au soja importé et au steak de soja, cela ne va pas aller. Travailler un menu végétarien, c'est travailler toutes ces dimensions. Cela prend un peu plus de temps. C'est pour cela, d'ailleurs, que la formation est prévue auprès des agents dans nos lycées sur ces questions, sur ce qu'est un menu végétarien. Carole CANETTE y travaille pour que ce soit une alternative qui donne envie. Je suis assez d'accord pour mettre en valeur cette gastronomie végétarienne. C'est difficile, quand on est végétarien, de trouver un endroit où manger. Souvent, on désespère dans le menu et on finit avec une assiette de haricots verts et de pommes de terre parce qu'il n'y a pas d'alternative. Je suis d'accord qu'il faut pousser cela. Je suis d'accord qu'il y a beaucoup de sujets autour de cela sur lesquels on peut avancer. Tout n'est pas écrit dans ce rapport. J'aurais pu vous parler du développement du vrac qui est un sujet extrêmement important pour percuter l'économie circulaire et limiter nos déchets. La Région y travaille activement aujourd'hui. Une convention régionale autour du vrac va se mettre en place.

Beaucoup de choses ont été dites. Je vous remercie. Je pense qu'une fois qu'on met en place une déclaration comme celle d'aujourd'hui, il faut continuer le travail. Notre COP régionale va se poursuivre. Vous y avez toute votre place. Il faut imaginer les manières dont on pourrait coopérer autour de cela. S'il y a état d'urgence, il y a souvent un conseil d'urgence pour essayer de dialoguer sur ce qui peut être engagé. Je pense que c'est important.

Ce qui se passe en région Centre doit aussi se passer dans d'autres territoires, à toutes les échelles, dans notre région, à l'échelle européenne. Il y a beaucoup à faire ensemble. Il y a des suites à donner au bilan carbone que nous avons fait. Un bilan carbone, ce n'est pas une vérité, mais une méthode de calcul qui donne les masses, une vision. Il faudrait travailler sur l'empreinte carbone, mais pas seulement pour l'agriculture, parce que cela laisse à penser à tout le monde qu'ici, à cet endroit, il n'y aurait rien à changer. Ce n'est pas vrai, il y a beaucoup à changer de ce côté-là. On l'a ouvert dans les échanges avec le CESER pour aller au-delà de ce bilan : raisonner empreinte écologique, intégrer toutes les données de la captation, intégrer les enjeux de la biodiversité.

Je voudrais terminer en disant qu'il faut lutter contre le dérèglement et l'atténuer, mais nous avons un enjeu encore plus important qui est de nous adapter à ce changement climatique. C'est pour cela que, dans les actions – vous avez pu le lire, on n'en parle pas beaucoup –, il y a un véritable enjeu autour de la prévention des risques naturels et de leur amplification. J'ai eu l'occasion de participer à une conférence avec le BRGM qui travaille sur ces

sujets dans notre région. La difficulté que nous avons avec les risques en relation avec le dérèglement climatique est que ce sont des risques systémiques : l'un entraîne l'autre. On sait répondre au risque d'inondation, on sait un peu le faire, mais on a pu voir pas totalement. On sait faire face à des incendies, mais quand tout s'enchaîne et s'articule, c'est beaucoup plus compliqué. Nous devons nous organiser, organiser le territoire, les alertes des populations, notre capacité à faire face à cela. Rappelez-vous ce qui s'est passé en Allemagne il y a quelque temps quand il y a eu les inondations si violentes et si subites, avec des conséquences très lourdes pour les habitants. Nous pouvons commencer dès maintenant l'adaptation face à cela.

Merci, mes chers collègues, pour vos interventions. Nous sommes, la majorité, disponibles pour travailler, pour aller plus vite, pour aller plus loin. Cet état d'urgence est la déclaration de la mobilisation générale pour l'égalité, pour les questions sociales et pour les questions climatiques.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci pour ce débat. Il est intéressant parce qu'il ancre la problématique dans la réalité de toutes nos politiques, et les interventions l'ont montré. Il est évident qu'un rapport de cette nature ne doit pas être *one shot*, cela doit très régulièrement revenir vers nous de manière à ce que nous voyions, comme nous l'avons fait ce matin, quelles sont les avancées, quels sont les objectifs, quels sont les points durs et comment nous allons faire évoluer les politiques autour de cette trajectoire.

De la même manière, on réfléchit à un budget carbone pour voir comment les choses avancent à l'échelle de notre région. La force de ce rapport est sa transversalité, son articulation avec le réel. C'est une excellente chose que nous abordions le sujet dans sa globalité et de la manière la plus partagée – c'est ce que j'ai ressenti ce matin – et la plus transparente, avec très peu de freins. Il faut lever les fausses interprétations, je me permets de le dire. Nous avons eu, comme cap dans ce pays, de faire passer l'énergie nucléaire de 75 % à 50 % de l'énergie électrique produite. C'est quelque chose qui appelle du renouvelable, et le renouvelable est très complexe parce qu'on rentre dans le mixte. Là où nous avions un dispositif unique facile à cerner, on rentre dans le mixte. Est-ce que cela veut dire, 50 %, qu'il y a plus de nucléaire ? Non, il y en a la moitié. Le mixte est très complexe. On l'a vu, vous l'avez exprimé. Il y a des endroits où on peut mettre des méthaniseurs, d'autres endroits des éoliennes, d'autres endroits où il faut développer des cultures qui permettent de dégager de l'énergie. Chaque élément doit être vu dans une approche articulée et mixte.

C'est exactement la même chose pour l'agriculture. Si nous avions l'ambition qui a été partagée d'une meilleure performance énergétique, d'une meilleure protection de la biodiversité en ne traitant que 15 % du territoire, on se planterait complètement ! Il faut, dans ce territoire qui est très en retard par rapport à la moyenne nationale… On est aujourd'hui à 3 ou 4 % en ayant fait déjà, dans le mandat précédent, Charles, d'énormes efforts et d'énormes progrès. On part de rien dans cette région ! Pourtant, avec les efforts qui sont faits, on a 30 % du territoire viticole qui est en biologie, 27 % exactement, et on est aujourd'hui une des toutes premières régions pour cela. Dire que rien n'est possible, ce n'est pas bond. Dire qu'il faut progresser et que 15 %… Il y a le problème que vous dites. Nous sommes conscients que l'écoulement du produit biologique, qui a été très dynamique pendant la période de crise avec un ralentissement… C'est vrai, mais faut-il, pour des éléments conjoncturels… La hausse vertigineuse a été conjoncturelle, la baisse l'est aussi. Il faut avoir une trajectoire. Avoir une trajectoire à 15, par rapport à ce qui se fait ailleurs, ne me paraît pas déraisonnable. De la même manière, il serait faux de penser que rien n'est fait par ailleurs. Avec les caps qui couvrent tout, un cap grande culture dans cette région qui essaie de penser l'impact environnemental de la production céréalière dans le grenier de la France, ce n'est pas rien, et il faut continuer là-dessus.

L'idée n'est pas une opposition entre les systèmes, qu'ils soient énergétiques, qu'ils soient de production, économiques, etc., mais une vraie dynamique. Je crois pour cela qu'il nous faut un suivi. Ce rapport a cet intérêt, il dit le cap, il dit la direction, il dit les politiques, mais il permet aussi de voir les évolutions. Il faut avoir un suivi très régulier de cela, partagé, collectif

dans les différents secteurs. Si nous portons cela ici, nous accompagnons, nous aidons à l'extérieur celles et ceux qui doivent être aussi des acteurs de ces mises en œuvre.

Un excellent débat. Merci, Charles FOURNIER. Merci aux vice-présidentes et vice-présidents qui travaillent là-dessus parce que c'est du travail, de même qu'aux commissions. Il y a une nécessité d'élargir.

Je vais donc mettre aux voix ce rapport. Le vote est le suivant : il s'agit de prendre acte du bilan carbone du territoire régional, du bilan carbone de la collectivité. Nous prenons acte. Il s'agit de voter sur l'adoption de la déclaration de l'urgence climatique et sociale telle que proposée, avec la mise en œuvre et les engagements, et l'adoption du premier plan de transition de la Région Centre-Val de Loire avec ses 30 fiches actions.

(Mis aux voix, le rapport est adopté)

Pour : Socialistes, Radicaux, Citoyens / Écologie et Solidarité / Communiste et Républicain
Contre : Rassemblement National et Alliés
Abstention : Union de la Droite, du Centre et des Indépendants / Centre, démocrate, républicain et citoyen

M. le Président.- Le rapport est donc adopté dans ces conditions.

(Applaudissements)

M. le Président.- Mesdames et Messieurs, chers collègues, nous en avons terminé pour cette dernière session de notre année civile 2021. Il me reste à vous souhaiter d'excellentes fêtes et de revenir avec beaucoup d'énergie et beaucoup de belles idées. Merci à vous, très bonnes fêtes.

(La séance est levée à 12 heures 03)

La Secrétaire de Séance

Delphine BENASSY

le Président

François BONNEAU